

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2005-2006**

**TOME
3.1**

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Notes :

Les questions 1 à 12 ne semblent pas pertinentes pour l'étude des crédits; aucune réponse n'est fournie.

Les questions 213 à 234 concernant le Secrétariat au Loisir et au Sport, seront transmises dans un envoi ultérieur.

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
 - a. Date et contexte de création;
 - b. Objectifs poursuivis;
 - c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire, incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
 - d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
 - e. Indiquer le budget dévolu.
2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1er mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou organismes relevant de celui-ci.
3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005 indiquer :
 - a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
 - d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
5. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.
6. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes.
8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et 2004-2005.

9. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005.
10. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
 - a. Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
11. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts.
12. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.
13. Copie à jour de tous les plans quinquennaux et triennaux d'investissements. Ventilation détaillée des investissements.
14. Détail des coûts de systèmes du réseau de l'éducation 2003-2004, 2004-2005, et 2005-2006 ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).
15. Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires transmis au Conseil des ministres par le ministère de l'Éducation.
16. Liste de toutes les activités de recherche ou programmes menés conjointement avec d'autres ministères ou organismes. État de la situation sur ces activités, dont les sommes engagées en 2004-2005, le personnel affecté à ces projets ou programmes et les rapports d'évaluation.
17. Copie de tous les documents et rapports des comités interministériels rendus publics en 2004-2005, ou dont les travaux sont venus à échéance en 2004-2005. Copie des mandats en cours donnés à tous les groupes de travail du ministère ou en lien avec d'autres ministères.
18. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2004-2005.
19. Ventilation complète et détaillée de tous les programmes normés, 2004-2005 et 2005-2006, dont le programme 4, élément 5 et le programme 5, élément 6 (sous forme de tableau comparatif).
20. Copie des échanges de correspondance avec l'un ou l'autre des ministres fédéraux en 2004-2005.
21. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans tout ministère ou organisme telle que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
22. Copie de tous les documents relatifs à la réalisation des sections touchant l'éducation du document *Briller parmi les meilleurs*.

PRIMAIRE ET SECONDAIRE

23. Copie des documents relatifs aux travaux de l'équipe de travail consacrée à l'école communautaire formée au terme du Forum des générations.
24. Copie des documents relatifs aux travaux de l'équipe de travail formée au terme du Forum des générations afin d'assurer la qualité des services éducatifs.

25. Copie de tous les documents relatifs à la promotion de saines habitudes de vie.
26. Détails et ventilation des dépenses liées au programme « Vas-Y ».
27. Copie de tous les documents relatifs au renouvellement des clauses dérogatoires concernant l'enseignement religieux.
28. Copie de tous les documents relatifs à la création d'un ordre professionnel pour les enseignants.
29. Agendas, ordres du jour et procès-verbaux de la table de discussion sur l'ordre professionnel des enseignants.
30. Copie de toutes les études, analyses et avis concernant l'implantation de l'enseignement de l'anglais langue seconde en première année.
31. Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2005-2006. Prévisions de l'embauche de ressources professorales liées à l'enseignement de l'anglais au premier cycle du primaire pour 2005-2006 et 2006-2007.
32. Documents relatifs à l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement dans les écoles primaires.
33. Détails et ventilation de la planification financière de l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement à la grille horaire au primaire.
34. Copie de tous les documents (analyses, bilans, rapports, etc.) relatifs aux projets d'expérimentation de la réforme au secondaire.
35. Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
36. Liste, calendrier et budget destinés aux mesures de formation qui seront offertes aux enseignantes et aux enseignants en 2005-2006 en regard de la réforme scolaire.
37. Agendas et ordres du jour des travaux de la Table de pilotage de la réforme au secondaire. Copie des documents relatifs à ce comité ou qui ont circulé à ce comité.
38. Copie de tous les documents produits en 2004-2005 et qui ont trait à la réforme de l'éducation.
39. Liste des projets soumis et ceux acceptés, par école et commission scolaire, avec les montants demandés et consentis, en 2004-2005 pour l'aide aux devoirs et prévisions pour 2005-2006.
40. Copie du plan d'action détaillé de l'implantation de l'aide aux devoirs.
41. Pour 2004-2005, détail des mesures visant à augmenter l'information reçue par les parents et le public en général et détails des moyens de diffusion prévus. Ventilation des sommes prévues en 2005-2006.
42. Prévision d'embauche, pour tout le réseau, de personnel enseignant. Préciser :
 - a. Par niveau
 - b. Par région
 - c. Par commission scolaire
 - d. Par matière d'enseignement
43. Copie de tous les documents concernant le programme *Écoles en forme et en santé*.

44. Ventilation des sommes accordées en 2004-2005 liées aux activités parascolaires et aux activités physiques parascolaires. Prévisions pour 2005-2006.
45. Liste des projets d'immobilisations (constructions, agrandissements d'écoles, projets communautaires, etc.) demandés en formation générale et en formation professionnelle, pour l'année 2003-2004 et l'année 2004-2005 par direction régionale, par commission scolaire et par circonscription électorale en indiquant ceux qui ont été autorisés et le montant global engagé par le ministère. Pour chaque projet autorisé, indiquer le coût total et la part assumée par la commission scolaire, le milieu (municipalité, etc.) et le ministère. En ce qui concerne la construction de nouvelles écoles, indiquer leur capacité d'accueil, le niveau d'enseignement et le nombre d'élèves qui y sont inscrits au 30 novembre 2004. Prévisions pour 2005-2006.
46. Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école. Préciser le nombre de pieds carrés spécifiquement attribués à cette fin dans les écoles pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
47. Études, avis, analyses à l'égard de l'impact de la hausse du tarif des services de garde en milieu scolaire.
48. Détail et ventilation des sommes économisées par le ministère de l'Éducation en haussant les tarifs quotidiens de 2 \$.
49. Pour 2004-2005, nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire, par commission scolaire, niveau de formation de chacun d'entre eux et mesures prises pour compléter la formation lorsque celle-ci est déficiente. Prévisions des effectifs pour 2005-2006.
50. Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les garderies en milieu scolaire, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
51. Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
52. Ventilation des sommes versées par les commissions scolaires pour la surveillance sur l'heure du midi en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
53. Ventilation, par commission scolaire, des montants versés en 2004-2005 pour le maintien des actifs (enveloppe régulière et plan d'accélération) et prévisions pour 2005-2006.
54. Ventilation des espaces excédentaires (en mètres carrés) dans chaque commission scolaire en 2004-2005 et coûts de maintien de ces espaces, en indiquant ceux qui font l'objet d'un bail et revenus de celui-ci.
55. Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires depuis 2002-2003 ainsi que les subventions prévues pour 2005-2006.
56. Détail des modifications apportées, article par article, aux règles budgétaires 2004-2005 versus 2003-2004 et prévisions des règles budgétaires pour 2005-2006.
57. État des surplus et déficits, le plus à jour possible, par commission scolaire. État des surplus et déficits au 30 juin 2004.
58. Bilan des dépenses encourues par le gouvernement du Québec en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, pour favoriser le retour à l'école des décrocheurs, avec liste complète des projets soumis dans le cadre du plan d'action sur la réussite scolaire, tant pour le ministère que pour les commissions scolaires. Détails des mesures et programmes envisagés pour 2005-2006.

59. Copie du plan d'action du ministère sur la réussite éducative et la prévention de l'abandon des études pour 2004-2005 et 2005-2006; ventilation ainsi que description et budget pour chaque mesure appliquée en 2004-2005. Prévisions pour 2005-2006.
60. Enveloppe accordée en 2004-2005 au programme « Agir autrement ». Détail et ventilation complète des projets financés. Prévisions pour 2005-2006.
61. Sommes accordées en 2004-2005 pour des mesures visant à contrer la violence, le taxage et l'intimidation dans les écoles. Sommes prévues pour 2005-2006 à ce sujet.
62. Liste détaillée des mesures utilisées et prévues contre la violence, le taxage et l'intimidation. Copie du plan d'action ministériel à cet effet.
63. Copie de tous les documents relatifs au décrochage scolaire et à la réussite éducative pour 2003-2004, 2004-2005.
64. Copie de tous les documents relatifs au décrochage scolaire et à la réussite éducative des garçons pour 2003-2004, 2004-2005.
65. Copie des incitatifs financiers prévus pour la mise en œuvre de mécanismes de soutien à l'apprentissage destinés à l'école montréalaise. Plan de travail et plan d'action à cet effet.
66. Liste ventilée des subventions versées à des associations et organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation en 2003-2004 et 2004-2005, incluant la ville où les associations et les organismes se situent, en établissant la comparaison du financement entre les anciens programmes et le programme PACTE.
67. Ventilation des dépenses effectuées en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, aux chapitres de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :
 - a. Répartition des enveloppes budgétaires 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 selon les régions administratives et selon les directions régionales.
 - b. Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention.
 - c. Indiquer les nouveaux groupes financés dans chaque région.
 - d. Indiquer également, pour chaque région, le montant ou le pourcentage de l'enveloppe qui est accordé pour le développement de nouveaux groupes.
 - e. Financement et modalités de financement pour 2005-2006 avec les dates prévues pour le versement de chaque tranche de la subvention.
 - f. Copie des formulaires qui doivent être complétés par les organismes pour les demandes de subvention et des conditions qui s'y rattachent.
 - g. Copie de l'entente relative aux Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation.
68. Montants dépensés par les commissions scolaires en 2004-2005 et prévisions 2005-2006 pour les services d'alphabétisation.
69. Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes.
70. Financement accordé en 2004-2005 spécifiquement pour la formation continue et prévisions pour 2005-2006.
71. Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2004-2005 avec, pour chacune :
 - a. Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
 - b. La liste des demandes de permis et d'agrément en attente.

72. Ventilation des crédits accordés aux établissements d'enseignement privé en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
73. Copie des instructions annuelles 2004-2005 et projet d'instruction 2005-2006 relatives à toutes les formations.
74. Sommes accordées en 2004-2005 au programme Villages branchés (volet éducatif) et ventilation détaillée de ces sommes, par commission scolaire et par projet. Prévisions pour 2005-2006. Liste des projets ayant été acceptés et refusés depuis la création du programme.
75. Tableau comparatif 2004-2005 et 2005-2006 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires. Détail des nouvelles mesures quant au produit de la taxe scolaire.
76. Tableau comparatif du nombre des demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.
77. Nombre de demandes de dérogations demandées quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.
78. Tableau comparatif du nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle, par option professionnelle (programmes) depuis les cinq dernières années et mesures prises par le ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2004-2005.
79. Sommes accordées en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 des mesures visant à augmenter les inscriptions en formation professionnelle et technique. Détail de ces mesures.
80. Ventilation des subventions versées dans le cadre du service de la dette des commissions scolaires pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
81. Ventilation des transferts fédéraux dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire pour les années 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
82. Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement (primaire, secondaire) et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2005-2006.
83. Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2004-2005.
84. Ventilation détaillée des budgets accordés par le ministère en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour le maintien des écoles de village et montants accordées à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.
85. Orientations ministérielles concernant la dernière école de village et nombres d'écoles menacées de fermeture en 2005-2006.
86. Tableau statistique du nombre de classes multiprogrammes (plusieurs niveaux dans la même classe) pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
87. Détail et ventilation des sommes accordées en 2004-2005 pour les élèves en milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires et prévisions pour 2005-2006.

88. Bilan de la participation du ministre de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2004-2005, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.
89. État d'avancement du plan d'action du ministère sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, incluant le nombre de projets et la nature des projets déposés par les commissions scolaires, les montants ventilés et le nombre de projets accordés et subvention accordée à chacun, de même que le solde de l'enveloppe budgétaire depuis le dépôt du plan d'action.
90. Enveloppes allouées par le ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.
91. Liste des manuels scolaires approuvés pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Quantité de manuels achetés, parmi cette liste.
92. Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Sommes réellement dépensées à cet effet en 2004-2005.
93. Ressources financières consacrées par Télé-Québec pour la production de matériel audiovisuel scolaire en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
94. Crédits consentis par le ministère au chapitre de la francisation des allophones, des classes d'accueil, au soutien linguistique et au programme d'enseignement des langues d'origine en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 de même que le nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour les mêmes années.
95. Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour les clientèles autochtones. Détail du matériel et coût du matériel produit à l'intention des autochtones.
96. Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégories d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
97. Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et d'animateur de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Budget global alloué à ces ressources pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
 - a. Nombre de professionnels dont l'embauche a été effectuée en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006
 - b. Nombre d'enseignants dont l'embauche a été effectuée en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006
 - c. Montants des subventions versées aux commissions scolaires pour financer ces ajouts de postes en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
98. Suivi donné au plan MEQ-ministère de la Culture et des Communications visant à accroître l'accès à des programmes éducatifs et culturels des élèves. Détails des mesures et sommes octroyées en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
99. Ventilation des sommes accordées aux écoles de spécialité en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
100. Enveloppe spécifique accordée à l'école Pierre-Laporte depuis 2000-2001, prévisions pour 2005-2006.

101. Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
102. Détail et ventilation du nombre d'élèves en difficulté ainsi que des montants d'aide consentis par école et par commission scolaire.
103. Recensement du nombre d'écoles non légalement reconnues, estimation du nombre d'élèves les fréquentant selon l'année d'enseignement et estimation du nombre d'élèves non inscrits à l'école publique ou privée pour 2004-2005.
104. Coûts des masses salariales découlant des conventions collectives des divers personnels pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Prévisions ou estimation des coûts reliés à l'équité salariale.
105. Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien, professionnels) pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire. Orientations actives du MEQ en matière de formation continue du personnel enseignant.
106. Copie à jour des demandes d'avis du ministre de l'Éducation au Conseil supérieur de l'éducation en 2004-2005. Copie de tous les avis déposés et copie des mandats en cours.
107. Aide financière accordée à tous les programmes de soutien aux parents. Enveloppe globale et enveloppe par commission scolaire pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
108. Enveloppe globale accordée au soutien aux plans de réussite ou en lien avec les plans de réussite. Détail des mesures est ventilation des budgets par mesure et par commission scolaire pour 2004-2005.
109. Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives. Bilan de leurs interventions pour 2004-2005.
110. Liste des programmes identifiés par le MEQ entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles; copie du programme visant l'accès à la formation professionnelle; copie des programmes intégrés secondaire-collégial; copie des programmes préparant à l'exercice de métiers semi-spécialisés. Ajout et retrait de programmes effectués en 2004-2005 et état des travaux en cours.
111. Nombre d'inscriptions, par commission scolaire, dans les programmes d'alternance travail-études en 2004-2005 et prévisions ou cibles pour 2005-2006.
112. Nombre total d'enseignants à temps complet et à temps partiel, par niveau d'enseignement, par secteurs (adultes et jeunes) en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Idem en formation professionnelle.
113. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
114. Liste des coûts de tous les projets d'amélioration ou de création de programmes d'enseignement professionnel et niveau d'avancement au Conseil du trésor.
115. Coûts estimés pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour la mise en œuvre des nouveaux ratios maître/élèves (salaire, immobilisations, fonctionnement et autres).
116. Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires. Cumul de l'entretien différé accumulé.

- 117. Liste des commissions scolaires et des cégeps qui ont produit des plans de réussite. Sommes versées à la suite de la signature de ces plans de réussite ainsi que le détail de chacun de ces plans.
- 118. Calendrier d'implantation de la réforme au secondaire à la suite de son report.
- 119. Copie des règles budgétaires des commissions scolaires pour les années 2004-2005 et 2005-2006.
- 120. Montant économisé par le ministère de l'Éducation en ne payant plus les intérêts des emprunts des commissions scolaires, pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Ventilation de ce montant par commission scolaire.
- 121. Données concernant la variation des ressources en ETP entre les années scolaires 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006, pour chacune des commissions scolaires.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

- 122. Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2003-2004 et 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
- 123. Copie des études, analyses et avis concernant la hausse du plafond des prêts étudiants.
- 124. Montant versé au Québec par la Fondation canadienne des bourses du millénaire pour 2002-2003, 2003-2004 et prévisions 2005-2006. Indiquer la date des versements pour chacune des années.
- 125. Copie des échanges intervenus entre le MEQ et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2004-2005.
- 126. Tableau des différents taux d'intérêt assumés par le gouvernement aux institutions prêteuses, au chapitre d'aide financière, pour l'année 2004-2005.
- 127. Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation pour l'année 2004-2005, en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.
- 128. Tableau de l'aide financière allouée aux élèves en formation professionnelle au niveau secondaire, en indiquant le nombre de bénéficiaires et le volume d'aide accordée en 2004-2005.
- 129. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement et catégories d'établissement, s'il y a lieu, qui ont réclamé au cours d'un trimestre de 2004-2005 des frais de scolarité excédant le plafond maximal instauré.
- 130. Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement 2004-2005.
- 131. Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.
- 132. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2004-2005.

133. Tableau de la ventilation de l'aide financière reçue, par ordre d'enseignement pour chacun des étudiants qui a atteint le seuil maximum d'endettement en 2004-2005.
134. Nombre de personnes et montant accordé, par ordre d'enseignement, étudiant à l'extérieur du Québec, qui ont bénéficié d'aide financière en 2004-2005.
135. Copie des études, avis, analyses et prévisions financières concernant le création d'un programme de remise de dette.
136. Copie des études et travaux réalisés concernant le programme de remboursement proportionnel au revenu (RPR). Échéancier d'implantation.
137. Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact.
138. Nombre de plaintes en 2003-2004 et 2004-2005 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.
139. Taux d'intérêt maximal en vigueur pour les prêts étudiants en 2004-2005, prévisions pour 2005-2006.
140. Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien des prêts et bourses pour les années 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. Pour ces mêmes années, préciser les données qui ont servi au calcul de ces montants.
141. Évolution du nombre d'étudiants qui ont des créances douteuses ou des défauts de paiement et montant de ces créances douteuses et défauts de paiement pour les cinq dernières années, par ordre d'enseignement et catégories d'établissement.
142. Nombre et pourcentage de défauts de paiement chez les ex-étudiants endettés, mais qui ont quitté les études avant l'obtention d'un premier diplôme universitaire.
143. Nombre d'étudiants qui ont bénéficié d'une bourse du millénaire, dépôt des lettres-types envoyées aux étudiants, nombre d'étudiants qui y ont eu droit ainsi que les montants remis à ces étudiants, ventilés par niveau d'enseignement.
144. Copie des études, avis ou analyses concernant l'exclusion de la pension alimentaire comme un revenu aux fins de l'aide financière aux études.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

145. Coûts de formation d'une infirmière aux niveaux collégial et universitaire.
146. Liste de tous les programmes contingentés au collégial et à l'université dans le domaine médical. Ventilation complète de ces contingentements pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

147. Tableau de l'évolution des inscriptions, par cégep et par programme pour la clientèle étudiante pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
148. Tableau comparatif de l'effectif scolaire des établissements d'enseignement collégial selon la langue maternelle (français, anglais ou autre) et la langue d'enseignement (français ou anglais) au cours des dix dernières années.
149. Prévisions de la clientèle par établissement collégial pour 2005-2006, en comparaison avec 2004-2005.
150. État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003 et prévisions pour 2005-2006.

151. Modifications effectuées en 2003-2004 à la formule de financement des collèges et renseignement sur celles prévues en 2004-2005.
152. Ventilation des subventions versées à chacun des collèges en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.
153. Sommaire des subventions versées dans le cadre du service de la dette des cégeps pour l'année scolaire 2004-2005 et état de la dette par institution.
154. Ventilation des dépenses effectuées en 2004-2005, au chapitre des investissements et des équipements par collège, avec la liste des projets approuvés ou encore à l'étude. Pour chaque projet autoriser, indiquer le coût total et la part assumée par le collège et par le ministère.
155. Copie des études et des analyses concernant l'assouplissement des règles d'admission dans les cégeps et concernant les sanctions intermédiaires.
156. Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.
157. Copie des règlements adoptés par les cégeps sur les frais afférents.
158. Liste des programmes contingentés par collège et nombre de personnes en attente pour chaque programme.
159. Copie de la carte des options professionnelles offertes dans les cégeps, en identifiant les nouveaux cours dispensés par cégep, en 2004-2005 et copie des demandes pour 2005-2006.
160. Comparaison du nombre d'étudiants inscrits dans un établissement collégial par région en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
161. Financement accordé par région aux établissements d'enseignement collégial pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
162. Tableau de la ventilation des frais de scolarité chargés pour les AEC en 2004-2005 par les collèges privés non subventionnés pour chacune des attestations d'études collégiales.
163. Copie de toutes les mesures visant à augmenter le taux de diplomation dans les collèges et ventilation des sommes qui y sont rattachées.
164. Taux de diplomation de chacun des collèges et cégeps du Québec selon l'ensemble des programmes d'études, les programmes établis et le régime d'études des étudiants, à savoir à temps complet ou à temps partiel et taux de diplomation de chacun des collèges et cégeps du Québec après un cheminement de quatre ans pour le secteur professionnel, selon l'ensemble des programmes d'études, les programmes établis et le régime d'études des étudiants, à savoir à temps complet et à temps partiel.
165. Mesures appliquées en 2004-2005 pour favoriser la réussite scolaire dans des délais plus courts pour les programmes techniques et ventilation des sommes qui y ont été consacrées. Prévisions des sommes accordées à cette fin en 2005-2006.
166. Sommes prévues en 2005-2006 pour des études visant à revoir la structure des programmes de formation préuniversitaire et technique.
167. Copie de toutes les études et des états de situation faits ou commandés par le ministère pour étudier la question de l'abolition des études générales et préuniversitaires dans les collèges du Québec.
168. Travaux, études et budget dépensé en lien avec la tenue du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial.

169. Échéancier de révision des cours de français et de l'épreuve ministérielle et sommes prévues à cet effet.
170. Mesures appliquées pour augmenter la réussite en français au collégial et sommes prévues à cet effet en 2005-2006.
171. Sommes accordées en 2004-2005 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2005-2006.
172. Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.
173. Ventilation des montants alloués en 2004-2005 aux différents centres collégiaux de transfert et de technologie, nombre d'employés dans chacun de ces centres, rapports d'activité et le cas échéant, rapport d'évaluation.
174. Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2004-2005 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée et la clientèle visée. Liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.
175. Pour l'année 2004-2005, nombre de projets particuliers (recherche ou encadrement) financés au niveau collégial. Provenance de l'enveloppe et ventilation des projets financés. Prévisions pour 2005-2006.
176. Rapport sur les activités de chacun des centres collégiaux de transferts de technologie et copie de tous les projets de centres collégiaux de transfert de technologie présentés en 2004-2005 au ministère de l'Éducation, incluant la réponse donnée à chacun d'eux.
177. Tableau des résultats des cégépiens aux deux derniers tests de français, par collège.
178. Copie des enquêtes de Relance effectuées par les collèges en 2003-2004 et 2004-2005.
179. Liste des programmes conjoints secondaire-cégep et cégep-université, par collège, et le nombre d'inscriptions à ces programmes conjoints.
180. Liste de tous les collèges ayant signé des ententes DEC-BAC. Détails des programmes concernés.
181. Liste exhaustive et détaillée par cégep des frais de toute nature et frais afférents exigés des étudiants.
182. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les cégeps en 2004-2005, ventilées par institution. Prévisions pour 2005-2006, sous réserve d'approbation des crédits.
183. Liste et coûts de tous les projets d'amélioration ou de nouveaux programmes techniques et niveau d'avancement au Conseil du trésor.
184. Liste de tous les nouveaux programmes approuvés par collège.
185. Liste et coûts de toutes les améliorations d'espace (immobilisations et rénovations) approuvées par le MEQ en 2004-2005.
186. Tableau comparatif de la subvention par étudiant dans chacun des programmes techniques et préuniversitaires pour chaque cégep.
187. Liste de tous les programmes techniques, dans chacune des institutions, qui n'obtiennent pas assez d'inscriptions pour être financés par le MEQ.

- 188. Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.
- 189. Nombre de professionnels d'encadrement des étudiants dans les collèges en 2004-2005 et prévisions d'embauche pour 2005-2006. Ratio professionnel élève pour chaque collège.
- 190. Contingement en techniques de soins infirmiers au collégial pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

- 191. Modifications effectuées en 2004-2005 par le gouvernement à la formule de financement des universités et celles prévues en 2005-2006. Copie des règles budgétaires 2004-2005 des universités.
- 192. Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
- 193. Ventilation des subventions reliées à la diplomation en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
- 194. Ventilation des dépenses effectuées en 2004-2005, au chapitre des immobilisations et équipements par université et par projet, avec la liste des projets approuvés ou à l'étude pour 2005-2006. Copie du plan d'immobilisations.
- 195. Liste des nouveaux programmes universitaires approuvés ou financés en 2004-2005. Indiquer le nom de l'université, le programme et le montant de la subvention de démarrage.
- 196. Sommaire des subventions versées dans le cadre du service de la dette des universités pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. État de la dette par institution.
- 197. Copie de tous les documents concernant les frais indirects de la recherche depuis 2003-2004.
- 198. Ventilation des chaires obtenues et des projets financés par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI). Somme accordée par Québec à cette fin.
- 199. Données ventilées sur le nombre d'étudiants étrangers et canadiens qui ont bénéficié de bourses d'exemption de frais de scolarité et de bourses d'excellence, par pays, par champs d'études, par cycle d'études et par université d'accueil, en 2004-2005 et prévisions pour chaque pays en 2005-2006.
- 200. Liste des projets communs d'harmonisation du réseau universitaire.
- 201. Nombre d'étudiants canadiens inscrits dans chacune des universités québécoises pour 2004-2005 et pourcentage de l'effectif étudiant total ainsi qu'un tableau de revenus relatifs aux étudiants canadiens.
- 202. Copie de toutes les études, avis, analyses et travaux en cours concernant la déréglementation des droits de scolarité des étudiants étrangers.
- 203. Nombre d'étudiants étrangers inscrits dans chacune des universités québécoises pour 2004-2005 et pourcentage de l'effectif étudiant total.
- 204. Recension des pays pour lesquels une entente a été conclue avec le gouvernement du Québec en matière de formation des étudiants universitaires et modalités de ces ententes.
- 205. Nombre d'étudiants inscrits dans les facultés de médecines québécoises en 2003-2004 et ventilation de la prévision pour 2004-2005, incluant les nouvelles inscriptions.

206. Indiquer le coût moyen de formation pour un médecin omnipratricien et indiquer le coût moyen de formation, par spécialité, pour un médecin spécialiste.
207. Inscriptions au baccalauréat en sciences infirmières, de même qu'aux 2^e et 3^e cycles, pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
208. Demandes budgétaires des universités par étudiant en médecine par année.
209. Copie de la demande de l'état de situation des chargés de cours dans les universités.
210. Dépenses effectuées pour 2004-2005 par les universités dans leurs bibliothèques, ventilées par établissement.
211. Liste exhaustive des frais afférents exigés aux étudiants par les universités, ventilés par type de frais et par institution.
212. Tous les documents du comité formé par le ministre (CRÉPUQ, FEUQ, MEQ) pour traiter de la question de l'accessibilité aux études universitaires. Échéancier de travail et agenda.

LOISIR ET SPORT

213. Copie du plan stratégique 2004-2005 présenté au Secrétariat des sports et loisirs.
214. Prévisions de référence qui ont servi à l'élaboration du Plan stratégique 2004-2005 présenté au Secrétariat des sports et loisirs.
215. Copie du calendrier des activités du ministère pour 2004-2005 et activités prévues pour 2005-2006 et préciser les événements auxquels le ministre et le ministère participeront directement.
216. Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2004 avec :
 - a. Objectifs, critères d'admissibilité, réalisations 2004-2005;
 - b. Budgets respectifs;
 - c. Nombre de demandes reçues, projets refusés et acceptés et nombre de participants pour chacun des projets, s'il y a lieu;
 - d. Montant de la subvention de chaque organisme, municipalité, entreprise.
217. Liste des organismes de sports, loisirs et de plein air bénéficiant d'une subvention de fonctionnement, au 31 mars 2005 et montants alloués pour chacun d'eux. Prévisions pour 2005-2006.
218. Études commandées ou réalisées par le ministre ou le secrétariat relativement aux sports, loisirs et au plein air en 2004-2005 et conclusions.
219. Sommes investies dans le programme de soutien aux Infrastructures de loisir et de sport.

SPORT

220. Montants des subventions accordées par le Secrétariat au loisir et au sport aux fédérations sportives par le biais du programme de soutien aux opérations régulières pour 2004-2005. Liste des fédérations sportives en bénéficiant et montant alloué à chacune d'entre elle.
221. Sommaire des subventions accordées aux autres organismes sportifs et liste détaillée des subventions accordées dans le cadre de ces programmes :
 - a. Programme de soutien aux événements sportifs;
 - b. Centre national multisport-Montréal;
 - c. Fédération québécoise du sport étudiant;

- d. Corporation Sports-Québec;
- e. Programme Équipe-Québec
- f. Les bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence;
- g. Les bourses de la Fondation Palestre nationale;
- h. Soutien aux athlètes identifiés auprès de la direction du sport et de l'activité physique.

222. Soutien financier accordé aux athlètes québécois pour l'exercice financier 2004-2005.
223. État de situation des travaux du Comité provincial sports-études au secondaire en 2004-2005.
224. Liste des études et recherches portant sur la sécurité dans les sports en 2004-2005.
225. Sommes investies dans la campagne de sensibilisation pour la sécurité dans les différents types de sports.

LOISIR

226. Sommaire des subventions accordées et listes des subventions accordées dans le cadre des programmes suivants :
- a. Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir;
 - b. Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées;
 - c. Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport;
 - d. Programme d'assistance financière au camps de vacances;
 - e. Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale;
 - f. Programme Chantiers jeunesse;
 - g. Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience;
 - h. Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir;
 - i. Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes;
 - j. Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains;
 - k. Soutien financier au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec;
 - l. Soutien financier au Conseil québécois du loisir;
 - m. Soutien financier pour le projet Archipel (ville de Longueuil).
227. Liste des subventions accordées à la Fédération de l'âge d'or du Québec en 2004-2005.
228. Liste des subventions accordées aux organismes dédiés aux loisirs scientifiques.
229. État de situation des travaux et budget accordé à l'Observatoire québécois du loisir en 2004-2005, prévisions budgétaires et planification des travaux 2005-2006.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

230. Effectifs affectés au programme Kino-Québec pour 2004-2005 et prévisions 2005-2006, postes occupés et nature du travail.
231. Subventions accordées à Kino-Québec en 2004-2005.
232. Liste et copies des études de Kino-Québec en matière d'activité physique et de lutte à la sédentarité en 2004-2005.
233. Budget alloué à la campagne de promotion « Vas-y, fais-le pour toi! ».

AUTRE

234. État du financement de la Fête Nationale pour 2004-2005 (ventilation détaillée) et prévisions pour 2005-2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie à jour de tous les plans quinquennaux et triennaux d'investissements. Ventilation détaillée des investissements.

RÉPONSE

Voir le tableau à la page suivante.

A) PROJETS D'INVESTISSEMENTS POUR LE MINISTÈRE (prog. 01 et 03) :

Projets de développement	K\$
CONTACT	13 294,1 \$
Refonte des systèmes de l'Aide financière aux études afin de la rapprocher de ses clientèles et de ses partenaires. Pour la prochaine année, les principales activités concernent la réalisation des systèmes de gestion des prêts, soit la gestion des réclamations, du recouvrement et des comptes à recevoir ainsi que l'arrimage avec les établissements financiers.	
SANCTION DES ÉTUDES ET DÉCLARATION DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE (CHARLEMAGNE)	9 827,4 \$
Refonte des systèmes de sanction des études au secondaire et de déclaration des clientèles scolaires pour tenir compte de la Réforme de l'éducation. Pour la prochaine année, les principaux efforts seront consacrés aux travaux de réalisation technique du cadre pédagogique, des fonctions du verdict, des vérifications des conditions d'admission et de consultation du dossier de l'élève.	
GESTION DES DONNÉES D'ÉLÈVES DU COLLÉGIAL (SOCRATE)	5 254,7 \$
Refonte du système de gestion des informations sur les élèves au collégial. Pour la prochaine année, les principaux efforts seront consacrés aux travaux de réalisation technique de la fonction de « Gestion des dossiers des élèves au collégial ». Celle-ci a pour objet de permettre la transmission massive par les collèges des données sur leurs élèves et d'en effectuer la mise à jour.	
PORTAIL MINISTÉRIEL	2 653,0 \$
Refonte majeure du portail ministériel pour répondre à l'objectif d'amélioration des services aux citoyens. Pour la prochaine année, les principaux efforts seront consacrés à la mise en place du portail ministériel, et plus particulièrement la refonte du site WEB ministériel.	
GESTION DE L'IDENTIFICATION DE L'ÉLÈVE (ARIANE)	1 674,6 \$
Refonte du système de gestion de l'identifiant des élèves en vue d'offrir des services aux établissements scolaires, de simplifier sa gestion et de tenir compte du projet Charlemagne. Pour la prochaine année, les principaux efforts seront consacrés à compléter les travaux de réalisation technique du système et à son implantation.	
ENTREPÔT DE DONNÉES MINISTÉRIEL SUR LA CLIENTÈLE (EDM)	1 255,4 \$
Intégration et diffusion, tant à l'interne que dans le réseau, des données relatives à la mission du Ministère. Pour la prochaine année, les principales activités consistent en l'ajout de nouveaux contenus relatifs aux statistiques sur les élèves du collégial et de l'enseignement universitaire.	
DIVERSES AMÉLIORATIONS AUX INFRASTRUCTURES MINISTÉRIELLES	2 504,2 \$
Bonifications à la sécurité, à l'emmagasiner des données et à la gestion des espaces magnétiques. Pour la prochaine année, les principales activités concernent la mise en place des outils technologiques et des procédures opérationnelles qui vont accroître la capacité et la sécurité du réseau local.	
AUTRES PROJETS (21)	2 534,6 \$
Sous-total :	38 998,0 \$
Projets d'acquisition	
• Transport, matériel et équipement informatique et bureautique	1 385,4 \$
Budget total d'immobilisations :	40 383,4 \$

B) PROJETS D'INVESTISSEMENTS DANS LES RÉSEAUX :

Voir les réponses aux questions 45, 53, 154 et 194.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail des coûts de systèmes du réseau de l'éducation 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006, ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

RÉPONSE

Ajout de crédits 2005-2006 au réseau de l'éducation, ventilés par réseau, présentés par rapport au budget de dépenses 2004-2005.

	PRIMAIRE- SECONDAIRE ¹	COLLÉGIAL ²	UNIVERSITAIRE ³
	M\$	M\$	M\$
▪ Reconnaissance du 40 heures/semaine	107,4	16,9	-
▪ Alourdissement de l'effectif	16,3	-	-
▪ Indexation des autres dépenses	19,6	1,9	5,8
▪ Réinvestissement – transport scolaire	22,5	-	-
▪ Recomptage de l'effectif universitaire 2002-2003	-	-	114,1
▪ Engagements relatifs aux années antérieures	10,8	1,9	-
▪ Nouvelles mesures 2005-2006	12,8	-	-
▪ Disponibilités dégagées par l'augmentation des revenus de taxes*	(74,2)	-	-
▪ Autres facteurs**	28,2	(28,7)	21,9
Total	143,4	(8,0)	141,8

* Ces augmentations de revenus sont dues à la hausse des rôles d'évaluation.

** Divers autres coûts reliés au maintien de l'offre de services de tous les ordres d'enseignement.

- 1. Total des ajouts de crédits du programme Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire (04)
- 2. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :
 - Cégeps (01)
 - Enseignement privé (03)
 - Service de la dette des cégeps (04)
 - Soutien à des partenaires en éducation (06)
- 3. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :
 - Universités (02)
 - Service de la dette des universités (05)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires transmis au Conseil des ministres par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

RÉPONSE

Les documents sont joints en annexe.

303740

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRESGOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : MONSIEUR JEAN-MARC FOURNIER
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 21 avril 2005

OBJET : Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sollicite l'accord du Conseil des ministres au regard du principe des lettres patentes supplémentaires ayant pour objet le changement de nom du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. L'EXPOSÉ DE LA SITUATION

Dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, datée du 1^{er} juin 2004, le directeur des services administratifs du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante, M. Michel Lemaire, a adressé une demande formelle de changement de nom du Collège, appuyée d'une résolution unanime du conseil d'administration.

Dans sa demande, le Collège de la région de l'Amiante fait valoir qu'il y a plusieurs années de nombreux leaders régionaux, appartenant au monde tant politique, social qu'économique, ont avancé l'idée d'enlever le mot « Amiante » de ce qui identifie la région. La raison étant que l'image négative de l'amiante ternissait celle de toute la région et de nombreuses activités menées à l'extérieur de la région. De plus, la direction du Collège souligne que beaucoup de gens ne savent pas où est situé le Collège de la région de l'Amiante. Plusieurs institutions de la région ont donc modifié leur nom.

À la suite de la position prise par le conseil d'administration invitant à procéder au changement de nom du Collège, le directeur général a formé un comité pour consulter les employés, les retraités ainsi que les étudiants du Collège. Dans le cadre de cette consultation, des dossiers de soutenance de noms ont été sollicités. Au terme de ce processus, quatre noms répondant aux critères préétablis ont été soumis au choix des employés, des retraités et des étudiants par « référendum ». Les trois critères préétablis pour la soutenance de propositions étaient les suivants :

- le nom devait être assuré de pérennité;
- le nom devait prendre assise sur la réalité historique, géographique, culturelle ou porteuse de valeurs et susciter un sentiment d'appartenance;
- le nom devait être compatible avec la mission de l'institution.

En août 2004, à la demande du cabinet du ministre, la Direction du soutien aux établissements de la Direction générale des affaires universitaires et collégiales a communiqué avec le directeur général du Collège de la région de l'Amiante pour vérifier l'appui de la communauté de la région de Thetford au changement de nom du Collège. À cette occasion, le Ministère a appris que le Centre local de développement et le député libéral de la circonscription de Frontenac, M. Laurent Lessard, avaient donné leur appui à cette initiative. Le directeur général a affirmé que la MRC était susceptible d'adhérer aussi à cette orientation. De plus, il a confirmé que l'idée de faire disparaître le mot « Amiante » du nom des principales institutions de la région était un courant dominant parmi les organismes régionaux. Le centre hospitalier a déjà procédé à un changement de nom et la commission scolaire aurait aussi l'intention de modifier son nom.

2. LES LOIS EXISTANTES

L'article 4 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29) prévoit ce qui suit :

- À la requête d'un collège ou de sa propre initiative, le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires.
- Le projet de lettres patentes supplémentaires est publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Le projet est accompagné d'un avis indiquant que les lettres patentes supplémentaires ne pourront être délivrées avant l'expiration d'un délai de 45 jours et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée.

3. LA SOLUTION PROPOSÉE

Le nom « Cégep de Thetford » a été retenu pour remplacer le nom « Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante ».

Le Collège a souligné l'importance du fait que le nouveau nom choisi par la collectivité constitue un retour aux sources puisque le Collège a succédé à l'ancien collège classique, lequel avait été légalement constitué par lettres patentes, émises le 2 août 1956, en vertu de l'article 20 de la Loi sur les évêques catholiques romains, 14 Georges VI, chapitre 76, sous l'appellation « Collège classique de Thetford ».

Le conseil d'administration est unanimement d'accord pour que le nom du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante devienne Cégep de Thetford.

Avec l'accord du Conseil des ministres, un avis concernant le changement de nom du Collège, signé par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et accompagné d'un projet de lettres patentes supplémentaires, sera publié, pour une période de 45 jours, à la *Gazette officielle du Québec*. À l'expiration de ce délai, le ministre pourra recommander au gouvernement de délivrer des lettres patentes supplémentaires. Un projet de décret sera alors préparé pour son adoption par le Conseil des ministres.

4. LES IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Le Collège de la région de l'Amiante n'a fourni aucune information à cet égard avec sa demande de changement de nom. Les implications financières pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sont négligeables et le financement des modifications nécessaires dans les systèmes d'information se fera à même son budget de fonctionnement courant.

5. LES IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA CAPITALE NATIONALE OU SUR LA MÉTROPOLE

Le changement de nom du Collège n'a aucun impact sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole.

6. LES IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

Nous n'avons aucune indication selon laquelle ce changement pourrait avoir un impact particulier sur les jeunes. La consultation sur le changement de nom du Collège, qui a mené au nouveau nom retenu, incluait les étudiants du Collège. Le Ministère n'a reçu, à ce jour, aucune lettre d'étudiants ou d'associations d'étudiants pour s'opposer tant au changement de nom qu'au nouveau nom retenu pour le Collège.

7. LA CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

Le changement de nom du Collège ne requiert pas d'apport particulier d'autres ministères.

Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

C-6076

76-02-00

67-10-06

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 4 mars 2005

OBJET : Projet de loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé

SOMMAIRE

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

Exposé de la situation

Afin de renforcer le lien de confiance de la population québécoise envers le système d'éducation, il importe que le gouvernement mette en place des mesures visant à renforcer la sécurité des élèves et à préserver l'accessibilité à l'école publique.

Lois existantes

La Loi sur l'instruction publique assure à tout résident du Québec le droit à la gratuité des services éducatifs prévus dans cette loi et dans les régimes pédagogiques de la formation générale et de la formation professionnelle s'il est âgé de 5 à 18 ans, ou de 21 ans dans le cas d'une personne handicapée (art. 3).

Solutions possibles

Afin de renforcer la sécurité des élèves, la mesure envisagée consiste d'abord à obliger les organismes scolaires à vérifier les antécédents judiciaires de leur personnel. Elle confère aussi au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport un pouvoir additionnel de vérification des antécédents judiciaires des candidats à l'autorisation d'enseigner, en lui permettant notamment d'évaluer le lien entre une infraction pénale ou criminelle et la profession enseignante.

Pour préserver le principe de l'accessibilité à l'école publique, deux moyens peuvent être envisagés, soit celui de déterminer un montant maximal annuel des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents, soit celui de créer l'obligation, pour la commission scolaire, de se doter d'une politique relative aux frais exigés des parents et de préciser le rôle du conseil d'établissement à l'égard de ces frais.

Les avantages et les inconvénients de chacune des solutions

Vérification des antécédents judiciaires

Les modifications proposées à la Loi sur l'instruction publique permettraient l'instauration d'une véritable culture de vérification des antécédents judiciaires dans le réseau de l'éducation. Ces modifications législatives auraient également pour effet de concourir à l'atteinte de l'objectif d'assurer la sécurité et l'intégrité des élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement du Québec.

Le pouvoir discrétionnaire qui serait confié au ministre, par ces dispositions législatives, assurerait l'évaluation, au cas par cas, du lien entre l'infraction et l'exercice de la profession enseignante, notamment les circonstances particulières entourant l'infraction, sa nature, le temps écoulé depuis sa perpétration ainsi que le caractère isolé ou non de l'acte reproché. De plus, les devoirs et obligations qui seraient prévus à l'endroit des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés viseraient l'ensemble

des personnes appelées à œuvrer ou à être régulièrement en contact avec les élèves mineurs.

Malgré cela, certaines personnes pourraient estimer que le fait de ne pas étendre la vérification des antécédents judiciaires aux comportements douteux, à l'instar de la situation qui prévaut dans les services de garde à la petite enfance, ne permettra pas d'assurer la sécurité et l'intégrité des élèves d'une façon adéquate.

Frais exigés des parents

Au sujet de la préservation du principe de l'accessibilité à l'école publique, la solution d'imposer un montant maximal des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents limiterait ces frais et assurerait une uniformité à ceux qui ont des enfants soumis à l'obligation de fréquentation scolaire, quel que soit le lieu où ils résident sur le territoire du Québec. Toutefois, cette solution pose en soi une difficulté non négligeable, soit celle de déterminer quel serait le montant maximal annuel des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents. Non seulement la détermination d'un montant maximal risque de freiner le développement, par le réseau scolaire public, de programmes d'études correspondant aux besoins et aux caractéristiques socio-économiques de la population locale, mais la fixation d'un tel montant viendrait déresponsabiliser les parents qui tiennent à se doter d'un pouvoir local sur cette question. De plus, un montant maximal des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents pourrait s'avérer, en certains milieux, plus élevé que ce que la communauté locale aurait elle-même déterminé, créant ainsi une pression pour la hausse de ces frais.

L'ajout de dispositions augmentant les responsabilités des commissions scolaires et des conseils d'établissement à l'égard des contributions financières qui peuvent être exigées des parents favoriserait la tenue de débats locaux et régionaux à ce sujet. Cette solution permettrait de mieux régulariser la détermination des frais exigés des parents et d'éliminer les fluctuations trop importantes en la matière d'un établissement à l'autre à l'intérieur d'un même territoire, sans empêcher la poursuite du développement de programmes d'études diversifiés correspondant à la demande parentale. Cependant, cette solution pourrait être perçue comme étant trop timide aux yeux d'une partie de la population qui souhaite qu'un montant maximal pouvant être exigés des parents soit déterminé nationalement par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, surtout parmi les personnes qui participent peu aux débats locaux ou régionaux en éducation. De plus, elle n'empêcherait pas que les frais exigés des parents varient d'une commission scolaire à l'autre.

Analyse comparative

Les solutions envisagées sont conformes à la tendance observée dans les autres provinces et même, en ce qui concerne la vérification des antécédents judiciaires, à celle observée en France, au Royaume-Uni et dans les États limitrophes des États-Unis.

Activité réglementaire

Les solutions envisagées n'ont pas d'impact significatif sur les entreprises.

Implications financières

Des sommes évaluées à plus de 100 000 \$ par année sont à prévoir pour l'application des nouvelles mesures relatives aux autorisations d'enseigner. Quant aux coûts relatifs à la vérification des antécédents judiciaires dans les commissions scolaires, même s'ils sont directement liés à la gestion des ressources humaines, des demandes financières provenant de ces dernières sont prévisibles afin d'assurer la mise en œuvre des modifications législatives envisagées. Des travaux sont en cours avec le ministère de la Sécurité publique en vue de dégager des pistes permettant de réduire les coûts.

La solution proposée relative aux frais exigés des parents n'a pas d'implication financière.

Relations intergouvernementales

La question de la vérification des antécédents judiciaires est une préoccupation partagée par les ministres de l'Éducation des autres provinces canadiennes. À la demande du ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique, M. Tom Christensen, ce sujet a été inscrit à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] qui se tiendra à Toronto le 8 mars prochain.

Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Les solutions envisagées n'ont pas d'incidence territoriale particulière.

Implications sur les jeunes

Les solutions envisagées contribuent à préserver l'intégrité et la sécurité des élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement du Québec.

Les consultations entre ministères

Des discussions sont présentement en cours avec le ministère de la Sécurité publique afin d'analyser les outils disponibles et de convenir de moyens de vérification des antécédents judiciaires susceptibles de répondre aux besoins du ministère de l'Éducation, des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés.

**Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,**



JEAN-MARC FOURNIER

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 4 mars 2005

OBJET : Projet de loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 Exposé de la situation

Le présent mémoire comporte deux sections, la première abordant la question de la vérification des antécédents judiciaires des titulaires d'une autorisation d'enseigner, du personnel des commissions scolaires et de celui des établissements d'enseignement privés et la deuxième portant sur les frais exigés des parents dans les établissements publics.

1.1 Vérification des antécédents judiciaires

Le 11 décembre 2001, le ministre de l'Éducation annonçait un plan d'action visant à instaurer une culture de vérification des antécédents judiciaires au sein du réseau de l'éducation. Afin de concourir au renforcement de la sécurité des élèves et de donner un appui significatif aux employeurs, le ministre présentait au gouvernement, en avril 2004, le projet de règlement modifiant le Règlement sur les services de garde en milieu scolaire (R.R.Q., c. I-13.3, r. 5.1), afin d'y ajouter des dispositions concernant les antécédents judiciaires. Des modifications de même nature étaient également prévues au Règlement sur l'autorisation d'enseigner (R.R.Q., c. I-13.3, r. 0.00002) et au Règlement sur le permis et le brevet d'enseignement (R.R.Q., c. C-60, r. 7).

En mai 2004, les projets de règlement précités ont fait l'objet d'une prépublication à la *Gazette officielle du Québec*. Les commentaires formulés par certains groupes, en septembre 2004, ont amené le ministre à envisager des modifications législatives plutôt que des modifications réglementaires.

Les modifications réglementaires initialement projetées auraient permis d'établir une liste d'infractions empêchant automatiquement la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation d'enseigner par le ministre de même que l'exercice d'une fonction dans les services de garde en milieu scolaire. Or, de l'avis de certains groupes, notamment de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et de la Protectrice du citoyen, cette approche pourrait être contestable, en vertu de l'article 18.2 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12), car la méthode qui consiste à établir une liste d'infractions ne permet pas l'appréciation, au cas par cas, du lien entre un antécédent judiciaire et l'exercice de la profession enseignante ou celle des fonctions exercées au sein d'un service de garde en milieu scolaire.

Il appert toutefois que l'appréciation au cas par cas s'avère incompatible avec l'approche réglementaire.

1.2 Frais exigés des parents

Depuis plusieurs années, les frais exigés par les commissions scolaires et les établissements sont au cœur des préoccupations des parents. Ceux-ci s'interrogent sur la gratuité du système d'éducation et sur le montant de la facture qu'on leur demande de payer.

Bien que des dispositions de la Loi sur l'instruction publique assurent le droit à la gratuité des services éducatifs, des manuels et du matériel didactique à tout résident du Québec, s'il est âgé de 5 à 18 ans (ou de 21 ans dans le cas d'une personne handicapée), d'autres dispositions de cette même loi prévoient des exceptions à ce droit et font part des contributions financières que peuvent exiger les commissions scolaires ou les conseils d'établissement.

En février 2004, le ministre de l'Éducation a mis sur pied un groupe de travail chargé d'examiner la question des frais exigés des parents. Ce groupe de travail, composé de représentants des parents, des directions d'établissement, des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation, a remis un rapport intérimaire en août 2004, dans lequel il observe une croissance des frais exigés des parents. Des activités de sensibilisation et d'information auprès des intervenants du réseau scolaire ont été mises en place. Les travaux du groupe se sont continués depuis cette date.

Dans son rapport final, le groupe de travail propose notamment que des mesures législatives soient prises afin de préserver le principe de l'accessibilité à l'école publique et de mieux cerner les responsabilités en matière de frais exigés des parents, notamment en confiant aux conseils d'établissement des pouvoirs nouveaux de contrôle de ces frais.

2 Lois existantes

2.1 Vérification des antécédents judiciaires

Aucune disposition de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) ne fait référence aux pouvoirs du ministre pour disposer de la problématique liée à la présence d'antécédents judiciaires en rapport avec l'exercice de la profession enseignante.

La Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9.1) sont également muettes à l'égard des devoirs et obligations des commissions scolaires, des établissements d'enseignement privés et des personnes appelées à œuvrer ou à être régulièrement en contact avec les élèves mineurs en ce qui a trait aux antécédents judiciaires.

2.2 Frais exigés des parents

La Loi sur l'instruction publique prescrit l'instruction obligatoire à tout résident du Québec, généralement jusqu'à l'âge de 16 ans (art. 14).

Elle lui assure le droit à la gratuité des services éducatifs prévus dans cette loi et dans les régimes pédagogiques de la formation générale et de la formation professionnelle s'il est âgé de 5 à 18 ans, ou de 21 ans dans le cas d'une personne handicapée (art. 3).

La Loi stipule également que les manuels et le matériel didactique requis pour l'enseignement sont gratuits; cela signifie que les manuels et les objets qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs des programmes d'études doivent être fournis gratuitement par la commission scolaire (art. 7).

La Loi prévoit toutefois deux exceptions à ce droit, permettant à la commission scolaire d'exiger des frais :

- les documents dans lesquels les élèves écrivent, dessinent ou découpent et qui ne sont pas réutilisables;
- les crayons, papiers et autres objets de même nature qui, en vertu de la Loi, ne sont pas considérés comme du matériel didactique.

Pour les services autres qu'éducatifs (services à la communauté), la commission scolaire peut exiger une contribution financière de l'utilisateur, mais il faut d'abord qu'une personne choisisse d'utiliser ces services pour qu'une contribution soit exigible.

Le transport scolaire organisé par une commission scolaire pour l'entrée et la sortie quotidienne des classes est gratuit (art. 292), mais ne l'est pas pour le midi. La commission scolaire doit assurer la surveillance des élèves qui demeurent à l'école le midi, que le transport scolaire soit disponible ou non (art. 292), et elle peut déterminer une contribution financière pour ces élèves.

La Loi prévoit également des situations où le conseil d'établissement peut exiger une contribution financière de la part des utilisateurs, notamment lorsqu'il organise des services éducatifs autres que ceux qui sont prescrits dans les régimes pédagogiques, y compris des services d'enseignement en dehors des périodes d'enseignement pendant les jours de classe ou en dehors des jours de classe (art. 90), ou lorsqu'il organise des services à des fins sociales, culturelles ou sportives.

3 Solutions possibles

3.1 Vérification des antécédents judiciaires

La solution consiste à édicter des dispositions législatives reconnaissant au ministre des pouvoirs additionnels, notamment celui de refuser de délivrer, de suspendre, de révoquer ou de ne pas renouveler une autorisation d'enseigner aux personnes ayant des antécédents judiciaires en rapport avec l'exercice de la profession enseignante lorsque le pardon n'a pas été obtenu.

Des mesures particulières seraient également ajoutées à la Loi sur l'instruction publique et à la Loi sur l'enseignement privé afin d'édicter les devoirs et obligations des commissions scolaires, des établissements d'enseignement privés et des personnes appelées à œuvrer ou à être régulièrement en contact avec des élèves mineurs, notamment l'obligation d'aviser le ministre de l'Éducation lorsqu'une personne a des antécédents judiciaires incompatibles avec l'exercice de la profession enseignante.

Quant à l'étendue des vérifications à effectuer, il paraît souhaitable de la limiter aux antécédents judiciaires, excluant ainsi la vérification des comportements douteux. Cette orientation résulte de la consultation tenue auprès des groupes intéressés¹ au cours de l'automne 2002.

3.2 Frais exigés des parents

Première solution

La première solution consiste à modifier la Loi sur l'instruction publique pour y ajouter uniquement une disposition déterminant un montant maximal annuel des frais de matériel scolaire, fixé par le ministre, qui peuvent être exigés des parents et applicable à tous les établissements.

¹ Fédération des commissions scolaires du Québec, Association des commissions scolaires anglophones du Québec, Fédération des établissements d'enseignement privés, Fédération des comités de parents du Québec, Association des directeurs généraux des commissions scolaires, Association québécoise du personnel de direction des écoles, Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, Fédération québécoise des directrices et directeurs d'établissements d'enseignement, Centrale des syndicats du Québec, Confédération des syndicats nationaux, Association du transport écolier du Québec, Association des propriétaires d'autobus du Québec. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec a été invitée, mais ne s'est pas manifestée.

Deuxième solution

La deuxième solution consiste à modifier la Loi sur l'instruction publique de façon à obliger les commissions scolaires à se doter d'une politique relative aux frais exigés des parents, dans une perspective d'accessibilité à l'école publique. De plus, elle vise à préciser le rôle des conseils d'établissement dans la détermination des frais, notamment en habilitant ces derniers à déterminer localement un montant maximal annuel des frais de matériel scolaire exigés des parents.

4 Les avantages et les inconvénients de chacune des solutions

4.1 Vérification des antécédents judiciaires

Avantages

Des modifications à la Loi sur l'instruction publique permettraient l'instauration d'une véritable culture de vérification des antécédents judiciaires dans le réseau de l'éducation. Ces modifications législatives auraient également pour effet de concourir à l'atteinte de l'objectif d'assurer la sécurité et l'intégrité des élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement du Québec.

Le pouvoir discrétionnaire qui serait confié au ministre, par des dispositions législatives, assurerait l'évaluation, au cas par cas, du lien entre l'infraction et l'exercice de la profession enseignante, notamment les circonstances particulières entourant l'infraction, sa nature, le temps écoulé depuis sa perpétration ainsi que le caractère isolé ou non de l'acte reproché.

De plus, les devoirs et obligations qui seraient prévus à l'endroit des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés viseraient l'ensemble des personnes appelées à œuvrer ou à être régulièrement en contact avec les élèves mineurs.

Inconvénients

Certaines personnes pourraient estimer que le fait de ne pas étendre la vérification des antécédents judiciaires aux comportements douteux, à l'instar de la situation qui prévaut dans les services de garde à la petite enfance, ne permettra pas d'assurer la sécurité et l'intégrité des élèves d'une façon adéquate.

4.2 Frais exigés des parents

Première solution

Avantages

Cette solution permettrait de restreindre les frais exigés des parents pour le matériel scolaire et assurerait une uniformité à ceux qui ont des enfants soumis à l'obligation de fréquentation scolaire, quel que soit le lieu où ils résident sur le territoire du Québec.

Inconvénients

Cette solution pose en soi une difficulté non négligeable, soit celle de déterminer quel serait le montant maximal annuel des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents. Non seulement la détermination d'un montant maximal risque de freiner le développement, par le réseau scolaire public, de programmes d'études correspondant aux besoins et aux caractéristiques socio-économiques de la population locale, mais la fixation d'un tel montant viendrait déresponsabiliser les parents qui tiennent à se doter d'un pouvoir local sur cette question. De plus, un montant maximal des frais de matériel scolaire qui peuvent être exigés des parents pourrait s'avérer, en certains milieux, plus élevé que ce que la communauté locale aurait elle-même déterminé, créant ainsi une pression pour la hausse de ces frais.

Deuxième solution

Avantages

Cette solution ajouterait des responsabilités aux commissions scolaires et aux conseils d'établissement. à l'égard des contributions financières qui peuvent être exigées des parents, ce qui favoriserait la tenue de débats locaux et régionaux à ce sujet. Elle permettrait de mieux régulariser la détermination des frais exigés des parents et d'éliminer les fluctuations trop importantes en la matière d'une école à l'autre à l'intérieur d'un même territoire.

Elle n'empêcherait pas la poursuite du développement de programmes d'études diversifiés correspondant à la demande parentale, dans le respect du principe de l'accessibilité à l'école publique et du droit des personnes de choisir une école pour leurs enfants ou pour eux-mêmes.

Inconvénients

Cette solution pourrait être perçue comme étant trop timide aux yeux d'une partie de la population qui souhaite qu'un montant maximal pouvant être exigé des parents soit déterminé nationalement par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, surtout parmi les personnes qui participent peu aux débats locaux ou régionaux en éducation. De plus, elle n'empêcherait pas que les frais exigés des parents varient d'une commission scolaire à l'autre.

5 Analyse comparative

5.1 Vérification des antécédents judiciaires

Au Canada, la majorité des lois provinciales concernant l'éducation prévoient la vérification des antécédents judiciaires.

Au Manitoba et en Alberta, les candidates et candidats désirant obtenir un certificat d'enseignement doivent compléter les formulaires autorisant la vérification de leurs antécédents judiciaires. Bien que cette vérification soit effectuée par les autorités policières, elle n'est toutefois pas systématique dans la province de l'Alberta.

En Ontario, la vérification vise tous les employés des conseils scolaires.

Les provinces de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont un ordre professionnel, et la vérification des antécédents judiciaires des futurs enseignantes et enseignants correspond à une condition d'admission à cet ordre.

Bien que le Teacher's Federation Act ne prévoie pas de disposition précise concernant la vérification des antécédents judiciaires, les commissions scolaires de la Saskatchewan exigent de plus en plus que la vérification soit effectuée pour leurs futurs enseignantes et enseignants. La loi mentionne toutefois qu'une personne enseignante condamnée au regard de certains articles du Code criminel se rend responsable d'une inconduite professionnelle pouvant la mener à être jugée par un comité d'éthique.

Quant aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, le Règlement sur le personnel d'éducation adopté en vertu de la Loi sur l'Éducation prévoit que, au moment de la demande de délivrance d'un brevet d'enseignement, le candidat ou la candidate doit produire une déclaration indiquant s'il fait l'objet d'accusations criminelles en cours et, le cas échéant, en fournir les détails. Il doit aussi donner son accord à ce qu'un registraire puisse vérifier l'existence d'un casier judiciaire à son nom et fournir les renseignements obtenus à un employeur potentiel.

Dans la plupart des provinces canadiennes, des dispositions législatives obligent les commissions scolaires à rapporter les noms des enseignantes et des enseignants condamnés.

Aux États-Unis, la législation des États du Vermont, du Maine, de New York et du New Hampshire prévoit des déclarations d'antécédents judiciaires accompagnées des empreintes digitales des personnes qui sont appelées à avoir des contacts avec les enfants.

En France, les personnes désireuses de faire partie du personnel enseignant, d'éducation ou d'orientation dans un lycée, un collège ou une école doivent respecter les exigences de la Loi LePors portant sur les droits et obligations des fonctionnaires. Cette loi prévoit, notamment, que nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire si les mentions portées à son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions postulées.

Enfin, au Royaume-Uni, toutes les personnes susceptibles d'avoir des contacts directs avec les jeunes de moins de 18 ans doivent, préalablement à l'embauche, accepter de produire certaines déclarations relativement à l'existence et au contenu d'un dossier criminel. Selon la loi, tous les employeurs ont le devoir de rapporter à l'autorité ministérielle les cas d'inconduite de leurs employés et employés ayant été forcés de démissionner ou ayant été remerciés.

5.2 Frais exigés des parents

Toutes les provinces canadiennes définissent de façon similaire, dans leurs lois sur l'éducation, la gratuité scolaire pour les élèves soumis à l'obligation de fréquenter une école. Certains frais peuvent être exigés des parents, en général pour l'achat de matériel altérable, de fournitures scolaires ou pour des activités extrascolaires. L'Alberta précise que ce type de frais doit être déterminé par la commission scolaire ou, si cette dernière y consent, par la direction d'établissement qui doit consulter le conseil d'établissement et tenir compte de la politique de la commission scolaire en cette matière. À Terre-Neuve, le conseil d'établissement doit approuver ce type de frais, conformément à la politique de la commission scolaire.

6 Activité réglementaire

Les solutions envisagées n'ont pas d'impact significatif sur les entreprises.

7 Implications financières

7.1 Vérification des antécédents judiciaires

Des sommes évaluées à environ 100 000 \$ par année sont à prévoir pour l'application des nouvelles mesures relatives aux autorisations d'enseigner. Quant aux coûts relatifs à la vérification des antécédents judiciaires dans les commissions scolaires, même s'ils sont directement liés à la gestion des ressources humaines, des demandes financières provenant de ces dernières sont prévisibles, et ce, afin d'assurer la mise en œuvre des modifications législatives envisagées. Des travaux sont en cours avec le ministère de la Sécurité publique en vue de dégager des pistes permettant de réduire les coûts.

7.2 Frais exigés des parents

La solution proposée n'a pas d'implication financière.

8 Relations intergouvernementales

La question de la vérification des antécédents judiciaires est une préoccupation partagée par les ministres de l'Éducation des autres provinces canadiennes. À la demande du ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique, M. Tom Christensen, ce sujet a été inscrit à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] qui se tiendra à Toronto le 8 mars prochain.

9 Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Les solutions envisagées n'ont pas d'incidence territoriale particulière.

10 Implications sur les jeunes

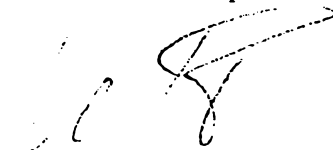
Les solutions envisagées contribuent à préserver l'intégrité et la sécurité des élèves qui fréquentent les établissements d'enseignement du Québec.

11 Les consultations entre ministères

Des discussions sont présentement en cours avec le ministère de la Sécurité publique afin d'analyser les outils disponibles et de convenir de moyens de vérification des antécédents judiciaires susceptibles de répondre aux besoins du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés. De plus, une entente de vérification avec ce ministère pourrait permettre de réaliser une économie d'échelle.

Aucune consultation n'a été tenue avec les autres ministères au sujet des frais exigés des parents.

Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

DE : MONSIEUR PIERRE REID
Ministre de l'Éducation

16 février 2005

OBJET : Le ministre de l'Éducation sollicite l'accord du Conseil des ministres au regard du principe des lettres patentes supplémentaires ayant pour objet le changement de nom du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC**1. L'EXPOSÉ DE LA SITUATION**

Dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, datée du 1^{er} juin 2004, le directeur des services administratifs du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante, M. Michel Lemaire, a adressé une demande formelle de changement de nom du Collège, appuyée d'une résolution unanime du conseil d'administration.

Dans sa demande, le Collège de la région de l'Amiante fait valoir qu'il y a plusieurs années de nombreux leaders régionaux, appartenant au monde tant politique, social qu'économique, ont avancé l'idée d'enlever le mot « Amiante » de ce qui identifie la région. La raison étant que l'image négative de l'amiante ternissait celle de toute la région et de nombreuses activités menées à l'extérieur de la région. De plus, la direction du Collège souligne que beaucoup de gens ne savent pas où est situé le Collège de la région de l'Amiante. Plusieurs institutions de la région ont donc modifié leur nom.

À la suite de la position prise par le conseil d'administration invitant à procéder au changement de nom du Collège, le directeur général a formé un comité pour consulter les employés, les retraités ainsi que les étudiants du Collège. Dans le cadre de cette consultation, des dossiers de soutenance de noms ont été sollicités. Au terme de ce processus, quatre noms répondant aux critères préétablis ont été soumis au choix des employés, des retraités et des étudiants par « référendum ». Les trois critères préétablis pour la soutenance de propositions étaient les suivants :

- le nom devait être assuré de pérennité;
- le nom devait prendre assise sur la réalité historique, géographique, culturelle ou porteuse de valeurs et susciter un sentiment d'appartenance;
- le nom devait être compatible avec la mission de l'institution.

En août 2004, à la demande du cabinet du ministre, la Direction du soutien aux établissements de la Direction générale des affaires universitaires et collégiales a communiqué avec le directeur général du Collège de la région de l'Amiante pour vérifier l'appui de la communauté de la région de Thetford au changement de nom du Collège. À cette occasion, le Ministère a appris que le Centre local de développement et le député libéral de la circonscription de Frontenac, M. Laurent Lessard, avaient donné leur appui à cette initiative. Le directeur général a affirmé que la MRC était susceptible d'adhérer aussi à cette orientation. De plus, il a confirmé que l'idée de faire disparaître le mot « Amiante » du nom des principales institutions de la région était un courant dominant parmi les organismes régionaux. Le centre hospitalier a déjà procédé à un changement de nom et la commission scolaire aurait aussi l'intention de modifier son nom.

2. LES LOIS EXISTANTES

L'article 4 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29) prévoit ce qui suit :

- À la requête d'un collège ou de sa propre initiative, le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires.
- Le projet de lettres patentes supplémentaires est publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Le projet est accompagné d'un avis indiquant que les lettres patentes supplémentaires ne pourront être délivrées avant l'expiration d'un délai de 45 jours et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée.

3. LA SOLUTION PROPOSÉE

Le nom « Cégep de Thetford » a été retenu pour remplacer le nom « Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante ».

Le Collège a souligné l'importance du fait que le nouveau nom choisi par la collectivité constitue un retour aux sources puisque le Collège a succédé à l'ancien collège classique, lequel avait été légalement constitué par lettres patentes, émises le 2 août 1956, en vertu de l'article 20 de la Loi sur les évêques catholiques romains, 14 Georges VI, chapitre 76, sous l'appellation « Collège classique de Thetford ».

Le conseil d'administration est unanimement d'accord pour que le nom du Collège d'enseignement général et professionnel de la région de l'Amiante devienne Cégep de Thetford.

Avec l'accord du Conseil des ministres, un avis concernant le changement de nom du Collège, signé par le ministre de l'Éducation et accompagné d'un projet de lettres patentes supplémentaires, sera publié, pour une période de 45 jours, à la *Gazette officielle du Québec*. À l'expiration de ce délai, le ministre pourra recommander au gouvernement de délivrer des lettres patentes supplémentaires. Un projet de décret sera alors préparé pour son adoption par le Conseil des ministres.

4. LES IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Le Collège de la région de l'Amiante n'a fourni aucune information à cet égard avec sa demande de changement de nom. Les implications financières pour le ministère de l'Éducation sont négligeables et le financement des modifications nécessaires dans les systèmes d'information se fera à même son budget de fonctionnement courant.

5. LES IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA CAPITALE NATIONALE OU SUR LA MÉTROPOLE

Le changement de nom du Collège n'a aucun impact sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole.

6. LES IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

Nous n'avons aucune indication selon laquelle ce changement pourrait avoir un impact particulier sur les jeunes. La consultation sur le changement de nom du Collège, qui a mené au nouveau nom retenu, incluait les étudiants du Collège. Le Ministère n'a reçu, à ce jour, aucune lettre d'étudiants ou d'associations d'étudiants pour s'opposer tant au changement de nom qu'au nouveau nom retenu pour le Collège.

7. LA CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

Le changement de nom du Collège ne requiert pas d'apport particulier d'autres ministères.

Le ministre de l'Éducation,



PIERRE REID

DE : Monsieur Philippe Couillard
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 17 mai 2004

et

Monsieur Pierre Reid
Ministre de l'Éducation

OBJET : La Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. EXPOSÉ DE LA SITUATION

1.1 INTRODUCTION

Ce mémoire conjoint présente la politique triennale gouvernementale des nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

1.2 OBJECTIFS VISÉS PAR LA POLITIQUE

La politique triennale est le principal levier dont dispose le gouvernement pour déterminer l'ajout de médecins au Québec en fonction des objectifs suivants :

- doter, à moyen terme, le Québec d'un nombre suffisant de médecins pour équilibrer l'offre et la demande de services médicaux ;
- utiliser une partie des capacités d'accueil des facultés de médecine du Québec pour admettre des candidates et des candidats canadiens et étrangers, contribuant ainsi au rayonnement des universités québécoises, à l'émulation des étudiants et à la diffusion des connaissances scientifiques.

1.3 DÉMARCHES AYANT MENÉ À L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE

Avis de la Table de concertation

Comme par les années passées, la Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a été consultée pour l'élaboration du projet de politique (voir annexe 2). Les membres de la Table de concertation ont porté leur attention sur :

- le nombre de nouvelles inscriptions supplémentaires dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- la répartition des postes additionnels disponibles dans le contingent régulier selon l'effort des facultés de médecine en région ;
- la levée de la signature de contrats de non-installation pour les contingents particuliers ;

- le nombre de médecins « sélectionnés » pouvant être recrutés sous permis restrictif par les centres hospitaliers universitaires ou affiliés et les instituts universitaires et l'application de la règle de gestion relative aux informations pertinentes à l'évaluation du niveau de la participation des « médecins sélectionnés » aux activités académiques, d'enseignement et de recherche et d'évaluation des nouvelles technologies.

Comme par les années passées, les membres de la Table de concertation ont discuté du nombre de nouvelles inscriptions. Les discussions ont été alimentées par les conditions de formation difficiles liées à l'augmentation rapide des inscriptions au cours des dernières années. Ils ont convenu d'augmenter de 50 places les admissions du contingent régulier. Pour réaliser cet objectif sans trop alourdir les capacités actuelles d'accueil des facultés de médecine, les membres ont proposé de transférer 19 des postes des contingents particuliers vers le contingent régulier et d'accepter 31 admissions supplémentaires dans le contingent régulier tout en conservant 10 places pour des Canadiens. Ainsi, 716 places seront offertes dans le contingent régulier. Cependant, les représentants du Groupe de travail sur les affaires médicales (MEDU) et des facultés de médecine ont posé des conditions à l'acceptation de ces admissions supplémentaires. Ces conditions sont des sommes additionnelles pour le financement de chaque étudiant, le soutien à l'enseignement, le développement de nouveaux milieux de stages, le développement d'un stage d'accueil pour les Québécois diplômés de l'extérieur du Canada et des États-Unis (DHCEU) et pour l'enseignement clinique non rémunéré. Ces demandes financières supplémentaires seront soumises au ministère des Finances du Québec.

Par ailleurs, les membres estiment qu'il est difficile de donner suite à la recommandation du Conseil des ministres qui demandait aux facultés de médecine de moduler un certain nombre des admissions autorisées l'an prochain en fonction de la présence des facultés en région. Ils demandent qu'on leur accorde le temps nécessaire pour élaborer les plans de développement à ce sujet et surtout qu'ils aient suffisamment de temps pour mettre en place de nouveaux milieux de stages, un processus long, complexe et coûteux.

De plus, les membres souhaitent que soit levée l'obligation, faite aux candidats de l'extérieur du Québec qui débutent leur formation doctorale au Québec, de signer un contrat de non-installation. Compte tenu de la pénurie de médecins au Québec, les ministères concernés sont d'accord pour surseoir à l'application des contrats durant la période couverte par la présente politique triennale.

Finalement, à l'égard du contingent des médecins étrangers pouvant être recrutés, sous avis favorable d'une faculté de médecine des universités québécoises, par les centres hospitaliers universitaires ou affiliés et les instituts universitaires, les membres de la Table de concertation ont proposé un ajout net de 20 médecins « sélectionnés » pour la prochaine année. Ainsi, la Politique des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine doit prévoir que les établissements universitaires de santé recrutent pour 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, 80 médecins « sélectionnés ». De même, les médecins « sélectionnés » en place au 30 juin 2003 et pour lesquels le permis restrictif ne sera plus requis pourront être remplacés. De plus, ce recrutement est maintenant encadré par un mécanisme de reddition de compte des activités annuelles des médecins « sélectionnés » qui permet de donner suite à la règle de gestion introduite en 2003-2004. Cette règle précisait que « les universités et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) devront mettre à la disposition du ministère de la Santé et des Services sociaux toutes les informations pertinentes à l'évaluation du niveau de participation des médecins « sélectionnés » aux activités académiques. »

Ajustements à la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine de 2003-2004 à 2005-2006 proposés par les deux ministères responsables

Les ministères concernés proposent pour la prochaine politique de retenir les ajustements présentés par les membres de la Table de concertation. En résumé, la Politique des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine offrira 716 places

dans le contingent régulier, 52 places pour les contingents particuliers, pour un total de 768 places. Les principales modifications sont :

- **un transfert de 19 places des contingents particuliers vers le contingent régulier**

Quinze des 30 places du contingent des personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour au Québec et les 4 places réservées aux personnes en provenance de la Malaisie seront transférées vers le contingent régulier. Il faut noter que le projet pilote avec la Malaisie avait une durée de six ans et il se termine cette année. L'Université McGill ne souhaite pas le reconduire, mais plutôt offrir ces places à des étudiants québécois.

- **une augmentation de 50 places dans le contingent régulier**

Ces 50 places sont obtenues par le transfert des 19 places des contingents particuliers et par une augmentation réelle de 31 places dans le contingent régulier comparativement à l'an dernier.

- **une augmentation de 3 places dans le contingent du Nouveau-Brunswick**

À la suite de la l'implantation du « Plan Dion », *Le prochain acte : un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne*, les provinces maritimes, par l'entremise du Nouveau-Brunswick mènent présentement des négociations avec Santé Canada afin d'obtenir un financement complémentaire lui permettant de financer des places supplémentaires. Au terme de cette négociation, le Nouveau-Brunswick pourrait faire passer son contingent de 34 à un maximum de 37 étudiants.

Les universités et le ministère de l'Éducation accepteraient une éventuelle demande d'augmentation. L'an dernier, le Nouveau-Brunswick avait demandé une augmentation de son contingent traditionnel de 27 à 34 étudiants. Le Nouveau-Brunswick devrait pouvoir nous confirmer sous peu ses demandes.

- **le recrutement de médecins « sélectionnés »**

Pour la présente politique, le ministère de la Santé et des Services sociaux recommande un recrutement de 80 médecins « sélectionnés » pour les années 2002-2003 et 2003-2004 et 2004-2005, soit 20 médecins « sélectionnés » de plus que ce que prévoyait la politique précédente. Cette recommandation est conforme à la demande unanime des membres de la Table de concertation.

De plus, le ministère de la Santé et des Services sociaux souhaite mieux encadrer le recrutement de médecins « sélectionnés » devant œuvrer dans les milieux universitaires. Pour ce faire, un mécanisme de reddition de compte des activités annuelles des médecins « sélectionnés » a été développé afin de donner suite à la règle de gestion introduite en 2003-2004 dans la politique. Cette règle précisait que « les universités et la CREPUQ devront mettre à la disposition du ministère de la Santé et des Services sociaux toutes les informations pertinentes à l'évaluation du niveau de participation des médecins « sélectionnés » aux activités académiques ».

Finalement, le ministre de la Santé et des Services sociaux a annoncé, le 18 novembre 2003, la mise en place d'une équipe, « Recrutement Santé Québec ». Le volet médecin de cette équipe a comme objectif de soutenir les démarches des médecins détenteurs d'un diplôme d'une faculté de médecine située à l'extérieur du Canada et des États-Unis qui souhaitent pratiquer la médecine au Québec, ainsi que les démarches des établissements qui souhaitent recruter ces médecins. De plus, des mesures de soutien seront développées en collaboration avec le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) et elles seront offertes aux détenteurs de tels diplômes qu'ils soient résidents du Québec ou de l'extérieur de la province. À ce jour, l'équipe a reçu 141 inscriptions, 98 avis administratifs ont été demandés au Collège des médecins du Québec. De ce nombre, 64 avis sont positifs et ont été soumis aux régions éloignées et 8 parrainages ont été réalisés.

Les principales modifications proposées aux éléments de la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale tiennent compte des recommandations formulées par le Conseil des ministres dans sa décision du 27 août 2003. Ces recommandations confiaient aux ministres concernés le soin :

1. d'évaluer l'opportunité de maintenir l'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ainsi que la clause de non-installation et d'apprécier, en collaboration avec le ministre de la Justice, la conformité de ces mesures par rapport aux chartres des droits ;
2. d'évaluer la répartition du contingent régulier entre les universités afin de tenir compte de l'implication des facultés de médecine en région ;
3. de présenter les résultats préliminaires de la mesure de bonification de la cote de rendement du dossier scolaire des candidats en provenance des régions ;
4. de présenter les modalités d'harmonisation du recrutement des médecins sélectionnés ou sous permis restrictif entre les milieux universitaires et les régions ;
5. d'évaluer les conséquences des présentes hausses d'inscriptions sur les infrastructures et les crédits des facultés de médecine ;
6. d'évaluer les conséquences des engagements gouvernementaux en cette matière sur les effectifs des années futures.

De plus, le Conseil des ministres demandait d'évaluer les besoins et d'examiner la possibilité d'augmenter la productivité des médecins actuels et de ceux en formation, en développant certaines technologies et en confiant aux infirmières des responsabilités supplémentaires. Finalement, le Conseil souhaitait que les deux mémoires soient présentés au plus tard en mars de chaque année.

Ainsi, les ministères concernés proposent dans ce projet de politique de donner suite dès maintenant aux recommandations 1, 4, 5 et 6. De plus, la section suivante du mémoire répond à la troisième recommandation en présentant un suivi de la mesure visant à favoriser l'augmentation des inscriptions en médecine des personnes issues des régions éloignées. De même, bien que les facultés de médecine n'ont pas souhaité dès cette année moduler un certain nombre des admissions autorisées selon la présence des facultés en région, plusieurs projets de formation décentralisée sont en discussion. Parmi ces projets, soulignons celui du Centre hospitalier de la Sagamie avec l'Université de Sherbrooke et du Centre hospitalier de Trois-Rivières avec l'Université de Montréal. Ces projets permettront de former des étudiants à l'extérieur des régions universitaires et de développer des nouveaux milieux de stages. Ainsi, dès 2005-2006, les facultés de médecine sont d'accord pour que la prochaine augmentation des admissions en médecine soit ciblée en fonction de ces deux projets.

Finalement, le ministère de la Santé et des Services sociaux a entrepris des démarches afin de mettre en place des programmes de formation pour des infirmières praticiennes. Plus particulièrement, des projets sont en développement en ce qui concerne la néphrologie, la néonatalogie et la cardiologie tertiaire. De même, des projets en télémedecine afin de rendre plus accessibles certains services aux régions et des projets de regroupement de services de pointe en chirurgie orthopédique et en ophtalmologie pour les régions de Montréal et de Québec sont en développement.

Le Conseil médical du Québec a aussi été consulté conformément aux prescriptions du paragraphe 2^e du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur le Conseil médical du Québec.

Dans l'avis qu'il a produit, le Conseil médical indique que l'augmentation souhaitée des admissions en médecine est peu élevée si l'on tient compte de la pénurie des effectifs médicaux et trop élevée si les ressources financières, professorales et les lieux de stages ne sont pas au rendez-vous. Les membres recommandent la mise en place d'un comité tripartite MEQ-Universités-MSSS qui serait chargé de faire le portrait global de l'état de situation des stages cliniques au niveau prédoctoral et de le rendre public, de développer le réseautage interuniversitaire des stages d'externat afin d'assurer la qualité de la formation des étudiants, et de prioriser le soutien financier et technique pour la mise en place de milieux de formation en région. De plus, ils souhaitent que l'ensemble des facteurs contribuant à l'offre de services soit pris en compte. Ces facteurs sont : le nombre de médecins sous permis restrictif et de DHCEU, le taux de rétention au Québec des effectifs médicaux formés au Québec,

l'impact de la loi 90, l'impact de la loi 25, l'impact qu'aurait l'effort de l'ensemble des groupes de professionnels du réseau de se doter de mécanismes d'évaluation de l'efficience de leur pratique clinique. Finalement, ils souhaitent que le futur Commissaire à la santé et au bien-être reprenne l'esprit de leur *Avis sur une nouvelle manière de planifier les effectifs médicaux au Québec* adopté en mars 1998.

Autre sujet traité par les ministères concernés

- **Suivi de la mesure visant à favoriser l'augmentation des inscriptions en médecine des personnes issues des régions éloignées**

Devant les difficultés à pourvoir les régions en nombre suffisant de médecins et s'appuyant sur le principe que la région de provenance d'un médecin peut influencer le choix de la région où il s'installera, la cote R des étudiants s'inscrivant en médecine et ayant complété leur secondaire V dans une région désignée, a été bonifiée de 0,5 pour la cohorte de 2003-2004. Sur les 172 personnes issues des régions désignées pour qui la politique a été appliquée, 95 ont été présélectionnées. De ce nombre, 31 l'ont été grâce à l'ajout de 0,5 point à leur cote R. Parmi celle-ci, huit étudiants ont franchi l'étape de la présélection et ont pu s'inscrire. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes détentrices d'un grade de premier cycle. Cette mesure sera maintenue pour 2004-2005.

1.4 PRINCIPAUX PARAMÈTRES

Le tableau suivant présente les paramètres quantitatifs de la première année de la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine. La politique fait une distinction entre les Québécoises et Québécois, les Canadiennes et Canadiens venant de provinces autres que le Québec et les personnes de nationalité étrangère. La politique doit préciser aux facultés de médecine quels critères utiliser pour distinguer les uns des autres. À cet effet, ce sont ceux que le ministère de l'Éducation du Québec utilise pour gérer ses politiques des droits de scolarité universitaires (voir extraits à l'annexe 3).

Tableau 1

Paramètres quantitatifs de la Politique triennale pour l'année 2003-2004

CONTINGENTS VISÉS	CIBLES RECOMMANDÉES
	2003-2004
INSCRIPTIONS AU DOCTORAT EN MÉDECINE	
▪ Québécois (contingent régulier)	716(+50)
▪ Canadiens via l'entente Québec/Nouveau-Brunswick :	
Du Nouveau-Brunswick	35(+3)
De l'Île-du-Prince-Édouard	1
De la Nouvelle-Écosse	1
▪ Personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études	15(-15)
▪ Personnes de nationalité étrangère – Malaisie	0(-4)
TOTAL	768

* Parmi les 716 places autorisées, un maximum de 10 places peut être offert à des étudiants provenant des autres provinces ou territoires canadiens qui satisfont de façon équivalente aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

Le texte complet de la politique triennale apparaît à l'annexe 4 et le projet de décret pour 2004-2005 est présenté à l'annexe 5.

Inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine

Le présent mémoire propose d'accorder pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 716 (+50) inscriptions dans le contingent régulier du doctorat de 1^{er} cycle en médecine.

Ainsi, au terme de cette politique triennale, c'est donc 150 étudiants supplémentaires qui auront été admis en médecine.

Signalons que les universités pourront à nouveau admettre au doctorat, à chaque année, jusqu'à 10 candidates et candidats provenant d'autres provinces canadiennes dans le contingent régulier. Par ailleurs, elles auront la possibilité de remplacer tous les abandons. En 2003, les facultés ont remplacé huit étudiants. De ce nombre, sept étaient des diplômés hors du Canada et des États-Unis. L'autre candidat s'inscrivait au contingent régulier.

La présente politique abaisse de 15 places le quota d'admission au programme du 1^{er} cycle en médecine du contingent des personnes de nationalité étrangère et abolit les places prévues à l'entente pour les personnes en provenance de la Malaisie à la faveur d'une offre équivalente de 19 places à des étudiants québécois.

2. LOIS EXISTANTES

L'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) permet au gouvernement d'autoriser des places supplémentaires dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine destinées à des étudiants provenant de l'extérieur du Québec. Ces places sont assujetties à des contrats d'engagement.

3. ANALYSE COMPARATIVE

LES INSCRIPTIONS DANS LES FACULTÉS DE MÉDECINE

Les politiques triennales des inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine prévoient toujours qu'un certain nombre de places sont offertes à des candidats non québécois. En 2004-2005, 52 places sont réservées pour cette clientèle. Ce nombre s'adaptera aux décisions prises dans l'entente Québec-Nouveau-Brunswick.

La proportion des étudiants inscrits dans une faculté de médecine provenant d'une autre province canadienne ou d'un pays étranger dans le reste du Canada, en 2002-2003 était de 15,1 %, alors qu'au Québec, cette proportion est de 9,4 %. Nécessairement, la langue est un facteur qui explique en partie ce phénomène, trois des quatre facultés de médecine étant francophone. Cependant, la pénurie d'effectifs médicaux au Québec limite également la possibilité des facultés d'accueillir une plus grande proportion d'étudiants de l'étranger.

Tableau 2

Comparaison interprovinciale de toutes les nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, 1996-1997 à 2002-2003

Provinces	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03
Québec	453	452	466	529	566	612	674
Terre-Neuve	65	61	60	59	60	60	60
Prov. Maritimes	93	80	89	85	84	83	84
Ontario	538	531	532	539	586	655	701
Manitoba	74	75	71	75	75	88	89
Saskatchewan	55	56	55	51	55	60	60
Alberta	180	177	183	181	227	240	237
Colombie-Britannique	119	120	120	120	120	128	128

Sources : MEQ, collecte spéciale effectuée à l'automne auprès des universités du Québec
L'Association des facultés de médecine du Canada

Par ailleurs, le Québec est la province canadienne qui a dû accroître le plus rapidement le nombre d'inscrits en médecine entre 1996-1997 et 2002-2003. Cette situation crée des pressions financières, organisationnelles et matérielles importantes pour les milieux cliniques d'apprentissage et les universités.

Par ailleurs, il faut noter que le Québec est à mettre en place des campus satellites qui permettront de former des étudiants à l'extérieur des régions universitaires et de développer des nouveaux milieux de stages. Il s'agit des projets du Centre hospitalier de la Sagamie avec l'Université de Sherbrooke et du Centre hospitalier de Trois-Rivières avec l'Université de Montréal. D'autres provinces comme l'Ontario et la Colombie-Britannique privilégient aussi la formation en région rurale des médecins. À cet égard, ces deux provinces ont développé des facultés de médecine en région. La stratégie retenue par le Québec est plus efficiente, car elle permettra d'atteindre les mêmes objectifs à un coût moindre.

4. LA PROJECTION DES EFFECTIFS MÉDICAUX ET LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EN MÉDECINE

Le modèle de prévision permet de projeter l'évolution en nombre des effectifs médicaux (offre brute) sur un horizon de 30 ans et d'ajuster cette projection pour tenir compte de l'effet du vieillissement et de la féminisation de l'effectif médical sur l'activité clinique (offre nette).

Il faut se rappeler que sur la base des données présentées lors de la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004, le Conseil des ministres accordait une augmentation de 55 inscriptions annuellement pour les trois années de la politique.

RAPPEL DES CONCLUSIONS CONCERNANT LES RÉSULTATS FOURNIS PAR LE MODÈLE DE PROJECTION

Depuis sa construction, le modèle de projection contient les variables suivantes : la valeur de la croissance de la demande, les taux d'activité selon l'âge et le sexe et la stabilité de la productivité de la main-d'œuvre médicale. Lors de la réévaluation du modèle, d'autres variables ont été retenues afin d'en simuler l'impact sur les besoins en effectifs médicaux. Ces variables étaient : le déplafonnement des revenus, la technologie et une nouvelle organisation du travail.

Les résultats de ces scénarios, validés en comité tripartite (MSSS-MEQ-SCT), permettent de constater que même en utilisant un modèle qui minimise le besoin de main-d'œuvre médicale, en mettant en place une nouvelle façon d'organiser les services, en introduisant parmi les professionnels de la santé les infirmières cliniciennes et en augmentant les inscriptions en médecine de 55 au cours des trois dernières années, le Québec demeure toujours en déficit de médecins à moyen et à long terme. Plus précisément en 2019, si le scénario minimum devait se réaliser, il manquerait 1 115 médecins alors que ce déficit serait de 3 059 médecins si c'est le scénario maximum qui se concrétise.

Tableau 3

Impact des scénarios modélisés sur les besoins en effectifs médicaux

Année	Modèle et ajout du scénario minimum*			Modèle et ajout du scénario maximum**		
	Offre nette	Demande	Déficit	Offre nette	Demande	Déficit
1999	14 245	14 245	---	14 245	14 245	---
2004	15 005	14 898	107	14 857	15 274	-417
2009	15 372	15 580	-209	15 220	16 377	-1 157
2014	15 730	16 294	-564	15 575	17 560	-1 985
2019	15 926	17 041	-1 115	15 769	18 828	-3 059
2024	16 086	17 821	-1 735	15 927	20 188	-4 261
2029	16 274	18 638	-2 364	16 114	21 646	-5 532

* Scénario minimum : pas d'impact de la technologie, impact du déplaçonnement à son maximum (1,5 % par année), impact de l'organisation et de la hiérarchisation (0,4 % par année à compter de 2007) et impact de l'arrivée des infirmières cliniciennes (50 par année à compter de 2006).

** Scénario maximum : impact de la technologie (0,5 % par année), impact du déplaçonnement à son minimum (0,5 % par année), impact de l'organisation et de la hiérarchisation (0,4 % par année à compter de 2007) et impact de l'arrivée des infirmières cliniciennes (50 par année à compter de 2006).

5. IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Au plan financier, les mesures proposées dans ce mémoire ont des impacts pour les universités et les milieux cliniques accueillant des externes et des médecins résidents. L'acceptation de l'augmentation de cinquante étudiants de plus en médecine est conditionnelle à une augmentation des budgets octroyés aux facultés. Une somme de 151 millions de dollars sur quatre ans est demandée par le ministère de l'Éducation pour le développement des milieux académiques et cliniques d'apprentissage, auprès du ministère des Finances du Québec.

6. RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Aucune.

7. IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA CAPITALE NATIONALE ET SUR LA MÉTROPOLE

Aucune.

8. IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

Aucune.

9. CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

Le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé et des Services sociaux se sont concertés pour la réalisation de ce mémoire conjoint.

Le ministre de la Santé et
des Services sociaux,



PHILIPPE COUILLARD

Le ministre de l'Éducation,



PIERRE REID

1340
MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Pierre Reid
Ministre de l'Éducation

22 avril 2004

OBJET : Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Ce mémoire présente un nouveau règlement encadrant la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire et du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. Le nouveau règlement précise qu'une aliénation autorisée par le ministre doit être effectuée par voie de soumissions publiques ou par voie d'appel d'offres sur invitation écrite. Il définit également les organismes auxquels le ministre peut autoriser une aliénation de gré à gré, à la valeur nominale qu'il fixe.

La problématique du logement social, l'abolition et la création, au fil des ans, d'organismes publics et l'harmonisation de ce règlement avec les dispositions actuelles du Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'un collège d'enseignement général et professionnel justifient la nécessité d'apporter certains correctifs et ajouts au règlement actuel :

- ajuster la liste des organismes auxquels le ministre peut autoriser une aliénation, de gré à gré, à la valeur nominale qu'il fixe;
- remplacer le Conseil scolaire de l'île de Montréal par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal;
- ajouter de nouvelles règles concernant l'appel d'offres public et redéfinir les circonstances entourant l'appel d'offres sur invitation écrite;
- ajouter des règles relatives à l'aliénation d'un immeuble pour un prix inférieur à sa valeur;
- ajouter, pour l'autorisation par le ministre d'une aliénation de gré à gré à un organisme visé, une clause de premier refus, en faveur de la commission scolaire.

Ce nouveau règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire doit entrer en vigueur à la suite de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. À cet effet, un projet de règlement a été publié en préavis, le 30 décembre 2003, en conformité avec la décision du Conseil des ministres, et n'a donné lieu à aucun commentaire.

2- Lois existantes

L'article 452 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) précise que le gouvernement peut, par règlement, établir les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire ou du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal et prévoir les cas ou les conditions où l'aliénation doit avoir lieu à une valeur nominale fixée par le ministre.

3- Solutions proposées

Première solution

Cette solution consiste à maintenir le règlement actuel, y compris l'absence des coopératives d'habitation vouées au logement social. Elle n'a pas été retenue.

Deuxième solution

Cette solution consiste à modifier le règlement actuel, notamment par l'ajout des coopératives d'habitation vouées au logement social et d'organismes à but non lucratif comme organismes bénéficiant d'une aliénation de gré à gré, à une valeur nominale fixée par le ministre. Elle est à l'origine de ce projet de règlement.

4- Les avantages et les inconvénients de chacune des solutions proposées

Première solution

Avantages

Cette solution ne présente aucun avantage.

Inconvénients

L'exclusion des coopératives d'habitation vouées au logement social et des organismes à but non lucratif comme organismes pouvant bénéficier d'une aliénation de gré à gré, à une valeur nominale fixée par le ministre, va à l'encontre des efforts déployés à tous les niveaux pour enrayer la pénurie de logements sociaux. Une telle exclusion prive la société d'une ressource plus facilement accessible aux promoteurs immobiliers, à des fins lucratives, qu'aux organismes à but non lucratif.

Deuxième solution

Avantages

Cette décision s'inscrit dans la foulée des actions concrètes entreprises par de nombreux organismes et paliers de gouvernement pour favoriser la création de logements sociaux.

Inconvénients

Cette solution ne présente aucun inconvénient.

5- Analyse comparative

Le Ministère ne dispose pas de données comparatives sur le sujet.

6- Activité réglementaire

Le projet de règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire accompagnant le présent mémoire a été porté à l'attention du Secrétariat à l'allègement réglementaire qui a fourni un avis favorable à son adoption.

7- Implications financières

Ce projet n'a pas d'incidences financières particulières.

8- Relations intergouvernementales

Ce projet n'a aucune incidence sur les relations intergouvernementales.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale et sur la Métropole

Ce projet facilitera la conversion des écoles excédentaires en logements sociaux, notamment dans la Capitale nationale où la pénurie de ce type de logement est critique.

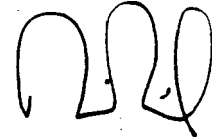
10- Implications sur les jeunes

Ce projet n'a aucune incidence sur les jeunes.

11- Consultation entre les ministères

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et le ministère de la Justice ont été consultés et ils n'ont formulé aucune objection. Le Conseil du trésor a également été consulté et est d'accord avec le projet de règlement. La Société d'habitation du Québec appuie l'inclusion des coopératives d'habitation vouées au logement social et des organismes à but non lucratif comme organismes pouvant bénéficier d'une aliénation de gré à gré.

Le ministre de l'Éducation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a series of loops and a final 'D'.

PIERRE REID

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

La liste de toutes les activités de recherche ou programmes menés conjointement avec d'autres ministères ou organismes. État de la situation sur ces activités, dont, notamment : les sommes engagées en 2004-2005, le personnel affecté à ces projets ou programmes et les rapports d'évaluation.

RÉPONSE**1. Programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires**

- Le programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires a été créé afin de favoriser le développement de connaissances permettant de soutenir adéquatement les élèves dans la poursuite de leur cheminement scolaire et faciliter ainsi leur réussite ; de soutenir la création d'un partenariat entre le milieu de la recherche, le réseau de l'éducation, les organismes publics et les organismes communautaires ; de faciliter la diffusion, l'appropriation et l'application des résultats de recherche auprès du personnel scolaire et des autres intervenants concernés.
- Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a investi 7 500 000 \$ pour trois ans dans ce programme et le Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture (FQRSC) y a investi 750 000 \$. Les sommes requises ont été engagées au cours des années financières 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.
- Trois appels de propositions ont été lancés auprès de la communauté scientifique, soit en mars 2002, février 2003 et mars 2004. À l'issue du processus d'évaluation de pertinence et d'évaluation scientifique, 64 projets de recherche orientée ont été financés dont 49 projets novateurs, 4 synthèses de connaissances, 8 bourses doctorales, 2 bourses postdoctorales et une équipe en émergence dans le domaine de la pédagogie universitaire. Au total, une somme de 7,9 millions de dollars a été allouée à ces travaux de recherche.
- Deux projets de recherche ciblée ont également été mis en œuvre. Une synthèse de connaissances sur les élèves à risque a été réalisée et un appel de propositions pour une synthèse de connaissances sur les apprentissages scolaires dans une langue seconde chez les jeunes autochtones a été lancée.
- Entre avril et octobre 2004, une évaluation de la mise en œuvre du programme a été réalisée par une firme externe. Après avoir analysé tous les projets et consulté les intervenants concernés tant au Ministère que dans le milieu de la recherche, le rapport d'évaluation conclut que le programme a été mis en œuvre conformément aux règles définies lors de son lancement et que tous les projets de recherche réunissent des caractéristiques utiles pour soutenir l'atteinte des objectifs du programme.
- Au MELS, un professionnel assure la mise en œuvre du programme, la coordination interne et les collaborations requises avec le FQRSC. Un comité-conseil ministériel identifie les besoins de recherche prioritaires et participe notamment à l'évaluation de pertinence des projets.

- Plusieurs rapports de recherches pour les travaux financés à la suite du concours lancé en février 2002 seront diffusés au cours de l'année 2005. Actuellement, deux rapports de recherche sont disponibles : la recherche ciblée portant sur les élèves à risque et une synthèse de connaissances sur les interventions pédagogiques efficaces et la réussite scolaire des élèves provenant d'un milieu défavorisé. Ces rapports peuvent être consultés et téléchargés sur le site Internet du FQRSC aux adresses suivantes :

<http://www.fqrsc.gouv.qc.ca/recherche/pdf/rap-eleve-risque1.pdf>

<http://www.fqrsc.gouv.qc.ca/recherche/pdf/rap-eleve-risque2.pdf>

<http://www.fqrsc.gouv.qc.ca/recherche/pdf/rapp-crcfe.pdf>

2. Action concertée pour la promotion et le soutien de la recherche sur la famille et les responsabilités parentales

- Cette action concertée vise notamment à accroître les connaissances quant aux programmes, aux pratiques et aux mesures les plus efficaces pour soutenir les parents dans l'exercice de leurs responsabilités parentales.
- Au moment de la signature du protocole d'entente en novembre 2000, le MELS s'est engagé à participer à cette action concertée avec le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche ; l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec ; le Conseil du développement de la recherche sur la famille du Québec ; le Conseil de la famille et de l'enfance ; le Conseil québécois de la recherche sociale ; le Conseil de la santé et du bien-être ; le ministère de la Famille et de l'Enfance ; le ministère de la Justice ; le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Secrétariat à la condition féminine.
- En 2000-2001, le MELS s'est engagé à apporter une contribution financière de 150 557 \$ au budget total de 1 120 414 \$ pour cette action concertée. Des versements de 50 186 \$ ont été effectués en 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003.
- À la suite du processus d'évaluation des propositions de recherche, cinq projets de recherche ont été financés pour une durée de trois ans. Deux rapports de recherche finaux ont été déposés en mars 2005 et les trois autres sont attendus pour l'automne 2005.

3. Action concertée sur l'éducation des adultes

- Cette action concertée porte sur la mise en œuvre du Plan d'action de la Politique d'éducation des adultes et de la formation continue. Les principaux besoins de recherche concernent notamment les trajectoires de réussite scolaire et sociale chez les jeunes mères ; le programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés ; le programme Famille, école et communauté ; l'action visant à adapter les services de formation et les services d'accompagnement pour les jeunes âgés de 16 à 24 ans. Le MELS collabore avec le FQRSC pour la mise en œuvre de cette action concertée et s'est engagé en 2003-2004 pour une contribution de 600 000 \$ afin de financer la réalisation de projets de recherche pendant trois ans.
- Le MELS collabore avec le FQRSC et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour le volet de l'action concertée portant sur les trajectoires de réussite scolaire et sociale des jeunes mères. Les objectifs sont de comparer les parcours et les cheminements éducatifs des jeunes mères de moins de 20 ans qui persistent dans un cursus scolaire de celles qui ne le font pas, d'identifier les conditions favorisant la poursuite des études chez ces jeunes femmes de même que cerner leurs besoins et l'adéquation des services reçus à l'égard des services offerts. Le MELS s'est engagé, en 2003-2004, à contribuer pour 115 000 \$, sur un total de 172 500 \$, afin de financer la réalisation d'un projet de recherche, d'une durée de trois ans. L'appel de propositions a été lancé en avril 2004 ; la subvention a été octroyée à une équipe de chercheurs, en décembre 2004.

- D'autres appels de propositions de recherche sont en cours d'élaboration. Des discussions ont été entreprises avec plusieurs ministères et ces collaborations se traduiront par des engagements financiers dont les montants sont à déterminer.
- À cette étape du processus, aucun rapport n'est disponible.

4. Action concertée sur le milieu du travail des jeunes non diplômés

- Cette action concertée vise notamment à faire le point sur l'environnement de travail des jeunes travailleurs qui ont interrompu leur formation avant l'obtention d'un diplôme du secondaire ou qui ont entrepris leur formation collégiale sans l'avoir terminée. Le MELS participe à cette action concertée avec le FQRSC ; la Commission des partenaires du marché du travail et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de la Famille (devenu depuis le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - MESS).
- Le MELS a engagé 25 000 \$ dans cette action concertée en 2003-2004.
- Une subvention de recherche a été attribuée pour un montant de 139 335 \$ sur une période de deux ans.
- À cette étape du processus, aucun rapport n'est disponible.

5. Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA)

- Cette enquête d'envergure internationale a pour but d'évaluer le niveau d'alphabétisme des adultes, c'est-à-dire « ... la capacité d'utiliser les imprimés et l'information écrite pour fonctionner dans la société, atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel ». Outre le Canada, plusieurs pays dont les États-Unis, la Suisse et la Belgique participent à cette enquête internationale. Toutes les provinces canadiennes participent à l'enquête et plusieurs d'entre elles ont acheté un échantillon supplémentaire de façon à pouvoir bien décrire certaines populations. Les ajouts à l'échantillon de base se répartissent de la façon suivante : la Nouvelle-Écosse (n = 700 répondants), le Nouveau-Brunswick (n = 760 répondants), le Québec (n = 2 700 répondants), l'Ontario (n = 3 000 répondants), le Manitoba (n = 700 répondants), la Saskatchewan (n = 700 répondants), l'Alberta (n = 700 répondants), la Colombie-Britannique (n = 1 150 répondants).
- Au Québec, le MELS participe à cette enquête de concert avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Culture et des Communications et l'Institut de la statistique du Québec.
- Au cours de l'année 2002-2003, le MELS a investi la somme de 336 000 \$. Une ressource professionnelle du MELS participe à l'analyse des données et à la production du rapport québécois.
- L'échantillon constitué au Québec comprend 4 367 sujets. La collecte de données s'est terminée en août 2003. Le rapport international est attendu en mai 2005, tandis que le rapport canadien devrait sortir à la fin du mois d'octobre 2005. Le rapport final pour le Québec est attendu en même temps que le rapport canadien, soit à la fin d'octobre 2005.

6. Actions concertées terminées

Le MELS a participé à une action concertée maintenant complétée.

Action concertée sur le travail en mutation

- Cette action concertée visait notamment à faire le point sur de nouvelles formes d'organisation de la production, évaluer l'impact de diverses formes de travail atypiques, comprendre les pratiques de coopération patronale-syndicale, identifier les nouvelles compétences requises pour favoriser la participation de tous à l'économie du savoir, examiner le phénomène de la précarité en emploi et les risques d'exclusion du marché du travail. Le MELS collabore avec 11 autres partenaires à cette action concertée.
- Au moment de la signature du protocole d'entente en mai 2000, le MELS s'est engagé à verser 150 000 \$ au budget total de 1 000 000 \$ de cette action concertée. Des versements de 50 000 \$ ont été effectués en 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.
- Sept projets de recherche ont été subventionnés et les rapports de recherche peuvent être consultés et téléchargés sur le site Internet du FQRSC à l'adresse suivante : <http://www.fqrsc.gouv.qc.ca/recherche/index1.html>.
- Deux activités de transfert des connaissances ont été organisées conjointement par le MELS et le MESS pour présenter les résultats de deux recherches abordant des thématiques d'intérêt pour les deux ministères. La recherche « *Précarisation du travail et santé : briser le cercle vicieux de l'exclusion* » a été présentée le 5 novembre 2004. La recherche « *L'insertion professionnelle et le rapport au travail des jeunes qui ont interrompu leurs études secondaires ou collégiales en 1996-1997* » a été présentée le 12 novembre 2004.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents et rapports des comités interministériels rendus publics en 2004-2005, ou dont les travaux sont venus à échéance en 2004-2005. Copie des mandats en cours donnés à tous les groupes de travail du ministère ou en lien avec d'autres ministères.

RÉPONSE

Dossiers en matière de condition féminine

- 1) Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle

Mandat : Coordonner et assurer le suivi de la mise en œuvre de la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale : prévenir, dépister, contrer* et des *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle*; assurer la cohérence des parties, éviter les dédoublements et assurer une réponse adéquate au besoin de la clientèle; assurer l'évaluation continue des actions conjointes (2002). Le plan d'action gouvernemental est paru en décembre 2004 (voir document ci-joint n° 1).

- 2) Comité interministériel sur l'analyse différenciée selon les sexes

Mandat : soutenir l'expérimentation des projets d'analyse différenciée selon les sexes et les équipes désignées, concevoir une approche gouvernementale répondant à la fois au principe de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des services publics à la population, réaliser une instrumentation pertinente pour le personnel concerné de la fonction publique et proposer au comité directeur un plan d'action pour introduire progressivement l'analyse différenciée selon les sexes dans les ministères et organismes. Un rapport sur l'expérimentation est attendu prochainement.

- 3) Comité de coordination du projet mobilisateur sur l'entrepreneuriat féminin

Objectifs :

- développer la connaissance du phénomène de l'entrepreneurship féminin;
- favoriser la culture entrepreneuriale auprès des femmes et faire la promotion de l'entrepreneurship féminin comme un atout pour le Québec;
- créer des conditions permettant de soutenir le développement de l'entrepreneurship féminin, notamment par la formation;
- favoriser l'adaptation des entreprises dirigées par des femmes aux tendances qui constituent les voies d'avenir pour le développement du Québec;
- et harmoniser les actions gouvernementales de façon à assurer un milieu propice au développement de l'entrepreneurship féminin dans toutes les régions du Québec.

En 2003-2004, on a ajouté les objectifs suivants :

- comparer l'offre de services gouvernementale au Québec pour susciter, supporter et reconnaître l'entrepreneuriat féminin avec la documentation connue des besoins et des contraintes des femmes entrepreneures et identifier des pistes d'amélioration de cette offre de service

- promouvoir, dans nos organisations la documentation différenciée des situations concernant les femmes et les hommes entrepreneurs.

Un rapport de recherche a été produit dans le cadre des travaux de ce comité. Il sera diffusé sous peu.

- 4) Comité interministériel pour le projet mobilisateur *Le soutien à la progression des Québécoises dans les sciences et l'innovation technologique*

Mandat : réaliser un portrait quantitatif et qualitatif de la progression des Québécoises dans les sciences et l'innovation technologique; déterminer les secteurs stratégiques à développer et à consolider; proposer des pistes d'action; proposer des outils de suivi et d'évaluation des résultats.

Un bilan a été produit (voir document ci-joint n° 2).

Comité interministériel pour l'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre la toxicomanie

Mandat : élaborer un plan d'action national en toxicomanie et le recommander aux autorités ministérielles concernées. Le plan d'action sera publié sous peu.

Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Afin de répondre aux exigences du chapitre III de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, le gouvernement du Québec a rendu public, le 2 avril 2004, le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Ce dernier prévoit, à la mesure 4.2, la mise en place d'un comité interministériel pour en « assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné ». La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, madame Michelle Courchesne, doit présenter annuellement un rapport des activités réalisées dans le cadre du plan d'action gouvernemental.

Mandat :

Le comité interministériel assure, au plan national, la participation de l'ensemble des partenaires et crée la synergie nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action. Il est composé des représentantes et représentants des ministères et organismes dont la contribution à la problématique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est primordiale. Il est donc à la fois :

- un lieu de partage d'information sur les mesures entreprises ou envisagées;
- un catalyseur de l'action gouvernementale concertée en faveur des personnes en situation de pauvreté;
- une vigie qui apporte, lorsque requis, des ajustements aux processus et aux interventions et assure la cohérence de la démarche globale; et
- une instance stratégique qui assure les liens requis pour la mise en œuvre du plan d'action.

Mode de fonctionnement

Le comité interministériel se réunit au moins trois fois l'an.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale assure le pilotage, la coordination et le secrétariat du comité interministériel. Il informe périodiquement les membres du comité de l'évolution des travaux liés au plan d'action. Le bilan 2004-2005 sera publié en juin 2005.

Ministères et organismes membres du comité interministériel :

- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine;

- ministère de la Santé et des Services sociaux;
- ministère des Affaires municipales et des Régions;
- ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
- ministère du Travail;
- Secrétariat à la jeunesse;
- Société d'habitation du Québec.

Comité interministériel pour la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008 du gouvernement du Québec

Mandat du comité interministériel :

Le 21 avril 2004, le Secrétariat à la jeunesse a reçu le mandat du premier ministre d'élaborer une stratégie d'action jeunesse gouvernementale d'ici au printemps 2005 et de mettre sur pied un comité interministériel afin de « développer les moyens visant à actualiser les orientations retenues ».

Mode de fonctionnement

Le comité interministériel se réunit au moins trois fois l'an.

Le Secrétariat à la jeunesse assure le pilotage, la coordination et le secrétariat du comité interministériel. Il informe périodiquement les membres du comité de l'évolution des travaux liés à la Stratégie jeunesse.

Ministères et organismes membres du comité interministériel :

- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- ministère de la Santé et des Services sociaux;
- ministère de la Sécurité publique;
- ministère des Relations internationales;
- ministère du Conseil exécutif;
- ministère du Travail;
- Secrétariat à la jeunesse.

Document

Le document de consultation sur la Stratégie d'action jeunesse a été publié. Cette consultation se déroulera du 28 avril au 10 juin 2005 (voir document ci-joint n° 3).

Comité interministériel sur le développement durable

Représentante ministérielle : Madame Michèle Violette, chef du Service de la planification et de la coordination.

Le comité interministériel relève du ministère du Développement durable et de l'Environnement (MDDE). Il a tenu deux rencontres en 2004-2005 en vue de la préparation du projet de Plan de développement durable et de l'avant-projet de loi sur le développement durable, qui furent rendus publics le 25 novembre 2004 (voir document ci-joint n° 4).

Le MELS est interpellé pour documenter la situation et aviser le MDEE quant aux contenus des programmes scolaires en lien avec le développement durable quant aux actions jugées pertinentes pouvant s'adresser aux réseaux scolaires relativement au développement durable.

Comité interministériel sur les changements climatiques

Représentante ministérielle : Madame Michèle Violette, chef du Service de la planification et de la coordination.

Le comité interministériel relève du ministère du Développement durable et de l'Environnement. Il n'a pas tenu de rencontres en 2004-2005.

Le MELS est interpellé pour documenter la situation et aviser le MDDE quant aux actions jugées pertinentes pouvant s'adresser aux réseaux scolaires, dont les infrastructures émettent des gaz à effet de serre.

Groupe de travail pour la mise en œuvre du Plan d'action sur le changement climatique 2001 des premiers ministres et gouverneurs de l'Est

Représentant ministériel : Monsieur Yannick Routhier, Service de la planification et de la coordination

Ce groupe de travail relève du ministère du Développement durable et de l'Environnement. Il a tenu deux rencontres en 2004-2005. Il vise à faire le suivi de la mise en œuvre des mesures prévues par le Plan d'action.

Le MELS est interpellé pour documenter la situation et aviser le MDDE quant aux actions jugées pertinentes pouvant s'adresser aux réseaux scolaires, dont les infrastructures émettent des gaz à effet de serre.

Groupe de travail mixte sur la lutte contre l'homophobie

Représentante ministérielle : Madame Michèle Violette, chef du Service de la planification et de la coordination.

Ce groupe de travail relevait du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). Il y a eu quatre rencontres du groupe de travail, qui visait à préparer un Plan de lutte contre l'homophobie. Il n'y a pas eu de travaux depuis la dissolution du MRCI.

Le MELS était interpellé pour contribuer à documenter la situation relative à l'homophobie dans les réseaux scolaires et au Plan de lutte.

Groupe de travail interministériel sur les aînés

Sous la responsabilité de la ministre responsable de la Condition des aînés et déléguée à la Famille, le groupe de travail a pour mandat de proposer un plan visant la pleine contribution des aînés au développement de la société québécoise.

Le groupe de travail a tenu une seule rencontre à ce jour. Le plan est attendu par le gouvernement en juin 2005.

Les ministères et organismes qui font partie de ce groupe de travail sont :

- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère des Affaires municipales et des Régions
- Ministère des Finances
- Ministère du Travail
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Conseil du trésor
- Régie des rentes du Québec
- Secrétariat à la jeunesse
- Société d'habitation du Québec
- Conseil de la famille
- Conseil du statut de la femme

- Conseil permanent de la jeunesse
- Conseil supérieur de l'éducation
- Office des personnes handicapées du Québec

Comité Culture-Éducation

Mandat

Voir document ci-joint n° 5 sur le protocole d'entente entre le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de l'Éducation de même que la déclaration Pour les jeunes, l'école et la culture.

Représentation du ministère

Le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire.

Rapport

Aucun.

Comité sur l'entente de complémentarité MEQ-MSSS

Mandat

Voir document ci-joint n° 6 sur l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation.

Représentation du Ministère

Le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire.

Rapport

Aucun.

Comité interministériel pour élaborer une *Stratégie de renouvellement des effectifs du secteur de la santé et des services sociaux*

Mandat :

- établir un portrait des effectifs du secteur;
- diagnostiquer les besoins anticipés sur un horizon de dix ans;
- diagnostiquer les problèmes liés aux conditions de travail et à l'organisation du travail;
- déterminer les extrants futurs du système scolaire;
- faire des recommandations pour réduire les écarts anticipés entre les besoins des réseaux et la capacité des systèmes d'enseignement;
- préciser le rôle de l'immigration dans la solution des problèmes identifiés.

Échéance prévue pour le dépôt de la stratégie : juin 2005

Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec et son Comité du suivi

Mandat

Permettre la concertation des intervenants en vue d'émettre des avis sur les politiques de main-d'oeuvre médicale au Québec tant en ce qui concerne la planification globale des effectifs médicaux que leur répartition géographique.

Membres

Le comité est constitué de représentants de l'Association des CLSC et CHSLD, de l'Association des hôpitaux du Québec, du Collège des médecins du Québec, de la Conférence des doyens des facultés de médecine, de la Conférence des vice-doyens des facultés de médecine, de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, de la Fédération médicale étudiante du Québec, de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, de la Fédération des médecins résidents du Québec, de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, du Conseil médical du Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Budget : Aucun

Résultats : Production de deux avis annuellement, soit sur la Politique des admissions en médecine et sur la Politique des admissions en résidence.

Comités interministériels relatifs aux CCTTComité d'évaluation et de suivi des CCTT :*Mandat :*

1. Procéder à l'évaluation des demandes de reconnaissance de nouveaux centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT);
2. Préparer les recommandations à être approuvées par le Comité directeur pour la reconnaissance de nouveaux CCTT;
3. Procéder à l'approbation des rapports d'évaluation des CCTT;
4. Participer à la rédaction des recommandations à être soumises au ministre pour le renouvellement de la reconnaissance des CCTT.

*Membres :*Membres du MELS :

- ✓ Directeur de la DGAUC
- ✓ Directeur du soutien aux établissements
- ✓ Responsable du dossier des CCTT
- ✓ Secrétaire du Comité

Membres du MDEIE :

- ✓ Responsable du dossier

(Ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation)

- ✓ Directeur de l'unité administrative du responsable

Réseau TRANSTECH :

- ✓ Président du CA
- ✓ 1 Membre du CA
- ✓ Directeur général

Comité visiteur des CCTT :*Mandat :*

1. Procéder à la visite des CCTT dont le mandat est à échéance et qui désirent un renouvellement de leur reconnaissance;
2. Évaluer les CCTT dont le mandat est à échéance et qui désirent un renouvellement de leur reconnaissance, selon les critères du cadre d'évaluation. Cette évaluation permet de vérifier si les centres remplissent adéquatement leur mandat et s'ils respectent leurs objectifs et leur mission tels que décrits dans la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;

Transmettre au MELS les renseignements et les résultats de la visite pour la production des rapports d'évaluation qui seront soumis pour approbation au Comité d'évaluation et de suivi des CCTT.

Membres :

<u>Membres du MELS :</u>	✓ Représentants du MELS (3 à 4)
<u>Membre du MDEIE :</u>	✓ Représentant du MDEIE (1)
<u>Autres :</u>	✓ Représentant du Réseau TransTech (1)
	✓ Analyste sectoriel du ou des ministères concernés (1 par ministère)

Comité directeur :

Mandat :

Approuver les recommandations du Comité d'évaluation et de suivi des CCTT pour la reconnaissance de nouveaux CCTT.

Membres :

<u>Membres du MELS :</u>	✓ Sous-ministre adjoint à l'enseignement supérieur
	✓ Sous-ministre adjoint à la formation professionnelle et technique et à la formation continue
	✓ Directeur de la DGAUC
	✓ Directeur du soutien aux établissements
	✓ Secrétaire du Comité

<u>Membres du MDEIE :</u>	✓ Sous-ministre adjoint
---------------------------	-------------------------

Comité interministériel sur le projet de Loi sur les marchés publics

Mandat

Élaborer, avec le SCT et le MSSS, un projet de loi définissant les conditions des contrats des ministères et des organismes publics

Membres

Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de la Santé et des Services sociaux et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Document

Aucun document produit.

Liste des comités interministériels du Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue

Voir document ci-joint n° 7.

Liste des comités interministériels du Secteur du loisir et du sport.

Voir documents ci-joints n° 8 et n° 9.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2004-2005.

RÉPONSE

Le Conseil du trésor répondra à cette question pour l'ensemble du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation complète et détaillée de tous les programmes normés, 2004-2005 et 2005-2006, dont le programme 4, élément 5 et le programme 5, élément 6 (sous forme de tableau comparatif).

RÉPONSE**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**

Les programmes normés de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire sont présentés à l'annexe 1.

Le détail des subventions versées en 2004-2005, dans le cadre du programme de *Soutien à des partenaires en éducation* (programme 4, élément 5), paraît à l'annexe 2. Les données pour l'année financière 2005-2006 ne sont pas encore disponibles.

Enseignement supérieur

Les détails du programme 5, élément 1 (financement des cégeps), du programme 5, élément 2 (financement des universités) et du programme 5, élément 3 (financement des collèges privés) se retrouvent dans les règles budgétaires qui sont disponibles sur le site Internet du Ministère.

Le détail des subventions versées en 2004-2005, dans le cadre du programme de *Soutien à des partenaires en éducation* (programme 5, élément 6), est présenté à l'annexe 3. Les données pour l'année financière 2005-2006 ne sont pas encore disponibles.

**Programme 4 — Éducation préscolaire et enseignement
primaire et secondaire**

Élément	Norme 2004-2005
1. Commissions scolaires	Règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005
2. Commissions scolaires à statut particulier	
– Commission scolaire Crie	Politique budgétaire quinquennale. Règles d'allocation des subventions de fonctionnement et d'investissement : éléments de référence aux fins de l'approbation du budget (2004-2005 à 2008-2009)
– Commission scolaire Kativik	Règles budgétaires triennales. Règles budgétaires 2002-2003 à 2004-2005
– Commission scolaire du Littoral	Règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005
– École des Naskapis	Règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005
3. Service de la dette des commissions scolaires	CT normes CT 201479 et CT 201197
4. Enseignement privé	Règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005
5. Soutien à des partenaires en éducation	
– Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)	Normes d'allocation annuelles. CT 201197
6. Aide au transport scolaire	Règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005 à 2006-2007

**PRÉSCOLAIRE, PRIMAIRE ET SECONDAIRE
ALLOCATIONS POUR LE SOUTIEN À DES PARTENAIRES
EN ÉDUCATION (PROGRAMME 4, ÉLÉMENT 5)**

ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005

Organismes	Ville	Allocations 2004-2005
Société de gestion collective des droits de reproduction (COPIBEC)	Montréal	2 621 625,00
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique du Canada (SOCAN)	Montréal	277 750,00
Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs du Canada Inc. (SODRAC) et Société des producteurs de disques du Québec (SOPROQ)	Montréal	533 500,00
Société québécoise des auteurs dramatiques (SOQAD)	Montréal	65 000,00
ACELF - Association canadienne d'éducation de la langue française	Québec	140 000,00
ACE - Association canadienne d'éducation	Toronto	45 000,00
AOPF - Association québécoise des professeures et professeurs de français		30 000,00
CPIQ - Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec	Longueuil	155 000,00
CDFM - Centre de développement et de formation de la main d'œuvre Huronne-Wendat	Wendake	584 373,00
École orale de Montréal pour les sourds inc.	Montréal	161 948,00
Fédération des comités de parents du Québec inc.	Beauport	777 492,00
Fondation Paul Gérin-Lajoie (Dictée PGL) (voir aussi NR)	Montréal	140 000,00
L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)	Montréal	320 000,00
La Corporation « Québec en forme » Fondation Lucie et André Chagnon	Montréal	1 000 000,00
Matériel didactique	Plusieurs villes	
Perfectionnement du personnel scolaire	Plusieurs villes	815 600,00
Services documentaires multimédia (S.D.M.) inc.	Montréal	1 961 417,00
Société de la formation à distance (SOFAD)	Montréal	980 000,00
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	Montréal	1 300 000,00
ADIGECS – l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec	Sept-Îles	2 000,00
AFIDES - Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires	Montréal	40 000,00
Aide aux devoirs	Plusieurs villes	---
AQEIPS - Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au postsecondaire	Montréal	---
AQETA - Association québécoise pour les troubles d'apprentissage	Montréal	20 000,00
Association des cadres scolaires du Québec	Sainte-Foy	---
Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)	Montréal	20 000,00
Association du transport écolier du Québec (ATEQ)	Québec	15 000,00
Association nationale des éditeurs de livres	Montréal	---
Association YWCA de Québec	Québec	5 000,00
Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ)	Loretteville	---
Centre québécois de communication non orale	Montréal	---
Chantiers jeunesse	Montréal	---
Comité québécois pour les jeunes en difficulté de comportement (CQJDC)	Charlesbourg	5 000,00
Commission de la capitale nationale du Québec (Découvrir la Capitale)	Québec	20 000,00
Conseil régionale de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean inc.	Jonquière	25 000,00
Concours « Chapeau, les filles »	Plusieurs villes	---
Concours « Recherchons artistes-vedettes »	Plusieurs villes	---
Consortium « ALLÔ PROF! »	Sainte-Foy	25 000,00
Corporation La Jeannoise	St-Jean-de-la-Lande	9 500,00
Corporation Secondaire en Spectacle	Rivière-du-Loup	70 000,00
CPIQ - Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec - Francofête	Longueuil	---
Département de mathématiques et de statistique de l'Université Laval	Montréal	4 000,00
Directeur général des élections du Québec (projet « Vivre en démocratie au Québec »)	Sainte-Foy	25 000,00
Écomusée du fier monde	Montréal	---

Organismes	Ville	Allocations
		2004-2005
Fédération des commissions scolaires du Québec - FCSQ	Sainte-Foy	145 000,00
Fédération québécoise des associations foyers-écoles	Montréal	20 000,00
Fédération québécoise du sport étudiant	Montréal	---
FIPF - Fédération internationale des professeurs de français	Montréal	14 000,00
Fondation ACT des soins avancés en urgence coronarienne du Canada	Ville Mt-Royal	10 000,00
Fondation de la Tolérance	Montréal	15 000,00
Fondation des parlementaires québécois	Montréal	---
Grands Frères et Grandes Sœurs de l'Estrie	Sherbrooke	---
Grands Frères et Grandes Sœurs du Grand Montréal	Montréal	30 000,00
Groupe de réflexion sur l'éducation des garçons (GREG) CÉSAME	St-Eustache	---
Groupe des éditions francophones internationales inc. (Groupe Défi)	Québec	---
Institut de la statistique du Québec FCSQ/ELDEQ	Québec	150 000,00
Kéroul	Montréal	15 000,00
La Base	Montréal	---
La Table Éducation Outaouais	Gatineau	25 000,00
La Traverse inc.	Warwick	10 000,00
Le club des petits déjeuners du Québec	Boucherville	100 000,00
Le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	Québec	---
Les Productions E-MAGINE INC. (Je réussis.com)	Granby	5 000,00
Les Publications Québec français (Revue Québec français)	Sainte-Foy	5 000,00
Lire et faire lire	Saint-Lambert	15 000,00
Manufacturiers et exportateurs du Québec	Montréal	30 000,00
Motivation Jeunesse	Québec	---
Musée d'art contemporain de Montréal	Montréal	---
Prix essor (bourses)	Plusieurs villes	---
Productions les Bonheurs de Sophie inc.	St-Lambert	---
Québec dans le monde	Sainte-Foy	3 500,00
Regroupement national des directions générales de l'Éducation	Ottawa	15 000,00
Rencontres du Canada	Ottawa	10 000,00
Réseau québécois des écoles micro-entreprises environnementales	Québec	---
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS)	Montréal	15 000,00
Société des professeurs de géographie du Québec	Montréal	---
Société des professeurs d'histoire du Québec	Charlesbourg	---
Université de Montréal (technologies de l'information et des communications)	Montréal	40 000,00
Université de Sherbrooke (Service provincial de soutien en orientation)	Sherbrooke	---
Université Laval (Colloque de l'Ass. Int.- recherche en didactique du français (AIRDF))	Québec	---

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ALLOCATION POUR LE SOUTIEN À DES PARTENAIRES EN ÉDUCATION
(PROGRAMME 05, ÉLÉMENT 06)
ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005

Organismes	Ville	
		2004-2005
Agence universitaire de la Francophonie	Montréal	120 000 \$
Association des gestionnaires de parcs immobiliers institutionnels	Montréal	20 000 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au postsecondaire		9 000 \$
Associations locales de parents du collégial		56 528 \$
Cégep de St-Jérôme	St-Jérôme	6 000 \$
Cégep international	Montréal	100 000 \$
Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise	Montréal	20 000 \$
Centre francophone d'information des organisations	Québec	39 000 \$
Cité universitaire internationale de Montréal	Montréal	25 000 \$
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	Montréal	71 \$
Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec	Montréal	10 000 \$
Congrès international d'histoire de l'art - Université de Montréal	Montréal	5 000 \$
Conseil national des cycles supérieurs	Montréal	7 000 \$
Conseil régional de la prévention de l'abandon scolaire	Jonquière	25 000 \$
Consiel régional de concertation et de développement	Québec	10 000 \$
Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur	Québec	70 000 \$
Corporation des services universitaires du Secteur ouest de la Côte-Nord	Baie-Comeau	100 000 \$
École du Barreau du Québec	Montréal	2 957 316 \$
Excelle Science		5 000 \$
Fédération des associations de parents au collégial	Québec	85 917 \$
Fédération des cégeps - projets des TIC	Montréal	100 000 \$
Fondation Marc Bourgie - Prix littéraire des collégiens	Montréal	5 000 \$
Fonds québécois de recherche sur la société et la culture	Québec	10 000 \$
Forces Avenir inc.	Québec	55 000 \$
Institut Thomas More	Montréal	18 330 \$
Office franco-québécois pour la jeunesse	Montréal	499 648 \$
Pôle universitaire de la Montérégie	Longueuil	100 000 \$
Prix du ministre		25 000 \$
Réseau intercollégial des activités socioculturelles du Québec	Québec	35 000 \$
SISOUM (Université de Montréal)	Montréal	2 000 \$
Société québécoise de la gestion collective des droits de reproduction	Montréal	316 000 \$
Université du Québec - TIC	Québec	140 000 \$
Université Laval - 2e édition de Lab-Oratoire	Québec	1 000 \$
Valorisation des savoirs québécois inc.	Montréal	10 000 \$
Total		4 987 810 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des échanges de correspondance avec l'un ou l'autre des ministres fédéraux en 2004-2005.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans tout ministère ou organisme telle que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

RÉPONSE

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement n'est disponible que par consultation sur place.

Pour la plupart des unités administratives du Ministère, la liste de classement est disponible sur ordinateur. Toutefois, certaines unités ne disposent que de listes de classement sur papier.

Pour une consultation sur place, on doit s'adresser à la responsable de la gestion documentaire du Ministère, Mme Sylvie Girard, dont les coordonnées sont :

Secteur de l'information et des communications
Direction de la gestion des systèmes de collecte
1035, rue De La Chevrotière, 23^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Tél. : (418) 646-7803

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents relatifs à la réalisation des sections touchant l'éducation du document *Briller parmi les meilleurs*.

RÉPONSE

La réponse à cette question est incluse aux réponses 28, 29, 30, 32, 33, 34, 39, 40, 79, 101, 110, 114, 118, 159, 171, 172, 173, 176, 179, 180, ainsi que dans les documents 1, 2 et 3 ci-joints.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des documents relatifs aux travaux de l'équipe de travail consacrée à l'école communautaire formée au terme du Forum des générations.

RÉPONSE

L'équipe de travail sur le développement de l'école communautaire n'a pas terminé ses travaux. Le rapport est attendu pour juin 2005.

Mandat

- Préciser le concept de l'école communautaire;
- Clarifier les effets d'un regroupement des services publics dans un établissement scolaire;
- Définir le contexte et les conditions favorables au développement de l'école communautaire;
- Faire des recommandations sur le regroupement de services dans les établissements scolaires.

Composition

- M^{me} Janyne Marie Hodder, vice-principale (relations interinstitutionnelles), Université McGill, présidente de l'équipe
- M. Léo Beaulieu, directeur général, Conseil régional de la culture de la Mauricie;
- M. Guy Charland, conseiller politique, Fédération des municipalités du Québec;
- M. Raymond Côté, président, Sports-Québec;
- M. Julien Guillemette, directeur général, Commission scolaire du Pays-des-Bleuets;
- M. Jacques Laberge, Union des municipalités du Québec;
- M^{me} Diane Lalancette-Deschamps, chef de division, Ville de Montréal;
- M. Pierre Michaud, président-directeur général, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;
- M^{me} Diane Miron, présidente, Fédération des comités de parents du Québec;
- M. Réjean Morel, directeur général, Fédération des commissions scolaires du Québec;
- M. Alain Pélissier, secrétaire-trésorier, Centrale des syndicats du Québec;
- M. Jacques Proulx, président, Solidarité rurale;
- M. Giordano Rosa-del-Vecchio, directeur général, Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier;
- M. Gino Reeves, directeur général, Place aux jeunes du Québec;
- M^{me} Dominique Vien, députée de Bellechasse.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des documents relatifs aux travaux de l'équipe de travail formée au terme du Forum des générations afin d'assurer la qualité des services éducatifs.

RÉPONSE

L'équipe de travail sur le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité n'a pas terminé ses travaux. Le rapport est attendu pour mai 2005.

Composition

- M. Michel Gervais, directeur général, Centre hospitalier Robert-Giffard, président de l'équipe de travail;
- M. François Vincent, président, Fédération étudiante universitaire du Québec;
- M. Yvan Bordeleau, député de l'Acadie;
- M. Gaëtan Boucher, président, Fédération des cégeps;
- M. André Caron, président, Fédération des commissions scolaires du Québec;
- M^{me} Francine Gaudet, députée de Maskinongé;
- M. Robert Lacroix, président, Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec;
- M^{me} Louise Miller, conseillère syndicale, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Service de l'éducation;
- M^{me} Diane Miron, présidente, Fédération des comités de parents du Québec;
- M^{me} Sophie Paquet, présidente, Conseil permanent de la jeunesse;
- M. Réjean Parent, président, Centrale des syndicats du Québec;
- M. Henri-Paul Rousseau, président, Caisse de dépôt et de placement du Québec;
- M. Marcus Tabachnick, président, Ass. des commissions scolaires anglophones du Québec.

Mandat

Le mandat de l'équipe de travail consiste à rechercher les pistes pouvant assurer le maintien de l'accès aux services éducatifs de qualité sur l'ensemble du territoire, à court et à moyen terme, en tenant compte des défis des finances publiques et de la démographie, et à recommander les moyens qui pourraient être mis en œuvre à cet égard.

Dans la réalisation de son mandat, il est demandé à l'équipe de travail de :

- préciser le concept du maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité sur l'ensemble du territoire;
- considérer les divers établissements d'enseignement comme un tout dans chaque région;

- examiner notamment :
 - la complémentarité entre les écoles primaires et secondaires, les centres d'éducation des adultes, les centres de formation professionnelle, les cégeps et les universités, dans une perspective de partage de lieux, d'équipements et de services;
 - l'articulation de nouvelles collaborations avec les organismes publics et les organismes communautaires;
 - l'établissement d'une meilleure cohésion des lieux de formation en vue d'aider les jeunes à connaître des cheminements scolaires plus harmonieux et moins de ruptures ou de réorientations, diminuant d'autant les risques de démotivation et de décrochage;
 - les modes de financement et d'allocation des ressources qui permettent d'assurer un financement durable et une offre de services éducatifs stable.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents relatifs à la promotion des saines habitudes de vie.

RÉPONSE

Les documents suivants sont présentés en documents d'appoint :

- Pochette de promotion
- Disque compact **Le Québec aux Jeux – Athènes 2004**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détails et ventilation des dépenses liées au programme «Vas-Y»

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve à la question 233.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

- Copie de tous les documents relatifs au renouvellement des clauses dérogatoires concernant l'enseignement religieux.

RÉPONSE

- Voir les documents ci-joints.

CNW : code 1
GQM 00350

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**LE MINISTRE JEAN-MARC FOURNIER ANNONCE UN
NOUVEAU PROGRAMME D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE**

Québec, le 4 mai 2005 — Les écoles québécoises offriront, à compter de 2008, un programme d'éthique et de culture religieuse aux élèves du primaire et du secondaire. C'est ce qu'a annoncé aujourd'hui le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier. Ce programme remplacera les programmes d'enseignement religieux catholique et protestant et celui d'enseignement moral, jusqu'ici dispensés dans nos écoles. Largement souhaité par une majorité de Québécois, il permettra d'offrir une seule et même formation à l'ensemble des élèves.

Le gouvernement veut ainsi fournir à l'école les moyens de répondre plus adéquatement aux défis sociaux actuels et aux besoins des jeunes d'aujourd'hui. « Dans une société plurielle comme la nôtre, il importe que l'école contribue activement à l'acquisition, par les jeunes, des connaissances, des habiletés et des attitudes qui leur serviront tout au long de leur vie, tant sur le plan personnel que social », a affirmé le ministre Fournier.

« Cette nouvelle approche fait une large place à la réflexion sur les valeurs, les règles et les droits, et elle reconnaît l'héritage religieux comme une part importante de notre culture. Elle assurera aux élèves un apprentissage continu et progressif, adapté à leur âge et au contexte dans lequel ils évoluent », a-t-il ajouté.

Le nouveau programme sera mis en application à l'automne 2008, de manière à laisser aux milieux de l'éducation le temps de s'approprier les orientations retenues. Le gouvernement aura donc recours aux clauses dérogatoires à la Charte canadienne des droits et libertés et à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec pour une période limitée, soit de juillet 2005 à juillet 2008. Ce délai de trois ans permettra d'élaborer les programmes d'études et d'assurer la formation et le perfectionnement des enseignants.

Afin de pouvoir mettre en place les changements proposés, le ministre a déposé aujourd'hui à l'Assemblée nationale un projet de loi modifiant diverses dispositions législatives de nature confessionnelle dans le domaine de l'éducation. Une commission parlementaire précédera ces modifications législatives et permettra aux groupes invités d'exprimer leur point de vue sur ce projet de loi.

— 30 —

Source : Stéphane Gosselin
Attaché de presse du ministre
de l'Éducation, du Loisir et du Sport
(418) 644-0664

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'instruction publique afin de supprimer, à compter du 1^{er} juillet 2008, l'ensemble des dispositions de nature confessionnelle qui s'y trouvent et de modifier en conséquence la mission du Comité sur les affaires religieuses.

Le projet de loi modifie également la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis afin d'y édicter de nouveau des clauses dérogatoires à la Charte canadienne des droits et libertés qui cesseront toutefois d'avoir effet le 1^{er} juillet 2008 et, à cette même date, d'abroger les clauses dérogatoires à la Charte des droits et libertés de la personne.

Le projet de loi prévoit de plus des modifications de concordance à la Loi sur l'enseignement privé.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3);
- Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14);
- Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1);

Projet de loi n°

**LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DE NATURE
CONFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. Les articles 5, 20 et 21 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) sont abrogés.

2. L'article 222.1 de cette loi est modifié par la suppression des quatrième et cinquième alinéas.

3. Les articles 225 et 241 de cette loi sont abrogés.

4. L'article 461 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le ministre demande l'avis du Comité sur les affaires religieuses quant aux aspects religieux d'un programme d'éthique et de culture religieuse établi par le ministre. ».

5. L'article 477.18.3 est modifié par :

1° le remplacement, du troisième alinéa, par le suivant :

« Il donne également son avis sur les aspects religieux des programmes d'éthique et de culture religieuse établis par le ministre. »;

2° le remplacement, au début du quatrième alinéa, de « Avant d'approuver les aspects confessionnels d'un programme, il tient compte des avis des églises concernées; lorsqu'il » par les mots « Lorsqu'il ».

6. Les chapitres IX et X de cette loi, comprenant les articles 493 à 540, sont abrogés.

7. L'article 726 de cette loi est abrogé.

8. L'article 727 de cette loi est édicté de nouveau et, conséquemment, se lit comme suit :

« 727. Les dispositions de la présente loi qui accordent des droits et privilèges à une confession religieuse ont effet indépendamment des dispositions du paragraphe a de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982) et de l'article 15 de cette loi. ».

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE POUR LES AUTOCHTONES CRIS, INUIT ET NASKAPIS

9. L'article 720 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14) est abrogé.

10. L'article 721 de cette loi est édicté de nouveau et, conséquemment, se lit comme suit :

« 721. Les dispositions de la présente loi qui accordent des droits et privilèges à une confession religieuse ont effet indépendamment des dispositions du paragraphe a de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982) et de l'article 15 de cette loi. ».

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

11. L'article 32 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1) est modifié par :

1° la suppression, dans le premier alinéa, de « , sauf l'enseignement moral et religieux d'une confession autre que catholique ou protestante, »;

2° la suppression du quatrième alinéa.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

12. Malgré l'article 2, une école autorisée par le ministre, avant le 1^{er} juillet 2005, à remplacer pour les élèves du 1^{er} cycle du secondaire, les programmes d'enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, établis par le ministre par un programme local d'orientation œcuménique ou d'éthique et de culture religieuse peut, jusqu'au 30 juin 2008, continuer à offrir ce programme à ses élèves.

13. Une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, permettre à une école de remplacer les programmes d'enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, établis par le ministre par un programme d'éthique et de culture religieuse. L'élève qui fréquente cette école ne peut alors exercer le choix prévu à l'article 5 de la Loi sur l'instruction publique et doit suivre le programme d'éthique et de culture religieuse.

14. L'article 12, qui accorde des droits et des privilèges à une confession religieuse, s'applique malgré les articles 3 et 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

15. L'article 12, qui accorde des droits et privilèges à une confession religieuse, a effet indépendamment des dispositions du paragraphe a de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982) et de l'article 15 de cette loi.

16. Les articles 8, 10 et 13 à 15 cessent d'avoir effet le 1^{er} juillet 2008.

17. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2005, à l'exception des articles 1, 3 à 5, 7, 9 et 11 qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2008.



LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE :

UNE ORIENTATION D'AVENIR POUR TOUS LES JEUNES DU QUÉBEC

En septembre 2008, un nouveau programme d'éthique et de culture religieuse sera implanté au primaire et au premier cycle du secondaire. En voici un aperçu.

AU REGARD DE LA FORMATION EN ÉTHIQUE, LE PROGRAMME PERMETTRA AUX ÉLÈVES DE :

- reconnaître différentes façons de voir la vie, les relations avec les autres, la place et le rôle de l'être humain dans le monde;
- réfléchir sur les valeurs (liberté, équité, égalité, justice, respect, honnêteté, etc.) et les prescriptions sociales (lois, règles, règlements, etc.);
- se situer de façon réfléchie face à des situations problématiques où différentes valeurs sont en jeu et où des choix sont à faire;
- faire des choix en fonction du bien commun, de s'engager et d'agir envers les autres de façon autonome et responsable.

AU REGARD DE LA FORMATION EN CULTURE RELIGIEUSE, LE PROGRAMME PERMETTRA AUX ÉLÈVES DE :

- se familiariser avec l'héritage religieux du Québec (catholicisme et protestantisme, judaïsme, spiritualités amérindiennes);
- s'ouvrir à la diversité religieuse (islam, bouddhisme, hindouisme, etc.) et de développer, par rapport à celle-ci, des attitudes appropriées (respect, tolérance, ouverture au dialogue, etc.);
- reconnaître que des personnes puissent ailleurs que dans la religion leur conception de la vie, de la mort, de la souffrance, etc.;
- se situer de façon réfléchie au regard des religions et des nouveaux mouvements religieux.

LES CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME :

- Un programme continu et progressif du début du primaire à la fin du secondaire¹, adapté à l'âge des élèves.
- Un programme enraciné dans la réalité de l'élève, à partir de son quartier, de sa ville, de son village.
- Un programme enraciné dans la culture québécoise, qui fait connaître le patrimoine culturel et religieux du Québec d'hier et d'aujourd'hui.
- Un programme respectueux des libertés de conscience et de religion.

1. L'absence de programme d'éthique et de culture religieuse en 3^e secondaire est avantageusement compensée par un programme de quatre unités (100 heures) en 4^e secondaire.

Québec 





ÉCHÉANCIER

PROGRAMME

PERFECTIONNEMENT/PERSONNEL ENSEIGNANT²

ANNÉE 2005-2006

Automne

- **Rédaction** par deux équipes (primaire et 1^{er} cycle du secondaire)
- Concertation avec les facultés universitaires/formation initiale et continue du personnel enseignant

Hiver

- **Rédaction** par deux équipes (primaire et 1^{er} cycle du secondaire)
- **Consultation d'experts**
- **Planification** et élaboration du perfectionnement du personnel enseignant
- **Élaboration** de situations d'apprentissage
- **Sessions d'information** pour les partenaires de l'éducation et pour le personnel scolaire, portant sur les orientations du programme
- **Offre de services** en formation continue par les universités (colloques, sessions intensives, etc.)

ANNÉE 2006-2007

Automne

- **Validation** (primaire et 1^{er} cycle du secondaire)
- **Avis du Comité** sur les affaires religieuses et de la Commission des programmes d'études (LIP, art. 477.18.3 et 477.4)
- **Expérimentation**, dans certaines écoles primaires, de situations d'apprentissage
- **Organisation** du perfectionnement au primaire et au secondaire avec les directions régionales et les commissions scolaires
- **Offre de services** de formation continue par les universités

Hiver

- **Révision** du programme (primaire et 1^{er} cycle du secondaire)
- **Information** des maisons d'édition
- **Approbation ministérielle** (primaire et 1^{er} cycle du secondaire/juin 2007)
- **Poursuite** de l'expérimentation dans certaines écoles primaires
- **Réalisation** de sessions de formation du personnel en région
- **Offre de services** de formation continue par les universités

ANNÉE 2007-2008

Automne

- **Appropriation** par le réseau scolaire du programme d'éthique et de culture religieuse à partir de la version électronique (primaire et 1^{er} cycle du secondaire)
- **Édition** du programme par le MELS
- **Production** du matériel didactique par les éditeurs
- **Réalisation** de sessions de formation du personnel en région
- **Information** aux gestionnaires scolaires (affectation du personnel et organisation scolaire)
- **Offre de services** de formation continue par les universités

Hiver

- **Expédition** du programme dans le réseau
- **Production** du matériel didactique par les éditeurs
- **Réalisation** de sessions de formation du personnel en région
- **Offre de services** de formation continue par les universités

Le programme d'éthique et de culture religieuse du deuxième cycle du secondaire (4^e et 5^e) sera validé et ensuite soumis à l'avis du Comité sur les affaires religieuses et de la Commission des programmes d'études (LIP, art. 477.4 et 477.18.3), à l'automne 2005. Il sera révisé et approuvé à l'hiver 2006, puis implanté, en 4^e secondaire, à l'automne 2006 et, en 5^e secondaire, à l'automne 2007.

Pour plus d'information : www.MELS.gouv.qc.ca.

**Éducation,
Loisir et Sport**

Québec



2. Au primaire, environ 23 000 titulaires et au secondaire, 2 400 spécialistes.

**LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME
D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE :
UNE ORIENTATION D'AVENIR
POUR TOUS LES JEUNES DU QUÉBEC**

ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES

**Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
AVRIL 2005**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. UN PROGRAMME COMMUN D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE.....	4
2. LES PRINCIPES DU PROGRAMME D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE	4
2.1 DES APPRENTISSAGES CONTINUS ET PROGRESSIFS	5
2.2 DES APPRENTISSAGES ENRACINÉS DANS LA RÉALITÉ DU JEUNE ET DANS LA CULTURE QUÉBÉCOISE	5
2.3 DES APPRENTISSAGES QUI RESPECTENT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET DE RELIGION	6
2.4 DES APPRENTISSAGES QUI FAVORISENT LE VIVRE-ENSEMBLE	6
3. LES CONTENUS DE FORMATION	7
3.1 LA FORMATION EN ÉTHIQUE	7
3.2 LA FORMATION EN CULTURE RELIGIEUSE	9
3.3 LA PRISE EN COMPTE DE REPRÉSENTATIONS SÉCULIÈRES DU MONDE ET DE L'ÊTRE HUMAIN	10
4. LES RAISONS D'AGIR	11
5. UNE ORIENTATION PARTAGÉE	12
5.1 PAR DES ORGANISMES-CONSEILS.....	13
5.2 PAR DES PARTENAIRES DE L'ÉDUCATION.....	13
5.3 PAR DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS, DES PARENTS ET DES ÉLÈVES.....	13
6. LE PLAN D'ACTION	14
6.1 L'ÉLABORATION DU PROGRAMME.....	14
6.2 LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL.....	14
CONCLUSION.....	15

INTRODUCTION

L'école a pour mission d'instruire, de socialiser et de qualifier les élèves. Le vocabulaire de l'éducation a pu changer au fil du temps, mais la mission fondamentale de l'école est demeurée la même : faire grandir, ouvrir des horizons, déployer les talents et donner les outils nécessaires à l'entrée dans la société comme adulte accompli, libre et responsable.

La société, cependant, change : l'état de la connaissance n'est plus celui des siècles passés, les défis de société se répercutent des centres urbains aux régions éloignées, les mentalités fluctuent au gré d'influences venues de partout, des valeurs s'affirment et deviennent incontournables, alors que d'autres tombent dans l'oubli, des sensibilités s'affinent, les questions se multiplient sans cesse à la vitesse de l'information qui fuse de toutes parts. Vient un temps où l'école doit s'ajuster en conséquence : c'est le processus de réforme dans lequel le Ministère est engagé depuis la fin des années 1990.

Plusieurs pas ont été franchis : mise en place des commissions scolaires linguistiques, refonte des programmes d'études du primaire et du premier cycle du secondaire, mise en place d'une nouvelle politique pour les services complémentaires, déconfessionnalisation des structures scolaires, renouvellement de la *Politique d'évaluation des apprentissages*, etc.

Dans ce processus de renouvellement du système scolaire, une autre occasion s'offre de prendre des décisions : celle de l'échéance de la clause dérogatoire à la Charte canadienne des droits et libertés de la personne, fixée en juin 2005. Le recours à cette clause est inévitable pour maintenir l'offre d'enseignements religieux confessionnels, catholique et protestant, à l'école primaire et secondaire. Dans ce contexte, le Ministère entend déterminer le type de formation que l'école doit donner à l'ensemble des élèves sur les questions d'ordre éthique et religieux. Cette responsabilité ne peut être esquivée.

Les décisions prises émanent d'une lecture attentive de la conjoncture sociale et scolaire actuelle : des problèmes devaient être réglés, des orientations précisées et des ajustements apportés en fonction des défis sociaux actuels et des besoins de formation des jeunes.

En conséquence, la **proposition ministérielle** est la suivante :

- abandonner le recours aux clauses dérogatoires et remplacer le régime d'option actuel par un programme de formation en éthique et en culture religieuse, commun à tous les élèves, au primaire et au secondaire;
- ménager une période de transition pour permettre au Ministère et aux milieux scolaires de préparer ce changement. C'est pourquoi les clauses dérogatoires seront renouvelées

jusqu'au 30 juin 2008 et le régime d'option actuel sera maintenu pour les trois prochaines années.

1. UN PROGRAMME COMMUN D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE

L'instauration d'un programme commun d'éthique et de culture religieuse pour tous les élèves du Québec prend racine dans la volonté du gouvernement de servir au mieux l'intérêt de tous : les élèves, les parents, le personnel scolaire et l'ensemble de la société. Cette décision manifeste l'intention de respecter les sensibilités contemporaines en faveur de l'égalité de traitement des personnes et des groupes et de ne pas perpétuer un régime de caractère exceptionnel et dérogatoire au regard des droits fondamentaux reconnus par les chartes, tout en contribuant à l'appropriation de la culture québécoise, façonnée notamment par les traditions catholique et protestantes.

2. LES PRINCIPES DU PROGRAMME D'ÉTHIQUE ET DE CULTURE RELIGIEUSE

Diverses raisons fondent la décision d'inclure dans un même programme d'études la formation éthique et la formation relative à la culture religieuse. En effet, il ne s'agit pas, au primaire et au secondaire, de spécialiser les élèves, mais bien de les initier à ces matières. Il faut aussi tirer le meilleur profit possible du temps dévolu à ces matières dans la grille horaire. Enfin, il est pédagogiquement souhaitable de faciliter la compréhension du monde par l'élève en n'érigant pas de cloisons entre des univers qui, bien que spécifiques, peuvent être complémentaires¹. Toutefois, la structure du programme est conçue de telle sorte que des apprentissages spécifiques en éthique et en culture religieuse puissent être traités en eux-mêmes et présentés séparément lors de certaines activités d'apprentissage. La formation du personnel enseignant devra permettre à celui-ci de faire les distinctions et les arrimages qui s'imposent entre les apprentissages relatifs à l'éthique et ceux qui sont liés à la culture religieuse.

Les apprentissages poursuivis dans le programme proposé s'appuient sur les quatre principes suivants : ce sont des apprentissages continus et progressifs, enracinés dans la réalité du jeune et dans la culture québécoise; ces apprentissages respectent la liberté de conscience et de religion et favorisent le vivre-ensemble.

¹ D'autres regroupements de disciplines se trouvent d'ailleurs dans le *Programme de formation de l'école québécoise*, tels que « Science et technologie » et « Histoire et éducation à la citoyenneté ».

2.1 DES APPRENTISSAGES CONTINUS ET PROGRESSIFS

L'approche par compétence privilégiée dans la refonte des programmes d'études trouve sa cohérence dans la continuité des apprentissages poursuivis du primaire jusqu'à la fin du secondaire.² Le processus de développement doit se concevoir en spirale, allant du simple au plus complexe, du concret à l'abstrait, en fonction d'étapes de croissance de l'élève sur les plans cognitif, affectif et social. Ainsi, dans le programme d'éthique et de culture religieuse proposé, les visées de formation sont les mêmes au primaire et au secondaire, mais la façon d'aborder les objets d'apprentissage varie.

Par exemple, on peut difficilement demander à un enfant qui apprend à lire de comprendre le texte d'un règlement ou le message d'un prophète; l'enfant est cependant intéressé par les histoires et il est capable d'en raconter. Ainsi, au début du primaire, c'est notamment par des récits que l'élève pourra prendre conscience des règles régissant la vie en société ou des éléments de sagesse trouvés dans une tradition religieuse. À la fin du secondaire, il lui sera plutôt demandé d'analyser un texte, de le commenter et d'en discuter.

2.2 DES APPRENTISSAGES ENRACINÉS DANS LA RÉALITÉ DU JEUNE ET DANS LA CULTURE QUÉBÉCOISE

Les apprentissages doivent prendre racine dans la réalité immédiate du jeune, pour ensuite élargir ses horizons. Or, chaque milieu a ses caractéristiques propres sur les plans social, culturel et religieux. Ouvrir le jeune à la réflexion éthique et à la diversité religieuse devient pertinent s'il se sent concerné par ces questions. Il serait artificiel de parler de temples, de cathédrales ou de mosquées mondialement connus sans d'abord amener l'élève à reconnaître les édifices religieux de son village ou de son quartier. La réforme en cours met d'ailleurs l'élève au centre de ses apprentissages, comme acteur et moteur de son développement.

Aussi, comme pour les autres programmes d'études, la formation en éthique et en culture religieuse sera abordée avec souplesse, laissant de la latitude au personnel enseignant pour adapter son enseignement à la réalité du milieu sans pour autant perdre de vue les perspectives éducatives du programme.

Les apprentissages doivent également être enracinés dans la culture du Québec. Cette culture est manifeste notamment dans l'architecture, dans les expressions du langage, dans les noms de rue ou de village, dans les expressions artistiques. Elle se traduit également dans des choix de valeurs ou des manières d'être privilégiés ici : l'importance accordée au droit à l'égalité, à la solidarité, au respect des institutions démocratiques ou au rejet de la violence comme mode de résolution des conflits. La présence des religions au Québec est aussi évidente : les traditions

² L'absence de programme d'éthique et de culture religieuse en 3^e secondaire est avantageusement compensée par un programme de quatre unités (100 heures) en 4^e secondaire.

chrétiennes, catholique et protestantes, le judaïsme et les spiritualités amérindiennes ont depuis longtemps fait leur marque et influencé la culture québécoise. De nouveaux apports nous viennent également par l'immigration plus récente (ex. : islam, bouddhisme, hindouisme, etc.), par l'apparition de nouveaux groupes religieux et par l'augmentation constante du nombre de personnes se déclarant sans religion. Tout cela fait du Québec une société riche de diversité.

Ainsi, au primaire, on puisera surtout dans l'environnement immédiat de l'élève les éléments qu'il est en mesure d'observer et de reconnaître, alors que, au secondaire, il sera appelé à explorer ce qui se vit ailleurs au Québec ou dans le monde ou à se référer à d'autres périodes de l'histoire à l'aide des médias, de la recherche ou de projets d'échange entre écoles de milieux urbains et ruraux, de commissions scolaires francophones et anglophones, des secteurs privé et public.

2.3 DES APPRENTISSAGES QUI RESPECTENT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET DE RELIGION

Le respect du droit fondamental à la liberté de conscience et de religion constitue l'assise de toute formation dans les domaines de l'éthique et de la religion. Deux conséquences s'ensuivent pour le personnel enseignant et les élèves. L'enseignante ou l'enseignant doit accorder une importance particulière au respect des valeurs, des croyances ou des convictions des familles et des élèves. Le traitement de ces questions appelle l'objectivité et l'impartialité professionnelle du personnel enseignant, comme c'est le cas pour toute autre discipline, mais de façon particulière ici. Par ailleurs, l'étude de questions éthiques ou religieuses par l'élève vise à ce qu'il les comprenne, sans préjugés négatifs ou soumission aveugle.

Ainsi, au primaire, l'accent sera davantage mis sur ce que les élèves ont en commun sur le plan des valeurs, des croyances et des convictions, afin de favoriser la reconnaissance de l'autre et de développer le respect et la tolérance. Au secondaire, l'élargissement et la consolidation des apprentissages favoriseront la capacité de traiter de questions éthiques ou religieuses avec objectivité et discernement.

2.4 DES APPRENTISSAGES QUI FAVORISENT LE VIVRE-ENSEMBLE

Quotidiennement, les rapports entre personnes ou entre groupes appellent des choix qui tantôt isolent et divisent, tantôt rapprochent et solidarisent. Les convictions religieuses, comme les choix éthiques, peuvent être source de tensions et de conflits. Pour favoriser la cohésion sociale, les apprentissages faits dans le programme proposé visent expressément le partage de valeurs communes, l'acquisition d'un sens civique dans l'expression de ses convictions et de ses valeurs et la prise de conscience que les choix individuels ont des effets sur la collectivité.

C'est pourquoi la classe devient un lieu d'expression, de recherche, de prise de conscience et de discussion sur différents thèmes adaptés aux élèves. Les différences de points de vue sont prises en compte tout autant que l'engagement avec les autres dans la poursuite du bien commun, en fonction de ce que les élèves sont capables de faire selon leur âge.

3. LES CONTENUS DE FORMATION

Le programme d'éthique et de culture religieuse intègre des éléments de formation touchant l'éthique et les religions, mais apporte également des précisions sur les représentations séculières³ du monde et de l'être humain.

3.1 LA FORMATION EN ÉTHIQUE

La formation en éthique est déjà présente dans le *Programme de formation de l'école québécoise* à l'intérieur de l'enseignement moral. Ce qui est proposé ici se situe dans la poursuite et le perfectionnement de ce qui existe déjà.

Une précision préalable mérite d'être faite concernant ce que l'on entend par « morale » et « éthique » en enseignement moral. La morale répond surtout au « Que doit-on faire? » en fonction des règles de conduite, des normes, des interdits, des devoirs, des droits, des lois, des valeurs, des principes et des idéaux proposés à la personne de l'extérieur. L'éthique, pour sa part, fait surtout appel au questionnement et au discernement sur ce qu'il est préférable de faire dans une situation donnée, par rapport à soi, aux autres et aux retombées de ses actions sur le vivre-ensemble.

Les contenus de formation en éthique gravitent autour de différents axes, notamment :

La réflexion sur les valeurs et les prescriptions sociales

Les élèves peuvent être amenés à connaître l'origine des valeurs et des prescriptions sociales; à découvrir les avantages et les inconvénients des normes, des règles et des codes de conduite pour la vie en société; à connaître les exigences liées aux droits et aux devoirs dans une société démocratique.

L'appréciation de différentes visions du monde et de l'être humain

Les élèves peuvent, par exemple, découvrir que, selon les lieux, les époques ou les circonstances, les visions du monde et de l'être humain ne sont pas les mêmes pour tous;

³ Par « représentations séculières », on entend des conceptions du monde, de l'être humain et de sa place dans l'univers qui influencent l'agir humain sans que les personnes se réfèrent à des croyances religieuses (ex. : athéisme, écologisme, marxisme, etc.).

en analysant certaines d'entre elles, ils deviennent capables d'exercer leur jugement personnel et de dire en quoi les façons de voir influencent l'agir des personnes.

La capacité à se situer de façon réfléchie au regard d'enjeux moraux ou éthiques

Appelés à identifier les enjeux d'une situation donnée, les élèves peuvent, par exemple, analyser ce qui fait problème, imaginer des options possibles et leurs conséquences et devenir capables de faire un choix éclairé. Discutant des faits et du contexte d'une situation, ils peuvent être en mesure d'identifier les intentions et les motivations des personnes concernées, les causes possibles, les valeurs et les normes en jeu, les différents points de vue, croyances ou conceptions de l'être humain en présence. Ils prennent progressivement conscience de l'effet de leurs actions sur les autres.

Au primaire, c'est en fonction de réalités vécues en famille, avec leurs amis, en classe et à l'école que les élèves vont réfléchir sur les valeurs et les prescriptions sociales. Ils enrichiront, en interaction avec les autres, leur vision du monde et de l'être humain à partir de réalités immédiates. Ils analyseront des problèmes moraux, se présentant dans des contextes simples, afin de déterminer ce qui doit être fait.

Au secondaire, les élèves s'interrogeront davantage sur des enjeux plus complexes qui dépassent leur réalité immédiate. Ils examineront la pertinence des règles, des normes, des droits, des lois, etc. en jeu dans une situation donnée. Ils prendront conscience de diverses conceptions du monde et de l'être humain au cours du temps ou à partir de diverses cultures et s'interrogeront sur leur propre conception de la personne. Ils examineront diverses valeurs propres aux sociétés d'ici et d'ailleurs et sauront les mettre en perspective. Ils seront également amenés à prendre une certaine distance face à leurs propres valeurs. Ils analyseront des enjeux éthiques, se demandant ce qu'il est souhaitable de faire dans une situation donnée à la lumière d'un ensemble de références issues de leurs recherches et de leurs réflexions communes.

Au terme de leurs études primaires et secondaires, les élèves seront ainsi en mesure de porter un jugement sur les valeurs et sur les normes (obligations, droits, etc.) qui orientent l'agir humain. Ils seront capables de faire des choix en fonction du bien commun. Ils seront en mesure de s'engager et d'agir avec les autres de façon autonome et responsable au sein d'une société pluraliste et démocratique.

3.2 LA FORMATION EN CULTURE RELIGIEUSE

Les contenus de formation en culture religieuse gravitent autour de différents axes, notamment :

La familiarisation avec l'héritage religieux du Québec

Les élèves découvrent ou approfondissent leur connaissance des aspects importants des traditions chrétiennes, catholique et protestantes, sous l'angle de leurs manifestations dans la culture québécoise. Ils font de même avec le judaïsme et les spiritualités amérindiennes. Pour l'une ou l'autre tradition, ils peuvent s'interroger sur l'origine, les figures marquantes, les principaux récits (ex. : origine et fin de l'univers), les rites, les fêtes, les symboles, les préceptes, les lieux de culte, les croyances et les valeurs privilégiées.

L'ouverture à la diversité religieuse

Les élèves s'intéressent à certaines traditions religieuses importantes dans le monde, mais apparues plus récemment au Québec : l'islam, le bouddhisme, l'hindouisme, le sikhisme, etc. Ils se familiarisent avec certains critères permettant d'analyser les nouveaux mouvements religieux. Ils explorent des éléments caractéristiques de ces traditions et de ces mouvements religieux et peuvent être appelés à s'interroger sur l'apport de ces groupes à la société québécoise.

La capacité de se situer de façon réfléchie au regard des religions et des nouveaux mouvements religieux

Les élèves peuvent aussi prendre conscience et analyser les diverses visions du monde, de l'être humain ou de la vie présentes dans les grandes religions et certains mouvements religieux (ex. : sens donné à la vie, à la mort, à la souffrance, etc.). Ils peuvent comprendre en quoi ces conceptions influencent l'agir des personnes et développer progressivement leur capacité de discernement face à ces conceptions.

Au primaire, c'est à partir des réalités de leur milieu de vie que les élèves découvriront les principales caractéristiques de différentes traditions religieuses et ce qu'elles ont en commun. Cette découverte pourra se faire à partir d'éléments concrets décelés par les élèves dans leur environnement immédiat : fêtes, jours fériés, lieux de culte, vêtements, expressions courantes, rites, célébration des grands passages de la vie, etc.

Au secondaire, les élèves analyseront, à partir de réalités de la société québécoise et d'ailleurs dans le monde, des aspects communs et spécifiques de différentes traditions religieuses (ex. : symbolisme, croyances, préceptes, modes d'organisation, etc.). Ils sauront reconnaître que les religions, tout comme les représentations séculières, proposent des conceptions de la vie qui, bien que différentes, sont dignes de respect et donnent un sens à l'existence, à la souffrance et à la mort.

Au terme de leurs études primaires et secondaires, les élèves auront ainsi acquis des habiletés favorisant la reconnaissance de l'autre dans une société marquée par le pluralisme religieux; ils auront développé des attitudes appropriées face à la diversité religieuse, notamment le respect, la tolérance et l'ouverture au dialogue. Ils seront conscients qu'il est important de prendre des décisions réfléchies en matière de religion.

3.3 LA PRISE EN COMPTE DE REPRÉSENTATIONS SÉCULIÈRES DU MONDE ET DE L'ÊTRE HUMAIN

Depuis toujours, mais de façon plus marquée aujourd'hui, des personnes se disent sans appartenance religieuse et donnent sens à leur vie à partir d'une philosophie qui leur est propre. Cette option est d'ailleurs celle d'un nombre grandissant de familles qui inscrivent leur enfant à l'école. Elle doit donc être prise en considération dans un programme d'éthique et de culture religieuse qui s'appuie sur le principe du respect de la liberté de conscience et de religion.

Même si, par souci de concision, l'appellation du programme d'éthique et de culture religieuse ne le laisse pas paraître, ce programme, commun à tous les élèves, doit comporter des apprentissages sur les courants de pensée séculière.

Ces apprentissages s'insèrent, en quelque sorte, à même la formation éthique et la formation de culture religieuse puisqu'il s'agit surtout de faire comprendre aux élèves ce qu'est une représentation séculière du monde, de la personne, de la vie, de la mort, de la souffrance, etc.; comment ces visions sont exprimées dans la culture d'ici par certains groupes ou personnages marquants, à travers certains événements ou symboles particuliers ou à l'intérieur de certains textes; et en quoi les représentations séculières constituent une référence qui influence tout autant l'agir humain que les visions religieuses.

Ainsi, qu'ils réfléchissent sur des questions éthiques ou sur des questions soulevées par la réalité religieuse, les élèves seront appelés à considérer différents points de vue caractéristiques des courants de pensée séculière, à les analyser, à exercer leur jugement et à se situer de façon réfléchie au regard de ces visions du monde et de l'être humain.

Il va de soi que ces apprentissages seront progressifs et dosés selon les capacités de compréhension des élèves, au primaire et au secondaire.

Au terme de leurs études primaires et secondaires, les élèves auront ainsi acquis des habiletés favorisant la reconnaissance des personnes interprétant la réalité autrement qu'à travers le prisme des religions; ils auront développé des attitudes similaires à celles qui sont développées face à la diversité religieuse, à savoir le respect, la tolérance et l'ouverture au dialogue dans une société démocratique et pluraliste; ils sauront prendre des décisions réfléchies en considérant la diversité des points de vue possibles.

4. LES RAISONS D'AGIR

La mise en place du programme d'éthique et de culture religieuse repose sur plusieurs raisons.

D'abord pour les élèves

Au lieu de regrouper les élèves en groupes distincts sur la base de leur horizon de croyances séculières ou religieuses, le programme d'éthique et de culture religieuse fournira à tous les élèves, sans distinction, des outils essentiels à la compréhension de la société d'ici en leur faisant partager l'héritage culturel et religieux du Québec. Il contribuera aussi à ouvrir les jeunes sur le monde et à développer chez eux la capacité d'agir avec les autres, dans le respect des différences culturelles, sociales et religieuses. L'appréciation de la culture et des origines du Québec, l'ouverture aux autres, la tolérance et le sens de la coopération constituent des apprentissages essentiels à la paix sociale. L'école doit veiller à ce que tous les élèves les acquièrent, qu'ils soient appelés à demeurer dans leur région ou à poursuivre leur vie adulte ailleurs. Ces visées de formation s'inscrivent dans la foulée des objectifs d'éducation civique et interculturelle que poursuit déjà l'école et elles les renforcent.

Pour la qualité de l'enseignement

Compte tenu du recours aux clauses dérogatoires, le régime d'option entre l'enseignement moral et les enseignements moral et religieux, catholique et protestant, est soumis à une remise en cause périodique depuis près de vingt ans. Cela a pour effet de dissuader le personnel enseignant de se former et d'enseigner l'une ou l'autre de ces matières.

Les enseignants et enseignantes doivent pouvoir compter sur des programmes d'études stables, reconnus et bien intégrés au curriculum d'études, s'ils veulent développer leurs compétences et leur expertise professionnelle.

Par ailleurs, une formation unique en éthique et en culture religieuse offrira aux futurs enseignants et enseignantes un horizon de carrière attirant et plus respectueux de leur liberté de conscience et de religion. On peut dès lors espérer une mobilisation rapide de tous les acteurs de l'éducation, dont les universités, autour de ce programme de formation novateur, appelé à occuper sa place de façon durable et significative dans le curriculum d'études.

Enfin, un programme commun à tous les élèves s'intègre bien au *Programme de formation de l'école québécoise* et répondra mieux aux orientations de la réforme du curriculum en rendant plus efficaces l'établissement de liens avec les autres disciplines et la poursuite de projets intégrant, par exemple, l'histoire, la géographie, la littérature, les arts, etc.

Pour les parents

Le fort taux d'inscription en Enseignement moral et religieux catholique laisse entendre que les parents désirent à la fois, pour leur enfant, une formation morale et un enseignement portant sur la religion.

Or, le caractère confessionnel de l'enseignement religieux suscite un malaise sans cesse grandissant chez le nouveau personnel enseignant. En conséquence, l'enseignement de cette matière se réduit souvent à peu de choses, notamment au primaire. On constate aussi l'effritement de ce service : pour diverses raisons, en apparence toutes aussi bonnes les unes que les autres, certaines écoles ne respectent pas le choix des parents et imposent à l'enfant de suivre un cours d'enseignement moral; d'autres n'offrent plus d'enseignement religieux confessionnel; d'autres encore, malgré des efforts louables, n'arrivent pas à respecter le choix des parents par manque d'enseignants qualifiés pour le faire ou pour des raisons d'organisation scolaire. Le programme proposé devrait rassurer les parents qui verront leur enfant recevoir, en éthique et en culture religieuse, la même formation que tous les autres élèves.

Pour la société

Le fait que les enseignements confessionnels soient réservés aux seules traditions catholique et protestantes et qu'ils nécessitent de déroger aux chartes des droits et libertés pose problème. En Abitibi et sur la Côte-Nord comme à Montréal, l'école doit composer avec la diversité croissante des valeurs, des croyances et des convictions. Les élèves doivent se préparer à vivre dans cette société de plus en plus diversifiée et ouverte sur ce monde qui défile tous les jours sous leurs yeux à la télévision. Le développement d'attitudes de respect et de tolérance envers les personnes de toute conviction, religieuse ou séculière, présente un avantage majeur pour l'ensemble de la société. Tout groupe intéressé par l'éducation devrait se réjouir que l'on adopte de tels objectifs de formation.

Le temps est donc venu de rallier les parents, le personnel scolaire et les élèves autour de ce projet commun de formation, répondant mieux aux besoins actuels des jeunes et de la société.

5. UNE ORIENTATION PARTAGÉE

Le gouvernement comprend que, pour diverses raisons, certains groupes souhaitent le maintien du choix entre l'enseignement moral et l'enseignement confessionnel, catholique ou protestant. Cependant, il considère le temps venu d'effectuer un changement à cet égard, changement qui recueille d'ailleurs plusieurs appuis.

5.1 PAR DES ORGANISMES-CONSEILS

Plusieurs des organismes-conseils rattachés au gouvernement préconisent cette orientation, notamment le Comité sur les affaires religieuses, qui a précisément comme fonction de

conseiller le ministre sur les orientations que le système scolaire devrait prendre en fonction de l'évolution socio-religieuse du Québec. D'autres organismes vont également dans le même sens : le Conseil supérieur de l'éducation, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Conseil des relations interculturelles.

5.2 PAR DES PARTENAIRES DE L'ÉDUCATION

Par ailleurs, plusieurs organismes partenaires de l'éducation ont déjà manifesté leur appui à l'orientation qu'entend prendre le gouvernement. Parmi ceux-ci, il est important de mentionner le conseil général de la Fédération des commissions scolaires du Québec, le conseil d'administration de la Fédération des comités de parents du Québec, l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, l'Association québécoise de l'éthique et de l'enseignement moral et l'Association professionnelle des animatrices et animateurs à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire du Québec. Il faut aussi noter la Coalition pour la déconfessionnalisation du système scolaire, qui regroupe un nombre imposant d'associations, fédérations et autres organismes, dont la Fédération des syndicats de l'enseignement.

Certains groupes représentant les communautés catholiques et protestantes se sont également prononcés en faveur de la proposition gouvernementale, tels que la Table de concertation protestante sur l'éducation, le Centre justice et foi et le Réseau culture et foi.

Des universitaires et la majorité des éditorialistes voient aussi ce changement d'un bon œil.

5.3 PAR DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS, DES PARENTS ET DES ÉLÈVES

Le Ministère s'est informé auprès de certaines commissions scolaires et de certains établissements d'enseignement privés de la réception faite à divers programmes d'éthique et de culture religieuse enseignés localement⁴.

Ainsi, il a été demandé aux conseillers pédagogiques de trois commissions scolaires de relater l'appréciation des élèves, des parents et du personnel enseignant concernant les programmes d'études locaux d'éthique et de culture religieuse approuvés par le ministre pour certaines écoles. Au total, 3 220 élèves de 16 écoles appartenant à trois commissions scolaires ont suivi ces programmes d'études au premier cycle du secondaire en remplacement des enseignements confessionnels (L.I.P., art. 222.1).

Une enquête a été réalisée auprès d'enseignants et d'enseignantes de 5^e année du secondaire, portant sur divers programmes traitant des religions et offerts en option au cours de l'année 2003-2004. Les 51 répondants (25 de Montréal, 9 de Québec et 17 des autres régions) ont enseigné à un total de 6 331 élèves.

⁴ Secrétariat aux affaires religieuses, L'appréciation de divers programmes d'études sur les religions offerts localement dans des écoles publiques et privées, avril 2005, 26 p.

Les deux études ont mis en lumière l'intérêt marqué des élèves pour l'étude des religions, l'accueil très favorable des parents et la contribution positive qu'un tel programme apporte à la compréhension du monde.

Avec de tels appuis, on peut penser que le programme d'éthique et de culture religieuse proposé répondra aux attentes du plus grand nombre.

6. LE PLAN D'ACTION

Un plan d'action est prévu pour respecter l'échéance d'implantation de ce programme en septembre 2008. Pour élaborer un programme touchant à la fois le primaire et le secondaire et assurer la formation du personnel scolaire, plusieurs chantiers doivent être menés de front.

6.1 L'ÉLABORATION DU PROGRAMME

En ce qui concerne l'élaboration du programme « Éthique et culture religieuse », précisons d'abord que celui-ci est déjà en chantier au 2^e cycle du secondaire⁵, puisqu'il est prévu au projet de modification du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Sa validation est annoncée pour l'automne 2005.

D'autre part, il sera nécessaire de mener de front, pendant les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, l'élaboration du programme des premier, deuxième et troisième cycles du primaire de même que celui du premier cycle du secondaire⁶, par la mise en place de deux équipes travaillant conjointement et simultanément. Les étapes de travail (élaboration, consultation d'experts, validation, avis des comités-conseils, révision, approbation ministérielle, édition et diffusion) seront réalisées selon l'échéancier habituel.

6.2 LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

D'autre part, à partir de l'hiver 2006, une équipe travaillera à la préparation, puis à la réalisation du perfectionnement du personnel enseignant, perfectionnement qui s'échelonnera jusqu'au printemps 2008.

Il faudra aussi mettre au point, pour l'année 2006-2007, des formations permettant au personnel enseignant du primaire d'expérimenter des situations d'apprentissage correspondant aux compétences visées dans ce programme.

⁵ Quatrième et cinquième années du secondaire.

⁶ Première et deuxième années du secondaire.

Au primaire, ce sont majoritairement les titulaires de classe qui assurent cet enseignement. Il faudra donc prévoir former plus de 20 000 titulaires.

Au secondaire, il faudra penser former tout près de 2 400 spécialistes qui assurent cet enseignement.

Il faudra impérativement associer les commissions scolaires et les directions régionales à la réalisation de ce perfectionnement.

Dès l'automne 2005, les facultés universitaires spécialisées seront invitées à élaborer des offres de service en formation continue du personnel enseignant (programmes courts, colloques, conférences, sessions intensives) dans les domaines de l'éthique et de la culture religieuse.

CONCLUSION

On ne peut minimiser l'importance que revêt la décision de remplacer, dans trois ans, le régime d'option actuel entre un enseignement moral et des enseignements moral et religieux, catholique et protestant, par un programme d'éthique et de culture religieuse commun à tous les élèves au primaire et au secondaire. En effet, ces orientations appellent des changements de pratiques pédagogiques, de culture et d'organisation scolaires significatifs. Le gouvernement les juge aujourd'hui nécessaires, convaincu que toutes les personnes intéressées par l'éducation, et au premier chef les parents, sauront comprendre la portée de ces changements et en découvrir les bénéfices pour la formation des jeunes et l'avenir de la société québécoise.

Un projet de loi actualisant ces décisions sera examiné sous peu à l'Assemblée nationale. Pour permettre aux principaux groupes et personnes intéressés de commenter ce projet de loi, une commission parlementaire sera tenue sur invitation.

Les trois prochaines années seront particulièrement importantes pour apporter les précisions et les clarifications voulues concernant la mise en œuvre de ce programme d'éthique et de culture religieuse. Le Ministère aura le souci de bien répondre aux questions des parents et du personnel scolaire pour faire comprendre les perspectives retenues.

Il nous faut agir ensemble pour les jeunes. Enrichir leur culture générale, leur permettre de s'ouvrir aux autres avec tolérance et respect, les outiller pour qu'ils puissent agir de façon responsable envers eux-mêmes et envers les autres et leur apprendre à vivre ensemble au sein d'un Québec démocratique et ouvert sur le monde : ce sont là autant de raisons d'endosser ces orientations avec confiance et détermination.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents relatifs à la création d'un ordre professionnel pour les enseignants.

RÉPONSE

Une étude a été réalisée par le Ministère à ce sujet et elle date de novembre 2000. De plus, le ministère de l'Éducation a produit un avis, en avril 2002, lors de la consultation réalisée par l'Office des professions du Québec (OPQ) autour de la constitution éventuelle d'un ordre professionnel pour les enseignants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Agendas, ordres du jour et procès-verbaux de la table de discussion sur l'Ordre professionnel des enseignants.

RÉPONSE

Un comité a été mis en place par le ministre de l'Éducation avec des représentants de la Centrale des syndicats de Québec (CSQ). Le mandat de ce comité est de s'assurer d'une compréhension commune des divergences et des enjeux reliés à la mise en place d'un ordre professionnel. Quatre rencontres ont eu lieu entre décembre et juin 2004. Il n'existe pas de documents faisant état des ordres du jour ou des comptes rendus de ces rencontres.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de toutes les études, analyses et avis concernant l'implantation de l'enseignement de l'anglais, langue seconde en 1^{re} année.

RÉPONSE

Le Gouvernement s'est engagé à introduire l'enseignement de l'anglais, langue seconde au 1^{er} cycle du primaire (1^{re} et 2^e année). Cet engagement est maintenu et a été intégré au Règlement sur le régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. L'entrée en vigueur de cette mesure est prévue en septembre 2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2005-2006. Prévision de l'embauche de ressources professorales liées à l'enseignement de l'anglais au premier cycle du primaire pour 2005-2006 et 2006-2007.

RÉPONSE

Le tableau suivant présente l'effectif enseignant en anglais langue seconde au primaire dans les commissions scolaires.

Effectif enseignant en anglais langue seconde au primaire dans les commissions scolaires			
Effectif à temps plein et à temps partiel	Observations	Prévisions	
	septembre 2004	2005-2006	2006-2007
	1 092	1 051	1 605
Les enseignants en anglais langue seconde des commissions scolaires à statut particulier (Crie, Kativik et du Littoral) sont exclus.			

De 2004 à 2006, il y a diminution du nombre d'élèves et il devrait y avoir une diminution correspondante du nombre d'enseignants. Cependant, l'allongement de 90 minutes par semaine du temps d'instruction des élèves au primaire, prévue en septembre 2006, va exiger l'embauche par les commissions scolaires d'enseignants supplémentaires.

Compte tenu de ces deux événements (diminution du nombre d'élèves et allongement du temps d'instruction), on estime que le nombre d'enseignants en anglais langue seconde au primaire sera de 1 605 en 2006-2007, soit une augmentation de 554 enseignants par rapport à 2005-2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Documents relatifs à l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement dans les écoles primaires.

RÉPONSE

Le Gouvernement s'est engagé à augmenter le temps d'enseignement de 23,5 à 25 heures par semaine au primaire. Cet engagement est maintenu et il a été intégré au Règlement sur le régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. L'entrée en vigueur de cette mesure est prévue en septembre 2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détails et ventilation de la planification financière de l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement à la grille horaire au primaire.

RÉPONSE

Les besoins financiers découlant de l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement hebdomadaire au primaire sont de 119,4 M\$ au titre de l'enseignement.

Il faut ajouter à cette somme des ressources estimées à 24,0 M\$ pour tenir compte de l'impact de cette hausse du temps de présence des élèves sur l'organisation des services. C'est donc une somme de 143,4 M\$ récurrente qui sera nécessaire pour l'implantation de cette mesure.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents (analyses, bilans, rapports, etc.) relatifs aux projets d'expérimentation de la réforme au secondaire.

RÉPONSE

Le Ministère a produit un document intitulé : Rapport d'étape – Écoles ciblées au 1^{er} cycle du secondaire – 2003-2004 : première année d'application du Programme de formation (document ci-joint).

Ministère de l'Éducation du Québec

Écoles ciblées au 1^{er} cycle du secondaire

Rapport d'étape

**2003-2004 : première année d'application
du Programme de formation**

Direction générale de la formation des jeunes
Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs

Septembre 2004

TABLE DES MATIÈRES

LA RECHERCHE DANS LES ÉCOLES CIBLÉES2

L'APPLICATION DU PROGRAMME DE FORMATION4

LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT9

LA CONCERTATION12

LES PERCEPTIONS DES ENSEIGNANTS EN FONCTION DE LA FORMATION, DE
L'ACCOMPAGNEMENT ET DE LA CONCERTATION13

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ORGANISATION SCOLAIRE16

CONCLUSION21

Annexe 1 : FICHE ÉCOLES CIBLÉES.....22

LA RECHERCHE DANS LES ÉCOLES CIBLÉES

Les 15 écoles ciblées sont un lieu de collecte de données sur l'application du Programme de formation au 1^{er} cycle du secondaire en vue du pilotage de la réforme du curriculum dans l'ensemble des écoles du Québec. En 2003-2004, ces écoles ont commencé à appliquer le Programme de formation dans plusieurs classes de 1^{re} secondaire. Des données ont été recueillies pour tracer le portrait de cette application en conformité avec le but et les questions suivantes.

But de la recherche

Évaluer la mise en œuvre du Programme de formation du premier cycle du secondaire dans différents contextes scolaires québécois.

Questions de recherche

- 1) Est-ce que l'organisation scolaire et la formation des personnels influencent l'application du Programme de formation; et si oui, comment?
- 2) Est-ce que l'application du Programme de formation influence la motivation des élèves et leurs perceptions du contexte pédagogique; et si oui, cette influence diffère-t-elle selon les conditions d'application (organisation scolaire et formation des personnels)?

Méthodologie

Échantillon

Quinze écoles secondaires (voir données supplémentaires à l'annexe 1)

- réparties dans les 11 régions du ministère de l'Éducation;
- 13 publiques et 2 privées;
- 11 francophones, 3 anglophones, 1 école avec un secteur francophone et un secteur anglophone.

En 2003-2004, 219 enseignants et 2100 élèves de 1^{re} secondaire ont participé à la recherche. Ils représentent respectivement 67 % des enseignants de 1^{re} secondaire et 58 % des élèves de 1^{re} secondaire de l'ensemble des écoles.

Outils de collecte de données

- Questionnaires aux directeurs, enseignants et élèves : à trois reprises dans le cycle (mesures répétées permettant de suivre l'évolution de leurs perceptions).
 - Novembre 2003 et printemps 2004 : questionnaires aux enseignants et élèves de 1^{re} secondaire ainsi qu'aux directions d'écoles.
- Situations d'apprentissage et d'évaluation et productions d'élèves : deux fois par année, janvier et juin 2004.
- Organisation scolaire : une fois par année.
- Bilan de formation : une fois par année.
- Groupes de discussion avec les enseignants : une fois par année (3 groupes de discussion réunissant des enseignants de plusieurs écoles : 2 groupes francophones (Québec et Montréal) et un groupe anglophone).

Échéancier (étapes franchies et en cours)

- En 2002-2003
Participation des écoles ciblées à la validation du Programme de formation du premier cycle du secondaire. Modification de l'organisation scolaire dans quelques écoles dont 4 suivies de près par la société GRICS. Préparation de l'application du Programme de formation.
- En 2003-2004
Application du Programme de formation en première secondaire.
- En 2004-2005
Application du Programme de formation en première et deuxième secondaire.

Soutien apporté aux écoles par le ministère de l'Éducation

Dans le projet des écoles ciblées, il revient à chaque école de choisir son organisation scolaire et d'assurer la formation de ses enseignants et des personnels des services complémentaires. Chaque école est autonome et fait des choix en fonction de sa réalité. Le Ministère est d'abord le témoin de ce que les écoles mettent en place pour appliquer le Programme de formation.

Dans le respect de la responsabilité et de l'autonomie de chaque école, un accompagnateur désigné par le ministère de l'Éducation collabore avec les personnes de l'école et de la commission scolaire qui sont responsables de la formation dans l'école ciblée. L'accompagnateur désigné par le Ministère les aide, à leur demande, à concevoir et à évaluer la formation des personnels. En 2003-2004, les écoles ciblées ont eu recours à leur accompagnateur à des degrés variables.

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES POUR L'ANNÉE 2003-2004

L'APPLICATION DU PROGRAMME DE FORMATION

La perception initiale

Au début de l'année, la majorité des enseignantes et des enseignants de 1^{re} secondaire se disaient motivés à enseigner le Programme de formation. Ils disaient assez bien le comprendre et y adhérer. Par contre, ils se sentaient généralement peu à l'aise pour l'appliquer (Tableau 1).

À la fin de la première année d'expérimentation, les enseignantes et les enseignants disent mieux comprendre le Programme de formation et se sentent plus à l'aise qu'au début pour l'appliquer. Mais leur aisance à appliquer le programme demeure moins grande que leur motivation, leur compréhension et leur adhésion.

PERCEPTIONS DES ENSEIGNANTS À L'ÉGARD DU PROGRAMME DE FORMATION			
1 ^{er} cycle du secondaire			
		Novembre-2003	Mai-2004
		% de répondants	% de répondants
Compréhension du PDF	Faible	11,63	11,58
	Moyenne	40,93	36,84
	Forte	47,45	51,58
	Total	100,0	100,0
Adhésion au PDF	Faible	20,93	17,56
	Moyenne	31,16	34,57
	Forte	47,90	47,88
	Total	100,0	100,0
Aisance à appliquer le PDF	Faible	36,92	27,51
	Moyenne	35,51	39,15
	Forte	27,57	33,33
	Total	100,0	100,0
Motivation à enseigner le PDF	Faible	13,02	15,34
	Moyenne	27,91	31,22
	Forte	59,07	53,44
	Total	100,0	100,0
Chances de réussite accordées à l'implantation du PDF	Faible	21,22	22,63
	Moyenne	33,49	37,89
	Forte	45,28	39,47
	Total	100,0	100,0

Tableau 1 - Perceptions des enseignants à l'égard du Programme de formation, 1^{er} cycle du secondaire¹

Le climat : pas de long fleuve tranquille

En contrepartie de l'amélioration de la compréhension du Programme de formation par les enseignantes et les enseignants, on constate que le climat, au sein de l'équipe des personnes qui l'appliquent, s'est un peu assombri en cours d'année. En effet, à la fin de l'année, les enseignants avaient moins le sentiment de s'entraider et moins l'impression de partager une vision commune du Programme de formation. On peut émettre l'hypothèse que l'entraide souhaitée au début de l'année et la conception plutôt théorique du programme ont été secouées au fil des semaines d'une véritable application.

¹ Données tirées du questionnaire aux enseignants, novembre 2003 et mai 2004

Une application à temps partiel et surtout disciplinaire

Les enseignantes et enseignants de 1^{re} secondaire disent avoir appliqué le Programme de formation une partie du temps en classe (Tableau 2). Ils l'ont fait surtout dans le contexte de situations d'apprentissage rattachées à une seule discipline. Ils ont accordé la priorité aux compétences disciplinaires, et seulement ensuite aux compétences transversales et aux domaines généraux de formation (Tableau 3). Ces priorités n'ont pas changé pendant l'année.

L'APPLICATION DU PROGRAMME DE FORMATION 1 ^{er} cycle du secondaire		
	% du temps accordé en classe	% de répondants
Situations visant le développement de compétences dans UNE discipline	Moins de 40%	37,70
	De 40% à 59%	21,47
	60% et plus	40,84
	Total	100,00
Situations visant le développement de compétences dans PLUS D'UNE discipline	Moins de 40%	78,31
	De 40% à 59%	13,76
	60% et plus	7,94
	Total	100,00

Tableau 2 – L'application du Programme de formation, 1^{er} cycle du secondaire²

² Données tirées du questionnaire aux enseignants, mai 2004.

PRIORITÉ ACCORDÉE AUX ÉLÉMENTS DU PROGRAMME DE FORMATION 1 ^{er} cycle du secondaire			
		nov-03 % de répondants	mai-04 % de répondants
Les domaines généraux de formation	Peu ou pas du tout prioritaire	42,79	41,49
	Assez prioritaire	44,65	46,28
	Très prioritaire	12,56	12,23
	<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
Les compétences disciplinaires	Peu ou pas du tout prioritaire	8,33	5,32
	Assez prioritaire	35,65	36,70
	Très prioritaire	56,02	57,98
	<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
Les compétences transversales	Peu ou pas du tout prioritaire	26,16	23,53
	Assez prioritaire	49,53	54,01
	Très prioritaire	24,30	22,46
	<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>

Tableau 3 - Priorité accordée aux éléments du Programme de formation, 1^{er} cycle du secondaire³

La pédagogie utilisée

En général, les enseignants disent exploiter de temps en temps l'apprentissage coopératif et la pédagogie par projets. Ils disent aussi, un peu moins fréquemment toutefois, utiliser l'enseignement stratégique et l'enseignement magistral.

La production de situations d'apprentissage : un réel engagement des enseignants, une compréhension du Programme à parfaire

Les données qui précèdent proviennent des questionnaires aux enseignants. Les situations d'apprentissage et d'évaluation remises en janvier et juin 2004 sont aussi une source de renseignements sur l'application du Programme de formation. Même si l'analyse détaillée de toutes ces situations n'est pas terminée, il est déjà possible de faire quelques constats à partir d'un échantillon substantiel.

³ Données tirées du questionnaire aux enseignants, novembre 2003 et mai 2004

De manière générale, les situations d'apprentissage et d'évaluation de la 1^{re} année d'application témoignent d'un effort véritable d'application du Programme de formation. Dans la plupart des situations,

- on perçoit une réelle volonté de développer les compétences inscrites au Programme de formation ;
- les élèves sont actifs ;
- ils travaillent seuls et en équipe ;
- on se préoccupe de les intéresser au sujet ;
- leurs connaissances antérieures sont activées ;
- les élèves acquièrent des connaissances inscrites dans les contenus de formation du Programme de formation;
- les critères d'évaluation sont bien cernés. Plusieurs enseignants ont retenu les critères d'évaluation du Programme de formation. D'autres, moins nombreux, ont reformulé les critères du Programme de formation de manière à les rendre plus facilement observables, plus adaptés à la situation;
- les enseignants ont créé des grilles d'observation pour l'évaluation ;
- les enseignants ont un souci de régulation de l'apprentissage et de l'enseignement;
- le travail attendu des élèves correspond grosso modo à la compétence visée.

L'analyse des situations d'apprentissage et d'évaluation fait toutefois apparaître que la compréhension du Programme de formation est à parfaire. On constate notamment que :

- le travail de l'élève n'est pas très complexe (à la lumière des éléments du Programme de formation, on souhaiterait un travail plus étoffé, plus développé) ;
- les contenus sont souvent détachés des compétences à développer;
- les processus rattachés aux compétences et indiqués dans les composantes sont partiellement activés (l'élève n'a pas souvent l'occasion d'apprendre « comment s'y prendre » pour réaliser la tâche);
- les situations qui permettent aux élèves de faire de réelles prises de conscience sur un domaine général de formation sont rares. Des domaines généraux sont visés par les enseignants mais la description des tâches et les productions d'élèves ne laissent pas croire qu'il y a eu des prises de conscience importantes en relation avec les intentions éducatives;
- quand les enseignants ont visé un grand nombre de compétences transversales, ils ne se sont pas donnés les moyens d'accompagner explicitement le développement de chacune.

Dans quelques cas rares, des enseignants ont remis des situations où le travail de l'élève est plus complexe et permet d'activer les processus rattachés aux compétences. De même, une minorité de situations ont permis aux élèves de faire des prises de conscience en relation avec les domaines généraux de formation ou de développer explicitement des compétences transversales.

Il apparaît assez clairement, au terme d'une année d'application, que les enseignants devront retourner au Programme de formation pour pousser plus loin leur compréhension des compétences et des contenus de formation. Ce travail de relecture et d'approfondissement sera plus fructueux si les enseignants sont accompagnés par un conseiller pédagogique, une conseillère pédagogique, des collègues et s'ils ont des occasions de créer des situations d'apprentissage et d'évaluation qui tiennent compte de l'amélioration de leur compréhension. Vous trouverez plus de détails sur le sujet sous le titre « La formation et l'accompagnement ».

Répercussions de l'application du Programme de formation

Sur les élèves

Dans l'ensemble, les enseignantes et enseignants pensent que le Programme de formation a plus d'effets bénéfiques sur les élèves que les anciens programmes (3.7 sur 5 en moyenne). Les principaux effets bénéfiques qu'ils ont perçus concernent la motivation, l'engagement des élèves dans leur apprentissage et leur capacité à utiliser leurs connaissances.

Sur les enseignants

Depuis que les enseignantes et enseignants appliquent le nouveau Programme de formation, ce sont leurs façons de planifier les apprentissages et de collaborer avec les autres enseignants qui ont le plus changé. Les deux tiers des enseignants déclarent en effet avoir assez ou même beaucoup modifié ces deux aspects de leur pratique pédagogique. Leur façon de faire l'évaluation des apprentissages a également assez changé. Ce qui a le moins changé est leur façon d'intervenir auprès des élèves à risque et de collaborer avec le personnel des services complémentaires.

Sur le climat de l'école

Plus de la moitié des enseignantes et enseignants considèrent que l'application du nouveau Programme de formation a assez ou beaucoup contribué à créer un climat de classe plus favorable aux apprentissages des élèves et un climat d'école plus favorable au renouvellement des pratiques pédagogiques des enseignants.

LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT

Par accompagnement, on entend un soutien accordé à l'enseignant par des personnes (direction, enseignants, conseiller pédagogique) qui cheminent avec lui dans la réflexion sur les pratiques pédagogiques, la compréhension du Programme de formation et la réalisation de situations d'apprentissage et d'évaluation. L'accompagnement est un type de formation dans lequel on assure un suivi, on chemine avec l'enseignant.

Une formation donnée par l'école et la commission scolaire

Au cours de l'année scolaire 2003-2004, les enseignantes et enseignants ont consacré en moyenne près de 35 heures à leur formation. Les formations qui ont touché le plus grand nombre d'entre eux sont celles données par le personnel de l'école et celles offertes par les services éducatifs des commissions scolaires. Un peu moins de la moitié des enseignants (43 %) ont lu des revues ou des livres spécialisés pour parfaire leur formation. Ils y ont consacré une moyenne de 13,8 heures.

Une formation d'abord générale et transversale

Pendant l'année 2003-2004, les principaux sujets de formation sont, dans l'ordre : l'approche par compétences, les compétences transversales, les domaines généraux de formation et les programmes disciplinaires (Tableau 4). Ces sujets prioritaires sont les mêmes qu'en 2002-2003. Ils correspondent à la formation que le personnel enseignant a reçu avant le début de l'application du Programme.

LES SUJETS DE FORMATION ANNÉE SCOLAIRE 2003-2004				
	% des répondants			
	Jamais ou rarement	De temps en temps	La plupart du temps	Total
Approche par compétences	8,65	21,08	70,27	100,0
Compétences transversales	9,62	26,20	64,17	100,0
DGF	12,91	27,96	59,14	100,0
Programmes disciplinaires	17,74	36,56	45,70	100,0
Raisons de la réforme	45,60	31,32	23,08	100,0
Pédagogie	35,67	41,62	22,70	100,0
Activités pour le développement des compétences	38,80	45,90	15,30	100,0
Évaluation des compétences	58,60	26,34	15,05	100,0
Travail par cycle	67,04	22,53	10,44	100,0
Intervention auprès des élèves à risque	86,03	12,85	1,12	100,0

Tableau 4 - Les sujets de formation - année scolaire 2003-2004⁴

Le travail par cycle et l'intervention auprès des élèves à risque sont quant à eux les sujets les moins fréquents.

⁴ Données tirées du questionnaire aux enseignants, mai 2004.

Comment tenir compte de la priorité accordée aux compétences disciplinaires?

Lorsque l'on compare les sujets de formation les plus souvent traités (compétences transversales et domaines généraux de formation) et la priorité accordée par les enseignantes et les enseignants aux éléments du Programme de formation, les compétences disciplinaires venant en premier, tel qu'illustré dans le tableau 5, on peut se demander s'il ne serait pas opportun d'offrir au personnel enseignant une formation résolument disciplinaire. Pour reprendre un discours souvent entendu, on peut penser qu'une formation dont la « porte d'entrée » serait une discipline risquerait de répondre davantage au besoin du personnel enseignant. Cette formation centrée sur une discipline pourrait inclure les compétences transversales et les domaines généraux de formation. Elle serait l'occasion de voir comment ces apprentissages transversaux deviennent concrets dans une discipline, comment ils révèlent une autre dimension de la discipline.

LA FORMATION			
SUJETS LES PLUS SOUVENT TRAITÉS EN FORMATION		PRIORITÉ ACCORDÉE AUX ÉLÉMENTS DU PROGRAMME DE FORMATION	
	Fréquence moyenne sur 4		Priorité moyenne sur 4
1- L'approche par compétence	3,59	1- Les compétences disciplinaires	3,52
2- Les compétences transversales	3,53	2- Les compétences transversales	2,98
3- Les domaines généraux de formation	3,44	3- Les domaines généraux de formation	2,64
4- Les programmes disciplinaires	3,25		

Tableau 5 – La formation⁵

L'accompagnement : la palme aux conseillers pédagogiques mais les enseignants et les directeurs suivent de près

La plupart des enseignants disent avoir rencontré à quelques reprises durant l'année des personnes désignées de leur école (direction, enseignants, conseiller pédagogique) pour les aider à réfléchir sur leurs pratiques pédagogiques et sur leurs situations d'apprentissage et d'évaluation. Selon les enseignants, ce sont les échanges avec les conseillers pédagogiques qui ont été les plus fructueux. Mais les enseignants formateurs et les directions d'école sont aussi considérés comme des accompagnateurs efficaces. (Tableau 6)

L'ACCOMPAGNEMENT				
-----% des répondants-----				
Les rencontres avec ces personnes vous ont-elles aidé à appliquer le Programme de formation ?	Non	Un peu	Assez	Beaucoup
Direction	6,9%	17,2%	46,6%	27,6%
Enseignants	3,7%	15,0%	44,9%	29,9%
Conseillers pédagogiques	4,8%	10,5%	40,0%	44,8%

Tableau 6 – L'accompagnement⁶

⁵ Données tirées du questionnaire aux enseignants, mai 2004.
⁶ Données tirées du questionnaire aux enseignants, mai 2004.

Des idées fausses

Avec les trois groupes de discussion tenus avec des enseignants, nous avons pu constater que certaines enseignantes et certains enseignants véhiculent des idées fausses à propos de la réforme du curriculum. Voici celles qui ont été entendues :

Avec la réforme,

- il n'y a plus d'échec;
- le processus d'apprentissage de l'élève (sa manière de s'y prendre, les étapes qu'il se fixe) est plus important que le produit (que le résultat final : son texte, son exposé oral, etc.);
- les compétences sont plus importantes que les connaissances (comme si on ne prescrivait pas l'acquisition d'un bon nombre de connaissances dans les programmes disciplinaires ou comme si on pouvait développer des compétences sans acquérir des connaissances);
- les élèves doivent trouver toutes les réponses seuls, tout faire par eux-mêmes.

Les enseignantes et les enseignants ont apprécié qu'on leur indique leurs perceptions erronées.

La pertinence de l'accompagnement dans la création de situations d'apprentissage

À la lumière des trois groupes de discussion tenus avec des enseignants, avec l'éclairage apporté par des bilans d'étapes réalisés par les directions d'écoles ciblées, il appert que la conception et la réalisation des situations d'apprentissage et d'évaluation est une tâche difficile mais indispensable à l'appropriation réelle du Programme de formation.

Pour porter fruit, ce travail doit être soutenu par un conseiller pédagogique ou par des enseignants qui ont une longueur d'avance et qui peuvent apporter leur expertise aux enseignantes et enseignants au moment de la conception des situations d'apprentissage et d'évaluation, pendant la réalisation et une fois qu'elle est terminée.

Dans les groupes de discussion, des enseignants ont dit : « Il ne faut pas lâcher après la création d'une première situation d'apprentissage et d'évaluation. On a découvert comment ça fonctionnait après la rédaction de la deuxième situation. La première situation d'apprentissage et d'évaluation que nous avons conçue ne ressemble pas du tout à la deuxième. Nous sommes en évolution. »

Des influences positives pour l'implantation de la réforme

De l'avis des enseignants, ce sont surtout, et de loin, les enseignants de 1^{re} secondaire qui appliquent le Programme de formation dans leur classe qui exercent l'influence la plus positive pour l'implantation de la réforme. Sur une échelle de 5 points, ils en obtiennent 4 en moyenne. Vient ensuite l'équipe de direction de l'école (3,6 points).

De l'avis des directions d'école, ce sont aussi les enseignants de 1^{re} secondaire qui appliquent le Programme de formation qui exercent l'influence la plus positive pour l'implantation de la réforme. Ils accordent la deuxième place aux enseignantes et enseignants désignés pour aider et former les autres et s'attribuent la 3^e, à égalité avec les conseillers pédagogiques.

LA CONCERTATION

Des concertations disciplinaires

Les concertations se font le plus souvent entre enseignants de la même discipline et de la même année. Plus des deux tiers des enseignantes et enseignants disent de leurs collègues des services complémentaires qu'ils ne sont jamais ou qu'ils sont rarement présents aux rencontres de concertation.

Pendant les journées pédagogiques

Il semble que ce soit surtout pendant les journées pédagogiques que les enseignants se concertent sur l'application du Programme de formation (au moins 80 % disent de temps en temps ou la plupart du temps). On se concerté aussi lorsque les enseignants ne donnent pas de cours (67 % disent le faire de temps en temps ou la plupart du temps).

Pour planifier des situations d'apprentissage et d'évaluation

Tant au début qu'à la fin de l'année, les sujets de concertation les plus fréquents sont : la planification de situations d'apprentissage et d'évaluation dans une discipline et le partage d'expériences sur le Programme de formation.

Des discussions sur l'évaluation des compétences ou des échanges sur le développement des compétences disciplinaires ont également lieu de temps en temps lors des concertations. La planification de cycle ou la planification de situations d'apprentissage et d'évaluation touchant plusieurs disciplines sont des activités plus rares.

Une demande de concertation accrue

Près de la moitié (47 %) des enseignantes et enseignants disent se concerter moins d'une heure par semaine. Pour leur part, moins de 10 % mentionnent qu'il y en a trop. Mais, la majorité des membres du personnel enseignant (60 %) estiment qu'il n'y a pas assez de réunions de concertation dans leur école et jugent qu'il faut faire plus.

LES PERCEPTIONS DES ENSEIGNANTS EN FONCTION DE LA FORMATION, DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DE LA CONCERTATION

L'utilité de comparer deux groupes d'écoles

Le portrait de la formation, de l'accompagnement et de la concertation tracé dans les pages qui précèdent vaut pour l'ensemble des écoles. Toutefois, c'est en comparant les écoles que l'on apprend des choses intéressantes sur les conditions qui favorisent l'application du Programme de formation. Si, par exemple, on place d'un côté les 7 écoles qui ont donné moins de formation aux enseignants et de l'autre les 8 écoles qui en ont donné le plus, on constate des perceptions du Programme de formation plus positives chez les enseignants de la deuxième série d'écoles. On peut aussi nommer ces perceptions positives. La valeur de ces résultats est démontrée par des tests statistiques.

Dans ce sens, des analyses statistiques ont été effectuées afin de comparer:

- les enseignants des écoles où l'on retrouve plus de formation et les enseignants des écoles où l'on retrouve moins de formation ;
- les enseignants des écoles où l'on retrouve plus d'accompagnement et les enseignants des écoles où l'on retrouve moins d'accompagnement ;
- les enseignants des écoles où l'on retrouve plus de concertation et les enseignants des écoles où l'on retrouve moins de concertation.

Ces analyses révèlent que **dans les écoles où l'on retrouve plus de formation et dans les écoles où l'on retrouve plus de concertation, les enseignants ont des perceptions plus positives** du Programme de formation et de son application que dans les écoles où il y a moins de formation ou de concertation. En ce qui concerne l'accompagnement, les analyses ne montrent pas de différence significative entre les enseignants des écoles où on en retrouve davantage et celles dans lesquelles on en retrouve moins.

L'utilité de comparer deux groupes d'enseignants

La comparaison peut aussi se faire entre deux groupes d'enseignants. On divise l'ensemble des enseignants en deux groupes. D'un côté, par exemple, on place les enseignants qui ont bénéficié de moins de formation, de l'autre ceux qui en ont reçu le plus. Ici la comparaison se fait indépendamment des écoles. Encore une fois, on constate des perceptions plus positives dans le groupe d'enseignants qui a bénéficié de plus de formation.

Dans ce sens, des analyses ont été effectuées afin de comparer, indépendamment de l'école à laquelle ils appartiennent :

- les enseignants qui disent avoir suivi plus de formation sur le Programme de formation et ceux qui disent en avoir moins suivi;
- les enseignants qui disent avoir reçu plus d'accompagnement et ceux qui disent en avoir moins reçu;
- les enseignants qui disent avoir consacré plus de temps à la concertation et ceux qui disent s'être moins concertés avec leurs collègues.

Ces analyses révèlent que **les enseignants qui ont reçu plus de formation ou plus d'accompagnement ou participé à plus de concertation, indépendamment de l'école à laquelle ils appartiennent, ont des perceptions plus positives** du Programme de formation et de son application que les enseignants qui ont moins bénéficié de ces conditions.

Ces résultats confirment que la formation et la concertation sont associées à des perceptions plus positives chez les enseignantes et enseignants. Ils montrent également l'existence d'un lien entre l'accompagnement et les perceptions des enseignants. Le fait que l'accompagnement s'effectue généralement de manière plus individualisée (comparativement à la formation et à la concertation qui se déroulent plus en groupe) explique peut-être pourquoi l'influence de cette variable apparaît lorsque l'on considère les enseignants indépendamment de leur unité « école ».

Les perceptions positives rattachées à l'ensemble des comparaisons

Dans tous les cas analysés, en comparant deux groupes d'écoles ou deux groupes d'enseignants, on retrouve les perceptions suivantes chez les enseignantes et les enseignants ayant bénéficié de plus de formation, d'accompagnement ou de concertation :

- ils disent avoir davantage modifié leurs pratiques pédagogiques (planification, évaluation, intervention auprès des élèves, collaboration avec les collègues) ;
- ils perçoivent plus positivement le Programme de formation (adhésion, aisance, motivation, compréhension) ;
- ils perçoivent plus positivement le changement de climat dans les classes et l'école suite à l'implantation du Programme de formation (plus favorable à l'apprentissage des élèves et au renouvellement des pratiques enseignantes).

D'autres perceptions positives sont rattachées à l'une ou l'autre des conditions étudiées (par exemple, les enseignantes et enseignants des écoles où il y a plus de concertation disent consacrer plus de temps au développement des compétences dans une discipline). Ces perceptions sont présentées dans le **tableau 7**.

Puisqu'il s'agit de comparaisons, le tableau 7 donne **uniquement les perceptions du groupe d'enseignantes et d'enseignants qui a bénéficié de plus de formation, d'accompagnement et de concertation**. Il résume les deux types de comparaisons, entre des groupes d'enseignants et entre des groupes d'écoles.

Sur ce tableau, le signe « + » indique une perception plus positive chez les enseignants ayant participé à plus de formation, d'accompagnement ou de concertation que chez ceux y ayant moins participé, le signe « - » indique une perception moins positive chez les enseignants ayant bénéficié de plus de formation, d'accompagnement ou de concertation que chez ceux en ayant moins bénéficié, une case vide signifie qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux groupes d'enseignants comparés. Les différences entre les groupes ont été testées statistiquement par des analyses de variance ($p < 0,05$).

PERCEPTIONS DES ENSEIGNANTS AYANT BENEFICIE DE PLUS DE FORMATION, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONCERTATION						
Variables étudiées	Formation		Accompagnement		Concertation	
	comparaison : les enseignants répartis en 2 groupes (indépendamment de l'école)	comparaison : les écoles réparties en 2 groupes	comparaison : les enseignants répartis en 2 groupes (indépendamment de l'école)	comparaison : les écoles réparties en 2 groupes	comparaison : les enseignants répartis en 2 groupes (indépendamment de l'école)	comparaison : les écoles réparties en 2 groupes
Modification des pratiques pédagogiques (planifier, évaluer, intervenir auprès des élèves, collaborer avec les collègues)	+	+	+		+	+
Perceptions du Programme de formation (motivation, adhésion, compréhension, aisance)	+	+	+		+	+
Changement de climat dans les classes et l'école (plus favorable à l'apprentissage des élèves et au renouvellement des pratiques enseignantes)	+	+	+		+	+
Climat d'équipe (vision commune, entraide) au sein du personnel qui applique le Programme de formation à l'école		+			+	+
Effets du Programme de formation sur les élèves ordinaires (engagement, motivation, utilisation des connaissances, acquisition de connaissances)	+	+		-	+	+
Réalisation de situations d'apprentissage qui permettent aux élèves d'établir des liens entre les disciplines, avec leur vécu extrascolaire, de prendre des décisions concernant leur travail, de coopérer	+				+	
Pratique d'une évaluation intégrée à l'apprentissage (auto-évaluation des élèves, utilisation d'outils d'évaluation)					+	
Temps consacré au développement des compétences dans une discipline		+				+
Temps consacré au développement des compétences dans plus d'une discipline						

Tableau 7 – Perceptions des enseignants ayant bénéficié de plus de formation, d'accompagnement et de concertation

Le signe « + » indique une perception plus positive chez les enseignants ayant participé à plus de formation, d'accompagnement ou de concertation que chez ceux y ayant moins participé, le signe « - » indique une perception moins positive chez les enseignants ayant bénéficié de plus de formation, d'accompagnement ou de concertation que chez ceux en ayant moins bénéficié, une case vide signifie qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux groupes d'enseignants comparés. Les différences entre les groupes ont été testées statistiquement par des analyses de variance ($p < 0,05$).

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ORGANISATION SCOLAIRE

Quelques écoles ont mis en place des modèles particuliers pour la concertation du personnel enseignant et le suivi des élèves. Ces modèles sont associés à des perceptions plus positives chez les enseignants et les élèves.

Dans l'échantillon des écoles ciblées, nous avons :

	Famille	Titulariat	Standard (sans famille ni titulariat)
Nombre d'écoles	6	3	7
Nombre d'enseignants	90	24	76
Nombre d'élèves	881	166	860

FAMILLES

Un groupe d'enseignants qui ont en commun d'intervenir dans les mêmes groupes d'élèves et qui se concertent pour l'application du Programme de formation et pour le suivi des élèves.

Des enseignants responsables de quelques groupes d'élèves

- Une équipe d'enseignants responsable de quelques groupes d'élèves (de 2 à 6 groupes, moyenne 3,6)
- Il y a entre 6 et 10 enseignants par famille (moyenne 7,8) : donc moins d'enseignants par élève que dans les groupes où chaque discipline est enseignée par un enseignant différent (en moyenne).
- Dans les familles où les élèves ont moins d'enseignants que de matières à la grille horaire : des enseignants donnent 2 ou 3 matières.

Des enseignants qui assurent un suivi personnalisé des élèves

- Ils sont tuteurs, titulaires ou mentors.
- Ils disposent souvent d'une période à l'horaire pour rencontrer leurs élèves.
- Ils assurent, en équipe, le suivi des élèves.

Des enseignants qui se concertent

- Une partie des enseignants de la famille se réunissent : ils disposent d'une ou deux périodes libres à leur horaire pendant que les élèves sont en cours.
- Tous les enseignants de la famille se réunissent : période (une demi-journée, p. ex.) pendant laquelle les élèves ne sont pas en cours (p. ex. en allongeant les périodes de 6 minutes (81 minutes plutôt que 75) pour libérer 13 jours de concertation).
- Choix des contenus de réunion, animation, présentation des contenus :
 - l'ensemble des enseignants;
 - un enseignant responsable de la famille et un directeur adjoint;
 - direction, enseignants et conseillers pédagogiques.

- Contenu des concertations :
 - Suivi des élèves;
 - Planification et évaluation des situations d'apprentissage et d'évaluation en relation avec le Programme de formation;
 - Formations et échanges sur le Programme de formation;
 - Différents projets (réforme et autres).

TITULARIAT

À la lumière des différentes formes mises en place en 2003-2004 dans les écoles ciblées, le titulariat apparaît comme le rattachement d'un ou de quelques enseignants à un groupe d'élève. Le ou les titulaires enseignent plus d'une discipline dans le groupe auquel ils sont rattachés. Ils passent donc plus de temps avec ce groupe que les autres enseignants qui y interviennent. En plus des périodes de cours, les titulaires disposent de périodes particulières à l'horaire des élèves pour les soutenir dans l'ensemble de leurs apprentissages. Le titulariat peut aussi s'inscrire dans une organisation de type « familles ».

Des enseignants qui passent beaucoup de temps avec les élèves d'un groupe.

- Deux exemples :
 - 3 enseignants qui donnent 6 des 10 disciplines dans un groupe (respectivement 3, 2 et 1 disciplines)
 - 1 enseignant qui donne 4 disciplines (les élèves sont avec lui plus de 50 % du temps)

Des enseignants qui disposent, en plus des cours, de périodes pour encadrer les élèves.

1 ^{er} exemple	Chaque jour, en fin de journée, le groupe est avec son tuteur pendant 25 minutes (25 minutes x 5 jours)
Horaire de 5 jours	
2 ^e exemple	4 périodes de cours de 65 minutes suivies d'une dernière période de 40 minutes (4 x 65 minutes) sur 9 jours + 40 minutes par jour la dernière période : <ul style="list-style-type: none">▪ études et devoir (6 jours sur 9) la plupart avec le ou la titulaire;▪ 1 période d'encadrement;▪ 2 périodes d'activité passion (p. ex. badminton).
Horaire de 9 jours	

Des perceptions plus positives chez les enseignants et les élèves des écoles qui ont établi une formule de titulariat ou des familles

Dans les écoles qui ont établi des titulaires ou des familles, on constate que les enseignants et les élèves ont des perceptions plus positives que dans les écoles qui ont une organisation scolaire standard (sans famille ni titulariat). Les perceptions des enseignants sont assez semblables dans les écoles qui ont une formule de titulariat et dans celles qui sont organisées en familles. Les perceptions des élèves, par contre, sont plus positives quand ils ont un titulaire que lorsqu'ils appartiennent à une famille.

Le détail des perceptions positives des enseignants et des élèves est donné ci-dessous. Seuls les éléments statistiquement significatifs ont été retenus (analyses de variance, $p < 0,05$).

LES PERCEPTIONS POSITIVES DES ENSEIGNANTS

Lorsque l'on compare 3 groupes d'écoles à savoir, les écoles qui ont établi le titulariat, les écoles qui ont instauré des familles, les écoles standard, on constate les faits suivants en ce qui a trait aux perceptions des enseignants.

Titulariat et Famille > Standard

Les enseignants des écoles qui sont organisées selon le modèle du titulariat ou des familles ont des perceptions plus positives que ceux des écoles standard relativement aux aspects suivants :

- ils disent avoir davantage modifié leurs pratiques pédagogiques (planification, évaluation, intervention auprès des élèves, collaboration avec les collègues) ;
- ils perçoivent plus positivement le Programme de formation (adhésion, aisance, motivation, compréhension) ;
- ils perçoivent plus positivement le changement de climat dans les classes et l'école suite à l'implantation du Programme de formation (plus favorable à l'apprentissage des élèves et au renouvellement des pratiques pédagogiques) ;
- ils perçoivent plus positivement les effets du Programme de formation sur les élèves ordinaires ;
- ils perçoivent plus positivement le climat d'équipe (vision commune, entraide, prise en compte des avis de tous).

Famille > Titulariat > Standard

Les enseignants des écoles qui fonctionnent par familles ont des perceptions plus positives que les enseignants des écoles «titulariat» et standard, et les enseignants des écoles «titulariat» ont des perceptions plus positives que ceux des écoles standard relativement aux aspects suivants :

- ils consacrent plus de temps au développement des compétences disciplinaires ;
- ils disent davantage pratiquer une évaluation intégrée à l'apprentissage (permettre aux élèves de s'auto-évaluer et utiliser des outils d'évaluation).

Ce qui est propre aux enseignants des écoles qui fonctionnent par familles

Ils disent avoir reçu plus de formation par du personnel de l'école. Ils sont plus satisfaits de l'accompagnement reçu à l'école. Ils se concertent plus lors de journées où les élèves ont moins d'heures de cours.

Ce qui est propre aux enseignants des écoles avec titulaires

Ils disent avoir reçu moins de formation par du personnel de l'école, de la commission scolaire et par des conférenciers. Ils disent travailler plus souvent dans le cadre de situations touchant plus d'une discipline. Ils se concertent plus souvent en dehors des heures de cours (avant le début des classes, le midi, après l'école).

LES PERCEPTIONS POSITIVES DES ÉLÈVES

Lorsque l'on compare 3 groupes d'écoles à savoir, les écoles qui ont instauré le tituliariat, les écoles qui ont instauré des familles, les écoles standard, on constate les faits suivants en ce qui a trait aux perceptions des élèves.

Tituliariat et Famille > Standard

Les élèves des écoles avec titulaires ou avec familles ont des perceptions plus positives que ceux des écoles standard sur les points suivants :

- ils considèrent les activités de la classe comme plus innovantes (variété, diversité) ;
- ils perçoivent davantage l'utilité des apprentissages.

Tituliariat > Famille > Standard

Les élèves des écoles avec titulaires ont des perceptions plus positives que ceux des écoles par familles et des écoles standard, et les élèves des écoles par familles ont des perceptions plus positives que ceux des écoles standard sur les points suivants :

- ils disent faire plus de recherches en classe ;
- ils perçoivent davantage que les activités en classe leur permettent d'établir des liens entre les disciplines, avec leur vécu extrascolaire, de prendre des décisions concernant leur travail, de coopérer;
- ils disent aimer plus l'école et les tâches scolaires ;
- ils s'engagent plus dans leur apprentissage (travail supplémentaire, recherche de défi, effort).

Tituliariat > Famille et Standard

Les élèves des écoles avec titulaires ont des perceptions plus positives que ceux des écoles par familles et des écoles standard sur les points suivants :

- ils perçoivent un plus haut niveau d'engagement du groupe dans les activités de la classe ;
- ils reconnaissent avoir plus souvent l'occasion de s'auto-évaluer, de réfléchir sur leurs apprentissages ;
- ils cherchent moins à éviter le travail scolaire ;
- ils visent davantage des buts de maîtrise des apprentissage (préoccupation d'apprendre et de comprendre).

Mise en garde sur les résultats relatifs au tituliariat

Les résultats concernant le tituliariat, bien que statistiquement significatifs, sont à considérer avec prudence étant donné le petit nombre d'enseignants et d'élèves qui sont touchés.

CONCLUSION

Les conditions sont-elles réunies pour l'application du Programme de formation?

Les résultats présentés dans les pages qui précèdent demeurent partiels. D'autres analyses doivent être faites pour établir plus clairement comment les interactions entre la formation, la concertation et les modèles d'organisation scolaire ont des répercussions sur les perceptions des enseignants et des élèves. L'analyse des situations d'apprentissage et d'évaluation devra aussi être complétée. Les renseignements qui en seront tirés devront être mis en relation avec les autres données déjà compilées.

Sur le terrain de l'école, il faut rappeler que le portrait qui vient d'être dressé est celui d'une première année d'application. Il s'agit d'un lent début. Peut-il en être autrement quand on considère la transformation proposée ? Le portrait tracé, nous l'espérons, a permis de voir les avancées autant que les difficultés rencontrées, les obstacles qui se dressent encore.

Il est tout de même agréablement surprenant de constater que dès la 1^{re} année d'application du Programme de formation des changements positifs sont perçus par des enseignants et aussi par des élèves qui ne savent pas grand-chose des concertations des adultes et des formations que leurs maîtres ont reçues. Les perceptions positives des enseignants et des élèves nous indiquent, autant que les lacunes identifiées, des conditions favorables à l'application du Programme de formation. Voici les conditions qui s'enracinent dans l'expérience des écoles ciblées :

- L'appropriation du Programme de formation passe par son application en classe. Il apparaît assez clairement que, dans l'ensemble des écoles, les enseignants doivent commencer à appliquer le Programme de formation avant que ce soit obligatoire. Ces enseignants ne devraient pas être laissés à eux-mêmes mais accompagnés par des conseillers pédagogiques, des enseignants, des directeurs.
- Les écoles ciblées ont mis en place des temps de concertation dans le cadre des conventions collectives actuelles. Il y a fort à parier que leur créativité, comme celle de l'ensemble des écoles, les conduira à inventer d'autres modèles ou à bonifier ceux qui sont déjà là. À ceux qui doutent des bienfaits de la concertation, on peut dire que l'expérience des écoles ciblées témoigne qu'elle produit des perceptions positives chez les enseignants et que ces perceptions sont de nature à favoriser l'application du Programme de formation.
- Il s'agit probablement d'une vérité de La Palice, mais il faut la dire ici : plus les enseignants sont formés, plus ils se sentent à l'aise pour appliquer le Programme de formation.
- Les écoles ciblées ont créé ou maintenu l'organisation de familles et ont établi des titulaires. Chaque école a inventé son type de famille ou son type de titulariat. Il n'y a pas, à cet égard, de modèle définitif et parfait qu'il faut reproduire tel quel. Mais nous savons d'ores et déjà que ces essais ont porté fruit. Les enseignants et les élèves en ont témoigné par l'entremise des questionnaires. Les organisations scolaires des écoles ciblées n'ont pas à être copiées telles quelles mais nous croyons qu'elles peuvent inspirer d'autres écoles. En regardant ce que les écoles ciblées ont mis en place à la lumière de leur propre expérience, des personnes dans d'autres écoles pourront se demander ce qui fonctionne dans ces formules et en conserver l'essentiel pour leur milieu.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire, pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

Dans le cadre du renouveau pédagogique, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a versé en 2003-2004, une somme de 10,9 M\$ pour la formation du personnel enseignant et celui des directions d'école dont 2,6 M\$ pour la dernière année de l'entente avec la CSQ et 8,3 M\$ pour l'implantation de la réforme au secondaire.

En 2004-2005, le Ministère verse une somme de 8,3 M\$ qui est récurrente en 2005-2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste, calendrier et budget destinés aux mesures de formation qui seront offertes aux enseignantes et aux enseignants en 2005-2006 en regard de la réforme scolaire.

RÉPONSE

Un montant de 8,080 M\$ sera distribué aux commissions scolaires en 2005-2006 pour leur permettre d'organiser des activités de formation à l'intention de leur personnel enseignant particulièrement au secondaire. Le Ministère continuera d'offrir deux sessions nationales de formation destinées au personnel scolaire responsable de l'implantation de la réforme dans leur milieu ainsi que deux sessions s'adressant à des personnes-ressources affectées au soutien de leur milieu dans la mise en œuvre de la réforme. Le projet d'accompagnement-formation-recherche qui regroupe près de 400 personnes provenant de partout au Québec se poursuivra en 2005-2006. Enfin, le Ministère continuera d'offrir, dans toutes les régions, des formations disciplinaires ainsi que des formations portant sur l'évaluation des apprentissages. On peut supposer que, comme ce fut le cas les années passées, un grand nombre d'activités seront organisées et offertes par les commissions scolaires à leur personnel.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Agendas et ordres du jour des travaux de la Table de pilotage de la réforme au secondaire . Copie des documents relatifs à ce comité ou qui ont circulé à ce comité.

RÉPONSE

Vous trouverez, selon les annexes suivantes, les documents relatifs aux travaux de la Table de pilotage de la réforme au secondaire.

Liste des annexes :

Annexe 37A Parents et enseignants sont invités à se joindre à la Table de pilotage

Annexe 37B Liste des membres de la Table

Annexe 37C Mandat de la Table

Éducation,
Loisir et Sport

Québec

[Accueil](#) [Plan du site](#) [Courrier](#) [Portail Québec](#)[English](#)[communiqués](#) | [législation](#) | [statistiques](#) | [publications](#) | [renseignements](#) | [commentaires](#) | [autres sites](#) | [recherche](#) | [le ministre](#)

Renouveau pédagogique dans le milieu scolaire

PARENTS ET ENSEIGNANTS SONT INVITÉS À SE JOINDRE À LA TABLE DE PILOTAGE

Québec, le 18 avril 2005 — Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean Marc Fournier, a annoncé aujourd'hui qu'il invitait les représentants des enseignants et des parents à se joindre à la Table de pilotage chargée de l'implantation des changements liés au renouveau pédagogique dans le milieu scolaire. « *Je trouvais essentiel de voir représentés autour d'une même table l'ensemble des partenaires de l'éducation, incluant la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) et la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), pour mener à bien ce renouveau qui vise à favoriser encore davantage la réussite des élèves* », a mentionné le ministre Fournier.

Cette mesure favorisera le renouveau pédagogique et permettra au ministre de maintenir son objectif de septembre 2005 quant à son implantation dans toutes les écoles secondaires du Québec.

Dorénavant, la Table de pilotage supervisera l'ensemble des travaux liés au renouveau pédagogique, tant au primaire qu'au secondaire, ainsi que ceux de deux nouveaux comités. L'un sera chargé de faire le point sur les changements déjà réalisés au primaire et leurs impacts sur la réussite des élèves; l'autre examinera certains éléments de la Politique d'évaluation des apprentissages et son applicabilité au secondaire.

Fort de l'appui des partenaires de l'éducation, le gouvernement adoptera sous peu le nouveau régime pédagogique. Un large consensus se dégage déjà, en effet, à l'égard de la mise en œuvre du nouveau curriculum au secondaire, qui met l'accent notamment sur l'apprentissage du français, langue d'enseignement. Par conséquent, 150 heures de plus, soit l'équivalent d'une année, seront consacrées à l'enseignement du français. « *L'intérêt des jeunes doit guider nos décisions. Ces changements vont permettre de renforcer notre système d'éducation et d'améliorer encore davantage l'accompagnement offert aux élèves québécois. Évidemment, pour faire de ces changements un succès, il est primordial que tous y apportent leur appui. C'est pourquoi le rôle des parents et le professionnalisme du personnel enseignant sont essentiels* », a conclu le ministre Fournier.

Source :

Stéphane Gosselin
Attaché de presse du ministre
de l'Éducation, du Loisir et du Sport
(418) 644-0664

Québec

© Gouvernement du Québec, 2005

**TABLE DE PILOTAGE DE L'IMPLANTATION
DE LA RÉFORME AU SECONDAIRE**

Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec	
M. Ron Corriveau Directeur des services éducatifs Commission scolaire Central Québec	2046, chemin Saint-Louis Sillery (Québec) G1T 1P4 ☎ (418) 688-8730 📠 (418) 682-5891 ✉ corrir@cqsbc.qc.ca
Association des cadres scolaires du Québec	
M. Bernard Dufourd Président	1195, avenue Lavigerie, bureau 170 Sainte-Foy (Québec) G1V 4N3 ☎ (418) 654-0014 📠 (418) 654-1719 ✉ mdomingue@acsq.qc.ca
Association des commissions scolaires anglophones du Québec	
M. Giordano Rosa Directeur général	Sir Wilfrid-Laurier School Board 235, Montée Lesage Rosemère (Québec) J7A 4Y6 ☎ (450) 621-5600, poste 1324 📠 (450) 621-7757 ✉ grosa@swlauriersb.qc.ca
Association des directeurs généraux des commissions scolaires	
Mme Normande Lemieux Directrice générale Commission scolaire des Laurentides	13, rue Saint-Antoine Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2C3 ☎ (819) 326-0333 📠 (819) 326-2121 ✉ direction.generale@cslaurentides.qc.ca
Association montréalaise des directions d'établissement scolaire	
M. Jacques Delfosse Président	3751, rue Fleury Est Montréal-Nord (Québec) H1H 2T2 ☎ (514) 328-6990 📠 (514) 328-9324 ✉ jacques.delfosse@amdes.qc.ca
Association québécoise du personnel de direction des écoles	
M. Serge Rodrigue Président	2965, boul. de la Rive-Sud Saint-Romuald (Québec) G6W 6N6 ☎ (418) 838-1088 📠 (418) 838-1091 ✉ serge.rodrigue@biz.videotron.ca

Fédération des commissions scolaires du Québec	
Mme Annie Jomphe Conseillère en développement pédagogique	1001, avenue Bégon, C. P. 490 Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7 ☎ (418) 651-3220 poste 340 📠 (418) 651-2574 📧 ajomphe@fcsq.qc.ca
Fédération des établissements d'enseignement privés	
M. Jean-Marc St-Jacques Président	65, rue Saint-Pierre Rigaud (Québec) JOP 1P0 ☎ (450) 451-0815 📠 (450) 451-4171 📧 dg@collegehourget.qc.ca
Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement	
M. Serge Morin Président	7855, boul. Louis-H.-La Fontaine, bureau 100 Anjou (Québec) H1K 4E4 ☎ (514) 353-7511 📠 (514) 353-2064 📧 president@fqde.qc.ca
Université du Québec à Montréal	
M. Marc Turgeon Doyen Faculté d'éducation	C. P. 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8 ☎ (514) 987-3709 📠 (514) 987-7801 📧 turgeon.marc@uqam.ca
Fédération des comités de parents du Québec	
À déterminer	
Fédération des syndicats de l'enseignement	
À déterminer	
Ministère de l'Éducation	
M. Michel Boivin Sous-ministre	Édifice Marie-Guyart, 15 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-3810 (Ginette Lebel) 📠 (418) 644-4591 📧 pierre.lucier@meq.gouv.qc.ca
M. Alain Veilleux Directeur général des régions	Édifice Marie-Guyart, 13 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-7498 (Christiane Gagné) 📠 (418) 646-8419 📧 alain.veilleux@meq.gouv.qc.ca

Ministère de l'Éducation (suite)	
M. Pierre Bergevin Sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire	Édifice Marie-Guyart, 15 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-4216 (Johanne Forest) 📠 (418) 644-4591 ✉ pierre.bergevin@meq.gouv.qc.ca
M. Noel Burke Sous-ministre adjoint aux services à la communauté anglophone	600, rue Fulllum, 9 ^e étage Montréal (Québec) H2K 4L1 ☎ (514) 873-3788 (Sylvie Gamache) 📠 (514) 873-1082 ✉ noel.burke@meq.gouv.qc.ca
Mme Diane Charest Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs Secteur de l'information et des communications	Édifice Marie-Guyart, 26 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-3863 (Monique Hudon) 📠 (418) 644-6755 ✉ diane.charest@meq.gouv.qc.ca
Mme Colombe Cliche Directrice des communications	Édifice Marie-Guyart, 28 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 528-2265 (Francine St- Amand) 📠 (418) 528-2080 ✉ colombe.cliche@meq.gouv.qc.ca
Mme Andrée Dionne Secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	Édifice Marie-Guyart, 15 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-3810 📠 (418) 644-4591 ✉ andree.dionne@meq.gouv.qc.ca
Mme Julie Gosselin Sous-ministre adjointe aux réseaux	Édifice Marie-Guyart, 15 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 646-0037 (Marie Gaudreau) 📠 (418) 646-9220 ✉ julie.gosselin@meq.gouv.qc.ca
Mme Margaret Rioux-Dolan Directrice générale de la formation des jeunes	Édifice Marie-Guyart, 17 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-7927 (Marjolaine Drouin) 📠 (418) 643-0056 ✉ mrd@meq.gouv.qc.ca
Mme Sylvie Turcotte Directrice de la formation et de la titularisation du personnel scolaire	Édifice Marie-Guyart, 28 ^e étage 1035, De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 ☎ (418) 643-2948 (Louise Fréchette) 📠 (418) 643-2149 ✉ sylvie.turcotte@meq.gouv.qc.ca

MANDAT DE LA TABLE DE PILOTAGE

- Identifier les enjeux liés à la mise en œuvre des changements et les obstacles inhérents;
- Recommander au ministre des stratégies et des actions appropriées pour assurer cette mise en œuvre dans une perspective de responsabilité partagée;
- Faire le point périodiquement sur cette mise en œuvre et proposer, s'il y a lieu, les ajustements nécessaires;
- Élaborer des mécanismes d'évaluation et d'ajustement continus de la mise en œuvre des changements;
- Réaliser tout autre mandat confié par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Pour s'acquitter de son mandat, la Table de pilotage peut également confier certains éléments de celui-ci à des sous-comités regroupant les partenaires concernés.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents produits en 2004-2005 et qui ont trait à la réforme de l'éducation.

RÉPONSE

Le Ministère a produit en 2004-2005 des documents ayant trait à la réforme de l'éducation. Il s'agit des documents suivants dont copie est jointe à la présente :

- Virage
- Le plan d'intervention... au service de la réussite de l'élève : Cadre de référence pour l'établissement des plans d'intervention
- Le plan d'intervention... au service de la réussite de l'élève – Version « en bref »
- Les difficultés d'apprentissage à l'école – Cadre de référence pour guider l'intervention
- Les difficultés d'apprentissage à l'école – Cadre de référence pour guider l'intervention – Version abrégée
- Matériel afférent au projet « À la recherche d'une île merveilleuse »
- Matériel afférent au projet « Choosing a Pet »

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux acceptés, par école et commission scolaire, avec les montants demandés et consentis, en 2004-2005 pour l'aide aux devoirs et prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

La liste des projets acceptés pour l'année 2004-2005 est placée en annexe.

Les règles budgétaires pour l'année 2005-2006 ne sont pas encore approuvées par le Conseil du trésor.

Le budget consenti pour le programme Aide aux devoirs pour l'année 2005-2006 est de 20 M \$.

Programme *Aide aux devoirs*

N° 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Annexe

Commission scolaire des Monts-et-Marées (711)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Lac-Humqui	2 530 \$
2	Lac-au-Saumon	4 490 \$
3	St-Raphaël	2 047 \$
4	St-Tharcisius/St-Vianney	3 059 \$
5	Victor-Côté	6 265 \$
6	Caron	3 294 \$
7	St-Léon-le-Grand	4 132 \$
8	Sr-Rachel-Fournier	3 094 \$
9	St-Damase	2 582 \$
10	La Volière	3 047 \$
11	Bon-Pasteur	5 276 \$
12	St-Victor	3 177 \$
13	St-Rosaire	4 400 \$
14	Ste-Marie	3 129 \$
15	Noël-Fortin	3 703 \$
16	Mgr-Ross	3 082 \$
17	Mgr-Belzile	4 189 \$
18	Zénon-Soucy	8 339 \$
19	Val-Brillant	3 141 \$
20	Ste-Ursule	4 506 \$
21	Le Marinier	3 647 \$
22	Ste-Irène	2 535 \$
23	Ste-Félicité	3 165 \$
24	St-René-Goupil	3 859 \$
Montant total demandé		90 691 \$
Montant maximal prévu		90 691 \$
Montant versé		90 691 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Phares (712)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	L'Écho-des-Montagnes/Lavoie	4 166 \$
2	L'Estran	6 124 \$
3	Élisabeth-Turgeon	7 006 \$
4	des Bois-et-Marées	4 444 \$
5	Sainte-Agnès	4 944 \$
6	Saint-Yves	3 335 \$
7	L'Aquarelle	5 147 \$
8	La Colombe	2 581 \$
9	Des Sources	4 217 \$
10	Du Havre/Saint-Rosaire	5 135 \$
11	La Rose-des-Vents	6 267 \$
12	Des Merisiers	4 885 \$
13	Des Beaux-Séjours	5 826 \$
14	Du Rocher/D'Auteuil	5 659 \$
15	Boijoli	3 284 \$
16	Lévesque	2 700 \$
17	Les Alizés	4 742 \$
18	Norjoli	4 801 \$
19	Les Cheminots	4 592 \$
20	De la Rivière	3 034 \$
21	Du Secteur Centre	3 209 \$
22	Des Hauts-Plateaux	4 366 \$
23	L'Envol	2 485 \$

Montant total demandé 102 950 \$

Montant maximal prévu 102 950 \$

Montant versé 102 950 \$

N° 39
Annexe

Programme *Aide aux devoirs*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (713)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Litalien	6 170 \$
2	Gérard-Collin	4 491 \$
3	du Jall	3 693 \$
4	Chanoine-Côté	3 454 \$
5	Primaire de Dégelis	4 789 \$
6	des Jolis-Vents	3 585 \$
7	St-Jean-de-Dieu	3 430 \$
8	Beaucourt, -St-Eusèbe	3 204 \$
9	D'Estcourt et Sully Rivière-Bleue St-Eleuthère	10 875 \$
10	Notre-Dame	3 597 \$
11	Georges-Gauvin	3 883 \$
12	Maria-Goretti	2 906 \$
13	Biencourt-Lac des Aigles	2 918 \$
Montant total demandé		56 996 \$
Montant maximal prévu		56 998 \$
Montant versé		56 996 \$

N° 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Moisson-d'arts/Chanterelle	3 312 \$
2	Vents-et-Marées/Desbiens/St-Modeste	5 292 \$
3	Vieux-Moulins/Notre-Dame-du-Sourire/Riou	4 135 \$
4	Roy et Joly	6 293 \$
5	St-François-Xavier	5 745 \$
6	La Croisée I et II	6 770 \$
7	Notre-Dame du Portage/Pèlerins	3 431 \$
8	Lanouette	5 554 \$
9	Hudon-Ferland/Ste-Hélène/St-Louis	5 077 \$
10	Mgr Boucher/St-Louis	5 292 \$
11	St-Philippe/Notre-Dame/J.-C.-Chapais/St-Bruno	4 362 \$
12	St-Charles/Sacré-Cœur	7 259 \$
13	Marée-Montante/Orée-des-Bois/Étoile Filante	4 015 \$
14	Vents-et-Marées/Pruchière/Amitié	4 577 \$
Montant total demandé		71 115 \$
Montant maximal prévu		71 115 \$
Montant versé		71 115 \$

N° 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Îles (811)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	École Centrale	3 979 \$
2	N.-D. du Sacré-Cœur	2 661 \$
3	St-Pierre	5 767 \$
4	Stella Maris	4 360 \$
5	Aux Iris	3 335 \$
Montant total demandé		20 102 \$
Montant maximal prévu		20 102 \$
Montant versé		20 102 \$

N° 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Chics-Chocs (812)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	de l'Escabelle (St-Norbert)	4 271 \$
2	Gabriel-Le Courtois	4 115 \$
3	de l'Anse	4 318 \$
4	des Bois-et-Marées	3 232 \$
5	Notre-Dame des Neiges	2 326 \$
6	Saint-Maxime	2 815 \$
7	Saint-Antoine	2 574 \$
8	des Prospecteurs	2 584 \$
9	Esdras-Minville (P'tit Bonheur)	3 077 \$
10	Notre-Dame	2 553 \$
11	Saint-Paul	3 006 \$
12	aux Quatre-Vents	4 294 \$
13	Saint-Joseph Alban	2 588 \$
14	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	3 399 \$
15	Saint-Rosaire	7 192 \$
16	Notre-Dame-de-Liesse	2 624 \$
Montant total demandé		54 968 \$
Montant maximal prévu		54 971 \$
Montant versé		54 968 \$

N° 39

Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire René-Lévesque (813)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	St-Michel	2 308 \$
2	Couvent l'Assomption	2 297 \$
3	Ste-Marie	2 850 \$
4	Bon-Pasteur (Ste-Thérèse-de-Gaspé)	2 743 \$
5	Bon-Pasteur (Grande-Rivière)	4 549 \$
6	St-Paul	3 158 \$
7	St-Joseph	5 207 \$
8	Sacré-Cœur	3 200 \$
9	St-Bernard	2 712 \$
10	Le Phare	2 807 \$
11	St-Pie X et La Source	7 069 \$
12	La Relève	2 414 \$
13	François-Thibault	3 997 \$
14	des Découvertes	2 860 \$
15	Cap Beau-Soleil	3 328 \$
16	Aux-Mille-Ressources	2 648 \$
17	le Bois-Vivant	5 228 \$
18	St-Donat	3 795 \$
19	Bourg	4 177 \$
20	Primaire Nouvelle/St-Omer	6 177 \$
21	Père-Pacifique	3 317 \$
22	des Deux-Rivières	5 105 \$
23	du Plateau/St-François	2 753 \$
Montant total demandé		84 699 \$
Montant maximal prévu		84 698 \$
Montant versé		84 698 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Eastern Shores (882)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	École Belle-Anse Primaire	2 465 \$
2	New-Carlisle High	3 037 \$
3	École Métis-sur-Mer	2 226 \$
4	Shigawake Port-Daniel	2 834 \$
5	École Riverview	2 286 \$
6	École de Fermont	2 083 \$
7	École Grosse Isle	2 524 \$
8	New-Richmond High	2 656 \$
9	École de L'Île d'Entrée	2 107 \$
10	École primaire Gaspé	2 822 \$
11	Escuminac intermédiaire	2 679 \$
12	École St-Joseph/St-Patrick	2 429 \$
13	École Flemming Primaire	3 442 \$
14	École Baie-Comeau High	2 703 \$
Montant total demandé		36 296 \$

Montant maximal prévu 36 241 \$

Montant versé **36 241 \$**

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (721)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	LAC-BOUCHETTE, SAINT-FRANÇOIS	3 573 \$
2	JOLIVENT, L'ARBRISSEAU	3 705 \$
3	NOTRE-DAME	5 898 \$
4	SANTE-HEDWIDGE	2 596 \$
5	BENOÎT-DUHAMEL	6 816 \$
6	HÉBERT	5 350 \$
7	MGR-BLUTEAU	5 528 \$
8	MARIA-GORETTI	3 204 \$
9	CARREFOUR ÉTUDIANT	3 669 \$
10	INSTITUTIONNELLE SAINT-PRIME	4 992 \$
11	SAINTE-LUCIE	4 229 \$
12	NOTRE-DAME-DE-LOURDES	3 109 \$
13	SAINTE-MARIE	4 515 \$
14	SAINT-LUCIEN, JEAN XXIII	2 739 \$
15	SACRÉ-COEUR, SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	5 075 \$
16	NOTRE-DAME-DES-ANGES	5 588 \$
17	LA SOURCE, LES PRÉ VERTS	2 942 \$
18	SAINTE-THÉRÈSE	6 434 \$
19	SAINT-MICHEL	3 871 \$
20	BON PASTEUR, HÉLÈNE LALIBERTÉ	4 014 \$
Montant total demandé		87 847 \$
Montant maximal prévu		87 874 \$
Montant versé		87 847 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (722)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	ALBERT-NAUD	4 146 \$
2	ARC-EN-CIEL	3 466 \$
3	SAINT-JULIEN	3 883 \$
4	SAINT-JOSEPH (Alma)	8 532 \$
5	SAINT-PIERRE	8 210 \$
6	SAINT-SACREMENT	4 682 \$
7	NOTRE-DAME	4 301 \$
8	MARIA	5 087 \$
9	BON-PASTEUR	2 775 \$
10	SAINT-LÉON	3 645 \$
11	NOTRE-DAME-DE-LORETTE	4 026 \$
12	SAINTE-HÉLÈNE (école inst. Maria et Ste-Hélène)	2 322 \$
13	NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE - LAMARCHE	2 143 \$
14	GARNIER	3 943 \$
15	JEAN XXIII	2 679 \$
16	SAINT-ANTOINE	3 693 \$
17	SAINT-JOSEPH (H)	4 003 \$
18	SAINT-GÉRARD	2 787 \$
19	BON-CONSEIL	3 144 \$
20	MGR VICTOR	4 575 \$
21	SAINT-BRUNO	4 193 \$
Montant total demandé		86 235 \$
Montant maximal prévu		86 248 \$
Montant versé		86 235 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Rives-du-Saguenay (723)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	ANDRÉ-GAGNON	5 481 \$
2	ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	4 253 \$
3	DE LA PULPERIE	6 756 \$
4	DES JOLIS-PRÉS	4 479 \$
5	DES QUATRE-VENTS	4 384 \$
6	DU VALLON	2 679 \$
7	GEORGES-VANIER	5 564 \$
8	LA CARRIÈRE	4 444 \$
9	MARGUERITE-D'YOUVILLE	3 371 \$
10	MARIE-MÉDIATRICE	2 548 \$
11	MÉDÉRIC-GRAVEL	6 136 \$
12	NOTRE-DAME	4 539 \$
13	NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE	5 004 \$
14	SAINT-ANTOINE	4 384 \$
15	SAINTE-BERNADETTE	3 812 \$
16	SAINTE-CLAIRE	4 670 \$
17	SAINT-DAVID	3 979 \$
18	SAINT-CŒUR-DE-MARIE	3 264 \$
19	L'HORIZON	5 135 \$
20	SAINT-DENIS	3 573 \$
21	SAINT-ISIDORE	3 669 \$
22	SAINT-GABRIEL	2 596 \$
23	SAINT-JOSEPH	6 148 \$
24	SAINT-LOUIS	3 573 \$
25	SAINTE-ROSE	2 274 \$
26	SAINTE-THÉRÈSE	5 504 \$
27	LA SOURCE	5 135 \$
28	JEAN-FORTIN	3 454 \$
29	FÉLIX-ANTOINE-SAVARD	5 755 \$
30	LE ROSEAU	5 290 \$
Montant total demandé		131 854 \$

Montant maximal prévu 142 640 \$

Montant versé **131 854 \$**

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire De La Jonquière (724)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION	5 791 \$
2	NOTRE-DAME-DU-SOUIRE	4 801 \$
3	SAINTE-BERNADETTE	5 612 \$
4	SAINTE-LUCIE	7 304 \$
5	BOIS-JOLI	4 491 \$
6	SACRÉ-CŒUR	6 172 \$
7	SAINT-AMBROISE (PRIMAIRE)	5 040 \$
8	SAINT-CHARLES	2 632 \$
9	SAINT-JEAN	2 037 \$
10	SAINTE-CÉCILE	5 766 \$
11	DU VERSANT	3 156 \$
12	IMMACULÉE-CONCEPTION	5 409 \$
13	MARGUERITE-BELLEY	5 588 \$
14	NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE	5 683 \$
15	SAINT-JEAN-BAPTISTE	4 396 \$
16	SAINT-LUC	3 445 \$
17	SAINTE-MARIE	5 348 \$
18	TREFFLÉ-GAUTHIER	4 050 \$
Montant total demandé		86 722 \$
Montant maximal prévu		90 776 \$
Montant versé		86 722 \$

1

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire de Charlevoix (731)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Félix-Antoine-Savard et Marguerite d'Youville (003)	9 600 \$
2	Laure-Gaudreault (004)	3 710 \$
3	Fernand-Saindon (004)	1 144 \$
4	Beau-Soleil (004)	434 \$
5	De la Rose-des-Vents (005)	4 845 \$
6	Sir-Rodolphe-Forget, Thomas-Tremblay, Dominique-Savio et Saint-François (006)	7 784 \$
7	Marie-Victorin, Notre-Dame-du-Bon-Conseil et Saint-Firmin (007)	3 756 \$
Montant total demandé		31 272 \$
Montant maximal prévu		28 836 \$
Montant versé		28 836 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Capitale (732)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	A l'Orée-des-Bois (052)	7 450 \$
2	Alexander-Wolff (097)	6 745 \$
3	Amédée-Boutin/Jules-Émond (024)	12 250 \$
4	Anne-Hébert (002)	7 890 \$
5	Chanoine-Côté (003)	5 450 \$
6	de Château-d'Eau (004)	5 450 \$
7	de l'Accueil (008)	8 550 \$
8	de l'Apprenti-Sage (009)	7 450 \$
9	de l'Arc-en-Ciel/de l'Aventure (010)	8 450 \$
10	de l'Escabelle (027)	8 950 \$
11	de la Chanterelle (005)	6 850 \$
12	de la Chaumière (006)	7 050 \$
13	de la Source(007) /du Joli-Bois (017)	6 450 \$
14	des Écrivains/Sainte-Monique (050)	9 435 \$
15	Dominique-Savio (012)	5 450 \$
16	du Beau-Séjour(014)/Notre-Dame-de-Fatima (029)	6 450 \$
17	du Buisson (015)	4 950 \$
18	du Domaine/Jean XXIII (023)	7 950 \$
19	du Val-Joli (018)	7 650 \$
20	du Vignoble (019)	5 450 \$
21	Jacques-Cartier (166)	5 450 \$
22	des Prés-Verts/Saint-Bernard (025)	7 950 \$
23	Marguerite-Bourgeoys (026)	5 900 \$
24	Notre-Dame (Duberger) (028)	5 750 \$
25	Notre-Dame-des-Neiges (030)	5 650 \$
26	Notre-Dame-du-Canada (031)	5 450 \$
27	Sacré-Cœur (033)	4 450 \$
28	Saint-Albert-le-Grand (035)	4 450 \$
29	Saint-Claude (038)	5 250 \$
30	Sainte-Odile (051)	4 650 \$
31	Saint-Fidèle (039)	3 950 \$
32	Saint-François-d'Assise (040)	4 650 \$
33	Saint-Jean-Baptiste (041)	4 525 \$
34	Saint-Malo (043)	5 250 \$
35	Saint-Paul-Apôtre (045)	3 450 \$
36	Saint-Pie X (047)	6 450 \$
37	Saint-Roch (048)	5 950 \$
38	Stadacona (034)	3 300 \$
39	École internationale de Saint-Sacrement (049)	4 450 \$
Montant total demandé		243 245 \$
Montant maximal prévu		239 643 \$
Montant versé		239 643 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Découvreurs (733)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Cœur-Vaillant-Campanile (007)	7 424 \$
2	Des Grandes-Marées (021)	6 050 \$
3	Des Hauts-Clochers (005)	9 998 \$
4	Des Pionniers (002)	11 560 \$
5	Du Versant (016)	6 404 \$
6	Fernand Séguin (010)	5 683 \$
7	Filteau – Saint-Mathieu (011)	8 240 \$
8	L'Arbrisseau (024)	6 000 \$
9	Les Bocages (025)	5 791 \$
10	L'Étincelle – Trois-Saisons (003)	7 350 \$
11	Les Sources (027)	6 232 \$
12	Madeleine-Bergeron (023)	2 811 \$
13	Marguerite-d'Youville (021)	4 000 \$
14	Primevères – Jouvence (022)	9 462 \$
15	Le Ruisselet (012)	6 530 \$
16	Saint-Louis de France – Saint-Yves (019)	7 840 \$
17	Saint-Michel (028)	6 560 \$
Montant total demandé		117 935 \$
Montant maximal prévu		117 967 \$
Montant versé		117 935 \$

N°: 39

Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Premières-Seigneuries (734)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Chabot et du Châtelet (041)	2 837 \$
2	De la Châtelaine (032)	4 500 \$
3	Des Cîmes (011)	11 460 \$
4	De l'Escalade (042)	10 000 \$
5	Escale et du Plateau (019)	4 122 \$
6	De la Faranrole (012)	7 126 \$
7	Des Feux-Follets (028)	5 464 \$
8	De la Fourmilière (021)	9 000 \$
9	Du Harfang-des-Neiges (044)	10 050 \$
10	Maria-Goretti (015)	4 215 \$
11	Marie-Renouard (002)	6 700 \$
12	Mgr-Robert (003)	9 350 \$
13	Notre-Dame-de-Grâce (037)	2 661 \$
14	Du Parc (027)	5 500 \$
15	Du Parc Orléans (018)	9 600 \$
16	De la Passerelle (047)	6 875 \$
17	Place-de-l'Éveil (033)	3 907 \$
18	Aux Quatre-Vents (025)	10 220 \$
19	De la Ribambelle (009)	7 576 \$
20	Du Rucher (016)	4 700 \$
21	Du Ruisselet (036)	2 661 \$
22	Sainte-Chrétienne (006)	9 890 \$
23	Saint-Édouard (004)	20 100 \$
24	De Saint-Laurent (029) PROJET 1	3 896 \$
25	De Saint-Laurent (029) PROJET 2	3 200 \$
26	De Saint-Michel (005)	18 000 \$
27	Du Sous-Bois (010)	5 425 \$
28	De l'Arc-en-Ciel (045)	2 950 \$
29	Beausoleil (026)	6 650 \$
30	Du Bourg-Royal (017)	5 500 \$
31	Du Cap Soleil et des Loutres (040)	12 300 \$
32	Du Trivent (007)	5 004 \$

Montant total demandé 231 437 \$

Montant maximal prévu 244 585 \$

Montant versé 231 437 \$

N°: 39

Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Portneuf (735)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bon-Pasteur (104)	7 125 \$
2	Courval (101)	3 965 \$
3	La Morelle (205)	3 700 \$
4	La Saumonière(102)	6 120 \$
5	Le Bateau Blanc (202)	4 600 \$
6	Le Goéland (204)	3 822 \$
7	Marguerite d'Youville (212)	6 016 \$
8	Perce-Neige (213)	10 600 \$
9	Saint-Cœur-de-Marie (215)	3 880 \$
10	Sainte-Marie (214)	5 217 \$
11	Saint-Joseph (211)	8 981 \$
12	Sentiers / Riveraine (108)	5 725 \$
13	Trois Sources (103)	7 650 \$
Montant total demandé		77 402 \$

Montant maximal prévu 70 985 \$

Montant versé 70 985 \$

Programme Aide aux devoirs

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39

Annexe

Commission scolaire de la Côte-du-Sud (821)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Provencher (110)	4 400 \$
2	Fleuribel (112)	2 303 \$
3	Morissette (113)	4 510 \$
4	Aux Quatre-Vents (114)	2 577 \$
5	Des Méandres (115)	2 851 \$
6	De la Marelle (120)	3 734 \$
7	Du Phare (121)	2 250 \$
8	De la Ruche-De-Lanaudière (122)	2 250 \$
9	Plein-Soleil (123)	3 000 \$
10	De la Source (124)	3 500 \$
11	De la Nouvelle-Cadie (125)	3 901 \$
12	De l'Étincelle (126)	4 981 \$
13	Belle-Vue (130)	2 899 \$
14	Saint-Louis (131)	2 291 \$
15	Du Bon-Vent (132)	2 267 \$
16	Des Rayons-de-Soleil (138)	3 316 \$
17	Notre-Dame-de-L'Assomption (140)	2 493 \$
18	De la Francolière (140)	3 281 \$
19	De Saint-Pierre (142)	2 500 \$
20	Saint-Thomas (143)	3 000 \$
21	Beaubien (144)	6 676 \$
22	Saint-Nicolas (145)	3 054 \$
23	Saint-Pie X (146)	4 187 \$
24	Monseigneur-Sirois (148)	3 925 \$
25	Saint-François-Xavier (150)	4 000 \$
26	Saint-Jean (152)	4 330 \$
27	Aubert-De Gaspé (153)	3 436 \$
28	De Saint-Cyrille (153)	2 088 \$
29	Jeanne-De Chantal (156)	2 720 \$
30	De la Colline – Sainte-Apolline (160)	5 500 \$
31	Chanoine-Ferland – Saint-Just – Sainte-Lucie (162)	7 500 \$
32	Saint-Marcel (170)	2 386 \$
33	Sainte Félicité (170)	1 981 \$
34	Saint-Adalbert (170)	2 171 \$
35	Saint-Joseph (174)	4 354 \$
36	Sainte-Perpétue (175)	4 886 \$
Montant total demandé		125 498 \$
Montant maximal prévu		125 498 \$
Montant versé		125 498 \$

Commission scolaire de l'Amiante (822)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	St-Louis (017)	5 263 \$
2	Notre-Dame (015)	3 414 \$
3	Dominique Savio (011)	2 521 \$
4	Sainte-Bernadette (014)	3 340 \$
5	St-Nom-de-Jésus (010)	2 893 \$
6	Ste-Luce (012)	5 474 \$

7	Plein Soleil (024)	3 700 \$
8	St-Noël (022)	5 400 \$
9	Programme Aide aux devoirs	
10	Étincelle (021)	5 065 \$
11	Tournesol (020)	4 978 \$
12	Paul VI (036)	4 295 \$
13	St-Nom-de-Marie (037)	2 397 \$
14	Arc-en-ciel (032)	2 732 \$
15	Aux Quatre-Vents (038)	2 955 \$
16	La Source (032)	2 558 \$
17	Pierre-Douce (034)	2 372 \$
18	Passerelle (035)	2 608 \$
19	Perce-Neige (030)	2 794 \$
20	AIBL (Polyvalente de Black Lake) (042)	3 228 \$
Montant total demandé		71 203 \$
Montant maximal prévu		67 248 \$
Montant versé		67 248 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (823)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saints-Anges (004)	3 067 \$
2	De Léry-Mgr de Laval, Beauceville (005)	7 132 \$
3	Le Tremplin, Saint-Victor (007)	4 305 \$
4	Sainte-Famille, Tring-Jonction (009)	3 272 \$
5	D'Youville-Lambert, Saint-Joseph (012)	5 372 \$
6	L'Arc-en-Ciel, Saint-Odilon (013)	3 181 \$
7	L'Envolée, Frampton (014)	3 079 \$
8	Le Cerf-Volant, Saint-Frédéric (016)	2 715 \$
9	L'Enfant-Jésus, Vallée-Jonction (019)	3 408 \$
10	Mgr Feuiltault, Sainte-Marie (024)	6 530 \$
11	Maribel, Sainte-Marie (025)	5 577 \$
12	L'Arc-en-Ciel, St-Narcisse (027)	2 886 \$
13	Notre-Dame, Saint-Elzéar (028)	3 805 \$
14	Notre-Dame, Lac-Etchemin (030)	4 555 \$
15	L'Arc-en-Ciel, Saint-Camille (031)	2 693 \$
16	Rayons de Soleil, Saint-Magloire (032)	2 522 \$
17	Petite Abeille, Saint-Cyprien (034)	2 454 \$
18	Sainte-Justine (035)	3 919 \$
19	Du Trait-d'Union, Saint-Prosper (039)	5 338 \$
20	Du Petit Chercheur, Sainte-Rose (040)	2 897 \$
21	La Tourterelle, Saint-Benjamin (041)	2 681 \$
22	Saint-Zacharie (043)	3 646 \$
23	Jouvence, Sinte-Aurélie (044)	2 897 \$
24	La Découverte, Sainte-Hénédine (048)	2 908 \$
25	Barabé-Drouin, Saint-Isidore (052)	4 487 \$
26	L'Étincelle, Sainte-Marguerite (056)	2 817 \$
27	L'Accueil, Scott (057)	3 328 \$
28	L'Aquarelle, Saint-Bernard (060)	4 078 \$
29	Dionne, Saint-Georges (062)	4 305 \$
30	Mgr Fortier, Saint-Georges (063)	7 189 \$
31	Les Petits Castors, Saint-Georges (064)	4 157 \$
32	L'Aquarelle, Saint-Georges (065)	6 315 \$
33	L'Astrale, Saint-Sylvestre (066)	2 659 \$
34	La Source, Saint-Patrice (069)	2 908 \$
35	Lacroix, Saint-Georges(070)	6 576 \$
36	Les Sittelles, Saint-Georges (072)	6 712 \$
37	L'Éco-Pin, Notre-Dame des Pins (078)	2 908 \$
38	Kennebec, Saint-Côme (080)	4 680 \$
39	Grande-Coudée, Saint-Martin (081)	4 634 \$
40	Sainte-Thérèse, Saint-Honoré (084)	3 385 \$

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
41	Des Bois-Francs, Saint-Théophile (089)	2 659 \$
42	Bellarmin, Saint-Robert (089)	2 613 \$
43	Nazareth, Saint-Ludger (089)	2 772 \$
44	Du Sud-de-la Beauce, Saint-Gédéon (089)	4 362 \$
45	Haute-Beauce (Sainte-Martine), Courcelle (093)	2 647 \$
46	L'Éveil, Sainte-Marie (092)	3 419 \$
47	De la Haute-Beauce, La Guadeloupe (093)	3 907 \$
48	Harmonie, Saint-Jean de la Lande (096)	2 874 \$
49	Curé-Beaudet, Saint-Ephrem (097)	4 566 \$
50	Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Benoît (098)	3 499 \$
Montant total demandé		195 295 \$
Montant maximal prévu		195 297 \$
Montant versé		195 295 \$

Programme *Aide aux devoirs*

N°: 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Annexe

Commission scolaire des Navigateurs (824)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	De l'Alizé (054)	5 650 \$
2	Charles-Rodrigue (020)	6 494 \$
3	Sainte-Marie (029)	20 000 \$
4	Clair-Soleil (075)	4 860 \$
5	De la Berge (120)	2 441 \$
6	De la Chanterelle (115)	7 200 \$
7	De la Clé D'Or (160)	2 811 \$
8	De la Clé-du-Boisé (119)	4 265 \$
9	De la Falaise (120)	2 691 \$
10	De la Nacelle (057)	10 000 \$
11	De la Rose-des-Vents (052)	7 000 \$
12	De la Ruche (097)	7 364 \$
13	De la Source (140)	5 171 \$
14	L'Amitié (170)	3 252 \$
15	De l'Auberivière (022)	5 648 \$
16	De l'Odyssée (074)	6 386 \$
17	De Taniata (050)	6 661 \$
18	Des Mousserons (055)	9 385 \$
19	Des Petits-Cheminots (045)	4 725 \$
20	Desjardins (023)	5 600 \$
21	Du Bac (060)	7 000 \$
22	Des Mousaillons (011)	3 573 \$
23	Du Chêne (120)	3 156 \$
24	Du Grand-Fleuve (100)	6 398 \$
25	Du Grand Fleuve (100)	10 000 \$
26	Grand-Voilier (070)	6 525 \$
27	Du Ruisseau (024)	4 825 \$
28	Du Tournesol (090)	3 192 \$
29	Étienne-Chartier (170)	3 652 \$
30	Îlot des Appalaches (210)	2 191 \$
31	La Martinière (077)	8 000 \$
32	La Mennais (150)	3 943 \$
33	Notre-Dame (026)	5 183 \$
34	Notre-Dame d'Étchemin (102)	4 527 \$
35	Paul VI (190)	6 005 \$
36	Plein-Soleil (111)	5 000 \$
37	Saint-Dominique (027)	6 750 \$
38	Sainte-Hélène (080)	6 065 \$
39	Saint-Joseph (028)	4 384 \$
40	Saint-Louis-de-France (040)	7 936 \$
41	De L'Épervière – Ste-Thérèse (180)	4 599 \$
Montant total demandé		240 506 \$
Montant maximal prévu		218 675 \$
Montant versé		218 675 \$

N°: 39
Annexe

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commision scolaire Central Québec (881)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Mauricie English Elementary School (014)	5 200 \$
2	Valcartier Elementary School (008)	1 900 \$
3	Ste.Foy Elementary School (006) PROJET 1	4 350 \$
4	Ste.Foy Elementary School (006) PROJET 2	1 585 \$
5	Everest Elementary School (011)	17 712 \$
6	Holland Elementary School (004)	4 200 \$
7	La Tuque High School (017) PROJET 1	850 \$
8	La Tuque High School (017) PROJET 2	2 150 \$
9	Portneuf Elementary School (009)	750 \$
10	Riverside Regional School (020) PROJET 1	2 400 \$
11	Riverside Regional School (020) PROJET 2	3 300 \$
12	St.Patrick Elementary School Thetford Mines (007)	5 020 \$
13	St.Vincent School (001)	9 500 \$
Montant total demandé		58 917 \$
Montant maximal prévu		58 437 \$
Montant versé		58 437 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire du Chemin-du-Roy (741)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Madeleine-de-Verchères	3 500 \$
2	Sainte-Marie	2 700 \$
3	De La Source (à Saint-Maurice)	4 100 \$
4	Sainte-Bernadette	5 500 \$
5	Sainte-Madeleine	4 400 \$
6	Sacré-Cœur	6 000 \$
7	De la Passerelle	5 900 \$
8	Dollard	4 000 \$
9	Intégré du Tandem	6 200 \$
10	Chapais	3 800 \$
11	Saint-Gabriel-Archange	3 700 \$
12	Louis-de-France	7 700 \$
13	Champlain	3 300 \$
14	Curé-Chamberland	4 500 \$
15	Cardinal-Roy	3 600 \$
16	St-Pie X	4 500 \$
17	Jacques-Buteux	5 500 \$
18	Ste-Thérèse	4 000 \$
19	St-Philippe	4 000 \$
20	St-Sacrement	3 500 \$
21	St-François d'Assise	5 000 \$
22	Ste-Catherine-de-Sienne et St-Dominique	5 600 \$
23	Notre-Dame-du-Rosaire	5 500 \$
24	Intégrée de Pointe-du-Lac	9 000 \$
25	Ami-Joie	6 000 \$
26	Louiseville	7 400 \$
27	Belle-Vallée	6 000 \$
28	Omer-Jules-Désaulniers	4 900 \$
29	Du-Bois-Joli	5 300 \$
30	Les Terrasses	6 000 \$
31	Intégré des Forges	7 700 \$
32	St-Paul	3 000 \$

Montant total demandé 161 800 \$

Montant maximal prévu 195 467 \$

Montant versé 161 800 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire de l'Énergie (742)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Laflèche	5 850 \$
2	Inst. Antoine-Hallé, de Sainte-Flore, Saint-Paul	7 245 \$
3	Inst. Saint-Georges	5 898 \$
4	Inst. Lac-à-la-Tortue	4 420 \$
5	Inst. Saint-Charles-Garnier Saint-Joseph	6 017 \$
6	Inst. De la Jeune-Relève, Immaculée-Conception, Saint-Jacques	7 972 \$
7	Inst. De la Passerelle, Le Sablon d'Or, Masson	4 503 \$
8	Inst. De la Vallée-de-Mékinac, La Providence	4 956 \$
9	Inst. La Croisière, Plein Soleil, Primadel	4 420 \$
10	Centrale	4 885 \$
11	Marie-Médiatrice	4 587 \$
12	Jacques-Buteux	4 885 \$
13	Notre-Dame de l'Assomption	2 417 \$
14	Inst. St-André, St-Georges	7 316 \$
15	Inst. St-Paul, St-Sauveur	6 804 \$
16	Notre-Dame (Mont-Carmel)	6 005 \$
17	Ste-Marie	5 683 \$
18	Inst. Notre-Dame-de-la-Joie, Notre-Dame-des-Neiges, des Vallons	4 920 \$
19	Inst. Sacré-Cœur, Sainte-Élisabeth, St-Louis	4 169 \$
20	Inst. Centrale, Saint-Joseph, Villa-de-la-Jeunesse	5 218 \$
Montant total demandé		108 170 \$
Montant maximal prévu		108 197 \$
Montant versé		108 170 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire de La Riveraine (871)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Arc-en-Ciel	2 859 \$
2	Beauséjour	4 353 \$
3	Curé-Brassard	6 149 \$
4	des Arbrisseaux-de la Croisée	4 194 \$
5	Despins	2 781 \$
6	Explorami-Terre-des-Jeunes-Boutons d'Or	6 848 \$
7	Harfang-des-Neiges	3 708 \$
8	Jean XXIII-Le Rucher	4 526 \$
9	La Jeunesse	2 361 \$
10	La Nacelle-La Source	4 506 \$
11	Le Phare-PariSoleil	4 272 \$
12	L'Oasis	2 654 \$
13	Marie-Sophie-Rayons-de-Soleil	4 985 \$
14	Marquis	3 074 \$
15	Maurault-Vincent-Lemire	6 235 \$
16	Notre-Dame de l'Assomption	2 595 \$
17	Paradis	3 093 \$
18	Tournesol	3 542 \$
Montant total demandé		72 734 \$

Montant maximal prévu 72 734 \$

Montant versé 72 734 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire des Bois-Francis (872)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	J.P.H. Massicotte	3 478 \$
2	Saint-David	6 518 \$
3	Sainte-Famille (Victo)	4 765 \$
4	St-Gabriel-Lalemant	5 969 \$
5	St-Paul	3 395 \$
6	Inst. Cœur-Immaculé et Centrale à St-Valère	6 479 \$
7	Le Manège	5 457 \$
8	Ste-Marguerite-Bourgeoys	3 931 \$
9	Mgr-Grenier	5 254 \$
10	Mgr-Milot	4 110 \$
11	Notre-Dame de l'Assomption	4 920 \$
12	Inst. Notre Dame-des-Bois-Francis (St-Christophe)	8 255 \$
13	Pie-X	5 648 \$
14	Notre-Dame du Perpétuel-Secours à Ham-Nord	2 977 \$
15	Eau Vive	3 156 \$
16	Sacré-Cœur	7 805 \$
17	N.-D. de l'Assomption (Daveluyville)	5 111 \$
18	Centrale (St-Rosaire)	1 323 \$
19	Notre-Dame (Norbertville)	3 514 \$
20	Notre-Dame (Plessisville)	4 682 \$
21	Sainte-Julie	3 454 \$
22	Jean-Rivard	3 061 \$
23	Bon-Pasteur	3 538 \$
24	Inst. Jean-XXIII (Jean-XXIII, Marie-Immaculée et St-Cœur-de-Marie à St-Pierre-Baptiste)	3 836 \$
25	Sainte-Famille (Plessisville)	3 693 \$
26	Saint-Édouard	4 193 \$
27	Inst. Notre-Dame ((Ste-Thérèse à Val-Alain, Centrale à Villeroy et Notre-Dame à N-D. de Lourdes)	4 169 \$
28	Saint-Cœur-de-Marie (Tingwick)	1 931 \$
29	Inst. Ste-Marie (Saint-Médard et Ste-Marie à Warwick)	6 589 \$
30	La Sapinière	2 836 \$
31	Amédée-Boisvert	2 776 \$
32	Cascatelle	4 241 \$
Montant total demandé		141 065 \$

Montant maximal prévu 141 467 \$

Montant versé 141 065 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

N°: 39
Annexe

Commission scolaire des Chênes (873)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bruyère / Saint-Charles	8 556 \$
2	Christ-Roi	4 479 \$
3	Duvernay	3 359 \$
4	Frédéric-Tétreau	4 730 \$
5	Immaculée-Conception	4 253 \$
6	Saint-Majorique	5 552 \$
7	Saint-Félix-de-Kingsey	3 323 \$
8	Saint-Guillaume	3 168 \$
9	Notre-Dame-du-Rosaire	5 457 \$
10	Sainte-Marie	5 397 \$
11	Des 2 Rivières	2 739 \$
12	Saint-Étienne	4 754 \$
13	Saint-Joseph	5 397 \$
14	Saint-Nicéphore	7 209 \$
15	Saint-Pie X	4 301 \$
16	Saint-Pierre	5 457 \$
17	Saint-Simon	5 242 \$
18	Sainte-Thérèse	4 062 \$
19	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	4 050 \$
20	Jésus-Adolescent/Roméo-Salois	6 971 \$
21	Saint-Eugène	3 073 \$
22	Saint-Bonaventure	3 180 \$
23	L'Aquarelle	4 181 \$
24	L'Avenir	3 120 \$
25	Cyrille-Brassard	6 422 \$
26	Carrousel	2 644 \$
27	Durham-Sud	2 882 \$
28	Sainte-Jeanne-d'Arc de Lefebvre	2 906 \$
29	Saint-Jean (Wickham)	4 944 \$
Montant total demandé		131 809 \$

Montant maximal prévu 131 850 \$

Montant versé 131 809 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Hauts-Cantons (751)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-Fatima	41 800 \$
	Sacré-Coeur	
	de la Source	
	de la Rose des Vents	
	de la Feuille d'Or	
	Saint-Romain	
	Sainte-Cécile	
	des Sommets	
	des Monts-Blancs	
	de la Voie-Lactée	
	Audet	
2	Lac-Drolet	25 000 \$
	Saint-Camille	
	Du Parchemin, Côté Couvent	
	Du Parchemin, Côté Collège	
	des Trois-Cantons	
	Notre-Dame-de-Lorette	
	Saint-Paul	
3	Sacré-Coeur	31 000 \$
	Monseigneur-Durand	
	Louis-St-Laurent	
	Gendreau	
	Saint-Luc	
	Sancta-Maria	
	Notre-Dame-de-Toutes-Aides /Saint-Pie-X	
	Saint-Edwidge/Légugé	
Montant total demandé		97 800 \$
Montant maximal prévu		97 831 \$
Montant versé		97 800 \$

Programme Aide aux devoirs

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (752)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Alfred-Desrochers	61 977 \$
	Laporte	
	Boisjoli	
	Beaulieu	
	Notre-Dame-de-Liesse	
	Champlain	
	Écollectif	
	Jardins-des-Lacs	
	Maisonnée	
	St-Esprit	
	Val-Du-Lac	
	Du Touret	
	Académie du Sacré-Cœur	
2	Brébeuf	45 657 \$
	Carillon	
	Soleil-Levant	
	Hélène-Boullé	
	Marie-Immaculée	
	Sacré-Cœur	
	Ste-Anne	
3	Cœur-Immaculée	53 412 \$
	Desjardins	
	Desranleau	
	Eymard	
	Pie X Assomption	
	Samare	
	Ste-Famille	
	Marie-Reine	
	Notre-Dame-des-Champs	
4	Source-Vive	40 743 \$
	Quatre-Vents	
	Passerelle	
	Jean XXIII	
	Larocque	
	Notre-Dame-de-la- Paix	
	Notre-Dame-du-Rosaire	
	St-Antoine	
	Sylvestre	
	Enfants de la Terre	

Montant total demandé 201 789 \$

Montant maximal prévu 197 572 \$

Montant versé 197 572 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Sommets (753)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Brassard/St-Patrice	47 650 \$
	Saint-Jean-Bosco	
	Sainte-Marguerite	
	Saint-Pie-X	
	Dominique Savio	
	Des Deux-Soleils	
	Val-de-Grâce	
	St-Barthélémy	
	Jardin-des-Frontières	
	Du Baluchon	
2	Saint-Philippe	41 500 \$
	Saint-Gabriel	
	Notre-Dame-du-Sourire	
	L'Arc-en-ciel	
	Du Tremplin	
	Sacré-Coeur	
	Notre-Dame-de-Montjoie	
	Saint-Laurent	
	La Chanterelle	
	Notre-Dame-des-Érables	
	Notre-Dame-de-Bonsecours	
3	La Tourelle	26 850 \$
	Castonguay	
	Saint-Jean	
	Masson	
	Hamelin	
	Notre-Dame-de-Lourdes	
	Christ-Roi	
	Notre-Dame-de-L'Assomption	
Montant total demandé		116 000 \$
Montant maximal prévu		115 916 \$
Montant versé		115 916 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Eastern Townships (883)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Ayer's Cliff Elementary School	3 430 \$
2	Butler Elementary School	2 358 \$
3	Heroe's Memorial School	4 444 \$
4	Knowlton Academy	5 100 \$
5	Mansonville Elementary	660 \$
6	North Hatley	2 600 \$
7	Sherbrooke Elementary School	1 984 \$
8	Sutton School	3 204 \$
9	Waterloo Elementary School	1 400 \$
10	Cookshire Elementary	2 319 \$
11	Asbestos-Danville-Shipton	3 000 \$
12	Drummondville Elementary School	3 967 \$
13	Farnham Elementary School	2 215 \$
14	Lennoxville Elementary School	5 576 \$
15	Parkview Elementary School	5 575 \$
16	Pope Memorial elementary School	2 536 \$
17	Princess Elizabeth Elementary School	3 582 \$
18	Sawyerville Elementary School	2 536 \$
Montant total demandé		56 484 \$
Montant maximal prévu		79 167 \$
Montant versé		56 484 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de Laval (831)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	L'Harmonie	8 556 \$
2	Le Tandem	10 310 \$
3	Saint-Paul	11 106 \$
4	Les Quatres Vents	8 503 \$
5	Monseigneur Laval	5 470 \$
6	Saint-Norbert	7 380 \$
7	Marc-Aurèle Fortin	5 023 \$
8	Cœur-Soleil	5 465 \$
9	La Source-L'Étincelle	7 923 \$
10	Le Petit Prince	5 883 \$
11	L'Orée-des-Bois	5 781 \$
12	Des Cèdres	10 203 \$
13	Marcelle-Gauvreau	5 987 \$
14	Pépin	5 060 \$
15	Fleur-de-Vie	7 160 \$
16	Raymond	6 694 \$
17	Saint-Christophe	2 641 \$
18	Marcel-Vaillancourt	11 099 \$
19	Léon-Guibault	7 115 \$
20	Saint-Gérard	6 387 \$
21	Sainte-Cécile	7 353 \$
22	Simon-Vanier	8 122 \$
23	Coursol	6 187 \$
24	Sainte-Marguerite	7 135 \$
25	J-J-Joubert	2 436 \$
26	St-Julien	3 903 \$
27	Saint-Gilles	10 825 \$
28	L'Envol	4 771 \$
29	Hébert	7 562 \$
30	Fleur-Soleil	8 825 \$
31	Notre-Dame	3 191 \$
32	L'Escale	5 329 \$
33	Notre-Dame-du-Sourire	5 299 \$
34	Jean XXIII	4 555 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Du Bois-Joli	5 601 \$
36	Val-des-Arbres	4 672 \$
37	des Ormeaux	5 835 \$
38	St-Charles	2 443 \$
39	Pierre-Laporte	6 687 \$
40	Jean Lemonde	4 396 \$
41	Les Trois Soleils	4 567 \$
42	Paul VI (ouest)	4 589 \$
43	Sainte-Dorothée	4 664 \$
44	St-François	4 952 \$
45	L'Envolée	7 095 \$
46	Le Baluchon	3 384 \$

47	Du Parc	5 623 \$
48	Demers	5 941 \$
49	Villemaire	7 233 \$
50	L'Aquarelle	6 383 \$
51	Des Cardinaux	8 409 \$
52	Paul Comtois	4 361 \$
53	Les Explorateurs	7 591 \$
54	Le Sentier	5 679 \$
55	Père-Vimont	6 938 \$
56	Sainte-Béatrice	8 082 \$
57	Alfred-Pellan	8 306 \$
58	Charles-Bruneau	7 328 \$
59	Formation des aidants (projet CS)	5 000 \$
Montant total demandé		375 000 \$

Montant maximal prévu 375 076 \$

Montant versé 375 000 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire des Affluents (841)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Amédée-Marsan (006 et 004)	2 834 \$
2	Au Point-du-Jour (049)	2 478 \$
3	Aux-4-Vents (119)	848 \$
4	Aux-Quatre-Vents (025)	5 879 \$
5	Charlemagne (002 et 003)	6 634 \$
6	De l'Aubier (137)	7 845 \$
7	De l'Étincelle (128)	10 248 \$
8	De l'Orée-des-Bois (136)	5 509 \$
9	De la Paix (040)	8 315 \$
10	De la Sablière (114)	7 707 \$
11	De la Source (116)	10 103 \$
12	Des Hauts-Bois (115)	8 898 \$
13	Des Moissons (033)	9 242 \$
14	Du Boisé (111)	6 819 \$
15	Du Geai-Bleu (130)	10 897 \$
16	Du Moulin (037)	6 422 \$
17	Du Soleil-Levant (129)	7 548 \$
18	Du Vieux-Chêne (127)	7 720 \$
19	Émile-Nelligan (030)	5 072 \$
20	Entramis (036)	5 641 \$
21	Esther-Blondin (117)	7 667 \$
22	Gareau (035)	6 977 \$
23	Henri-Bourassa (012)	3 814 \$
24	Jean-XXIII (018)	4 516 \$
25	Jean-De La Fontaine (122)	9 759 \$
26	Jean-Duceppe (047)	7 958 \$
27	L'Arc-en-Ciel (121)	10 632 \$
28	La Majuscule (051)	6 316 \$
29	La Mennais (101)	8 077 \$
30	La Passerelle (001)	3 009 \$
31	La Tourterelle	8 829 \$
32	Le Bourg-Neuf (039)	8 050 \$
33	Le Castelet (118)	6 369 \$
34	Le Rucher (103)	8 342 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Lionel-Groulx (010)	3 642 \$
36	Longpré (020)	5 509 \$
37	Louis-Fréchette (013)	5 058 \$
38	Louis-Joseph-Huot (024)	6 846 \$
39	Marguerite-Bourgeois (005)	4 238 \$
40	Marie-Victorin (005)	7 137 \$
41	Mgr Mongeau (057)	5 098 \$
42	Notre-Dame (Terrebonne) (005)	7 097 \$
43	Notre-Dame-des-Champs (017)	4 308 \$
44	Pie XII (011)	4 784 \$
45	St-Charles (110)	3 314 \$
46	St-Guillaume (055)	9 057 \$

47	St-Joachim (106)	5 071 \$
48	St-Louis (007)	5 654 \$
49	St-Louis (Terrebonne)(107)	7 071 \$
50	Soleil-de-l'Aube (015)	3 960 \$
51	Tournesol (032)	6 118 \$

Montant total demandé 330 935 \$

Montant maximal prévu 331 394 \$

Montant versé 330 935 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire des Samares (842)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	L'Aubier	5 111 \$
2	Sainte-Geneviève et St-Joseph	10 000 \$
3	Sainte-Anne, St-Norbert	2 929 \$
4	La Source d'Autray	8 500 \$
5	Sainte-Anne, St-Cuthbert	4 238 \$
6	Dusablé	3 501 \$
7	J.-C.-Chaussé, Amis-Soleils, De La Source, Des Eaux-Vives	27 575 \$
8	Des Grands Vents	7 000 \$
9	Des Explorateurs, Notre-Dame-de-Fatima, Des Boutons d'Or	15 000 \$
10	Saint-Cœur-de-Marie	3 358 \$
11	Sainte-Bernadette	2 500 \$
12	Emmilie-Caron	3 144 \$
13	Sainte-Marguerite, Notre-Dame, St-Félix-de-Valois	7 660 \$
14	Bernèche	8 600 \$
15	Panet	8 600 \$
16	Bérard	4 239 \$
17	Youville	3 573 \$
18	Sainte-Hélène	2 500 \$
19	Saint-Jean-Baptiste	5 670 \$
20	Sainte-Anne et Saint-Louis, Rawdon	12 740 \$
21	Sainte-Marcelline	2 966 \$
22	Sir-Wilfrid-Laurier, L'Arc-en-Ciel, L'Oiseau-Bleu	12 000 \$
23	Louis-Joseph-Martel La Gentiane, St-Calixte	8 630 \$
24	Notre-Dame, St-Roch	11 000 \$
25	Christ-Roi et Sainte-Marie, Joliette	9 830 \$
26	Lorenzo-Gauthier	7 400 \$
27	Mgr Papineau	3 216 \$
28	Sainte-Thérèse	3 740 \$
29	Saint-Pierre et Marie-Charlotte, Joliette	9 808 \$
30	Notre-Dame-de-la-Paix	5 600 \$
31	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	5 325 \$
32	Des Brise-Vent	4 456 \$
33	Saint-Joseph, St-Liguori	3 440 \$
34	Notre-Dame, St-Alexis	4 003 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Sainte-Marie, Ste-Marie-Salomé	3 037 \$
36	Saint-Louis-de-France	4 968 \$
37	Dominique-Savio, St-Esprit	3 500 \$
38	Carrefour-des-Lacs	6 500 \$
Montant total demandé		255 855 \$
Montant maximal prévu		256 995 \$
Montant versé		255 855 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	de l'Amitié	3 693 \$
2	des Pins	4 682 \$
3	Girouard	4 527 \$
4	Sainte-Scholastique	5 063 \$
5	Prés fleuris	6 148 \$
6	de la Clé-des-Champs	6 577 \$
7	Rose-des-Vents	5 547 \$
8	des Lucioles	5 635 \$
9	Horizon-du-Lac	7 066 \$
10	des Perséides	6 720 \$
11	des Primevères	4 229 \$
12	Terre-Soleil	2 715 \$
13	de Fontainebleau	8 889 \$
14	du Trait-d'Union	4 166 \$
15	Le Sentier	2 729 \$
16	Arthur-Vaillancourt	5 195 \$
17	Saint-Pierre	7 364 \$
18	de la Renaissance	8 759 \$
19	Plateau Saint-Louis	7 126 \$
20	des Ramilles	7 602 \$
21	Notre-Dame-de-l'Assomption	5 719 \$
22	de la Seigneurie	6 049 \$
23	Chante-Bois	5 934 \$
24	de l'Envolée	2 799 \$
25	de l'Aquarelle	7 281 \$
26	des Semailles	6 220 \$
27	Sauvé	7 471 \$
28	Notre-Dame	5 400 \$
29	Village-des-Jeunes	5 492 \$
30	Arc-en-ciel	7 662 \$
31	au Cœur-du-Boisé	6 255 \$
32	Curé-Paquin	5 600 \$
33	Clair-Matin	7 447 \$
34	Terre des jeunes	6 375 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Horizon-Soleil	7 865 \$
36	des Mésanges	5 481 \$
37	des Grands-Chemins	5 516 \$
38	Le Tandem	6 531 \$
39	Notre-Dame-de-Fatima	6 327 \$
40	Gabrielle-Roy	5 993 \$
41	Gaston-Pilon	7 281 \$
42	du Mai	7 450 \$
43	de la Clairière	6 029 \$
44	Val-des-Ormes	4 479 \$
45	Alpha	12 311 \$
46	Le Tournesol	6 446 \$

47	Le Carrefour	5 278 \$
48	Le Rucher	8 473 \$
49	Marie-Soleil-Tougas	7 686 \$
50	Nouvelle école primaire de Lorraine	4 444 \$
51	Du Bois-Joli	3 200 \$
Montant total demandé		310 924 \$

Montant maximal prévu 368 190 \$

Montant versé 310 924 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (852)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	De la Durantaye/Centre de jour (001)	4 360 \$
2	Dubois (005)	7 173 \$
3	Notre-Dame (006)	7 000 \$
4	Prévost (007)	2 596 \$
5	St-Jean-Baptiste (009)	5 290 \$
6	St-Joseph (012)	3 394 \$
7	Mariboisé (013)	4 777 \$
8	Bellefeuille (016)	2 300 \$
9	Ste-Thérèse (017)	8 354 \$
10	Aux-Quatre-Vents (018)	6 494 \$
11	Sacré-Cœur (020)	8 258 \$
12	Val-des-Monts (021)	6 422 \$
13	Des Hauteurs (022)	7 424 \$
14	Des Hautbois (023)	2 715 \$
15	Ste-Anne (024)	2 715 \$
16	De l'Envolée (030)	4 920 \$
17	De La Source (035)	6 982 \$
18	Du Joli-Bois (036)	6 220 \$
19	Du Champ-Fleuri (037)	5 006 \$
20	De la Croisée-des-Champs (038)	7 972 \$
21	À l'Orée-des-Bois (039)	8 496 \$
22	De la Volière (040)	6 530 \$
23	Saint-André (051)	8 802 \$
24	St-Philippe (053)	8 802 \$
25	Saint-Hermas (054)	2 730 \$
26	Saint-Alexandre (055)	8 802 \$
27	Saint-Julien (056)	8 802 \$
28	Bouchard (057)	8 802 \$
29	Dansereau/St-Martin (058)	8 802 \$
30	L'Oasis (052)	8 802 \$
Montant total demandé		189 742 \$

Montant maximal prévu 201 003 \$

Montant versé 189 742 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire des Laurentides (853)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-la-Sagesse	6 101 \$
2	De la Vallée	7 540 \$
3	Le Carrefour	3 645 \$
4	L'Arc-en-ciel	2 811 \$
5	Fleur-des-Neiges	7 602 \$
6	Trois-Saisons, Tournesol, La Doyenne	8 484 \$
7	École intégrée St-Jean-Baptiste	5 457 \$
8	Le Tremplin (Labelle)	4 134 \$
9	La Relève (La Minerve)	2 679 \$
10	Mgr-Bazinet	3 585 \$
11	Lionel-Groulx	2 762 \$
12	Notre-Dame-de-Lourdes	4 050 \$
13	Marie-Rose	5 277 \$
14	Chante-au-vent	3 824 \$
15	St-Joseph	1 730 \$
16	Mgr Ovide-Charlebois/Mgr Lionel-Scheffer	3 323 \$
Montant total demandé		73 005 \$
Montant maximal prévu		83 070 \$
Montant versé		73 005 \$

Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005
--

Commission scolaire Pierre-Neveu (854)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Aux Quatre Vents (006)	5 099 \$
2	Du Méandre (018)	5 171 \$
3	St-Eugène (014)	5 922 \$
4	Madone et Carrière (001)	6 041 \$
5	Val-des-Lacs (007)	3 824 \$
6	Lièvre Sud (005)	4 384 \$
7	Ferme-Neuve Des Rivières (003)	5 886 \$
8	Trois Sentiers (009)	5 493 \$
9	Jean XXIII (010)	5 004 \$
Montant total demandé		46 823 \$
Montant maximal prévu		46 409 \$
Montant versé		46 409 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (885)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Arundel (151)	3 346 \$
2	Crestview	3 307 \$
3	Franklin Hill	3 900 \$
4	Genesis	4 670 \$
5	Grenville (153)	3 150 \$
6	Hillcrest	6 636 \$
7	John F. Kennedy	5 825 \$
8	Joliette Elem	4 990 \$
9	Jules Verne	4 670 \$
10	Laurentian Elem (159)	6 000 \$
11	McCaig	7 000 \$
12	Morin Heights	4 223 \$
13	Mountainview	5 179 \$
14	Our Lady of peace	4 051 \$
15	P.E. Trudeau	2 900 \$
16	Pinewood	6 057 \$
17	Rawdon (165)	4 750 \$
18	Souvenir (166)	3 201 \$
19	St-Jude (168)	5 785 \$
20	St-Paul	7 529 \$
21	Ste-Adèle	3 370 \$
22	Terry Fox (173)	5 000 \$
23	Twin Oaks	5 203 \$
24	Ste Agathe Academy	3 365 \$
Montant total demandé		114 107 \$
Montant maximal prévu		139 128 \$
Montant versé		114 107 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de Sorel-Tracy (861)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Sainte-Anne-les-Îles	6 050 \$
2	Sainte-Victoire	4 417 \$
3	Christ-Roi	3 702 \$
4	Saint-Jean-Bosco	4 298 \$
5	Pierre-de-Saint-Ours	3 880 \$
6	Monseigneur-Prince	3 761 \$
7	Monseigneur-Brunault	3 761 \$
8	Saint-Gabriel-Lalemant	4 059 \$
9	Enfant-Jésus	4 059 \$
10	École intégrée de Yamaska	4 536 \$
11	Au Petit Bois	4 384 \$
12	Saint-Roch	4 059 \$
13	Martel	5 013 \$
14	Maria-Goretti	5 251 \$
15	La Plume	4 384 \$
16	Jean-de-Brébeuf	4 384 \$
Montant total demandé		69 998 \$
Montant maximal prévu		70 484 \$
Montant versé		69 998 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (862)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bois-Joli/Sacré-Cœur	9 000 \$
2	De la Rocade	13 500 \$
3	Saint-Charles Garnier	5 206 \$
4	Douville	9 600 \$
5	Saint-André	5 568 \$
6	Aux Quatre-Vents	12 660 \$
7	Roméo-Forbes	5 897 \$
8	Saint-Damase	6 800 \$
9	Saint-Sacrement	6 500 \$
10	Assomption	9 600 \$
11	Larocque	3 418 \$
12	Sainte-Rosalie	6 000 \$
13	Roger-Labrière	3 200 \$
14	Au Cœur des Monts	2 600 \$
15	De La Croisée	2 000 \$
16	Saint-Nazaire	2 000 \$
Montant total demandé		103 549 \$

Montant maximal prévu 143 749 \$

Montant versé 103 549 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire Marie-Victorin (864)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adrien-Gamache	7 877 \$
2	Samuel-De-Champlain (L)	5 874 \$
3	Les Petits-Castors	2 834 \$
4	D'Iberville	12 943 \$
5	Carillon	6 041 \$
6	De Normandie	5 910 \$
7	Gentilly	10 213 \$
8	Joseph-De Sérigny	6 232 \$
9	Marie-Victorin (L)	6 625 \$
10	Bourgeois-Champagnat	5 123 \$
11	Curé-Lequin	4 539 \$
12	Du Tournesol	8 294 \$
13	Hubert-Perron	8 437 \$
14	Jean-De Lalande	5 564 \$
15	Lionel-Groulx	6 768 \$
16	Paul-De Maricourt	4 348 \$
17	Sainte-Claire (L)	4 503 \$
18	Charles-Le Moyne	10 916 \$
19	De la Mosaïque	5 254 \$
20	Du Jardin-Bienville	5 421 \$
21	Gaétan-Boucher	5 504 \$
22	Laurent-Benoît	6 720 \$
23	Le Déclic	2 524 \$
24	Paul-Chagnon	5 648 \$
25	Saint-Joseph	5 326 \$
26	Des Quatre-Saisons	3 848 \$
27	Des-Quatre-Vents	5 791 \$
28	Lajeunesse	4 825 \$
29	Maurice-L. Duplessis	5 814 \$
30	Monseigneur-Forget	4 849 \$
31	Pierre-Laporte	8 401 \$
32	Charles-Bruneau	8 461 \$
33	Des Saints-Anges	5 218 \$
34	Georges-P.-Vanier	6 244 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Guillaume-Vignal	9 080 \$
36	Internationale de Greenfield-Park	4 825 \$
37	Marie-Victorin (B)	7 054 \$
38	Préville	7 567 \$
39	Rabeau	5 218 \$
40	Saint-Laurent	6 887 \$
41	Samuel-De Champlain	7 388 \$
42	Tourterelle	3 395 \$
43	Projet CS « Aide aux devoirs en ligne »	65 000 \$
44	Projet CS pour formation des personnes-ressources	28 700 \$
Montant total demandé		358 003 \$
Montant maximal prévu		325 935 \$

Montant versé **325 935 \$**

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Patriotes (865)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Mathieu	8 268 \$
2	Jolivent	8 491 \$
3	Le Petit-Bonheur	6 870 \$
4	Le Tournesol	8 241 \$
5	Sacré-Cœur	7 068 \$
6	Louis-Hyppolyte-Lafontaine	6 068 \$
7	Pierre-Boucher	6 168 \$
8	Antoine-Girouard	7 168 \$
9	Paul VI	8 568 \$
10	De la Broquerie	4 668 \$
11	Père-Marquette	6 268 \$
12	Les Jeunes Découvreurs	8 268 \$
13	Du Parchemin	7 368 \$
14	De la Roselière	4 737 \$
15	De Bourgogne	11 468 \$
16	Sainte-Marie	10 828 \$
17	De Salaberry	7 768 \$
18	Jacques-De Chambly	6 268 \$
19	Mère-Marie-Rose	4 331 \$
20	La Farandole	4 868 \$
21	Au-Fil-de-l'Eau	9 068 \$
22	Notre-Dame	9 748 \$
23	École François-Williams	2 268 \$
24	Le Sablier	6 068 \$
25	De l'Envolée	5 568 \$
26	Georges-Étienne-Cartier	4 308 \$
27	Jacques-Rochelleau	8 628 \$
28	De la Chanterelle	7 508 \$
29	de la Mosaïque	7 547 \$
30	De Montarville	7 468 \$
31	Albert-Schweitzer	6 468 \$
32	Mgr-Gilles-Gervais	8 468 \$
33	Saint-Charles	4 475 \$
34	Saint-Denis	3 268 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	De l'Amitié	5 500 \$
36	des Trois-Temps	2 268 \$
37	L'Arpège	6 668 \$
38	Arc-en-ciel	7 368 \$
39	Du Moulin	8 668 \$
40	Du Grand-Chêne	5 868 \$
41	J.-P.-Labarre	7 068 \$
42	Marie-Victorin	6 108 \$
43	Les Marguerite	3 068 \$
44	La Roseraie	3 768 \$
45	De la Source	8 268 \$
46	Du Carrousel	15 468 \$

47	Ludger-Duvernay	7 368 \$
Montant total demandé		322 064 \$
Montant maximal prévu		324 131 \$
Montant versé		322 064 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Val-des-Cerfs (866)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Avé-Maria	6 013 \$
2	Centrale	2 941 \$
3	Curé-A.-Petit	3 311 \$
4	De l'Assomption	7 292 \$
5	De La Chantignole	5 814 \$
6	De La Clé-des-Champs	3 788 \$
7	De La Moisson d'Or	5 886 \$
8	De Sutton	4 086 \$
9	Du Premier-Envol	2 953 \$
10	Joseph-Poitevin	6 136 \$
11	Mgr-Desranleau	4 527 \$
12	Mgr-Douville	5 188 \$
13	Notre-Dame (Waterloo)	4 301 \$
14	Notre-Dame-de-Lourdes	2 727 \$
15	Roxton-Pond	4 908 \$
16	Saint-André	5 707 \$
17	Saint-Benoit	3 788 \$
18	Saint-Bernard	5 320 \$
19	Saint-Bernardin	7 793 \$
20	Saint-Édouard	2 381 \$
21	Saint-Eugène	6 398 \$
22	Saint-François	2 917 \$
23	Saint-Jacques	417 \$
24	Saint-Jean	6 017 \$
25	Saint-Joseph	5 671 \$
26	Saint-Joseph, NDS	3 156 \$
27	Saint-Léon	7 387 \$
28	Saint-Luc	4 717 \$
29	Saint-Marc	3 192 \$
30	Saint-Romuald	4 500 \$
31	Saint-Vincent-Ferrier	4 789 \$
32	Sainte-Cécile	3 478 \$
33	Sainte-Famille	5 588 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
34	Sainte-Marie	4 062 \$
35	Sainte-Thérèse	5 171 \$
Montant total demandé		162 320 \$
Montant maximal prévu		173 762 \$
Montant versé		162 320 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (867)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	De la Petite-Gare	6 210 \$
2	Des Moussaillons	6 147 \$
3	Émilie-Gamelin	8 167 \$
4	Jacques-Barclay	3 925 \$
5	Jean-Leman	8 881 \$
6	Jean XXIII	4 585 \$
7	Notre-Dame/Saint-Joseph	7 465 \$
8	Saint-Marc	7 330 \$
9	Armand-Frappier	3 046 \$
10	De l'Aquarelle	6 567 \$
11	De l'Odyssée	8 364 \$
12	Des Bourlingueurs/Sainte-Catherine	9 095 \$
13	Félix-Leclerc	7 480 \$
14	Jacques-Leber	3 758 \$
15	Louis-Lafortune	9 921 \$
16	Piché-Dufrost	9 447 \$
17	Saint-Jean	7 795 \$
18	Vinet-Souligny	7 997 \$
19	Des Trois-Sources	5 283 \$
20	Gérin-Lajoie	5 939 \$
21	Laberge	8 372 \$
22	Notre-Dame-de-l'Assomption	6 265 \$
23	Pie XII	6 346 \$
24	Saint-Jean-Baptiste	4 288 \$
25	Saint-Joseph	5 800 \$
26	Saint-Jude	7 120 \$
27	Saint-René	8 425 \$
28	Daigneau	7 280 \$
29	Saint-Bernard	3 374 \$
30	Saint-Édouard	3 178 \$
31	Saint-Isidore/Langevin	4 437 \$
32	Saint-Michel-Archange	5 222 \$
33	Saint-Patrice	4 437 \$
34	Saint-Romain	3 566 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Saint-Viateur/Clotilde-Raymond	7 538 \$
36	Sainte-Clotilde	3 492 \$
Montant total demandé		226 538 \$

Montant maximal prévu 226 538 \$

Montant versé 226 538 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (868)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Eugène	4 022 \$
2	Notre-Dame de la Paix	4 149 \$
3	Saint-Étienne	3 473 \$
4	Jésus-Marie	4 277 \$
5	Saint-Paul	4 978 \$
6	Sacré-Cœur	4 595 \$
7	Saint-Urbain	3 575 \$
8	Montpetit-Saint-Joseph	4 442 \$
9	Saint-Jean	3 740 \$
10	Saint-Antoine-Abbé	3 512 \$
11	Omer-Séguin	3 521 \$
12	Notre-Dame du Rosaire	3 881 \$
13	Notre-Dame	6 776 \$
14	Jeunes Riverains	3 614 \$
15	Notre-Dame de l'Assomption	3 563 \$
16	Marie-Rose/Saint-André	5 921 \$
17	Élisabeth-Monette	5 819 \$
18	Montpetit	4 022 \$
19	Sainte-Agnès	5 577 \$
20	Saint-Joseph-Artisan	3 639 \$
21	Langlois	5 029 \$
22	Frédéric-Girard	5 654 \$
23	Dominique-Savio	4 047 \$
24	Notre-Dame du Saint-Esprit	5 080 \$
25	Sacré-Cœur	3 452 \$
26	Saint-Eugène	4 391 \$
27	Sainte-Martine	2 759 \$
Montant total demandé		117 509 \$
Montant maximal prévu		117 510 \$
Montant versé		117 509 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Trois-Lacs (869)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	À l'Orée-du-Bois	6 124 \$
2	Auclair	7 566 \$
3	Coteau-du-Lac (Saint-Ignace, Académie Wilson et l'Éclusière	9 066 \$
4	Cuillierier/Sainte-Marthe	4 848 \$
5	De la Samare	6 458 \$
6	François-Perrot	6 600 \$
7	Harwood	7 875 \$
8	Immaculée-Conception/Sainte-Justine/Sacré-Cœur	5 338 \$
9	La Perdriolle	6 292 \$
10	La Riveraine/Saint-Zotique	7 030 \$
11	Léopold-Carrière	6 982 \$
12	Maraguerite-Bourgeoys	6 100 \$
13	Notre-Dame-de-la-Garde	3 740 \$
14	Notre-Dame-de-Lorette	6 672 \$
15	Sainte-Madeleine	8 553 \$
16	Saint-François/Sainte-Anne	5 766 \$
17	Saint-Jean-Baptiste/Sainte-Trinité	8 890 \$
18	Saint-Michel	5 373 \$
19	Saint-Thomas	7 138 \$
20	Virginie-Roy/Josée Maria	6 542 \$
Montant total demandé		132 953 \$
Montant maximal prévu		132 953 \$
Montant versé		132 953 \$

<p>Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire Riverside (884)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Boucherville	4 086 \$
2	Cedar Street	4 742 \$
3	Champlain	6 208 \$
4	Courtland Park	4 670 \$
5	Good Shepherd	5 500 \$
6	Greenfield Park International	5 493 \$
7	Harold Napper	8 700 \$
8	Harold Sheppard	2 882 \$
9	John Adam	4 897 \$
10	Mount Bruno	6 291 \$
11	Mountainview	5 302 \$
12	REACH	2 175 \$
13	Royal Charles	3 824 \$
14	Royal Oak	3 454 \$
15	St.Johns	7 100 \$
16	St.Jude	7 200 \$
17	St.Lambert Elementary School	7 638 \$
18	St.Mary's	6 863 \$
19	St.Raymond	5 206 \$
20	Terry Fox	4 850 \$
21	Vincent Massey	2 370 \$
22	William Latter	5 874 \$
Montant total demandé		115 325 \$
Montant maximal prévu		116 741 \$
Montant versé		115 325 \$

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire New Frontiers (869)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Franklin Elementary	1 073 \$
2	Gault Institute	6 000 \$
3	Harmony Elementary	5 000 \$
4	Hemmingford Elementary	2 253 \$
5	Howick Elementary	1 953 \$
6	Huntingdon Academy	2 240 \$
7	Mary Gardner	8 900 \$
8	Ormstown Elementary	3 283 \$
9	St.Joseph Elementary	3 350 \$
10	St.Willibrord	8 305 \$
Montant total demandé		42 358 \$
Montant maximal prévu		49 515 \$
Montant versé		42 358 \$

PROGRAMME AIDE AUX DEVOIRS

N° : 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Annexe

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (761)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adélard-Desrosiers	10 630 \$
2	De la Fraternité	6 971 \$
3	Jean-Nicolet	7 710 \$
4	Jules-Verne	14 409 \$
5	Le Carignan	9 891 \$
6	Pierre-de-Coubertin	5 290 \$
7	René-Guénette	9 808 \$
8	Saint-Rémi	9 772 \$
9	Saint-Vincent-Marie	9 736 \$
10	Sainte-Colette	5 922 \$
11	Sainte-Gertrude	8 246 \$
12	Albatros	3 550 \$
13	Alphonse-Pesant	8 043 \$
14	Cardinal-Léger	5 278 \$
15	Chénier	5 302 \$
16	Des Roseraies	4 992 \$
17	Gabrielle-Roy	7 936 \$
18	Jacques-Rousseau	7 590 \$
19	La Dauversière	8 163 \$
20	Lambert-Closse	8 032 \$
21	Pie XII	4 587 \$
22	Saint-Joseph	5 791 \$
23	Victor-Lavigne	7 650 \$
24	Wilfrid-Bastien	8 115 \$
25	Wilfrid-Pelletier	10 773 \$
26	Denise-Pelletier	7 400 \$
27	Félix-Leclerc	8 246 \$
28	Fernand-Gauthier	5 230 \$
29	François-La Bernarde	7 710 \$
30	Marc-Aurèle-Fortin	9 367 \$
31	Montmartre	5 934 \$
32	Notre-Dame	8 210 \$
33	Notre-Dame-de-Fatima	8 175 \$
34	Saint-Marcel	7 090 \$
35	Saint-Octave	4 813 \$
36	Sainte-Germaine-Cousin	7 567 \$
37	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	6 208 \$
38	Sainte-Maria-Goretti	5 743 \$
39	Simone-Desjardins	12 263 \$
Montant total demandé		298 139 \$
Montant maximal prévu		275 689 \$
Montant versé		275 689 \$

PROGRAMME AIDE AUX DEVOIRS

N° : 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Annexe

Commission scolaire de Montréal (762)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Des Cinq-Continents	15 000 \$
2	Des Nations St-Pascal-Baylon Petit-Chapiteau Simone-Monet	30 000 \$
3	Iona	10 000 \$
4	Lucille-Teasdale	1 500 \$
5	Notre-Dame-de-Grâce	10 300 \$
6	Félix-Leclerc	5 500 \$
7	Bedford	7 263 \$
8	Sainte-Catherine-de-Sienne	4 000 \$
9	Paul-Bruchési	4 730 \$
10	Saint-François-Xavier	3 514 \$
11	Lanaudière	4 777 \$
12	Saint-Pierre-Claver	5 568 \$
13	Élan	4 360 \$
14	Saint-Jean-de-Matha	5 385 \$
15	Notre-Dame-du Perpétuel-Secours	14 000 \$
16	Jeanne-LeBer	4 122 \$
17	Saint-Louis-de-Gonzague	3 836 \$
18	Saint-Anselme	6 500 \$
19	Saint-Zotique	4 253 \$
20	De la Petite-Bourgogne	7 721 \$
21	Garneau	4 825 \$
22	Camille-Laurin Camille-Laurin annexe	6 958 \$
23	Saint-Enfant-Jésus	2 000 \$
24	Louis-Hippolyte-Lafontaine Arc-en-Ciel	4 807 \$
25	Hélène-Boullé	5 775 \$
26	Marie-Favery	6 709 \$
27	Sainte-Cécile	6 928 \$
28	Saint-Jean-Baptiste	4 093 \$
29	Saint-Ambroise	7 379 \$
30	Saint-Jean-de-la-Croix	3 939 \$
31	La Mennais	4 779 \$
32	Notre-Dame-de-la-Défense	4 430 \$
33	Saint-Étienne	2 553 \$
34	Saint-Arsène	4 545 \$
35	Saint-Gabriel-Lalemant	7 985 \$
36	Saint-Gérard	7 068 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
37	Laurier	6 972 \$
38	F.A.C.E.	9 511 \$
39	Barclay	11 426 \$
40	Barthélemy-Vimont et annexe	12 408 \$
41	Jean-Jacques-Olier	3 600 \$
42	Sainte-Louise-de-Marillac	6 000 \$
43	Saint-Fabien Marie-Reine-des-Cœurs Guillaume-Couture	20 100 \$
44	Notre-Dame-du-Foyer	6 000 \$
45	Philippe-Labarre	5 000 \$
46	Alphonse-Desjardins	4 400 \$

47	Louis-Dupire Saint-Donat Guybourg Notre-Dame-des-Victoires	14 256 \$ N° : 39 Annexe
48	Saint-Donat et toutes les écoles primaires de la CSDM	48 947 \$
49	Saint-Justin Le Caron Armand-Lavergne Saint-François-d'Assise Boucher-de-la-Bruère Sainte-Claire	39 000 \$
50	Saint-Nom-de-Jésus	10 000 \$
51	Notre-Dame-de-l'Assomption	12 000 \$
52	Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle	8 000 \$
53	Hochelaga	10 000 \$
54	Baril	12 000 \$
55	Marie-Rollet	4 900 \$
56	Saint-Jean-Vianney	1 500 \$
57	Sainte-Bernadette-Soubirous	14 000 \$
58	Sainte-Gemma-Galgani	4 500 \$
59	Saint-Jean-de-Brébeuf	5 200 \$
60	Saint-Jean-de-la-Lande	5 160 \$
61	Saint-Marc	9 000 \$
62	Saint-Grégoire-le-Grand	7 660 \$
63	Madeleine-de-Verchères	4 970 \$
64	Rose-des-Vents	3 000 \$
65	Saint-François-Solano	8 000 \$
66	Saint-Isaac-Jogues	8 380 \$
67	Sainte-Odile	15 540 \$
68	Saint-Benoît	4 100 \$
69	Louisbourg Alice-Parizeau François-de-Laval	46 895 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
70	Gilles-Vigneault Alice-Parizeau François-de-Laval Saint-Simon-Apôtre	11 500 \$
71	Saints-Martyrs-Canadiens La Visitation Louis-Colin Saint-Simon-Apôtre Saint-Paul-de-la-Croix Saint-Antoine-Marie-Claret Ahuntsic Christ-Roi	97 095 \$
72	Charles-Bruneau	3 283 \$
73	De l'Étincelle	10 000 \$
74	Dominique-Savio (primaire)	2 800 \$
Montant total demandé		744 204 \$
Montant maximal prévu		744 204 \$
Montant versé		744 204 \$

Programme Aide aux devoirs Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005	N° : 39 Annexe
---	-------------------

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (763)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Académie St-Clément	6 353 \$
2	Beau Séjour	4 672 \$
3	Bois-Franc	3 861 \$
4	Cardinal-Léger	9 073 \$
5	Chanoine-Joseph-Théorêt	5 184 \$
6	De la Mosaïque	7 928 \$
7	Des-Rapides-de-Lachine	5 397 \$
8	Dollard-des-Ormeaux	7 319 \$
9	Du Grand-Chêne	5 518 \$
10	Édouard-Laurin	3 835 \$
11	Émile-Nelligan	8 083 \$
12	Enfant-Soleil	7 641 \$
13	Harfang-des-Neiges	6 341 \$
14	Henri-Forest	5 719 \$
15	Île-des-Sœurs	8 906 \$
16	Jacques-Bizard	7 391 \$
17	Joseph-Henrico	5 624 \$
18	Jardin-des-Saints-Anges	4 803 \$
19	Jean-Grou	4 886 \$
20	Jonathan-Wilson	6 985 \$
21	Katimavik/Hébert	7 916 \$
22	Lalande	6 186 \$
23	Laurendeau-Dunton	8 202 \$
24	Lévis-Sauvé	6 508 \$
25	Marguerite-Bourgeoys	7 033 \$
26	Martin-Bélanger	5 387 \$
27	Morand-Nantel	4 493 \$
28	Murielle-Dumont	9 104 \$
29	Notre-Dame-de-la-Garde	7 284 \$
30	Notre-Dame-de-la-Paix	5 733 \$
31	Notre-Dame-de-Lourdes	5 280 \$
32	Notre-Dame-des-Rapides	3 600 \$
33	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	5 244 \$
34	Nouvelle-Querbes	5 125 \$
35	Perce-Neige	7 665 \$
36	Primaire Pointe-Claire	6 816 \$
37	Sainte-Catherine-Labouré	6 413 \$
38	Saint-Clément	11 291 \$
39	Sainte-Geneviève Ouest	8 321 \$
40	Sainte-Geneviève de Lasalle	6 437 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
41	Saint-Gérard	5 354 \$
42	Saint-Luc	6 565 \$
43	Saint-Rémi	6 771 \$
Montant total demandé		278 447 \$
Montant maximal prévu		389 341 \$
Montant versé		278 447 \$

PROGRAMME AIDE AUX DEVOIRS

N° : 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Annexe

Commission scolaire English-Montréal (887)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	East Hill	8 315 \$
2	Willingdon	8 315 \$
3	St. Brendan	8 315 \$
4	Leonard Da Vinci	8 149 \$
5	Gardenview	8 315 \$
6	F.A.C.E.	7 983 \$
7	Frederick Banting	8 015 \$
8	Pierre de Coubertin	8 315 \$
9	McLearn	2 620 \$
10	Our Lady of Pompei	8 315 \$
11	St. Dorothy	8 015 \$
12	Royal Vale Elementary	8 315 \$
13	Gerald McShane	8 315 \$
14	Holy Cross	8 315 \$
15	MacKay	8 315 \$
16	Phillip E. Layton	8 315 \$
17	St. Raphael	6 406 \$
18	Hampstead	4 164 \$
19	St. John Bosco	8 315 \$
20	Roslyn	8 315 \$
21	Dante	8 315 \$
22	Bancroft	8 315 \$
23	Edinburgh	8 315 \$
24	Elizabeth Ballantyne	8 315 \$
25	Michelangelo	8 315 \$
26	Dalkeith	8 248 \$
27	Edward Murphy	6 345 \$
28	Merton	8 315 \$
29	General Vanier	8 315 \$
30	Cedarcrest	8 015 \$
31	Nesbitt	8 315 \$
32	John Caboto	8 315 \$
Montant total demandé		250 890 \$

Montant maximal prévu 250 890 \$

Montant versé 250 890 \$

PROGRAMME AIDE AUX DEVOIRS

N° : 39

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005Annexe

Commission scolaire Lester-B.-Pearson (888)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Allancroft	5 595 \$
2	Allion	6 728 \$
3	Beacon Hill	5 911 \$
4	Beechwood	5 464 \$
5	Bishop-Whelan	6 346 \$
6	Cecil-Newman	4 476 \$
7	Cedar Park	5 622 \$
8	Charles-A.-Kirkland	4 423 \$
9	Children's World	7 545 \$
10	Christmas Park	5 530 \$
11	Courtland Park	6 017 \$
12	Dorset	5 898 \$
13	Edgewater	6 886 \$
14	Evergreen	7 676 \$
15	Forest Hill	7 308 \$
16	Greendale	6 109 \$
17	Herbert-Purcell	8 480 \$
18	LaSalle Elementary – Junior	4 410 \$
19	LaSalle Elementary – Senior	7 808 \$
20	Laurier-Macdonald	5 279 \$
21	Margaret-Manson	5 925 \$
22	Meadowbrook	6 056 \$
23	Mount Pleasant	5 793 \$
24	Northview	5 332 \$
25	Pierre-Elliott-Trudeau	7 545 \$
26	Riverview	6 228 \$
27	Seignior	4 858 \$
28	Soulanges	2 277 \$
29	Spring Garden	5 991 \$
30	St. Bernard	5 964 \$
31	St. Charles	6 965 \$
32	St. Edmund	6 083 \$
33	St. John Fisher	7 676 \$
34	St. Patrick	5 306 \$
35	St. Paul	5 991 \$
36	St. Veronica	4 568 \$
37	Sunnydale Park	6 610 \$
38	Terry-Fox	6 267 \$
39	Thorndale	7 400 \$
40	Verdun Elementary	6 175 \$
41	Westpark	9 731 \$
42	Wilder-Penfield	7 031 \$
43	Windermere	5 332 \$
Montant total demandé		264 615 \$
Montant maximal prévu		264 654 \$
Montant versé		264 615 \$

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Draveurs (771)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Carle	5 326 \$
2	de l'Envolée	8 496 \$
3	de Touraine	7 376 \$
4	du Nouveau-Monde	7 996 \$
5	des Belles-Rives	8 413 \$
6	des Cépages	8 628 \$
7	de l'Odyssée	8 794 \$
8	du Bois-Joli	7 924 \$
9	du Vallon	2 455 \$
10	l'Équipage	7 686 \$
11	l'Oiseau Bleu	7 412 \$
12	la Montée	5 254 \$
13	la Sablonnière	7 972 \$
14	la Source	8 353 \$
15	la Traversée	7 364 \$
16	le Coteau / le Triolet	4 646 \$
17	Le Petit Prince	8 639 \$
18	le Progrès	6 685 \$
19	Massé	8 473 \$
20	polyvalente Nicolas-Gatineau	4 358 \$
21	Raymond	1 751 \$
22	Sainte-Elisabeth	6 077 \$
23	de la Colline	4 372 \$
24	des Trois-Saisons	7 281 \$

Montant total demandé 161 729 \$

Montant maximal prévu 175 628 \$

Montant versé 161 729 \$

Programme *Aide aux devoirs*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (772)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Côte-du-Nord	7 578 \$
2	Des Deux Ruisseaux	4 992 \$
3	Des Rapides-Deschênes	11 434 \$
4	Du Dôme	5 994 \$
5	Du Plateau	8 091 \$
6	Du Village	7 625 \$
7	Euclide-Lanthier	6 576 \$
8	Grand-Boisé	6 355 \$
9	Jean-de-Brébeuf	6 425 \$
10	Mont-Bleu	6 635 \$
11	Notre-Dame	6 914 \$
12	Notre-Dame-de-la-Joie	4 316 \$
13	Parc-de-la-Montagne	7 671 \$
14	Sainte-Marie	3 128 \$
15	Saint-Paul	7 706 \$
16	St-Jean-Bosco	6 017 \$
17	St-Rédempteur	7 019 \$
18	Trois-Portages	6 157 \$
19	Vieux-Verger	6 145 \$
Montant total demandé		126 778 \$
Montant maximal prévu		126 778 \$
Montant versé		126 778 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (773)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adrien-Guillaume	3 088 \$
2	St-Cœur-de-Marie	3 525 \$
3	Providance/J-M-Robert	5 536 \$
4	Centrale	2 688 \$
5	St-Michel de Montebello	3 650 \$
6	St-Pie X	3 612 \$
7	Sacré-Cœur de Plaisance	2 963 \$
8	Maria Goretti	5 099 \$
9	St-Jean-de-Brébeuf	5 011 \$
10	Aux Quatre-Vents	6 110 \$
11	Du Sacré-Cœur	6 647 \$
12	Du Ruisseau	5 236 \$
13	Mgr Charbonneau	4 360 \$
14	St-Laurent	6 710 \$
15	Du Boisé	5 286 \$
16	De la Montagne	3 837 \$
17	St-Michel de Buckingham	5 773 \$
Montant total demandé		79 131 \$
Montant maximal prévu		79 131 \$
Montant versé		79 131 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Haut-Bois-de-l'Outaouais (774)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Le Rucher (1 établissement = 9 écoles)	12 810 \$
	-Ste-Croix	
	- Woodland	
	- Laval	
	- Christ-Roi	
	- Pie XII	
	- St-Boniface	
	- Dominique Savio	
	- Sacré-Cœur	
	- Collège Sacré-Cœur	
2	Cœur-de-la-Gatineau (1 établissement = 5 écoles)	7 256 \$
	- Sacré-Cœur	
	- St-Nom-de-Marie	
	- Ste-Thérèse	
	- Reine-Perreault	
	- Notre-Dame-de-Grâce	
3	Primaire Pontiac (1 établissement = 6 écoles)	9 676 \$
	- Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	
	- Poupore	
	- St-Pierre	
	- Envolée	
	- Ste-Marie	
	- Ste-Anne	
Montant total demandé		29 742 \$
Montant maximal prévu		29 742 \$
Montant versé		29 742 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Western Québec (886)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Queen Elizabeth School	3 000 \$
2	Wakefield School	4 650 \$
3	Poltimore Elementary School	7 795 \$
4	Pierre-Elliot Trudeau	12 000 \$
5	Namur Intermediate School	2 800 \$
6	DR. S.E.-McDowell School	3 648 \$
7	Greater Gatineau School	13 000 \$
8	Lord Aylmer School	13 367 \$
9	Maniwaki Woodland School	7 250 \$
10	Buckingham Elementary School	3 117 \$
11	G.Théberge School	4 500 \$
12	DR. Wilbert Keon School	9 000 \$
Montant total demandé		84 126 \$
Montant maximal prévu		84 216 \$
Montant versé		84 126 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (781)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 304 \$
2	Saint-Joseph	2 580 \$
3	Gilbert-Théberge	4 825 \$
4	Notre-Dame de Béarn et Assomption de Fabre	4 241 \$
5	Marie-Assomption	7 344 \$
6	Le Triolet	6 120 \$
7	Laverlochère et Saint-Eugène	3 925 \$
8	Saint-Viateur	2 608 \$
Montant total demandé		32 947 \$
Montant maximal prévu		32 968 \$
Montant versé		32 947 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de Rouyn-Noranda (782)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	des Kekeko	3 342 \$
2	Notre-Dame-de-Grâce	6 732 \$
3	Notre-Dame-de-Protection	5 931 \$
4	Granada	5 813 \$
5	Sacré-Cœur	6 460 \$
6	Cloutier – Montbeillard – Rollet	3 365 \$
7	Notre-Dame et Saint-Bernard	6 696 \$
8	Le Prélude	4 495 \$
9	Saint-Joseph	2 883 \$
10	Immaculée-Conception	4 060 \$
11	Saint-Jean l'Évangéliste	3 683 \$
12	D'Alembert	3 589 \$
13	Cléricy – Mont-Brun - Destor	3 436 \$
Montant total demandé		60 485 \$
Montant maximal prévu		66 114 \$
Montant versé		60 485 \$

<p align="center">Programme Aide aux devoirs</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire Harricana (783)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-Fatima / Landrienne	3 083 \$
2	La Corne et Saint-Marc	3 154 \$
3	de Berry	2 741 \$
4	Saint-Félix et Saint-Dominique	3 394 \$
5	Saint-Mathieu et La Motte	2 954 \$
6	Saint-Joseph	3 693 \$
7	Sainte-Thérèse	6 283 \$
8	Saint-Viateur	5 308 \$
9	Sacré-Coeur	3 524 \$
10	Christ-Roi / Youville	5 409 \$
11	Sainte-Thérèse de Launay et Morency de Villemontel	3 057 \$
12	Sainte-Geotrude et Saint-Paul	3 345 \$
13	Barraute	3 883 \$
14	La Morandière	2 584 \$
Montant total demandé		52 411 \$
Montant maximal prévu		53 424 \$
Montant versé		52 411 \$

Programme *Aide aux devoirs*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (784)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	intégrée Renaud-Saint-Martin	21 065 \$
2	institutionnelle Chanoine-Delisle	24 606 \$
3	Notre-Dame-du-Rosaire	16 280 \$
Montant total demandé		61 951 \$

Montant maximal prévu 61 951 \$

Montant versé 61 951 \$

<p align="center">Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Lac-Abitibi (785)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Dagenais	4 181 \$
2	des Quatre-Cantons	4 157 \$
3	l'Envol	8 365 \$
4	Abana	2 906 \$
5	du Maillon	4 420 \$
6	Bellefeuille	5 141 \$
Montant total demandé		29 170 \$
Montant maximal prévu		33 440 \$
Montant versé		29 170 \$

<p>Programme <i>Aide aux devoirs</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de la Baie-James (801)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bon Pasteur	4 387 \$
2	Boréale	4 634 \$
3	Notre-Dame-du-Rosaire	4 745 \$
4	Vatican 11	4 717 \$
5	Galinée	2 000 \$
6	Jacques-Rousseau	2 560 \$
7	Saint-Dominique-Savio	3 979 \$
Montant total demandé		27 022 \$
Montant maximal prévu		31 409 \$
Montant versé		27 022 \$

Programme Aide aux devoirs
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de l'Estuaire (791)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bois-du-Nord	4 000 \$
2	Boisvert	5 000 \$
3	Dominique Savio	2 500 \$
4	La Marée	4 000 \$
5	Les Dunes	4 000 \$
6	Leventoux	4 500 \$
7	Marie-Immaculée	3 700 \$
8	Mgr-Bélanger	4 000 \$
9	Mgr-Bouchard	2 500 \$
10	Mgr-Labrie	1 500 \$
11	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	3 000 \$
12	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	3 000 \$
13	Père-Duclos	2 000 \$
14	Richard	3 000 \$
15	St-Cœur-de-Marie (Baie-Comeau)	5 000 \$
16	St-Cœur-de-Marie-(Colombier)	2 700 \$
17	St-Joseph (Baie-Trinité)	3 000 \$
18	St-Joseph (Tadoussac)	3 000 \$
19	St-Luc	4 000 \$
20	Ste-Marie	3 000 \$
21	Trudel	4 000 \$
22	Projet commun Commission scolaire de l'Estuaire	10 000 \$
Montant total demandé		81 400 \$
Montant maximal prévu		81 653 \$
Montant versé		81 400 \$

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Fer (792)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Mère d'Youville, St-Alexandre, Notre-Dame, Domi.Savio	13 290 \$
2	Jacques Cartier	5 207 \$
3	Marie-Immaculée	6 243 \$
4	Maisonneuve	5 063 \$
5	Bois Joli	4 673 \$
6	Des Découvertes	4 216 \$
7	Gamache	6 299 \$
8	Camille Marcoux	4 450 \$
9	Mgr Blanche	2 924 \$
Montant total demandé		52 365 \$
Montant maximal prévu		52 365 \$
Montant versé		52 365 \$

Programme *Aide aux devoirs*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (793)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Les Riverains (St-François d'Assise)	2 100 \$
2	Les Riverains (Notre Dame de la Confiance)	1 100 \$
3	Leventoux	2 700 \$
4	Lestrat	4 188 \$
5	Roger Martineau	1 500 \$
6	Roger Martineau	2 694 \$
Montant total demandé		14 282 \$
Montant maximal prévu		14 282 \$
Montant versé		14 282 \$

Programme *Aide aux devoirs*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Littoral (689)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Netagamiou	2 000 \$
2	Marie Sarah	2 107 \$
3	Gabriel Dionne	1 864 \$
4	St-Joseph	1 000 \$
5	St-Lawrence	1 180 \$
6	Mecatina	2 000 \$
7	Mountain Ridge	1 200 \$
8	Mgr-Scheffer	3 700 \$
9	Harrington Harbour	1 500 \$
10	Kégaska	1 500 \$
11	St-Augustin	3 840 \$
12	St-Theresa	2 500 \$
Montant total demandé		24 391 \$
Montant maximal prévu		30 258 \$
Montant versé		24 391 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie du plan d'action détaillée de l'implantation de l'aide aux devoirs.

RÉPONSE

La version du plan d'action est placée en annexe.

Programme « Aide aux devoirs »



DESCRIPTION

L'article 4 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire prévoit que des services d'aide doivent être offerts à l'élève en vue de l'accompagner dans son cheminement scolaire et dans son orientation scolaire et professionnelle, ainsi que dans la recherche de solutions aux difficultés qu'il rencontre.

L'aide aux devoirs peut s'inscrire à l'intérieur d'un tel programme de services complémentaires.

Les commissions scolaires déploient déjà beaucoup d'efforts pour assurer ces services. Afin de les soutenir davantage, le gouvernement annonçait, dans le budget 2004-2005, un nouveau programme d'aide aux devoirs, assorti d'un montant de 10 millions de dollars. Ce programme veut soutenir l'aide aux devoirs requise par les élèves du primaire pour maintenir leur intérêt à l'école. Il vise également à mobiliser la communauté et à stimuler les initiatives locales dans la recherche de formules appropriées à chaque milieu pour :

- augmenter la motivation des élèves dans la réalisation de leurs travaux scolaires;
- améliorer la qualité des rapports des parents avec l'école;
- intéresser davantage la communauté à la réussite des jeunes.

Décroche
tes **rêves**

Éducation
Québec 

CRITÈRES DU PROGRAMME

Pour être admissibles à une aide financière, les établissements scolaires auront à préparer des projets qu'ils devront soumettre à leur commission scolaire. Celle-ci devra s'assurer que les projets sont conformes aux critères ministériels suivants :

- ils visent la mise en œuvre de nouveaux services, sont complémentaires aux actions déjà en place ou visent à les bonifier;
- ils sont intégrés au plan de réussite qui découle du projet éducatif de l'établissement¹;
- ils accordent une attention prioritaire aux enfants aux prises avec des difficultés d'apprentissage;
- ils font appel à une contribution de la communauté, par exemple à la collaboration d'organismes communautaires, de personnes à la retraite ou d'élèves du secondaire, d'étudiantes et d'étudiants de l'enseignement collégial ou de l'enseignement universitaire dont l'engagement pourrait être reconnu par leur établissement.

Afin de s'assurer que ces projets reflètent bien les besoins du milieu, la commission scolaire pourrait ajouter tout critère qu'elle fera connaître à ses établissements.

CHEMINEMENT DES DEMANDES

1. La commission scolaire demande à ses écoles d'élaborer un projet *Aide aux devoirs* qui respecte les orientations et les critères ministériels, ainsi que les critères additionnels qu'elle a elle-même déterminés et assure le soutien nécessaire.
2. L'école élabore son projet et, après l'avoir fait approuver par son conseil d'établissement, le soumet à sa commission scolaire.
3. La commission scolaire met en place un comité de sélection qui doit être composé, pour au moins 50 % de ses membres, de personnes ne faisant pas partie du personnel de la commission scolaire ou de son conseil des commissaires (membres de la communauté, parents, etc.)², et reconnues pour leur expertise.
4. Le comité analyse les projets qui lui sont soumis en fonction des critères ministériels et de ceux que se sont donnés les commissions scolaires en respectant le budget maximal fixé par le Ministère.
5. Sur recommandation du comité, les commissions scolaires transmettent au ministre la liste des projets retenus. Pour chacun de ces projets, elles fournissent les informations suivantes :
 - le nom de l'école;
 - une description sommaire du projet (nature, lieux, horaire, etc.);
 - le nombre d'élèves concernés;
 - le montant de la demande en précisant la nature des dépenses qui seront encourues;
 - les personnes ou les organismes associés au projet.
6. Sur réception de cette liste, le ministre verse aux commissions scolaires une enveloppe budgétaire en fonction des projets retenus.
7. Les établissements rendent compte de la réalisation de leur projet dans le cadre de la reddition de comptes annuelle de leur plan de réussite prévue à la Loi sur l'instruction publique.

ASPECTS FINANCIERS

L'enveloppe budgétaire maximale disponible pour chaque commission scolaire est déterminée *a priori* selon les paramètres suivants et annoncée à cette dernière. Cette enveloppe sera la somme du produit de 2 000 \$ par le nombre d'établissements du primaire et du produit du nombre d'élèves du primaire au 30 septembre 2003 dans les établissements retenus par un montant de 11,92 \$. Le montant sera versé à chaque commission scolaire lorsqu'elle aura établi la liste des projets retenus, jusqu'à concurrence du montant maximal prédéterminé.

Le financement autorisé ne peut être utilisé pour verser un salaire au personnel régulier engagé dans la réalisation du projet, mais pourrait permettre d'offrir un dédommagement aux élèves, aux étudiants ou aux personnes de la communauté qui participeraient au projet.

DÉBUT DES PROJETS DANS LES ÉCOLES

Les services doivent être rendus accessibles aux élèves pendant l'année scolaire 2004-2005.

DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES PROJETS

Les projets retenus par le comité de sélection de la commission scolaire doivent parvenir à la direction régionale du ministère de l'Éducation au plus tard le 15 novembre 2004.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Le formulaire d'inscription est disponible sur le site Internet du ministère de l'Éducation à l'adresse suivante :

www.meq.gouv.qc.ca

Pour plus d'information, vous êtes invités à communiquer avec votre direction régionale.

¹ Les projets déposés peuvent concerner plus d'un établissement primaire. En fait, il peut y avoir autant de projets admissibles qu'il y a de plans de réussite.

² Ce comité peut être le même que celui qui sélectionnera les projets déposés dans le cadre du programme *Écoles en forme et en santé*.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour 2004-2005, détail des mesures visant à augmenter l'information reçue par les parents et le public en général et détails des moyens de diffusion prévus.
 Ventilation des sommes prévues en 2005-2006.

RÉPONSE

Voici les principaux moyens utilisés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour rejoindre la population, regroupés dans les catégories Campagnes, Site Internet, Publicité, Communiqués de presse et Publications.

Campagnes

Le Ministère a mené ses activités de communication autour de quelques grands sujets en 2004-2005. Voici la liste de ses grandes campagnes de communication.

- *Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial*
- *Campagne de valorisation de la formation professionnelle et technique*
- *Activités de promotion dans le cadre du Plan d'action de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*
- *Concours Chapeau, les filles!*
- *Programme de promotion des saines habitudes de vie*
- *Promotion du Programme d'assistants de langue en Europe et du Programme de moniteurs de langue au Canada*
- *Concours québécois en entrepreneurship*

Cette année, la majorité des campagnes se poursuivent en y ajoutant celles sur les *Saines habitudes de vie*.

Site Internet

Le site Internet du Ministère (<http://www.mels.gouv.qc.ca/>) constitue un véhicule privilégié pour transmettre de l'information au grand public, ainsi qu'au personnel du réseau de l'éducation. Il accompagne notamment toutes les campagnes du Ministère. On y dépose également la majorité des publications ministérielles, de même que des documents d'intérêt public comme les communiqués de presse, les lois et règlements et les politiques et plans d'action. Il a même servi à la consultation de la population sur l'avenir de l'enseignement collégial. Des travaux importants en 2005-2006, mèneront progressivement le site actuel à servir de portail de l'éducation.

Publicité

La Direction des communications a fait des placements-médias en 2004-2005 à l'intention du public en général (des étudiants et étudiantes, des adultes qui désirent de la formation continue ou de la formation de base et des entreprises, en particulier). La liste déposée en réponse à la question 7 des demandes de renseignement généraux de l'étude des crédits 2005-2006 donne le détail.

Communiqués de presse

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a diffusé aux médias quelque 227 communiqués nationaux qui ont, au besoin, été adaptés régionalement. Ils se retrouvent sur le site Internet du Ministère, à l'adresse www.mels.gouv.qc.ca.

Publications

La liste de toutes nos publications a été déposée en réponse à la question 3 des demandes de renseignements généraux de l'étude des crédits 2005-2006.

Il s'agissait, en majorité, de programmes d'études, d'énoncés de politique, d'affiches, d'attestations ou de certificats d'études, de formulaires, d'enveloppes et de guides, de répertoires, des épreuves uniques et d'appoint, de même que des versions électroniques de nombreux documents pour dépôt

sur le site Internet du Ministère. Dans tous les cas requis, des documents ont été conçus à l'intention des parents et des étudiantes et étudiants. Nous avons alors profité du réseau de distribution du Ministère qui permet de rejoindre tous les établissements scolaires du Québec et, par les élèves, leurs parents.

Le recours accru à Internet et en particulier au site Web du Ministère comme moyen de diffusion de ses publications, devrait permettre au Ministère d'augmenter l'information reçue par les parents et le public en général.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Prévision d'embauche, pour tout le réseau, de personnel enseignant. Préciser :

- a) par niveau
- b) par région
- c) par commission scolaire
- d) par matière d'enseignement

RÉPONSE

Le Ministère travaille actuellement à produire un outil prévisionnel qui doit permettre aux commissions scolaires de faire leurs propres prévisions de besoins. Les prévisions officielles du Ministère portent sur les besoins d'embauche des commissions scolaires et des établissements privés au niveau national (voir la réponse de la question N° 82).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents concernant le programme *Écoles en forme et en santé*.

RÉPONSE

La liste des projets acceptés pour l'année 2004-2005 ainsi que le plan d'action sont placés en annexe.

Programme « Écoles en forme et en santé »

DESCRIPTION

L'article 4 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire prévoit que des services de promotion et de prévention doivent être offerts à l'élève en vue de lui donner un environnement favorable au développement de saines habitudes de vie et de compétences qui influencent de manière positive sa santé et son bien-être.

Les commissions scolaires déploient déjà beaucoup d'efforts pour assurer ces services. Afin de les soutenir davantage, le gouvernement annonçait, dans le budget 2004-2005, un nouveau programme, *Écoles en forme et en santé*, assorti d'un investissement de 5 millions de dollars.

Les établissements scolaires pourront mettre en œuvre des projets d'école visant à donner aux jeunes du **3^e cycle du primaire et du 1^{er} cycle du secondaire** de saines habitudes de vie, dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation.

En vertu de l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, de tels projets peuvent s'inscrire avantageusement au sein d'une démarche plus large visant à se doter d'une école en santé¹.

¹ Voir page suivante



Démarche
des rêves

Éducation
Québec





CRITÈRES DU PROGRAMME

Pour être admissibles à une aide financière, les établissements scolaires doivent accueillir des élèves du 3^e cycle du primaire ou du 1^{er} cycle du secondaire. Ils auront à préparer des projets qu'ils devront soumettre à leur commission scolaire.

Celle-ci devra s'assurer que les projets sont conformes aux critères ministériels suivants :

- ils visent la mise en œuvre de nouveaux services, sont complémentaires aux actions déjà en place ou visent à les bonifier;
- ils sont intégrés au plan de réussite qui découle du projet éducatif de l'établissement;
- ils font appel à une contribution de la communauté, par exemple à la collaboration d'organismes de sport et de loisirs.

Afin de s'assurer que ces projets reflètent bien les besoins du milieu, la commission scolaire pourrait ajouter tout critère qu'elle fera connaître à ses établissements.

CHEMINEMENT DES DEMANDES

1. La commission scolaire demande à ses écoles d'élaborer un projet *Écoles en forme et en santé* qui respecte les orientations et les critères ministériels, ainsi que les critères additionnels qu'elle a elle-même déterminés et assure le soutien nécessaire.
2. L'école élabore son projet et, après l'avoir fait approuver par son conseil d'établissement, le soumet à sa commission scolaire.
3. La commission scolaire met en place un comité de sélection qui doit être composé, pour au moins 50 % de ses membres, de personnes ne faisant pas partie du personnel de la commission scolaire ou de son conseil des commissaires (membres de la communauté, parents, etc.)¹ et reconnues pour leur expertise.
4. Le comité analyse les projets qui lui sont soumis en fonction des critères ministériels et de ceux que se sont donnés les commissions scolaires en respectant le budget maximal fixé par le Ministère.
5. Sur recommandation du comité, les commissions scolaires transmettent au ministre la liste des projets retenus. Pour chacun de ces projets, elles fournissent les informations suivantes :
 - le nom de l'école;
 - une description sommaire du projet (nature, lieux, horaire, etc.);
 - le nombre d'élèves concernés;
 - le montant de la demande en précisant la nature des dépenses qui seront encourues;
 - les personnes ou les organismes associés au projet.
6. Sur réception de cette liste, le ministre verse aux commissions scolaires une enveloppe budgétaire en fonction des projets retenus.
7. Les établissements rendent compte de la réalisation de leur projet dans le cadre de la reddition de comptes annuelle de leur plan de réussite prévue à la Loi sur l'instruction publique.

ASPECTS FINANCIERS

L'enveloppe budgétaire maximale disponible pour chaque commission scolaire est déterminée *a priori* selon les paramètres suivants et annoncée à cette dernière. Cette enveloppe sera la somme du produit de 1 000 \$ par le nombre d'établissements du 3^e cycle du primaire et du 1^{er} cycle du secondaire, et du produit du nombre d'élèves du 3^e cycle du primaire et du 1^{er} cycle du secondaire au 30 septembre 2003 dans les établissements retenus par un montant de 7,74 \$. Le montant sera versé à chaque commission scolaire lorsqu'elle aura établi la liste des projets retenus, jusqu'à concurrence du montant maximal prédéterminé.

DÉBUT DES PROJETS DANS LES ÉCOLES

Les services doivent être rendus accessibles aux élèves pendant l'année scolaire 2004-2005.

DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES PROJETS

Les projets retenus par le comité de sélection de la commission scolaire doivent parvenir à la direction régionale du ministère de l'Éducation au plus tard le 15 novembre 2004.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Le formulaire d'inscription est disponible sur le site Internet du ministère de l'Éducation à l'adresse suivante :

www.meq.gouv.qc.ca

Pour plus d'information, vous êtes invités à communiquer avec votre direction régionale.

1 Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, *Deux réseaux, un objectif : le développement des jeunes*, Québec, 2003. En vertu de cette entente entre les deux réseaux, il a été convenu, entre autres choses, d'accorder la priorité au déploiement d'une stratégie pour une école en santé, au chapitre des actions touchant le champ de la promotion de la santé et de la prévention.

2 Les projets déposés peuvent concerner plus d'un établissement primaire. En fait, il peut y avoir autant de projets admissibles qu'il y a de plans de réussite.

3 Ce comité peut être le même que celui qui sélectionnera les projets déposés dans le cadre du programme *Aide aux devoirs*.

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Monts-et-Marées (711)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Lac-Humqui	1 077 \$
2	Lac-au-Saumon	3 833 \$
3	St-Raphaël	1 039 \$
4	St-Tharcisius/St-Vianney	1 155 \$
5	Victor-Côté	2 433 \$
6	Caron	2 042 \$
7	St-Léon-le-Grand	2 255 \$
8	Sr-Rachel-Fournier	1 085 \$
9	St-Damase	1 132 \$
10	Polyvalente Forimont	2 782 \$
11	St-Victor	1 663 \$
12	St-Rosaire	2 081 \$
13	Ste-Marie	1 941 \$
14	Mgr-Ross	1 477 \$
15	Mgr-Belzile	4 111 \$
16	Val-Brillant	1 356 \$
17	Polyvalente de Sayabec	2 844 \$
18	Ste-Ursule	3 112 \$
19	Le Marinier	1 872 \$
20	Ste-Irène	1 046 \$
21	Ste-Félicité	1 825 \$
22	Marie-Guyart	6 530 \$
23	St-René-Goupil	1 810 \$
Montant total demandé		50 500 \$

Montant maximal prévu 50 499 \$

Montant versé 50 499 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Phares (712)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	L'Écho-des-Montagnes/Lavoie	1 983 \$
2	L'Estran	1 890 \$
3	Paul-Hubert	1 155 \$
4	Élisabeth-Turgeon	2 153 \$
5	Polyvalente le Mistral	4 011 \$
6	des Bois-et-Marées	1 519 \$
7	Sainte-Agnès	1 728 \$
8	Saint-Yves	1 294 \$
9	Langevin	4 615 \$
10	L'Aquarelle	1 875 \$
11	Saint-Jean	4 746 \$
12	La Colombe	1 302 \$
13	Des Sources	1 410 \$
14	Du Havre/St-Rosaire	2 277 \$
15	La Rose-des-Vents	1 921 \$
16	Des Merisiers	2 153 \$
17	Des Beaux-Séjours	1 828 \$
18	Du Rocher/D'Auteuil	1 704 \$
19	Sainte-Luce	1 573 \$
20	Bojjoli	1 774 \$
21	Lévesque	1 340 \$
22	Les Alizés	1 588 \$
23	Norjoli	1 728 \$
24	Les Cheminots	1 905 \$
25	De la Rivière	1 449 \$
26	Du Secteur Centre	1 712 \$
27	Des Hauts-Plateaux	2 176 \$
28	L'Envol	1 286 \$
Montant total demandé		56 094 \$
Montant maximal prévu		56 094 \$
Montant versé		56 094 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (713)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Litalien	2 060 \$
2	Gérard-Collin	1 573 \$
3	du Jall	1 433 \$
4	Chanoine-Côté	1 070 \$
5	Primaire de Dégelis	1 664 \$
6	des Jolis-Vents	1 402 \$
7	St-Jean-de-Dieu	1 898 \$
8	Beaucourt,-St-Eusèbe	1 317 \$
9	Secondaire Vallée-des-Lacs	1 588 \$
10	Polyvalente Dégelis	2 184 \$
11	D'Estcourt et Sully Rivière-Bleue St-Eleuthère	3 813 \$
12	Notre-Dame	1 341 \$
13	Georges-Gauvin	1 410 \$
14	Maria-Goretti	1 209 \$
15	Biencourt-Lac des Aigles	1 194 \$
16	Polyvalente de Cabano	3 540 \$
17	Secondaire L'Arc-en-Ciel	2 293 \$
18	du Transcontinental	2 169 \$
Montant total demandé		33 158 \$

Montant maximal prévu 33 157 \$

Montant versé 33 157 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Moisson-d'arts/Chanterelle	1 581 \$
2	Vents-et-Marées/Desbiens/St-Modeste	1 813 \$
3	Vieux-Moulins/Notre-Dame-du-Sourire/Riou	1 890 \$
4	Roy et Joly	1 944 \$
5	St-François-Xavier	1 944 \$
6	La Croisée I et II	2 184 \$
7	Notre-Dame du Portage/Pèlerins	1 224 \$
8	Lanouette	1 859 \$
9	Hudon-Ferland/Ste-Hélène/St-Louis	1 681 \$
10	Mgr Boucher/St-Louis	1 782 \$
11	St-Philippe/Notre-Dame/J.-C.-Chapais/St-Bruno	1 550 \$
12	St-Charles/Sacré-Cœur	2 254 \$
13	Marée-Montante/Orée-des-Bois/Étoile Filante	1 464 \$
14	Vents-et-Marées/Pruchière/Amitié	1 689 \$
15	Secondaire de Rivière-du-Loup	5 807 \$
16	Secondaire Chanoine-Beaudet	2 842 \$
17	Polyvalente La Pocatière	3 183 \$
Montant total demandé		36 691 \$
Montant maximal prévu		36 689 \$
Montant versé		36 689 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Îles (811)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Polyvalente Des Îles	3 957 \$
2	École Centrale	1 402 \$
3	N.-D. du Sacré-Cœur	1 836 \$
4	St-Pierre	1 480 \$
5	Stella Maris	1 519 \$
6	Aux Iris	1 163 \$
Montant total demandé		11 356 \$
Montant maximal prévu		11 356 \$
Montant versé		11 356 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Chics-Chocs (812)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	de l'Escabelle (Escabelle et St-Norbert)	2 108 \$
2	Gabriel-Le Courtois	3 934 \$
3	des Bois-et-Marées	1 287 \$
4	Notre-Dame des Neiges	1 071 \$
5	Saint-Maxime	1 543 \$
6	des Prospecteurs	1 201 \$
7	Saint-Antoine	1 151 \$
8	Esdras-Minville (P'tit Bonheur) et Notre-Dame	2 868 \$
9	Saint-Paul	1 241 \$
10	aux Quatre-Vents	1 543 \$
11	Antoine-Roy	2 046 \$
12	Saint-Joseph Alban	1 194 \$
13	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 303 \$
14	C.-E. Pouliot	3 153 \$
15	Saint-Rosaire	2 332 \$
16	Notre-Dame-de-Liesse	1 094 \$
Montant total demandé		29 068 \$
Montant maximal prévu		29 074 \$
Montant versé		29 068 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire René-Lévesque (813)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Couvent l'Assomption St-Michel	2 082 \$
2	Ste-Marie	1 147 \$
3	Bon-Pasteur (Ste-Thérèse-de-Gaspé)	1 138 \$
4	Bon-Pasteur (Grande-Rivière)	1 368 \$
5	du Littoral	2 229 \$
6	St-Paul	1 184 \$
7	Polyvalente Mgr Sévigny	2 555 \$
8	St-Joseph	1 492 \$
9	Sacré-Cœur	1 193 \$
10	St-Bernard	1 092 \$
11	Le Phare	1 120 \$
12	St-Pie X et La Source	1 506 \$
13	Polyvalente Paspébiac	2 086 \$
14	La Relève	1 069 \$
15	François-Thibault	1 336 \$
16	Aux-Quatre-Vents	2 574 \$
17	des Découvertes	1 143 \$
18	Cap Beau-Soleil	1 202 \$
19	Aux-Mille-Ressources	1 120 \$
20	le Bois-Vivant	3 077 \$
21	St-Donat	1 313 \$
22	Bourg	1 391 \$
23	Antoine-Bernard	2 804 \$
24	Primaire Nouvelle/St-Omer	2 364 \$
25	Père-Pacifique	1 202 \$
26	des Deux-Rivières	3 081 \$
27	du Plateau St-François	1 179 \$
Montant total demandé		45 047 \$
Montant maximal prévu		45 008 \$
Montant versé		45 008 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire Eastern Shores (882)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	École Belle-Anse Primaire	1 077 \$
2	New-Carlisle High	1 751 \$
3	École Métis-sur-Mer	1 116 \$
4	Shigawake Port-Daniel	1 240 \$
5	École Riverview	1 077 \$
6	École C.-E. Pouliot	1 441 \$
7	École de Fermont	1 023 \$
8	École Grosse Isle	1 240 \$
9	École Mgr Sévigny	1 070 \$
10	New-Richmond High	1 325 \$
11	École de L'Île d'Entrée	1 039 \$
12	École primaire Gaspé	1 209 \$
13	Escuminac intermédiaire	1 263 \$
14	École St-Joseph/St-Patrick	1 108 \$
15	École Flemming Primaire	1 379 \$
16	École Baie-Comeau High	1 279 \$
17	École sec. Queen Elizabeth	1 271 \$
Montant total demandé		20 909 \$
Montant maximal prévu		21 025 \$
Montant versé		20 909 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (721)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	CITÉ ÉTUDIANTE	4 266 \$
2	LAC-BOUCHETTE, SAINT-FRANÇOIS	1 341 \$
3	JOLIVENT, L'ARBRISSEAU	1 418 \$
4	NOTRE-DAME	2 107 \$
5	SAINTE-HEDWIDGE	1 186 \$
6	BENOÎT-DUHAMEL	2 200 \$
7	POLYVALENTE DES QUATRE-VENTS	4 398 \$
8	HÉBERT	1 766 \$
9	MGR BLUTEAU	1 929 \$
10	MARIA-GORETTI	1 263 \$
11	CARREFOUR ÉTUDIANT	1 395 \$
12	INSTITUTIONNELLE SAINT-PRIME	1 619 \$
13	SAINTE-LUCIE	1 472 \$
14	NOTRE-DAME-DE-LOURDES	1 279 \$
15	POLYVALENTE DE NORMANDIN	3 299 \$
16	JEAN XXIII, SAINT-LUCIEN	1 155 \$
17	SACRÉ-CŒUR, SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	2 517 \$
18	LA SOURCE, LES PRÉS VERTS	1 178 \$
19	SAINTE-THÉRÈSE (SECONDAIRE)	1 023 \$
20	BON PASTEUR, HÉLÈNE-LALIBERTÉ	1 728 \$
21	SAINT-MICHEL	2 215 \$
22	ÉCOLE SECONDAIRE DES CHUTES	5 288 \$
23	SAINTE-MARIE	1 619 \$
Montant total demandé		47 660 \$
Montant maximal prévu		49 130 \$
Montant versé		47 660 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (722)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	ALBERT-NAUD	1 533 \$
2	ARC-EN-CIEL	1 317 \$
3	ST-JULIEN	1 378 \$
4	ST-JOSEPH D'ALMA	2 637 \$
5	ST-PIERRE	2 567 \$
6	ST-SACREMENT	1 679 \$
7	NOTRE-DAME	1 510 \$
8	MARIA	1 803 \$
9	BON PASEUR	1 162 \$
10	ST-LÉON	1 386 \$
11	NOTRE-DAME-DE-LORETTE	1 525 \$
12	STE-HÉLÈNE (école inst. Maria et Ste-Hélène)	1 054 \$
13	NOTRE-DAME -DU-ROSAIRE - LAMARCHE	1 093 \$
14	GARNIER	1 409 \$
15	JEAN XXIII	1 201 \$
16	ST-ANTOINE	1 401 \$
17	ST-JOSEPH (H)	1 556 \$
18	ST-GÉRARD	1 154 \$
19	BON-CONSEIL	1 216 \$
20	MGR VICTOR	1 618 \$
21	ST-BRUNO	1 610 \$
22	CAMILLE LAVOIE	6 450 \$
23	JJEAN GAUTHIER	3 362 \$
24	CURÉ HÉBERT	3 316 \$
Montant total demandé		44 937 \$

Montant maximal prévu 45 492 \$

Montant versé 44 937 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Rives-du-Saguenay (723)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	ANDRÉ-GAGNON	1 658 \$
2	ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	1 828 \$
3	DE LA PULPERIE	2 416 \$
4	DES JOLIS-PRÉS	2 246 \$
5	DES QUATRE-VENTS	1 797 \$
6	DU VALLON	1 132 \$
7	GEORGES-VANIER	1 759 \$
8	L'HORIZON	2 045 \$
9	LA CARRIÈRE	1 441 \$
10	MARIE-MÉDIATRICE	1 116 \$
11	MÉDÉRIC-GRAVEL	2 014 \$
12	NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE	1 627 \$
13	SAINT-ANTOINE	1 851 \$
14	SAINTE-BERNADETTE	1 387 \$
15	SAINTE-CLAIRE	1 836 \$
16	SAINT-DAVID	1 433 \$
17	SAINT-DENIS	1 789 \$
18	SAINT-GABRIEL	1 132 \$
19	SAINT-JOSEPH	2 269 \$
20	SAINT-LOUIS	1 387 \$
21	SAINTE-ROSE	1 054 \$
22	SAINTE-THÉRÈSE	1 743 \$
23	LA SOURCE	2 029 \$
24	CHARLES-GRAVEL	7 153 \$
25	L'ODYSSÉE	6 673 \$
26	LA BAIE	5 265 \$
27	LE ROSEAU	1 689 \$
28	FÉLIX-ANTOINE-SAVARD	1 875 \$
29	FRÉCHETTE	1 759 \$
Montant total demandé		63 404 \$
Montant maximal prévu		72 237 \$
Montant versé		63 404 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire De La Jonquière (724)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION	1 867 \$
2	NOTRE-DAME-DU-SOUIRE	1 642 \$
3	SAINTE-BERNADETTE	1 836 \$
4	SAINTE-LUCIE	2 463 \$
5	BOIS-JOLI	1 449 \$
6	SACRÉ-CŒUR	1 882 \$
7	SAINT-AMBROISE (PRIMAIRE)	1 658 \$
8	SAINT-CHARLES	1 132 \$
9	SAINT-JEAN	1 255 \$
10	SAINTE-CÉCILE	1 851 \$
11	DU VERSANT	1 248 \$
12	IMMACULÉE-CONCEPTION	2 076 \$
13	MARGUERITE-BELLEY	1 820 \$
14	NOTRE-DAME-DU-ROSAIRE	1 875 \$
15	SAINT-JEAN-BAPTISTE	1 542 \$
16	SAINT-LUC	1 851 \$
17	SAINTE-MARIE	1 426 \$
18	TREFFLÉ-GAUTHIER	1 596 \$
19	POLYVALENTE ARVIDA	5 164 \$
20	POLYVALENTE JONQUIÈRE	4 607 \$
21	SECONDAIRE KÉNOGAMI	5 102 \$
22	BON-PASTEUR	2 355 \$
Montant total demandé		47 697 \$
Montant maximal prévu		49 049 \$
Montant versé		47 697 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Charlevoix (731)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Centre éducatif Saint-Aubin (001)	2 959 \$
2	Secondaire du Plateau (002)	3 928 \$
3	Félix-Antoine-Savard (003)	3 856 \$
4	Laure-Gaudreault, Fernand-Saindon et Beau-Soleil (004)	1 800 \$
5	De la Rose-des-Vents (005)	2 018 \$
6	Sir Rodolphe-Forget (006)	1 109 \$
7	Saint-François (006)	91 \$
8	Dominique-Savio (006)	252 \$
9	Marie-Victorin, Notre-Dame-du-Bon-Conseil et Saint-Firmin (007)	1 421 \$
Montant total demandé		17 435 \$
Montant maximal prévu		16 711 \$
Montant versé		16 711 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Capitale (732)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	À l'Orée-des-Bois (052)	2 370 \$
2	Alexander-Wolff (097)	2 250 \$
3	Amédée-Boutin/Jules-Émond (024)	3 705 \$
4	Anne-Hébert (002)	2 490 \$
5	Chanoine-Côté (003)	1 879 \$
6	de Château-d'Eau (004)	1 843 \$
7	de l'Accueil (008)	3 848 \$
8	de l'Apprenti-Sage (009)	2 447 \$
9	de l'Arc-en-Ciel/de l'Aventure (010)	3 359 \$
10	de l'Escabelle (027)	3 569 \$
11	de la Chanterelle (005)	2 253 \$
12	de la Chaumière (006)	2 315 \$
13	de la Source(007) /du Joli-Bois (017)	2 802 \$
14	des Écrivains/Sainte-Monique (050)	3 275 \$
15	Dominique-Savio (012)	1 594 \$
16	du Beau-Séjour(014)/Notre-Dame-de-Fatima (029)	1 397 \$
17	du Buisson (015)	1 565 \$
18	du Domaine/Jean XXIII (023)	3 034 \$
19	du Val-Joli (018)	2 354 \$
20	des Prés-Verts/Saint-Bernard (025)	2 315 \$
21	Marguerite-Bourgeois (026)	1 665 \$
22	Notre-Dame (Duberger) (028)	1 810 \$
23	Notre-Dame-des-Neiges (030)	2 199 \$
24	Notre-Dame-du-Canada (031)	1 890 \$
25	Saint-Claude (038)	1 828 \$
26	Sainte-Odile (051)	1 673 \$
27	Saint-François-d'Assise (040)	1 774 \$
28	Saint-Jean-Baptiste (041)	1 634 \$
29	Saint-Malo (043)	1 619 \$
30	Saint-Paul-Apôtre (045)	1 487 \$
31	Saint-Pie X (047)	2 444 \$
32	Saint-Roch (048)	2 238 \$
33	Stadacona (034)	1 238 \$
34	Cardinal-Roy (157)	2 829 \$
35	Jean-de-Brébeuf (159)	1 846 \$
36	Jean-François-Perrault (160)	2 736 \$
37	La Camaradière (161)	5 093 \$
38	L'Odyssée (168)	4 911 \$
39	École secondaire de Neufchatel (164)	5 987 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
40	Notre-Dame-de-Roc-Amadour (162)	4 346 \$
41	Roger-Comtois (165)	7 022 \$
42	Saint-Denys-Garneau/Jacques-Cartier (166)	3 858 \$
43	École secondaire Vanier	2 635 \$

Montant total demandé 115 426 \$

Montant maximal prévu 115 426 \$

Montant versé 115 426 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Découvreurs (733)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Unité pédagogique L'Escale (023)	562 \$
2	Saint-Michel (028)	2 200 \$
3	Saint-Louis de France – Saint-Yves (019)	2 365 \$
4	Polyvalente de l'Ancienne-Lorette (030)	10 000 \$
5	Marguerite-d'Youville (021)	1 266 \$
6	L'Étincelle – Trois-Saisons (003)	7 800 \$
7	Les Primevères – Jouvence (022)	1 679 \$
8	Les Compagnons-de-Cartier (032)	12 000 \$
9	Le Ruisselet (012)	2 060 \$
10	L'Arbrisseau (024)	750 \$
11	Filteau – Saint-Mathieu (011)	2 500 \$
12	Fernand-Seguin (010)	1 874 \$
13	École Madeleine-Bergeron (023)	1 025 \$
14	Du Versant, école Sainte-Geneviève (016)	933 \$
15	Du Versant, école Notre-Dame-de-Foy (016)	1 025 \$
16	Des Pionniers (002)	4 545 \$
17	Des Hauts-Clochers (005)	3 001 \$
18	Des Grandes-Marées (021)	2 000 \$
19	Des Grandes-Marées (021)	4 500 \$
20	De Rochebelle (031)	7 000 \$
21	Cœur-Vaillant – Cœur-Vaillant-Campanile (007)	1 619 \$
22	Cœur-Vaillant – Cœur-Vaillant-Campanile (007)	2 238 \$
Montant total demandé		72 942 \$
Montant maximal prévu		53 430 \$
Montant versé		53 430 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*

Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Premières-Seigneuries (734)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Académie Sainte-Marie (050)	7 656 \$
2	De la Courvilloise (060)	6 370 \$
3	Le Sommet (065)	5 768 \$
4	Polyvalente de Charlesbourg (057) PROJET 1	6 200 \$
5	Polyvalente de Charlesbourg (057) PROJET 2	3 650 \$
6	Saint-Pierre et des Sentiers (066)	5 745 \$
7	Samuel-De Champlain (051)	15 000 \$
8	Du Mont-Sainte-Anne (061)	5 079 \$
9	De l'Arc-en-Ciel (045)	1 597 \$
10	Beausoleil (026)	2 160 \$
11	Du Bourg-Royal (017)	1 850 \$
12	Du Cap-Soleil et des Loutres (040)	4 169 \$
13	Chabot et du Châtelet (041)	2 633 \$
14	Des Cîmes (011)	1 402 \$
15	De l'Escalade (042)	2 000 \$
16	Escale et du Plateau (019)	1 310 \$
17	De la Farandole (012)	4 290 \$
18	Des Feux-Follets (028)	3 053 \$
19	De la Fourmilière (021)	2 580 \$
20	Du Harfang-des-Neiges (044)	2 752 \$
21	Maria-Goretti	1 860 \$
22	Marie-Renouard	2 021 \$
23	Mgr-Robert (003)	1 978 \$
24	Montagnac (048)	6 808 \$
25	Du Parc (027)	2 000 \$
26	Du Parc-Orléans (018)	2 400 \$
27	De la Passerelle (047)	2 577 \$
28	Du Petit-Prince (031)	1 751 \$
29	Aux Quatre-Vents (025)	2 003 \$
30	De la Ribambelle (009)	1 759 \$
31	Saint-Édouard (004)	4 060 \$
32	De Saint-Laurent (029)	3 032 \$
33	De Saint-Michel (005)	1 903 \$
34	Sainte-Chrétienne (006)	2 932 \$
35	De Sainte-Famille (024)	1 225 \$
36	Du Sous-Bois (010)	1 700 \$
37	Du Trivent (007)	1 635 \$
38	De l'Envol (056)	1 240 \$
Montant total demandé		128 149 \$
Montant maximal prévu		122 948 \$
Montant versé		122 948 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Portneuf (735)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bon Pasteur (104)	13 350 \$
2	Courval (101)	1 627 \$
3	La Morelle (205)	1 200 \$
4	Le Bateau Blanc (202)	1 350 \$
5	Le Goéland (204)	1 163 \$
6	Le Phare (201)	3 225 \$
7	Perce-Neige (213)	2 072 \$
8	Saint-Cœur-de-Marie (215)	1 139 \$
9	Sainte-Marie (214)	1 588 \$
10	Sentiers / Riveraine (108)	1 611 \$
11	Le Relais (011)	1 735 \$
12	Louis-Jobin (013)	4 025 \$
13	Saint-Charles (012)	2 990 \$
14	Saint-Marc PROJET 1 (014)	3 000 \$
15	Saint-Marc PROJET 2 (014)	500 \$
Montant total demandé		40 576 \$

Montant maximal prévu **38 683 \$**

Montant versé 38 683 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Côte-du-Sud (821)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Provencher (110)	1 584 \$
2	Fleuribel (112)	1 020 \$
3	Morissette (113)	1 469 \$
4	Aux Quatre-Vents (114)	1 020 \$
5	Des Méandres (115)	1 174 \$
6	De la Marelle (120)	1 383 \$
7	Du Phare (121)	1 344 \$
8	De la Ruche-De Lanaudière (122)	1 267 \$
9	Plein-Soleil (123)	1 027 \$
10	De la Source (124)	1 143 \$
11	De la Nouvelle-Cadie (125)	1 252 \$
12	De l'Étincelle (126)	1 553 \$
13	Belle-Vue (130)	1 120 \$
14	Saint-Louis (131)	1 020 \$
15	Du Bon-Vent (132)	989 \$
16	Du Tremplin (135)	950 \$
17	De l'Éveil (136)	935 \$
18	Des Rayons-de-Soleil (138)	1 260 \$
19	Notre-Dame-de-L'Assomption (140) – De la Francolière(140) – Saint-Pierre (142)– Saint-Thomas (143)– Beaubien (144) – Saint-Nicolas (145) – Saint-Pie-X 146) – Mgr Sirois (148)	10 262 \$
20	Saint-François-Xavier (150)	1 452 \$
21	Aubert-De Gaspé (153)	1 291 \$
22	De Saint-Cyrille (153)	942 \$
23	Jeanne-De Chantal (156)	1 027 \$
24	De la Colline (160)	1 243 \$
25	Chanoine-Ferland – Saint-Just – Sainte-Lucie (162)	3 051 \$
26	De Sainte-Apolline (160)	1 166 \$
27	De Saint-Marcel – Sainte-Félicité – Saint-Adalbert (170)	3 012 \$
28	Saint-Joseph (174)	1 329 \$
29	Sainte-Perpétue (175)	1 592 \$
30	Secondaire de Saint-Charles (227)	3 606 \$
31	Secondaire de Saint-Damien (237)	4 294 \$
32	Secondaire Louis-Jacques-Casault (247)	4 219 \$
33	Secondaire de Saint-Paul (261)	3 226 \$
34	Secondaire de la Rencontre (277)	4 403 \$

Montant total demandé 67 625 \$

Montant maximal prévu 68 786 \$

Montant versé 67 625 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de L'Amiante (822)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	St-Louis (017)	1 995 \$
2	Notre-Dame (015)	1 238 \$
3	Dominique Savio (011)	1 087 \$
4	Ste-Bernadette (014)	1 278 \$
5	St-Nom-de-Jésus (010)	1 127 \$
6	Ste-Luce (012)	1 788 \$
7	Plein Soleil (024)	1 358 \$
8	St-Noël (022)	1 756 \$
9	St-Gabriel (025)	1 135 \$
10	Étincelle (021)	1 612 \$
11	Tournesol (020)	1 740 \$
12	Paul VI (036)	1 493 \$
13	St-Nom-de-Marie (037)	1 151 \$
14	Aux Quatre-Vents (038)	1 230 \$
15	La Source (032)	1 302 \$
16	Pierre-Douce (034)	1 063 \$
17	Passerelle (035)	1 151 \$
18	Perce-Neige (030)	1 159 \$
19	AIBL et Polyvalente de Black Lake (042)	2 714 \$
20	Polyvalente de Thetford (045)	8 156 \$
21	Polyvalente de Disraeli (040)	2 101 \$
Montant total demandé		37 634 \$
Montant maximal prévu		35 758 \$
Montant versé		35 758 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (823)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Grande-Coudée (081)	1 717 \$
2	Sainte-Thérèse (084)	1 282 \$
3	Bois-Francis (089)	1 138 \$
4	Bellarmin (089)	1 181 \$
5	Nazareth (Sud-de-la-Beauce St-Ludger) (089)	1 188 \$
6	Saint-Gédéon (089)	1 579 \$
7	Sainte-Martine (093)	1 152 \$
8	Roy et Saint-Louis (Haute-Beauce, La Guadeloupe) (093)	1 485 \$
9	Polyvalente Bélanger (095)	3 411 \$
10	Beausoleil (Haute-Beauce) (093)	1 644 \$
11	Mgr-Feuilteault (024)	3 346 \$
12	Arc-en-Ciel, Saint-Narcisse (027)	1 253 \$
13	Notre-Dame de Saint-Elzéar (028)	1 500 \$
14	La Découverte (048)	1 239 \$
15	Barabé-Drouin (052)	1 710 \$
16	L'Étincelle, Sainte-Marguerite (056)	1 188 \$
17	L'Accueil (057)	1 297 \$
18	L'Aquarelle, Saint-Bernard (060)	1 398 \$
19	L'Astrale, Saint-Sylvestre (066)	1 203 \$
20	La Source (069)	1 275 \$
21	Polyvalente Benoît-Vachon (074)	6 474 \$
22	Petit-Chercheur (040)	1 145 \$
23	La Tourterelle (041)	1 145 \$
24	Saint-Zacharie (043)	1 434 \$
25	Jouvence (044)	1 174 \$
26	Polyvalente des Abénaquis (045)	3 020 \$
27	Notre-Dame de Lac-Etchemin (030)	2 992 \$
28	Arc-en-Ciel, Saint-Camille (031)	1 210 \$
29	Rayons-de-Soleil, Saint-Magloire (032)	1 159 \$
30	Petite-Abeille (034)	1 101 \$
31	Sainte-Justine (035)	1 391 \$
32	Polyvalente des Appalaches (046)	1 949 \$
33	De Léry-Mgr De Laval (005)	2 282 \$
34	Le Tremplin (007)	1 666 \$
35	Polyvalente Saint-François (018)	3 201 \$
36	Mgr-Fortier (063)	2 658 \$
37	L'Aquarelle (065)	2 144 \$
38	Lacroix (070)	2 419 \$
39	Les Sitelles (072)	1 927 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
40	Notre-Dame-de-la-Trinité (077)	7 213 \$
41	Éco-Pin (078)	1 174 \$
42	Kennebec (080)	1 760 \$
43	Harmonie (096)	1 203 \$
44	Curé-Beaudet (097)	1 644 \$
45	Notre-Dame-du-Rosaire (098)	1 413 \$
46	Saints-Anges (004)	1 217 \$
47	Sainte-Famille (009)	1 304 \$
48	D'Youville-Lambert (012)	1 912 \$
49	L'Arc-en-Ciel, Saint-Odilon (013)	1 319 \$
50	L'Envolée, Frampton (014)	1 210 \$

51	Le Cerf-Volant (016)	1 167 \$
52	École secondaire Veilleux (017)	4 171 \$
53	L'Enfant-Jésus (019)	1 340 \$
Montant total demandé		99 726 \$
Montant maximal prévu		99 726 \$
Montant versé		99 726 \$

Programme Écoles en forme et en santé **Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005**

CS des Navigateurs (824)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Les écoles du Réseau de l'horizon (050) (052) (054) (055) (057) (080) (230)	15 500 \$
2	De l'Alizée ((054)	18 000 \$
3	Beaurivage (260)	5 000 \$
4	Champagnat – Guillaume-Couture (217)	8 353 \$
5	La Clé-du-Boisé (119)	3 887 \$
6	De la Falaise (120)	1 248 \$
7	De la Ruche (097) (070) (074) (077)	8 489 \$
8	L'Envol (240)	5 000 \$
9	Des Mousserons (055)	6 000 \$
10	Du Bac (060)	2 600 \$
11	Du Chêne (120)	1 240 \$
12	Notre-Dame (026)	1 782 \$
13	Pamphile-Le May (270)	4 011 \$
14	Sainte-Hélène (080)	1 890 \$
15	Saint-Joseph (028)	1 642 \$
16	De L'Alizé (054)	3 000 \$
17	Beaurivage (260)	4 300 \$
18	Belleau Gagnon (030)	870 \$
19	Charles-Rodrigue (020)	1 960 \$
20	De la Chanterelle (115)	2 000 \$
21	De la Clé D'Or (160)	1 217 \$
22	De la Rose-des-Vents (052)	3 000 \$
23	De la Source (140)	1 766 \$
24	L'Amitié (170)	5 796 \$
25	L'Envol (240)	4 440 \$
26	De l'Horizon (230)	11 000 \$
27	De Taniata (050)	2 084 \$
28	Des Mousaillons (011)	2 842 \$
29	Des Mousserons (055)	6 000 \$
30	Desjardins (023)	2 540 \$
31	Du Grand-Fleuve (100)	2 150 \$
32	De l'Épervière – Ste-Thérèse (180)	1 565 \$
33	Saint-Louis-de-France (040)	2 965 \$
34	Du Ruisseau (024)	1 666 \$
35	Étienne-Chartier (170)	1 755 \$
36	Îlot des Appalaches (210)	1 325 \$
37	La Martinière (077)	4 600 \$
38	La Mennais (150)	1 534 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
39	St-Dominique (027)	1 775 \$
40	Ste-Marie (029)	1 650 \$
41	St-Louis-de-France (040)	2 640 \$
42	Plein-Soleil (111)	1 325 \$
43	Paul VI (090)	1 937 \$

Montant total demandé 164 302 \$

Montant maximal prévu 101 896 \$

Montant versé 101 896 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Central Québec (881)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Everest Elementary School (011)	3 620 \$
2	Quebec High School (002)	6 500 \$
3	Ste.Foy Elementary School (006)	2 100 \$
4	St.Vincent Elementary School (001)	6 100 \$
5	St-Patrick's High School (005)	4 000 \$
6	Valcartier Elementary School (008)	780 \$
7	St.Patrick Elementary School & A.S. Johnson Memorial High School (007)	4 180 \$
8	Holland Elementary School (004) PROJET 1	500 \$
9	Holland Elementary School (004) PROJET 2	1 500 \$
Montant total demandé		29 280 \$
Montant maximal prévu		29 283 \$
Montant versé		29 280 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire du Chemin-du-Roy (741)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Gabriel	500 \$
2	De la Solidarité	1 300 \$
3	Saint-Charles	1 300 \$
4	Madeleine-de-Verchères	1 300 \$
5	Sainte-Marie	1 200 \$
6	De la Source	1 500 \$
7	Sainte-Bernadette	1 500 \$
8	Sacré-Coeur	2 400 \$
9	De la Passerelle	2 300 \$
10	Dollard	1 400 \$
11	Intégré du Tandem	2 200 \$
12	Chapais	1 600 \$
13	Saint-Gabriel-Archange	1 500 \$
14	Champlain	1 300 \$
15	Louis-de-France	2 500 \$
16	Curé-Chamberland	1 500 \$
17	St-Pie X	1 500 \$
18	Jacques-Buteux	1 900 \$
19	Ste-Thérèse	1 400 \$
20	St-Philippe	1 500 \$
21	De la Terrière	1 600 \$
22	St-Sacrement	1 400 \$
23	St-François d'Assise	1 900 \$
24	Notre-Dame-du-Rosaire	1 900 \$
25	Marguerite-Bourgeois	1 400 \$
26	Richelieu	1 400 \$
27	Ami-Joie	1 700 \$
28	Belle-Vallée	1 900 \$
29	Omer-Jules-Désaulniers	2 700 \$
30	Intégrée de Pointe-du-Lac	2 500 \$
31	Les Terrasses	2 000 \$
32	Intégré des Forges	2 500 \$
33	Cardinal-Roy	1 600 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
34	St-Paul	1 300 \$
35	L'Escale	4 300 \$
36	Les Estacades	6 000 \$
37	Chavigny	6 900 \$
38	L'Assomption	4 700 \$
Montant total demandé		79 300 \$
Montant maximal prévu		99 665 \$
Montant versé		79 300 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de l'Énergie (742)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Laflèche	1 836 \$
2	Inst. Antoine-Hallé, de Sainte-Flore, Saint-Paul	2 146 \$
3	Inst. Saint-Georges	1 828 \$
4	Inst. Lac-à-la-Tortue	1 472 \$
5	Inst. Saint-Charles-Garnier Saint-Joseph	1 813 \$
6	Inst. de la Jeune-Relève, Immaculée-Conception, Saint-Jacques	1 968 \$
7	Des Chutes	4 336 \$
8	Du Rocher	5 613 \$
9	Inst. De la Passerelle, Le Sablon d'Or, Masson	1 503 \$
10	Inst. De la Vallée-de-Mékinac, La Providence	1 573 \$
11	Inst. La Croisière, Plein Soleil, Primadel	1 526 \$
12	Paul-Le Jeune	3 771 \$
13	Centrale	1 673 \$
14	Marie-Médiatrice	1 666 \$
15	Jacques-Buteux	1 333 \$
16	Notre-Dame de l'Assomption	1 163 \$
17	Champagnat	3 848 \$
18	Inst. St-André, St-Georges	1 983 \$
19	Inst. St-Paul, St-Sauveur	2 076 \$
20	Notre-Dame (Mont-Carmel)	1 728 \$
21	Ste-Marie	1 658 \$
22	Inst. Notre-Dame-de-la-Joie, Notre-Dame-des-Neiges, des Vallons	1 635 \$
23	Inst. Sacré-Cœur, Sainte-Élisabeth, St-Louis	1 960 \$
24	Inst. Centrale, Saint-Joseph, Villa-de-la-Jeunesse	1 619 \$
25	Val-Mauricie	6 906 \$
Montant total demandé		58 630 \$
Montant maximal prévu		58 628 \$
Montant versé		58 628 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de La Riveraine (871)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Arc-en-Ciel	1 266 \$
2	Beauséjour	1 678 \$
3	Curé-Brassard	2 104 \$
4	de la Croisée	1 244 \$
5	Despins	1 280 \$
6	Explorami-Terre-des-Jeunes-Boutons d'Or	3 292 \$
7	Harfang-des-Neiges	1 468 \$
8	Jean-XXIII	1 237 \$
9	La Jeunesse	1 129 \$
10	La Source	1 165 \$
11	Le Phare	1 223 \$
12	L'Oasis	1 215 \$
13	Marie-Sophie-Rayons-de-Soleil	2 265 \$
14	Marquis	1 252 \$
15	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 150 \$
16	Paradis	1 418 \$
17	Tournesol	1 468 \$
18	Vincent-Lemire	1 721 \$
19	Jean-Nicolet	4 041 \$
20	La Découverte	2 856 \$
21	Les Seigneuries	2 827 \$
Montant total demandé		37 299 \$
Montant maximal prévu		37 299 \$
Montant versé		37 299 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Bois-Francs (872)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	J.P.H. Massicotte	1 480 \$
2	Saint-David	2 238 \$
3	Sainte-Famille (Victo)	1 712 \$
4	Saint-Gabriel-Lalemant	1 875 \$
5	Saint-Paul	1 302 \$
6	Cœur-Immaculé et Centrale à St-Valère	2 565 \$
7	Le Manège	1 789 \$
8	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	1 449 \$
9	Mgr-Grenier	1 650 \$
10	Mgr-Milot	1 426 \$
11	Notre-Dame de l'Assomption	1 635 \$
12	Inst. Notre Dame-des-Bois-Francs (St-Christophe)	2 836 \$
13	Pie-X	1 704 \$
14	Notre-Dame du Perpétuel-Secours à Ham-Nord	194 \$
15	Eau Vive	1 000 \$
16	Sacré-Cœur	2 285 \$
17	N.-D. de l'Assomption (Davel)	1 813 \$
18	Centrale (St-Rosaire)	310 \$
19	Notre-Dame (Norbertville)	1 441 \$
20	Notre-Dame (Plessisville)	1 550 \$
21	Sainte-Julie	1 310 \$
22	Jean-Rivard	1 201 \$
23	Bon-Pasteur	1 294 \$
24	Inst. Jean-XXIII (Jean XXIII, Marie-Immaculée et St-Coeur-de-Marie à St-Pierre Baptiste)	1 387 \$
25	Sainte-Famille (Plessisville)	1 410 \$
26	Saint-Édouard	1 828 \$
27	Inst. Notre-Dame (Ste-Thérèse à Val-Alain, Centrale à Villeroy et Notre Dame à N-D. de Lourdes)	3 449 \$
28	Saint-Cœur-de-Marie (Tingwick)	1 472 \$
29	Inst. Ste-Marie (Saint-Médard et Ste-Marie à Warwick)	1 084 \$
30	La Sapinière	1 480 \$
31	Amédée-Boisvert	1 379 \$
32	Cascatelle	1 433 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
33	Monique-Proulx	3 407 \$
34	Le tandem boisé	8 918 \$
35	La Samare	4 669 \$
36	Sainte-Marie	2 749 \$
37	Sainte-Anne	1 627 \$
Montant total demandé		72 350 \$
Montant maximal prévu		72 470 \$
Montant versé		72 350 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Chênes (873)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Charles	2 502 \$
2	Christ-Roi	1 611 \$
3	Duvernay	1 333 \$
4	Frédéric-Tétreau	1 426 \$
5	Immaculée-Conception	1 782 \$
6	Saint-Majorique	1 813 \$
7	Saint-Félix-de-Kingsey	1 286 \$
8	Saint-Guillaume	1 248 \$
9	Notre-Dame-du-Rosaire	1 820 \$
10	Sainte-Marie	1 782 \$
11	Des 2 Rivières	1 186 \$
12	Saint-Étienne	1 581 \$
13	Saint-Joseph	1 550 \$
14	Saint-Nicéphore	2 130 \$
15	Saint-Pie X	1 433 \$
16	Saint-Pierre	1 805 \$
17	Saint-Simon	1 774 \$
18	Sainte-Thérèse	1 364 \$
19	Notre-Dame du Bon-Conseil	1 410 \$
20	Saint-Eugène	1 232 \$
21	Saint-Bonaventure	1 224 \$
22	L'Aquarelle	1 704 \$
23	L'Avenir	1 255 \$
24	Cyrille-Brassard	2 091 \$
25	Intégrée de St-Germain	2 022 \$
26	Carrousel	1 194 \$
27	Durham-Sud	1 217 \$
28	Lefebvre	1 155 \$
29	Saint-Jean (Wickham)	1 635 \$
30	Jean-Raimbault	4 986 \$
31	Jeanne-Mance	7 060 \$
32	Saint-Frédéric	3 949 \$
33	La Poudrière	5 497 \$
Montant total demandé		67 056 \$
Montant maximal prévu		67 278 \$
Montant versé		67 056 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire des Hauts-Cantons (751)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-Fatima	22 070 \$
2	Sacré-Coeur	
3	De la Source	
4	la Rose-desVents	
5	la Feuille d'Or	
6	Saint-Romain	
7	Sainte-Cécile	
8	des Sommets	
9	des Monts-Blancs	
10	de la Voie-Lactée	
11	Audet	
12	Lac-Drolet	
13	Polyvalente Montignac	
14	Saint-Camille	12 054 \$
15	du Parchemin, Côté Collège	
16	Trois Cantons	
17	Notre-Dame-de-Lorette	
18	Saint-Paul	
19	Polyvalente Louis-St-Laurent	
20	Sacré-Coeur	16 470 \$
21	Monseigneur-Durand	
22	Louis-St-Laurent	
23	Gendreau	
24	Saint-Luc	
25	Sancta-Maria	
26	Notre-Dame-de-Toutes-Aides / Saint-Pie-X	
27	Saint-Edwidge	
28	La Frontalière	
Montant total demandé		50 594 \$
Montant maximal prévu		50 618 \$
Montant versé		50 594 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (752)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Alfred-Desrochers	32 398 \$
	Laporte	
	Boisjoli	
	Beaulieu	
	Notre-Dame-de-Liesse	
	Val-Du-Lac	
	Champlain	
	Écollectif	
	Jardins-des-Lacs	
	Maisonnée	
	St-Esprit	
	Du Triolet	
	Du Touret	
2	Académie du Sacré-Coeur	20 238 \$
	Brébeuf	
	Carillon	
	Soleil-Levant	
	Hélène-Boullé	
	Sacré-Coeur	
	Ste-Anne	
	Mitchell-Montcalm	
3	Cœur-Immaculée	23 825 \$
	Desjardins	
	Desranleau	
	Eymard	
	PieX Assomption	
	Samare	
	Ste-Famille	
	Marie-Reine	
	Notre-Dame-des-Champs	
	Source-Vive	
	De la Montée	

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
4	Quatre-Vents	20 350 \$
	Passerelle	
	Jean XXIII	
	Larocque	
	Notre-Dame-de-la-Paix	
	Notre-Dame-du-Rosaire	
	St-Antoine	
	Sylvestre	
	Enfants de la Terre	
	Du Phare	
Montant total demandé		96 812 \$
Montant maximal prévu		89 983 \$
Montant versé		89 983 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Sommets (753)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Castonguay	12 000 \$
2	Christ-Roi	
3	Hamelin	
4	De La Tourelle	
5	Masson	
6	Notre-Dame-de-L'Assomption	
7	Notre-Dame-de-Lourdes	
8	Saint-Jean	
9	L'Escale	
10	L'Arc-en-Ciel	22 342 \$
11	De la Chanterelle	
12	Du Tremplin	
13	Notre-Dame-de-Bonsecours	
14	Notre-Dame-de-Montjoie	
15	Notre-Dame-du-Sourire	
16	Notre-Dame-des-Érables	
17	Sacré-Coeur	
18	Saint-Gabriel	
19	Saint-Laurent	
20	Saint-Philippe	
21	L'Odyssée	
22	Du Tournesol	25 958 \$
23	Saint-Patrice/Brassard	
24	Saint-Jean-Bosco	
25	Dominique Savio	
26	Jardin-des-Frontières	
27	Du Baluchon	
28	Des Deux-Soleils	
29	Saint-Pie-X	
30	Saint-Barthélémy	
31	Sainte-Marguerite	
32	Val-de-Grâce	
33	La Ruche	
34	Le Transit	
Montant total demandé		60 300 \$
Montant maximal prévu		60 299 \$
Montant versé		60 299 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Eastern Townships (883)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Drummondville Elementary School	1 457 \$
2	Heroe's Memorial School	2 270 \$
3	Mansonville Elementary School	620 \$
4	Sunnyside Elementary School	1 263 \$
5	Waterloo Elementary School	1 715 \$
6	Ayer's Cliff Elementary School	2 800 \$
7	North Hatley Elementary School	1 400 \$
8	Princess Elizabeth Elementary School	2 700 \$
9	St- Francis Elementary School	3 259 \$
10	Alexander Galt Regional High School	7 400 \$
11	Asbestos-Danville-Shipton	1 200 \$
12	Cookshire Elementary School	1 131 \$
13	Lennoxville Elementary School	1 874 \$
14	Pope Memorial Elementary School	1 248 \$
15	Sawyerville Elementary School	1 186 \$
16	Sutton Elementary School	1 325 \$
17	Centre d'apprentissage	1 000 \$
Montant total demandé		33 849 \$
Montant maximal prévu		41 257 \$
Montant versé		33 849 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de Laval (831)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Alfred-Pellan	2 170 \$
2	Charles-Bruneau	2 360 \$
3	Cœur-Soleil	1 465 \$
4	Coursol	1 384 \$
5	Demers	2 428 \$
6	Des Cardinaux	2 659 \$
7	Des Cèdres	3 039 \$
8	Des Ormeaux	2 469 \$
9	Du Bois-Joli	1 370 \$
10	Du Parc	1 506 \$
11	Fleur-de-Vie	1 492 \$
12	Fleur-Soleil	2 347 \$
13	Hébert	2 360 \$
14	J.-Jean-Joubert	610 \$
15	Jean Lemonde	1 452 \$
16	Jean XXIII	705 \$
17	La Source-L'Étincelle	2 157 \$
18	L'Aquarelle	2 116 \$
19	Le Baluchon	651 \$
20	Le Sentier	1 601 \$
21	Le Tandem	2 727 \$
22	L'Envol	936 \$
23	L'Envolée	2 089 \$
24	Léon-Guilbault	2 184 \$
25	Les Explorateurs	2 618 \$
26	Les Quatres Vents	2 252 \$
27	Les Trois Soleils	1 519 \$
28	L'Escale	1 764 \$
29	L'Harmonie	1 519 \$
30	L'Orée-des-Bois	1 913 \$
31	Marc-Aurèle Fortin	2 808 \$
32	Marcelle-Gauvreau	1 601 \$
33	Marcel-Vaillancourt	2 360 \$
34	Notre-Dame	746 \$
Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Notre-Dame-du-Sourire	1 112 \$
36	Paul Comtois	1 316 \$
37	Paul VI (ouest)	1 438 \$
38	Pépin	1 872 \$
39	Père-Vimont	2 238 \$
40	Pierre-Laporte	1 546 \$
41	Raymond	1 669 \$
42	Saint-Charles	624 \$
43	Saint-Christophe	570 \$
44	Sainte-Béatrice	2 645 \$
45	Sainte-Cécile	2 930 \$
46	Sainte-Dorothée	1 465 \$
47	Sainte-Marguerite	1 560 \$

48	Saint-Gilles	2 130 \$
49	Saint-Julien	705 \$
50	Saint-Norbert	1 397 \$
51	Saint-Paul	2 279 \$
52	Simon-Vanier	1 940 \$
53	St-François	638 \$
54	Val-des-Arbres	1 546 \$
55	Alphonse-Desjardins	1 000 \$
56	Complexe Leblanc	5 975 \$
57	École internationale	4 139 \$
58	Georges-Vanier	6 966 \$
59	L'Odyssée des Jeunes	9 182 \$
60	Marie-Curie	7 472 \$
61	Poly-Jeunesse	15 856 \$
62	St-Jean	6 412 \$
63	St-Martin	9 998 \$
64	Alphonse-Desjardins, Jean-Piaget, J-J-Joubert, St-Gilles, St-Charles	18 000 \$
Montant total demandé		180 000 \$
Montant maximal prévu		180 988 \$
Montant versé		180 000 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Affluents (841)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Armand-Corbeil (112)	8 740 \$
2	Au Point-du-Jour (049)	1 830 \$
3	Aux Quatre-Vents (025)	1 766 \$
4	Charlemagne (002 et 003)	1 991 \$
5	De l'Amitié (050)	2 161 \$
6	De l'Aubier (137)	2 355 \$
7	De l'Étincelle (128)	2 965 \$
8	De l'Odyssée (131)	5 745 \$
9	De l'Orée-des-Bois (136)	1 743 \$
10	De la Paix (040)	2 502 \$
11	De la Sablière (114)	2 517 \$
12	De la Source (116)	2 734 \$
13	Des Hauts-Bois (115)	2 556 \$
14	Des Moissons (033)	2 300 \$
15	Des Rives (108)	4 901 \$
16	Des Trois-Saisons (134)	2 873 \$
17	Du Boisé (111)	1 929 \$
18	Du Coteau (008)	6 805 \$
19	Du Geai-Bleu (130)	2 594 \$
20	Du Moulin (037)	1 998 \$
21	Du Soleil-Levant (129)	1 836 \$
22	Du Vieux-Chêne (127)	2 300 \$
23	Émile-Nelligan (030)	1 681 \$
24	Entramis (030)	1 890 \$
25	Esther-Blondin (117)	2 370 \$
26	Félix-Leclerc (041)	5 505 \$
27	Gareau (035)	2 022 \$
28	Henri-Bourassa (012)	1 387 \$
29	Jean XXIII (018)	1 457 \$
30	Jean-Baptiste-Meilleur (027)	20 000 \$
31	Jean-De La Fontaine (122)	2 633 \$
32	Jean-Duceppe (047)	2 238 \$
33	L'Arc-en-ciel (121)	2 772 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
34	L'Horizon (038)	6 596 \$
35	Le Mennais (101)	2 138 \$
36	La Passerelle (001)	1 155 \$
37	La Tourterelle (042)	2 463 \$
38	Le Bourg-Neuf (039)	2 354 \$
39	Le Prélude (105)	4 000 \$
40	Le Rucher (103)	2 269 \$
41	Léopold-Gravel (102)	4 142 \$
42	Lionel-Groulx (010)	1 379 \$
43	Longpré (020)	1 774 \$
44	Louis-Fréchette (013)	1 596 \$
45	Louis-Joseph-Huot (024)	1 960 \$
46	Marguerite-Bourgeois (005)	1 704 \$
47	Marie-Victorin (014)	2 215 \$
48	Notre-Dame (Terrebonne)(104)	2 200 \$
49	Notre-Dame-des-Champs (017)	1 550 \$
50	Paul-Arseneau (031)	6 232 \$
51	Pie XII (011)	1 379 \$
52	St-Guillaume (055)	3 121 \$
53	St-Joachim (106)	1 720 \$
54	St-Louis (007)	1 759 \$
55	St-Louis (Terrebonne)(107)	2 819 \$
56	Soleil-de-l'Aube (015)	1 387 \$
57	Tournesol (032)	1 681 \$
Montant total demandé		170 690 \$
Montant maximal prévu		170 431 \$
Montant versé		170 431 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Samares (842)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Sainte-Anne, St-Norbert	1 314 \$
2	La Source D'Autray	2 032 \$
3	Sainte-Anne, St-Cuthbert	1 472 \$
4	Dusablé	1 263 \$
5	Havre-Jeunesse	4 983 \$
6	Jean-Chrysostome-Chaussé	2 007 \$
7	De la Rive	4 106 \$
8	Saint-Cœur-de-Marie	1 325 \$
9	Sainte-Bernadette	1 564 \$
10	Emmilie-Caron	1 200 \$
11	Notre-Dame, St-Félix	2 551 \$
12	Bernèche	1 882 \$
13	Panet	1 335 \$
14	Ami-Soleil	1 317 \$
15	Bérard	1 272 \$
16	Youville	1 325 \$
17	Germain-Caron	1 085 \$
18	Sainte-Hélène	1 648 \$
19	Saint-Jean-Baptiste	1 580 \$
20	Saint-Alphonse	1 387 \$
21	Notre-Dame-de-Fatima	2 253 \$
22	Saint-Louis	2 774 \$
23	Saint-Côme	1 294 \$
24	Sainte-Marcelline	1 201 \$
25	Sir-Wilfrid-Laurier	3 600 \$
26	Amis-Soleils	1 983 \$
27	De La Source	1 991 \$
28	Des Eaux-Vives	1 782 \$
29	Notre-Dame, St-Roch	2 442 \$
30	Dominique-Savio, NDP	2 300 \$
31	Sainte-Marie, Joliette	2 350 \$
32	Lorenzo-Gauthier	2 982 \$
33	Sainte-Thérèse	2 188 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
34	Marie-Charlotte	2 648 \$
35	Sacré-Cœur-de-Jésus	1 782 \$
36	Notre-Dame-de-la-Paix	1 949 \$
37	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 727 \$
38	Des Brise-Vent	1 657 \$
39	Notre-Dame, St-Alexis	2 300 \$
40	Sainte-Marie	1 247 \$
41	Dominique-Savio, St-Esprit	1 406 \$
42	L'Achigan	6 195 \$
43	Érablière	6 142 \$
44	Espace Jeunesse	1 406 \$
45	Thérèse-Martin	7 775 \$
46	Pierre-de-Lestage	5 309 \$
47	Barthélemy-Joliette	4 950 \$
48	Des Montagnes	2 907 \$
49	Bermon	1 650 \$
50	Des Chutes	4 072 \$
51	Sacré-Cœur	2 060 \$
52	Boutons-D'Or	590 \$
53	La Gentiane	2 516 \$
54	Carrefour-des-Lacs	2 116 \$
Montant total demandé		128 192 \$
Montant maximal prévu		128 197 \$
Montant versé		128 192 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commissin scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Secondaire d'Oka	8 276 \$
2	Saint-Gabriel	6 403 \$
3	Polyvalente Sainte-Thérèse	2 649 \$
4	Secondaire Lucille-Teasdale	8 903 \$
5	Secondaire Liberté-Jeunesse	5 249 \$
6	Nouvelle école secondaire de Blainville	3 918 \$
7	Direction de la formation générale des jeunes	16 600 \$
8	Secondaire des Patriotes	11 836 \$
9	Secondaire Jean-Jacques-Rousseau	6 279 \$
10	Secôndaire du Harfang	5 737 \$
11	Secondaire Hubert-Maisonnette	6 913 \$
12	de l'Amitié	1 325 \$
13	des Pins	1 611 \$
14	Girouard	2 640 \$
15	Sainte-Scholastique	1 604 \$
16	Prés fleuris	1 851 \$
17	de la Clé-des-Champs	1 890 \$
18	Rose-des-Vents	1 387 \$
19	des Lucioles	1 774 \$
20	Horizon-du-Lac	2 262 \$
21	des Perséides	2 091 \$
22	des Primevères	1 596 \$
23	Terre-Soleil	1 465 \$
24	de Fontainebleau	2 571 \$
25	Le Sentier	1 263 \$
26	Arthur-Vaillancourt	1 789 \$
27	Saint-Pierre	1 975 \$
28	de la Renaissance	2 500 \$
29	Plateau Saint-Louis	2 084 \$
30	des Ramilles	2 184 \$
31	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 898 \$
32	de la Seigneurie	2 021 \$
33	Chante-Bois	2 068 \$
34	de l'Envolée	2 548 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	de l'Aquarelle	1 890 \$
36	des Semailles	1 900 \$
37	Sauvé	2 000 \$
38	Notre-Dame	1 848 \$
39	Village-des-Jeunes	1 800 \$
40	Arc-en-ciel	2 090 \$
41	au Cœur-du-Boisé	2 246 \$
42	Curé-Paquin	2 100 \$
43	Clair-Matin	2 215 \$
44	Terre des jeunes	1 875 \$
45	Horizon-Soleil	2 254 \$
46	des Grands-Chemins	1 650 \$
47	Le Tandem	2 084 \$
48	Notre-Dame-de-Fatima	2 540 \$
49	Gabrielle-Roy	2 045 \$
50	Gaston-Pilon	2 076 \$
51	du Mai	2 107 \$
52	Val-des-Ormes	1 449 \$
53	Alpha	2 794 \$
54	Le Tournesol	2 084 \$
55	Le Carrefour	1 844 \$
56	Le Rucher	5 203 \$
57	Marie-Soleil-Tougas	2 192 \$
58	Nouvelle école primaire de Lorraine	1 186 \$
59	Du Bois-Joli	2 200 \$

Montant total demandé 180 830 \$

Montant maximal prévu 180 830 \$

Montant versé 180 830 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (852)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	De La Durantaye (001)	1 433 \$
2	Frenette	7 896 \$
3	Dubois (005)	2 060 \$
4	Notre-Dame (005)	1 906 \$
5	Prévost (007)	1 882 \$
6	St-Jean-Baptiste (009)	1 792 \$
7	Polyvalente Saint-Jérôme (010)	2 022 \$
8	Cap-Jeunesse (011)	9 203 \$
9	Saint-Joseph (012)	1 400 \$
10	Mariboisé (013)	1 464 \$
11	De l'Horizon-Soleil (014)	1 859 \$
12	Bellefeuille (016)	1 635 \$
13	Aux-Quatre-Vents (018)	1 952 \$
14	Sacré-Cœur (020)	2 254 \$
15	Val-des-Monts (021)	1 952 \$
16	Des Hauteurs (022)	2 091 \$
17	Des Hautbois (023)	1 743 \$
18	Ste-Anne (024)	1 836 \$
19	À l'Unisson (027)	1 673 \$
20	De l'Envolée (030)	1 850 \$
21	De la Source (035)	2 099 \$
22	Du Joli-Bois (036)	2 029 \$
23	Du Champ-Fleuri (037)	2 045 \$
24	De la Croisée-des-Champs (038)	2 331 \$
25	À l'Orée-des-Bois (039)	2 160 \$
26	De la Volière (040)	1 975 \$
27	Saint-André (051)	1 163 \$
28	L'Oasis (052)	3 090 \$
29	Saint-Philippe (053)	4 650 \$
30	Saint-Hermas (054)	2 230 \$
31	Saint-Alexandre (055)	4 950 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
32	Saint-Julien (056)	4 090 \$
33	Bouchard (057)	4 700 \$
34	Dansereau/St-Martin (058)	1 541 \$
Montant total demandé		88 958 \$
Montant maximal prévu		103 577 \$
Montant versé		88 958 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Laurentides (853)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Notre-Dame-de-la-Sagesse	2 760 \$
2	De la Vallée	2 935 \$
3	Le Carrefour	1 379 \$
4	L'Arc-en-ciel	1 209 \$
5	Fleur-des-Neiges	2 370 \$
6	Trois-Saisons, Tournesol, La Doyenne	3 593 \$
7	École intégrée St-Jean-Baptiste	2 254 \$
8	Le Tremplin	1 596 \$
9	La Relève (La Minerve)	1 132 \$
10	Mgr-Bazinet	1 581 \$
11	Notre-Dame-de-Lourdes	2 715 \$
12	Chante-au-vent	1 472 \$
13	St-Joseph	3 602 \$
14	Mgr Ovide-Charlebois/Mgr Lionel-Scheffer	1 286 \$
15	Sacré-Cœur	4 000 \$
16	Secondaire A-N-Morin	3 831 \$
17	Polyvalente des Monts	500 \$
18	Polyvalente des Monts	600 \$
19	Polyvalente des Monts	2 500 \$
20	Polyvalente des Monts	5 000 \$
21	Polyvalente Curé-Mercure	5 234 \$
Montant total demandé		51 548 \$
Montant maximal prévu		43 206 \$
Montant versé		43 206 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Pierre-Neveu (854)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	EPSJ (017)	6 797 \$
2	Méandre (018)	2 943 \$
3	Quatre vents (006)	1 581 \$
4	Jean XXIII (010)	1 402 \$
5	St-Eugène (014)	2 153 \$
6	Madone (001) et Carrière	1 851 \$
7	Ferme-Neuve-Des Rivières (003)	1 913 \$
8	De la Lièvre Sud (005)	1 480 \$
9	Val-des-Lacs (007)	1 395 \$
10	Trois-Sentiers (009)	1 712 \$
Montant total demandé		23 227 \$
Montant maximal prévu		24 148 \$
Montant versé		23 227 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (885)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Arundel (151)	650 \$
2	Crestview	1 294 \$
3	Franklin Hill	797 \$
4	Genesis	1 197 \$
5	Grenville (153)	800 \$
6	Hillcrest	1 790 \$
7	John F. Kennedy	2 100 \$
8	Joliette Elem	1 500 \$
9	Jules Verne	1 397 \$
10	Laurentia (St-J.) (158)	1 084 \$
11	Laurentian Elem (159)	184 \$
12	McCaig	2 450 \$
13	Morin Heights	1 197 \$
14	Mountainview	1 564 \$
15	Our Lady of Peace	1 084 \$
16	P.E. Trudeau	5 673 \$
17	Pinewood	1 900 \$
18	Rawdon Elementary & Middle School (165 & 180)	5 600 \$
19	Souvenir (166)	2 275 \$
20	St-Jude	1 725 \$
21	St-Paul	2 335 \$
22	Ste-Adèle	698 \$
23	Ste-Agathe Acad	2 326 \$
24	Terry Fox	2 223 \$
25	Twin Oaks	1 536 \$
26	Joliette High School	1 564 \$
27	Laurentian Regional	3 757 \$
28	Rosemere High	5 942 \$
29	Sacred Heart	6 243 \$
30	Western Laval HS	5 384 \$
31	Batshaw HS	113 \$
Montant total demandé		68 382 \$

Montant maximal prévu 71 765 \$

Montant versé 68 382 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de Sorel-Tracy (861)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Sainte-les-Îles	1 689 \$
2	Sainte-Victoire	1 650 \$
3	Christ-Roi	1 240 \$
4	Pierre-de-Saint-Ours	1 263 \$
5	Monseigneur-Prince	1 294 \$
6	Monseigneur-Brunault	1 194 \$
7	Intégrée de Yamaska	1 263 \$
8	Saint-Roch	1 279 \$
9	Martel	1 038 \$
10	Maria-Goretti	1 929 \$
11	La Plume	3 067 \$
12	Jean-de-Brébeuf	2 432 \$
13	Au Petit Bois	1 820 \$
14	Bernad-Gariépy	4 893 \$
15	Fernand-Lefebvre	7 200 \$
Montant total demandé		33 250 \$
Montant maximal prévu		32 963 \$
Montant versé		32 963 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (862)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Maurice-Jodoin	23 000 \$
2	Lafontaine	6 450 \$
3	Polyvalente Robert-Ouimet	26 550 \$
4	École sec. Casavant	5 006 \$
5	École sec. Fadette	5 100 \$
6	Polyvalente Hyacinthe-Delorme	32 334 \$
7	Au Cœur des Monts	2 085 \$
9	Douville	3 840 \$
10	Saint-Charles Garnier	1 743 \$
11	Roméo-Forbes	2 161 \$
12	Saint-André	7 770 \$
13	Saint-Damase	6 175 \$
14	Larocque	2 468 \$
15	Sainte-Rosalie	1 200 \$
Montant total demandé		125 882 \$
Montant maximal prévu		68 789 \$
Montant versé		68 789 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire Marie-Victorin (864)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adrien-Gamache	2 300 \$
2	Armand-Racicot	1 851 \$
3	des Mille-Fleurs	3 198 \$
4	des Quatre-Saisons	1 417 \$
5	Bourgeois-Champagnat	1 743 \$
6	Carillon	1 604 \$
7	Charles-Bruneau	2 339 \$
8	Charles-Le Moyne	3 229 \$
9	Christ-Roi	1 859 \$
10	Curé-Lequin	1 619 \$
11	De Maricourt	1 797 \$
12	de Normandie	1 828 \$
13	des Quatre-Vents	1 735 \$
14	des Saints-Anges	1 650 \$
15	D'Iberville	3 600 \$
16	Félix-Leclerc	1 867 \$
17	Gaétan-Boucher	1 844 \$
18	Gentilly	2 958 \$
19	Georges-Étienne-Cartier	2 277 \$
20	Georges-P.-Vanier	1 813 \$
21	Guillaume-Vignal	2 548 \$
22	Hubert-Perron	2 401 \$
23	Jean-De Lalande	1 604 \$
24	Joseph-De Sérigny	2 130 \$
25	Internationale de Greenfield-Park	1 898 \$
26	de la Mosaïque	1 844 \$
27	Lajeunesse	1 627 \$
28	Laurent-Benoît	2 058 \$
29	du Jardin-Bienville	1 820 \$
30	Lionel-Groulx	1 844 \$
31	Marie-Victorin (B)	1 988 \$
32	Marie-Victorin (L)	2 000 \$
33	Maurice-L. Duplessis	1 937 \$
34	Monseigneur-Forget	1 642 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Paul-Chagnon	1 898 \$
36	Paul-De Maricourt	1 433 \$
37	Pierre-D'Iberville	1 844 \$
38	Pierre-Laporte	2 509 \$
39	Plein-Soleil	1 433 \$
40	Préville	2 331 \$
41	Rabeau	1 805 \$
42	Saint-Joseph	1 712 \$
43	Saint-Romain	1 627 \$
44	Sainte-Claire (B)	2 115 \$
45	Sainte-Claire (L)	1 457 \$
46	Samuel-De Champlain (B)	2 053 \$
47	Samuel-De Champlain (L)	1 550 \$
48	Saint-Laurent	2 331 \$
49	du Tournesol	2 540 \$
50	Tourterelle	1 302 \$
51	les Petits-Castors	1 194 \$
52	Saint-Jude	1 054 \$
53	Bel-Essor	1 302 \$
54	le Déclit	1 271 \$
55	Internationale Saint-Edmond	3 307 \$
56	Hélène-De Champlain	1 186 \$
57	Notre-Dame	1 271 \$
58	Participative l'Agora	2 927 \$
59	André-Laurendeau	10 242 \$
60	Antoine-Brossard	2 881 \$
61	Gérard-Filion	8 786 \$
62	Jacques-Rousseau	9 185 \$
63	Mgr-A.-M.-Parent	7 773 \$
64	Pierre-Brosseau	7 773 \$
65	Saint-Jean-Baptiste	3 129 \$
Montant total demandé		163 090 \$
Montant maximal prévu		159 359 \$
Montant versé		159 359 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire des Patriotes (865)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Mathieu	2 399 \$
2	Jolivent	2 585 \$
3	Le Petit-Bonheur	1 764 \$
4	École secondaire Polybel	6 199 \$
5	Le Tournesol	2 321 \$
6	Sacré-Cœur	2 034 \$
7	Louis-Hyppolyte-Lafontaine	1 594 \$
8	Pierre-Boucher	1 734 \$
9	Antoine-Girouard	1 718 \$
10	Paul VI	2 399 \$
11	De la Broquerie	1 996 \$
12	Père-Marquette	1 934 \$
13	École secondaire De Mortagne	8 114 \$
14	Les Jeunes Découvreurs	2 058 \$
15	Du Parchemin	1 954 \$
16	École secondaire Le Tremplin	1 671 \$
17	De la Roselière	1 478 \$
18	De Bourgogne	3 088 \$
19	Sainte-Marie	2 925 \$
20	De Salaberry	2 236 \$
21	Jacques-De-Chambly	1 927 \$
22	École secondaire de Chambly	5 882 \$
23	Mère-Marie-Rose	1 989 \$
24	La Farandole	1 514 \$
25	Au-Fil-de-l'Eau	2 662 \$
26	École secondaire Ozias-Leduc	5 766 \$
27	Notre-Dame	2 321 \$
28	École François-Williams	2 236 \$
		3 312 \$
29	Le Sablier	1 547 \$
30	De l'Envolée	2 004 \$
31	Georges-Étienne-Cartier	1 486 \$
32	Jacques-Rocheleau	2 354 \$
33	De la Chanterelle	2 136 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
34	De la Mosaïque	2 267 \$
35	De Montarville	2 430 \$
36	Albert-Schweitzer	2 214 \$
37	Mgr-Gilles-Gervais	2 368 \$
38	École secondaire du Mont-Bruno	5 897 \$
39	Saint-Charles	1 501 \$
40	Saint-Denis	1 714 \$
41	De l'Amitié	1 648 \$
42	des Trois-Temps	1 563 \$
43	École d'éducation internationale	5 038 \$
44	L'Arpège	1 942 \$
45	Aux-Quatre-Vents	2 236 \$
46	Arc-en-Ciel	2 074 \$
47	Du Moulin	2 376 \$
48	Du Grand-Chêne	2 020 \$
49	École secondaire du Grand-Coteau	4 114 \$
50	J.-P.-Labarre	2 670 \$
51	Marie-Victorin	1 780 \$
52	Les Marguerite	1 308 \$
53	La Roseraie	2 004 \$
54	De la Source	1 234 \$
55	École secondaire le Carrefour	7 314 \$
56	Du Carrousel	4 914 \$
57	Ludger-Duvernay	2 000 \$
Montant total demandé		153 961 \$
Montant maximal prévu		149 462 \$
Montant versé		149 462 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire du Val-des-Cerfs (866)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Avé-Maria	1 890 \$
2	Centrale	1 201 \$
3	De l'Assomption	2 022 \$
4	De La Chantignole	1 879 \$
5	De La Clé-des-Champs	1 425 \$
6	De La Moisson d'Or	2 053 \$
7	De Sutton	1 387 \$
8	Joseph-Poitevin	2 022 \$
9	Mgr-Desranleau	2 849 \$
10	Mgr-Douville	2 184 \$
11	Notre-Dame-de-Lourdes	1 178 \$
12	Roxton-Pond	1 712 \$
13	Saint-André	1 952 \$
14	Saint-Benoit	1 309 \$
15	Saint-Bernard	1 650 \$
16	Saint-Bernardin	2 981 \$
17	Saint-Édouard	1 232 \$
18	Saint-Eugène	2 548 \$
19	Saint-Léon	3 332 \$
20	Saint-Jean	1 890 \$
21	Saint-Joseph	1 866 \$
22	Saint-Joseph, NDS	1 263 \$
23	Saint-Luc	1 921 \$
24	Saint-Romuald	1 800 \$
25	Saint-Vincent-Ferrier	1 565 \$
26	Sainte-Cécile	1 681 \$
27	Sainte-Famille	1 921 \$
28	Jean-Jacques-Bertrand	3 709 \$
29	L'Envolée	5 806 \$
30	Massey-Vanier	5 164 \$
31	Sacré-Coeur	7 555 \$
32	Wilfrid-Léger	2 849 \$

Montant total demandé	75 796 \$
-----------------------	-----------

Montant maximal prévu	79 483 \$
-----------------------	-----------

Montant versé	75 796 \$
----------------------	------------------

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (867)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Armand-Frappier	3 704 \$
2	De l'Aquarelle	2 161 \$
3	De l'Odyssée	2 378 \$
4	Des Bourlingueurs/Sainte-Catherine	2 537 \$
5	Des Cheminots	2 815 \$
6	Des Timoniers	4 150 \$
7	Du Tournant	1 305 \$
8	Félix-Leclerc	1 962 \$
9	Jacques-Leber	4 721 \$
10	Louis-Lafortune	3 151 \$
11	Piché-Dufrost	2 815 \$
12	Saint-Jean	2 294 \$
13	Vinet-Souigny	1 698 \$
14	Bonnier	2 871 \$
15	Des Trois-Sources	1 962 \$
16	Gabrielle-Roy	3 141 \$
17	Gérin-Lajoie	2 054 \$
18	Laberge	2 331 \$
19	Louis-Philippe-Paré	3 013 \$
20	Marguerite-Bourgeois	3 422 \$
21	Notre-Dame-de-l'Assomption	2 201 \$
22	Pie XII	2 269 \$
23	Saint-Jean-Baptiste	1 420 \$
24	Saint-Joseph	1 874 \$
25	Saint-Jude	2 130 \$
26	Saint-René	2 573 \$
27	De la Magdeleine	3 029 \$
28	De la Petite-Gare	1 817 \$
29	Des Moussaillons	2 247 \$
30	Émilie-Gamelin	2 650 \$
31	Fernand-Séguin	3 413 \$
32	Jacques-Barclay	1 404 \$
33	Jean-Leman	2 482 \$
34	Jean XXIII	1 682 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
35	Notre-Dame/Saint-Joseph	2 337 \$
36	Saint-François-Xavier	3 062 \$
37	Saint-Marc	2 291 \$
38	Daigneau	2 080 \$
39	Louis-Cyr	3 878 \$
40	Pierre-Bédard	3 579 \$
41	Saint-Bernard	1 339 \$
42	Saint-Édouard	1 294 \$
43	Saint-Isidore/Langevin	1 521 \$
44	Saint-Michel-Archange	1 773 \$
45	Saint-Patrice	1 532 \$
46	Saint-Romain	1 339 \$
47	Saint-Viateur/Clotilde-Raymond	2 521 \$
48	Sainte-Clotilde	1 330 \$
Montant total demandé		115 550 \$
Montant maximal prévu		115 550 \$
Montant versé		115 550 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (868)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Eugène	1 382 \$
2	Notre-Dame de la Paix	1 602 \$
3	Saint-Étienne	1 338 \$
4	Jésus-Marie	1 404 \$
5	Saint-Paul	1 749 \$
6	Sacré-Cœur	1 419 \$
7	Saint-Urbain	1 392 \$
8	Montpetit-Saint-Joseph	1 426 \$
9	Saint-Jean	1 382 \$
10	Saint-Antoine-Abbé	1 367 \$
11	Omer-Séguin	1 925 \$
12	Notre-Dame du Rosaire	1 925 \$
13	Notre-Dame	2 167 \$
14	Jeunes Riverains	1 426 \$
15	Notre-Dame de l'Assomption	1 382 \$
16	Marie-Rose/Saint-André	2 006 \$
17	Élisabeth-Monette	1 859 \$
18	Montpetit	1 492 \$
19	Sainte-Agnès	1 800 \$
20	Saint-Joseph-Artisan	1 426 \$
21	Langlois	1 712 \$
22	Frédéric-Girard	1 756 \$
23	Dominique-Savio	1 433 \$
24	Notre-Dame du Saint-Esprit	1 668 \$
25	Sacré-Cœur	1 324 \$
26	Saint-Eugène	1 588 \$
27	Le Parcours	1 316 \$
28	Patriotes-de-Beauharnois	4 617 \$
29	Sainte-Martine	1 485 \$
30	Edgar-Hébert	7 995 \$
31	Baie-Saint-François	2 131 \$
32	Arthur-Pigeon	4 185 \$
Montant total demandé		63 078 \$
Montant maximal prévu		62 608 \$
Montant versé		62 608 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i></p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>
--

Commission scolaire des Trois-Lacs (869)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Auclair	2 750 \$
2	Coteau-du-Lac (Saint-Ignace, Académie Wilson et l'	2 255 \$
3	Cuillierrier/Sainte-Marthe	1 364 \$
4	De la Samare	2 038 \$
5	François-Perrot	2 237 \$
6	Harwood	2 758 \$
7	Immaculée-Conception/Sainte-Justine/Sacré-Cœur	2 000 \$
8	La Perdriolle	1 790 \$
9	La Riveraine/Saint-Zotique	2 005 \$
10	Léopold-Carrière	2 140 \$
11	Marguerite-Bourgeoys	1 415 \$
12	Notre-Dame-de-la-Garde	1 450 \$
13	Notre-Dame-de-Lorette	2 245 \$
14	Sainte-Madeleine	2 950 \$
15	Saint-François/Sainte-Anne	1 850 \$
16	Saint-Jean-Baptiste/Sainte-Trinité	2 550 \$
17	Saint-Thomas	2 014 \$
18	Virginie-Roy/José-Maria	1 750 \$
19	Chêne Bleu	5 275 \$
20	Cité des Jeunes	9 200 \$
21	Secondaire Soulanges	5 750 \$
Montant total demandé		57 786 \$
Montant maximal prévu		57 786 \$
Montant versé		57 786 \$

<p align="center">Programme Écoles en forme et en santé</p> <p align="center">Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Riverside (884)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	The Alternate School	1 132 \$
2	Boucherville Elementary	1 433 \$
3	Cedar Street	1 635 \$
4	Centennial Regional High School	7 200 \$
5	Chambly Academy	2 695 \$
6	Champlain	1 913 \$
7	Courtland Park	1 619 \$
8	Good Shepherd	2 050 \$
9	Greenfield Park International	1 774 \$
10	Harold Napper	2 348 \$
11	Harold Sheppard	1 155 \$
12	Heritage Regional High School	6 944 \$
13	John Adam	1 596 \$
14	Mount Bruno	1 976 \$
15	Mountainview	1 704 \$
16	REACH	1 015 \$
17	Royal Charles	1 441 \$
18	Royal Oak	1 418 \$
19	St.Johns	3 100 \$
20	St.Jude	2 231 \$
21	St.Lambert	2 475 \$
22	St.Mary's	1 937 \$
23	St.Raymond	1 775 \$
24	Terry Fox	1 600 \$
25	Vincent Massey	1 339 \$
26	William Latter	1 728 \$
Montant total demandé		57 232 \$
Montant maximal prévu		56 834 \$
Montant versé		56 834 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire New Frontiers (889)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Centennial Park	2 000 \$
2	Franklin Elementary	328 \$
3	Gault Institute	1 250 \$
4	Harmony Elementary	1 140 \$
5	Hemminford Elementary	477 \$
6	Howick Elementary	567 \$
7	Huntingdon Academy	775 \$
8	Mary Gardner	2 300 \$
9	Ormstown Elementary	830 \$
10	St.Joseph Elementary	730 \$
11	St.Willibrord	2 132 \$
12	H.S. Billings Regional High School	7 470 \$
13	Chateauguay Valley Regional High School	6 900 \$
Montant total demandé		26 899 \$
Montant maximal prévu		27 024 \$
Montant versé		26 899 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (761)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adélard-Desrosiers	2 533 \$
2	De la Fraternité	1 588 \$
3	Jean-Nicolet	2 262 \$
4	Jules-Verne	2 579 \$
5	Le Carignan	2 494 \$
6	Pierre-de-Coubertin	1 836 \$
7	René-Guénette	2 393 \$
8	Saint-Rémi	2 277 \$
9	Saint-Vincent-Marie	2 571 \$
10	Sainte-Colette	1 882 \$
11	Sainte-Gertrude	2 200 \$
12	Albatros	1 248 \$
13	Alphonse-Pesant	2 068 \$
14	Cardinal-Léger	1 488 \$
15	Chénier	1 921 \$
16	Des Roseraies	1 457 \$
17	Gabrielle-Roy	2 053 \$
18	Jacques-Rousseau	2 130 \$
19	La Dauversière	1 975 \$
20	Lambert-Closse	2 014 \$
21	Marc-Laflamme	1 480 \$
22	Pie XII	1 441 \$
23	Saint-Joseph	1 666 \$
24	Victor-Lavigne	2 091 \$
25	Wilfrid-Bastien	1 666 \$
26	Wilfrid-Pelletier	2 765 \$
27	Denise-Pelletier	1 975 \$
28	Félix-Leclerc	2 440 \$
29	Fernand-Gauthier	1 650 \$
30	François-La Bernarde	2 207 \$
31	Marc-Aurèle-Fortin	2 502 \$
32	Montmartre	1 635 \$
33	Notre-Dame	2 246 \$
34	Notre-Dame-de-Fatima	2 393 \$
35	Saint-Marcel	2 393 \$
36	Saint-Octave	1 433 \$
37	Sainte-Germaine-Cousin	2 285 \$
38	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	1 681 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
39	Sainte-Maria-Goretti	2 393 \$
40	Simone-Desjardins	3 152 \$
41	Daniel-Johnson	7 486 \$
42	Pointe-aux-Trembles	3 113 \$
43	Jean-Grou	6 805 \$
44	Antoine-de-Saint-Exupéry	7 850 \$
45	Boscoville	1 279 \$
46	Guy-Vanier	1 054 \$
47	Anjou	5 520 \$
48	La Passerelle	1 851 \$
49	La Relance	1 681 \$
50	Calixa-Lavallée	7 920 \$

51	Henri-Bourassa	9 259 \$
52	Le Prélude	1 511 \$
Montant total demandé		137 790 \$
Montant maximal prévu		135 165 \$
Montant versé		135 165 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Montréal (762)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Lucille-Teasdale Des Nations Saint-Pascal-Baylon Du Petit-Chapiteau	8 070 \$
2	La Voie	5 000 \$
3	Félix Leclerc	4 500 \$
4	Des Cinq-Continents	5 000 \$
5	Des Cinq-Continents	6 000 \$
6	Saint-Luc	7 000 \$
7	Étoile Filante	3 672 \$
8	Notre-Dame-de-Grâce	4 400 \$
9	Iona	4 000 \$
10	Simonne-Monet	8 225 \$
11	Internationale	2 500 \$
12	Internationale	4 000 \$
13	Notre-Dame-des-Neiges	1 700 \$
14	Paul-Bruchési	1 487 \$
15	Saint-François-Xavier	1 356 \$
16	Lanaudière	1 735 \$
17	Saint-Pierre-Claver	1 634 \$
18	Le Plateau	2 756 \$
19	Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours Cœur-Immaculé-de-Marie Dollard-des-Ormeaux Marie-de-l'Incarnation Saint-Jean-de-Matha	8 893 \$
20	Jeanne-Leber	1 348 \$
21	Saint-Anselme	1 410 \$
22	Ludger-Duvernay	1 518 \$
23	De la Petite-Bourgogne	1 890 \$
24	Garneau	1 626 \$
25	Pierre-Dupuy	2 222 \$
26	Honoré-Mercier	4 204 \$
27	Saint-Henri	3 523 \$
28	Marguerite-Bourgeoys	1 200 \$
29	Saint-Louis-de-Gonzague	1 417 \$
30	Jean-Baptiste-Meilleur	1 325 \$
31	Jeanne-Mance	4 173 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
32	Victor-Rousselot	1 774 \$
33	Élan	1 456 \$
34	Saint-Gabriel-Lalemant	2 150 \$
35	Saint-Arsène	880 \$
36	Saint-Ambroise	1 895 \$
37	Sainte-Cécile	1 497 \$
38	Lucien-Pagé	12 836 \$
39	Barclay	2 154 \$
40	Laurier	1 545 \$
41	La Mennais	820 \$
42	Saint-Jean-de-la-Croix	733 \$

43	Saint-Étienne	540 \$
44	Saint-Enfant-Jésus	1 140 \$
45	Marie-Favery	1 237 \$
46	Saint-Louis	2 196 \$
47	Georges-Vanier	8 400 \$
48	Père-Marquette	8 600 \$
49	Saint-Jean-Baptiste	900 \$
50	Hélène-Boulé	1 300 \$
51	Barthélémy-Vimont Annexe	2 675 \$
52	F.A.C.E.	6 900 \$
53	Jean-Jacques Olier	780 \$
54	Saint-Gérard	1 725 \$
55	Saint-Justin Saint-Justin Annexe	4 560 \$
56	Académie Dunton	3 000 \$
57	Sainte-Louise de Marillac Boucher-de-la-Bruère Saint-François-d'Assise Sainte-Claire Philippe-Labarre Armand-Lavergne Le Caron La Vérendrye	26 400 \$
58	Guillaume-Couture	424 \$
59	Notre-Dame-du-Foyer	4 600 \$
60	Marguerite De Lajemmerais	7 000 \$
61	Saint-Donat	1 350 \$
62	Notre-Dame-du-Foyer	1 194 \$
63	Maisonneuve	800 \$
64	Louise-Trichet	4 550 \$
65	Baril	12 000 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
66	Madeleine-de-Verchères	1 500 \$
67	Rose-des-Vents	2 265 \$
68	Saint-Marc	2 300 \$
69	Saint-François-Solano	1 500 \$
70	Hochelaga	3 000 \$
71	Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle	774 \$
72	Joseph-François-Perrault	10 500 \$
73	Saint-Jean-de-Brébeuf	2 500 \$
74	Saint-Nom-de-Jésus	1 700 \$
75	Saint-Jean-Vianney	8 400 \$
76	Saint-Émile	2 500 \$
77	Le Vitrail	874 \$
78	Notre-Dame-de-l'Assomption	3 000 \$
79	Saint-Jean-de-la-Lande	1 500 \$
80	Sainte-Bernadette-Soubirous	4 000 \$
81	Saint-Grégoire-le-Grand	1 450 \$
82	La Visitation	2 540 \$
83	François-de-Laval	2 000 \$
84	Alice-Parizeau	8 000 \$
85	Ahuntsic Annexe	6 000 \$
86	Sainte-Odile Sainte-Odile Annexe	5 000 \$
87	Louis-Joseph-Papineau	10 605 \$
88	Évangéline	7 050 \$
89	Louisbourg	2 380 \$
90	Sophie-Barat Annexe	25 355 \$

91	Saint-Isaac-Jogues	4 050 \$
92	Saint-André-Apôtre	3 050 \$
93	Sainte-Lucie	8 800 \$
94	Charles-Bruneau	1 667 \$
95	De l'Étincelle	2 000 \$
96	Espace-Jeunesse	5 000 \$
97	Dominique-Savio	2 155 \$
98	Gadbois	2 500 \$
99	Henri-Julien	3 750 \$
100	Joseph-Charbonneau	6 000 \$
101	Saint-Pierre-Apôtre	2 500 \$
Montant total demandé		395 961 \$
Montant maximal prévu		355 714 \$
Montant versé		355 714 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (763)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Académie Saint-Clément	3 748 \$
2	Cardinal-Léger	2 378 \$
3	Cavelier-de-laSalle	6 759 \$
4	Chanoine-Joseph-Théorêt	1 648 \$
5	Collège Saint-Louis	5 407 \$
6	De la Mosaïque	2 303 \$
7	Des Rapides-de-Lachine	1 619 \$
8	Des Sources	5 224 \$
9	Dollard-des-Ormeaux	2 254 \$
10	Dorval/Jean-XXIII	6 387 \$
11	Du Grand-Chêne	1 800 \$
12	École secondaire Saint-Laurent	5 071 \$
13	Émile-Nelligan	2 538 \$
14	Enfant-Soleil	2 242 \$
15	Félix-Leclerc	4 675 \$
16	Île-des-Sœurs	2 550 \$
17	Jacques-Bizard	2 122 \$
18	Jardin-des-Saints-Anges	1 700 \$
19	Jean-Grou	1 926 \$
20	Jonathan-Wilson	2 099 \$
21	John-F. Kennedy	1 248 \$
22	Joseph-Henrico	1 666 \$
23	Katimavik/Hébert	3 325 \$
24	Lalande	2 099 \$
25	Lajoie	2 039 \$
26	Laurendeau-Dunton	2 370 \$
27	Lévis-Sauvé	1 820 \$
28	Marguerite-Bourgeoys	2 190 \$
29	Martin-Bélanger	2 700 \$
30	Monseigneur-Richard	9 420 \$
31	Mont-Royal	4 065 \$
32	Murielle-Dumont	2 450 \$
33	Notre-Dame-de-la-Garde	2 325 \$
34	Notre-Dame-de-la-Paix	1 715 \$
35	Notre-Dame-de-Lourdes	1 663 \$
36	Notre-Dame-des-Rapides	1 300 \$
37	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	1 625 \$
38	Nouvelle-Querbes	1 633 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
39	Paul-Gérin-Lajoie-d'Outremont	3 000 \$
40	Perce-Neige	2 742 \$
41	Pierre-Laporte	4 220 \$
42	Primaire du Bout-de-l'Isle	1 789 \$
43	Primaire Pointe-Claire	2 091 \$
44	Saint-Georges	3 732 \$
45	Sainte-Geneviève Ouest	2 385 \$
46	Sainte-Geneviève de LaSalle	2 006 \$
47	Saint-Gérard	1 791 \$
48	Saint-Luc	2 022 \$
49	Saint-Rémi	2 122 \$

Montant total demandé 138 003 \$

Montant maximal prévu 175 780 \$

Montant versé 138 003 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire English-Montréal (887)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Dunrae Gardens	2 360 \$
2	Gardenvue	2 946 \$
3	Willingdon	2 946 \$
4	Hampstead	2 946 \$
5	Leonard Da Vinci	2 946 \$
6	Perspectives 1	2 946 \$
7	Venture	2 946 \$
8	Vezina	2 946 \$
9	East Hill	2 946 \$
10	Our Lady of Pompei	2 946 \$
11	F.A.C.E.	2 946 \$
12	Frederick Banting	2 946 \$
13	St. Dorothy	2 946 \$
14	Carlyle	2 946 \$
15	Holy Cross	2 946 \$
16	Honore Mercier	2 946 \$
17	Paul VI	837 \$
18	MacKay	2 946 \$
19	Philip E. Layton	2 946 \$
20	St. Raphael	2 655 \$
21	St. John Bosco	2 892 \$
22	Sinclair Laird	2 946 \$
23	Marymount	2 946 \$
24	Westmount Park	2 946 \$
25	Gerald McShane	2 946 \$
26	Royal Vale	2 946 \$
27	Roslyn	2 677 \$
28	St. Gabriel	2 242 \$
29	John Paul I	2 946 \$
30	Dante	2 946 \$
31	Bancroft	2 946 \$
32	Edinburgh	2 946 \$
33	Elizabeth Ballantyne	2 946 \$
34	Michelangelo	2 946 \$
35	Dalkeith	2 768 \$
36	Edward Murphy	1 641 \$
37	Merton	2 914 \$
38	Lester B. Pearson	1 180 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
39	General Vanier	2 708 \$
40	Vincent Massey College	2 946 \$
41	Cedarcrest	2 946 \$
42	LaurenHill	2 301 \$
43	Nesbitt	2 943 \$
44	Wagar	2 946 \$
45	Westmount	2 946 \$
46	John Caboto	2 946 \$

Montant total demandé 127 336 \$

Montant maximal prévu 127 336 \$

Montant versé 127 336 \$

Programme Écoles en forme et en santé
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire Lester-B.-Pearson (888)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Allancroft	1 766 \$
2	Allion	2 014 \$
3	Beacon Hill	1 704 \$
4	Beaconsfield High School	3 763 \$
5	Beechwood	1 635 \$
6	Beurling Academy	3 748 \$
7	Bishop Whelan	1 991 \$
8	Cecil Newman	1 495 \$
9	Cedar Park	1 751 \$
10	Charles-A.-Kirkland	1 488 \$
11	Children's World	2 231 \$
12	Christmas Park	1 704 \$
13	Courtland Park	1 782 \$
14	Dorset	1 851 \$
15	Edgewater	1 983 \$
16	Evergreen	2 262 \$
17	Forest Hill	1 960 \$
18	Greendale	1 991 \$
19	Herbert-Purcell	2 285 \$
20	École secondaire John-Rennie	5 884 \$
21	Lakeside Academy	3 616 \$
22	LaSalle Community Comprehensive	4 259 \$
23	LaSalle Elementary – 3 ^e cycle	2 687 \$
24	Laurier Macdonald	1 789 \$
25	Lindsay Place High School	5 017 \$
26	Macdonald	3 903 \$
27	Margaret-Manson	1 619 \$
28	Meadowbrook	2 091 \$
29	Mount Pleasant	1 867 \$
30	Northview	1 627 \$
31	Pierre-Elliott-Trudeau	2 045 \$
32	Pierrefonds Comprehensive	4 034 \$
33	École secondaire Riverdale	4 630 \$
34	Riverview	1 921 \$
35	Seigniory	1 689 \$
36	Soulanges	1 070 \$
37	Spring Garden	1 921 \$
38	St. Anthony	1 960 \$

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
39	St. Bernard	1 805 \$
40	St. Charles	1 983 \$
41	St. Edmund	1 952 \$
42	St. John Fisher	2 254 \$
43	St. Patrick	1 728 \$
44	St. Paul	1 720 \$
45	St. Thomas	4 885 \$
46	St. Veronica	1 542 \$
47	Sunnydale Park	2 223 \$
48	Terry-Fox	1 898 \$
49	Thorndale	2 161 \$

50	Valois Park	1 704 \$
51	Verdun Elementary	2 006 \$
52	Westpark	2 889 \$
53	Westwood High – 1 ^{er} cycle	4 800 \$
54	Wilder-Penfield	2 022 \$
55	Windermere	1 751 \$
Montant total demandé		132 356 \$

Montant maximal prévu 131 102 \$

Montant versé 131 102 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Draveurs (771)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Carle	1 774 \$
2	polyvalente de l'Érablière	4 769 \$
3	de l'Escalade	2 455 \$
4	de Touraine	2 022 \$
5	du Nouveau-Monde	2 494 \$
6	des Belles-Rives	2 424 \$
7	des Cépages	2 656 \$
8	de l'Odyssée	2 416 \$
9	du Bois Joli	2 084 \$
10	secondaire du Versant	1 464 \$
11	du Vallon	2 455 \$
12	l'Équipage	2 424 \$
13	l'Oiseau Bleu	2 138 \$
14	la Montée	1 789 \$
15	la Sablonnière	2 486 \$
16	la Source	2 207 \$
17	la Traversée	2 269 \$
18	polyvalente Le Carrefour	8 353 \$
19	le Coteau / le Triolet	1 759 \$
20	le Petit Prince	2 409 \$
21	le Progrès	2 006 \$
22	Massé	2 478 \$
23	polyvalente Nicolas-Gatineau	14 221 \$
24	Raymond	1 751 \$
25	Ste-Elisabeth	6 077 \$
26	de la Colline	1 588 \$
Montant total demandé		80 970 \$
Montant maximal prévu		85 059 \$
Montant versé		80 970 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (772)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Quatre-Pignons	2 328 \$
2	Côte-du-Nord	2 535 \$
3	Secondaire de l'Île	5 798 \$
4	Des Deux Ruisseaux	1 362 \$
5	Secondaire Des Lacs	2 370 \$
6	Des Rapides-Deschênes	3 353 \$
7	Du Dôme	2 056 \$
8	Du Plateau	2 527 \$
9	Du Village	2 518 \$
10	Euclide-Lanthier	2 097 \$
11	Grand-Boisé	2 039 \$
12	Grande-Rivière	7 359 \$
13	Jean-de-Brébeuf	1 759 \$
14	Mont-Bleu (primaire)	2 551 \$
15	Secondaire Mont-Bleu	4 930 \$
16	Notre-Dame	1 957 \$
17	Notre-Dame-de-la-Joie	1 833 \$
18	Sainte-Marie	1 436 \$
19	Saint-Paul	1 973 \$
20	St-Jean-Bosco	2 114 \$
21	St-Rédempteur	2 064 \$
22	Trois-Portages	2 138 \$
23	Vieux-Verger	2 213 \$
Montant total demandé		61 311 \$
Montant maximal prévu		61 343 \$
Montant versé		61 311 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (773)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Adrien-Guillaume	1 272 \$
2	Sacré-Cœur-de-Marie	1 301 \$
3	J-M-Robert	2 380 \$
4	Centrale	1 176 \$
5	St-Michel-de-Montebello	1 506 \$
6	St-Pie X	1 382 \$
7	Louis-Joseph-Papineau	2 879 \$
8	Sacré-Cœur de Plaisance	1 220 \$
9	Ste-Famille/Aux Trois-Chemins	2 659 \$
10	Maria-Goretti	1 719 \$
11	St-Jean-de-Brébeuf	1 551 \$
12	Du Sacré-Cœur	1 940 \$
13	Aux Quatre-Vents	1 785 \$
14	Du Ruisseau	1 639 \$
15	Mgr Charbonneau	1 587 \$
16	St-Michel de Buckingham	2 072 \$
17	St-Laurent	1 984 \$
18	Du Boisé	1 800 \$
19	Hormidas-Gamelin	7 429 \$
20	De la Montagne/Notre-Dame-de-la-Garde	3 167 \$
Montant total demandé		42 448 \$
Montant maximal prévu		42 446 \$
Montant versé		42 446 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Le Rucher :	3 229 \$
	-Ste-Croix	
	- Woodland	
	- Laval	
	- Christ-Roi	
	- Pie XII	
	- St-Boniface	
	- Dominique Savio	
	- Sacré-Cœur	
	- Collège Sacré-Cœur	
2	Cœur-de-la-Gatineau	3 856 \$
	- Sacré-Cœur	
	- St-Nom-de-Marie	
	- Ste-Thérèse	
	- Reine-Perreault	
	- Notre-Dame-de-Grâce	
3	Cité Étudiante de la Haute-Gatineau	3 678 \$
4	Primaire Pontiac	2 540 \$
	- Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	
	- Poupore	
	- St-Pierre	
	- Envolée	
	- Ste-Marie	
	- Ste-Anne	
5	Sieur-de-Coulonge	2 834 \$
Montant total demandé		16 137 \$
Montant maximal prévu		16 137 \$
Montant versé		16 137 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Western Québec (886)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Hadley Junior High School	5 000 \$
2	St-Michael's High School	1 600 \$
3	Pontiac High School	6 250 \$
4	Queen Elizabeth Elementary School	1 800 \$
5	Chelsea Elementary School	1 000 \$
6	Eardley Elementary School	1 519 \$
7	Maniwaki Woodland School	2 500 \$
8	Noranda School	1 440 \$
9	Poltimore Elementary School	1 050 \$
10	Symmes Junior High School	4 350 \$
11	Wakefield Elementary School	1 440 \$
12	Namur Intermediate School	2 000 \$
13	Lord Aylmer School	6 195 \$
14	Greater Gatineau School	7 000 \$
15	DR. Wilbert Keon School	3 800 \$
Montant total demandé		46 944 \$
Montant maximal prévu		47 466 \$
Montant versé		46 944 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (781)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Saint-Joseph	1 094 \$
2	Gilbert-Théberge	2 147 \$
3	Saint-Viateur	1 017 \$
4	Saint-Isidore	1 433 \$
5	Notre-Dame de Béarn et Assomption de Fabre	1 404 \$
6	Marie-Assomption	1 513 \$
7	Le Triolet	1 513 \$
8	Saint-Gabriel	1 593 \$
9	Marcel-Raymond	2 464 \$
10	Rivière-des-Quinze	2 193 \$
11	Gilbert-Théberge	2 893 \$
Montant total demandé		19 260 \$
Montant maximal prévu		19 260 \$
Montant versé		19 260 \$

Programme *Écoles en forme et en santé*
Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de Rouyn-Noranda (782)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	La Source	30 525 \$
Montant total demandé		30 525 \$
Montant maximal prévu		33 878 \$
Montant versé		30 525 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire Harricana (783)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	secondaire La Calypso	5 200 \$
2	polyvalente de la Forêt	1 337 \$
3	secondaire Natagan	1 611 \$
4	Notre-Dame-de-Fatima	1 209 \$
5	La Corne	1 248 \$
6	de Berry	1 163 \$
7	Saint-Félix et Saint-Dominique	1 224 \$
8	Saint-Mathieu / La Motte	1 201 \$
9	Saint-Joseph	1 418 \$
10	Sainte-Thérèse	1 923 \$
11	Saint-Viateur	2 087 \$
12	Christ-Roi / Youville	1 805 \$
13	Morency de Villemontel	1 198 \$
14	Sainte-Gertrude et Saint-Paul	2 302 \$
15	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 441 \$
16	Notre-Dame-de-Lourdes	1 101 \$

Montant total demandé	27 468 \$
-----------------------	-----------

Montant maximal prévu	29 656 \$
-----------------------	-----------

Montant versé	27 468 \$
----------------------	------------------

<p>Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (784)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	secondaire La Concorde	4 543 \$
2	intégrée Renaud-Saint-Martin	4 858 \$
3	Le Tremplin	8 240 \$
4	Chanoine-Delisle	5 675 \$
5	Notre-Dame-du-Rosaire	3 755 \$
6	secondaire Le Transit	7 953 \$
Montant total demandé		35 024 \$
Montant maximal prévu		35 024 \$
Montant versé		35 024 \$

<p>Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Lac-Abitibi (785)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Dagenais	2 277 \$
2	du Maillon	1 573 \$
3	Dagenais	240 \$
4	des Quatre-Cantons	1 402 \$
5	Cité étudiante Polyno	6 340 \$
6	l'Envol	2 409 \$
7	Abana	1 828 \$
8	Diverses écoles de la commission scolaire	2 000 \$
Montant total demandé		18 069 \$
Montant maximal prévu		18 069 \$
Montant versé		18 069 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de la Baie-James (801)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bon Pasteur	1 664 \$
2	Boréale	1 581 \$
3	Galinée	1 040 \$
4	secondaire Le Delta	945 \$
5	Notre-Dame-du-Rosaire	1 696 \$
6	secondaire La Taïga	1 642 \$
7	Vatican 11	1 425 \$
8	Le Filon	1 248 \$
9	Saint-Dominique-Savio	1 426 \$
10	La Porte-du-Nord	3 709 \$
Montant total demandé		16 375 \$
Montant maximal prévu		19 291 \$
Montant versé		16 375 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire de l'Estuaire (791)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Bois-du Nord	1 844 \$
2	Boisvert	2 053 \$
3	Dominique-Savio	1 147 \$
4	Ecole Secondaire Serge Bouchard	4 444 \$
5	La Marée	1 317 \$
6	Les Dunes	1 302 \$
7	Leventoux	1 898 \$
8	Marie-Immaculée	1 364 \$
9	Mgr Bélanger	1 619 \$
10	Mgr Bouchard	1 163 \$
11	Mgr Labrie	1 039 \$
12	Notre-Dame du Sacré-Cœur	1 929 \$
13	Notre-Dame du Bon Conseil	1 186 \$
14	Père Duclos	1 062 \$
15	Polyvalente des Baies	4 282 \$
16	Polyvalente des Berges	1 820 \$
17	Polyvalente des Rivières	2 649 \$
18	Richard	2 315 \$
19	Saint-Cœur-de-Marie (Baie-Comeau)	1 224 \$
20	Saint-Cœur-de-Marie (Baie-Comeau)	1 325 \$
21	Saint-Cœur-de-Marie (Colombier)	1 155 \$
22	Saint-Joseph (Baie-Trinité)	1 209 \$
23	Saint-Joseph (Tadoussac)	1 224 \$
24	Saint-Luc	1 743 \$
25	Sainte-Marie	1 255 \$
26	Trudel	1 426 \$
Montant total demandé		44 993 \$
Montant maximal prévu		44 993 \$
Montant versé		44 993 \$

<p>Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Fer (792)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Mère D'Youville	1 572 \$
2	Maisonneuve	1 580 \$
3	Gamache	2 401 \$
4	Bois-Joli	1 543 \$
5	Camille Marcoux	1 543 \$
6	Marie-Immaculée	2 020 \$
7	St-Alexandre, Dominique-Savio, Notre-Dame	3 536 \$
8	Des Découvertes	1 448 \$
9	Jacques Cartier	1 528 \$
10	Centre Educatif L'Abri	2 416 \$
11	Polyvalente Horizon Blanc	1 528 \$
12	Jean du Nord	5 623 \$
Montant total demandé		26 738 \$
Montant maximal prévu		26 738 \$
Montant versé		26 738 \$

Programme *Écoles en forme et en santé* Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (793)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Louis Garnier	1 100 \$
2	Les Riverains (les deux écoles)	550 \$
3	Les Riverains (St-François D'Assise)	1 100 \$
4	Les Riverains (Notre-Dame de la Confiance)	559 \$
5	LeStrat	2 050 \$
6	Roger Martineau (Les deux écoles)	1 800 \$
Montant total demandé		7 159 \$
Montant maximal prévu		7 159 \$
Montant versé		7 159 \$

<p align="center">Programme <i>Écoles en forme et en santé</i> Liste des projets retenus pour l'année scolaire 2004-2005</p>

Commission scolaire du Littoral (689)

Projet	Nom de l'école	Montant demandé
1	Kegashka	800 \$
2	Netagamiou	960 \$
3	Harrington	1 500 \$
4	Marie-Sarah	720 \$
5	Gabriel Dionne	1 698 \$
6	St-Joseph	1 500 \$
7	St. Lawrence et Mecatina	2 000 \$
8	St-Paul	1 200 \$
9	Mountain Ridge	1 200 \$
10	Mgr Scheffer	1 402 \$
11	Mgr Scheffer	800 \$
12	Mgr Scheffer	1 271 \$
Montant total demandé		15 051 \$
Montant maximal prévu		15 051 \$
Montant versé		15 051 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées en 2004-2005 liées aux activités parascolaires et aux activités physiques parascolaires. Prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

Les commissions scolaires peuvent utiliser leur allocation de base pour financer de telles activités. En 2004-2005, une somme de 5 M\$ a été allouée pour le financement du programme « Une école en forme et en santé ». Cette somme est reconduite en 2005-2006.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets d'immobilisations (constructions, agrandissements d'écoles, projets communautaires, etc.) demandés en formation générale et en formation professionnelle, pour l'année 2003-2004 et l'année 2004-2005 par direction régionale, par commission scolaire et par circonscription électorale en indiquant ceux qui ont été autorisés et le montant global engagé par le Ministère. Pour chaque projet autorisé, indiquer le coût total et la part assumée par la commission scolaire, le milieu (municipalité) et le Ministère. En ce qui concerne la construction de nouvelles écoles, indiquer la capacité d'accueil, le niveau d'enseignement et le nombre d'élèves qui y sont inscrits au 30 septembre 2004. Prévisions pour 2005-2006

RÉPONSE

- Annexe 1 : Liste des projets autorisés en formation générale au Plan triennal des immobilisations (PTI 2003-2006)
- Annexe 2 : Liste des projets autorisés en formation professionnelle au Plan triennal des immobilisations (PTI 2003-2006)
- Annexe 3 : Liste de projets demandés et autorisés en formation générale au Plan triennal des immobilisations 2004-2007
- Annexe 4 : Liste des projets demandés et autorisés en formation professionnelle au Plan triennal des immobilisations 2004-2007.

Les données pour 2005-2006 ne sont pas disponibles.

**LISTE DES PROJETS AUTORISÉS AU
PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2003-2006
FORMATION GÉNÉRALE DES JEUNES
AJOUTS D'ESPACE**

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	COÛT	CAPACITÉ D'ACCUEIL	INSCRIPTION 30 SEPT. 2004
----	----	-----------------	----------	------	-----------------------	------------------------------

Ajustements aux projets en cours de réalisation (PTI)

6	Lester-B.-Pearson		Nouvelle primaire / Kirkland	0,619	3-14 (410)	358
7	Draveurs		Nouvelle secondaire / Gatineau	3,214	1 512	1 269
7	Draveurs		Prim. l'Escalade / Gatineau	0,338		
7	Draveurs		Prim. De la Colline / Val-des-Monts	0,231		
13	Laval		Nouvelle primaire / Sainte-Rose	0,325	4-18 (522)	581
15	Affluents		Sec. Des Rives / Terrebonne (Lachenaie)	0,241		
15	Affluents		Sec. l'Horizon / Repentigny (Le Gardeur)	0,250		
15	Seigneurie-des-Mille-Îles		Nouvelle primaire / Blainville	0,571	3-15 (435)	0
15	Seigneurie-des-Mille-Îles		Nouvelle secondaire / Ste-Marthe-sur-le-Lac	0,493	810	793
15	Seigneurie-des-Mille-Îles		Nouvelle secondaire / Blainville (Rosemère)	1,492	810	0
16	Trois-Lacs		Nouvelle secondaire / Île Perrot	0,450	1 060	823

Ajustements aux projets en cours de réalisation (PAIP)

3	Capitale		Prim. Saint-Claude / Québec	0,250		
3	Charlevoix		Prim. Laure-Gaudreault / Clermont	0,304		
7	Western Québec		Nouvelle primaire / Gatineau (Aylmer)	0,470	3-15 (429)	204
14	Affluents		Second. Félix-Leclerc / Repentigny	0,570		
16	Patriotes		Sec. Richelieu Valley / Mc Masterville	4,217		

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	COÛT	CAPACITÉ D'ACCUEIL	INSCRIPTION 30 SEPT. 2004
----	----	-----------------	----------	------	-----------------------	------------------------------

Projets retenus (Sud)

2	Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Prim. Saint-Léon / Labrecque	0,248		
3	Capitale	Limoilou	CFER (Centre Ste-Odile) / Québec	0,400		
3	Central Québec	Vanier	Prim. Nouvelle Vie / Vanier	1,157		
3	Central Québec	Frontenac	Prim-sec. J. Memorial / Thetford Mines	0,593		
3	Premières-Seigneuries	Charlevoix	Prim. Le Ruisseau / St-Ferréol-les-Neiges	0,514		
3	Premières-Seigneuries	Chauveau	Prim. L'arc-en-Ciel / Lac Saint-Charles	0,291		
6	Lester-B.-Pearson	Marguerite-Bourgeois	Prim. Children's World / Montréal	2,117		
6	Marguerite-Bourgeois	Marguerite-Bourgeois	Prim. L. Macdonald / Montréal	1,793		
6	Marguerite-Bourgeois	Saint-Laurent	Prim. Katimavik / Montréal	1,047		
6	Montréal	Ste-Marie-St-Jacques	Prim. Lanaudière	0,420		
6	Montréal	Viau	Prim. Montcalm	3,800		
6	Montréal	Viau	Prim. Saint-Grégoire-le-Grand			
6	Montréal	Outremont	Prim. Simonne-Monet			
6	Montréal	Viau	Prim. Sainte-Lucie			
6	Montréal	Viau	Prim. Saint-Bernardin			
6	Montréal	Crémazie	Prim. Saint-Isaac-Jogues			
7	Portages-de-l'Outaouais	Hull	Nouvelle primaire / Gatineau (Plateau)	6,112	3-18 primaire (492)	329
7	Portages-de-l'Outaouais	Hull	Second. Mont-Bleu / Gatineau	0,755		
8	Lac-Abitibi	Abitibi-Ouest	Prim.-sec. Pav. Blanchet / Normétal	0,746		
12	Côte-du-Sud	Bellechasse	CFER Bellechasse / Bellechasse	0,154		
12	Navigateurs	Lévis	Prim. Du Ruisseau / Lévis	0,887		
13	Sir-Wilfrid-Laurier	Joliette	Sec. Joliette / Joliette	2,453		
13	Sir-Wilfrid-Laurier	Masson	Nouvelle primaire / Repentigny	4,587	3-15 primaire (420)	349
14	Samares	Rousseau	Prim. Saint-Louis (classes)/ Rawdon	0,590		
15	Seigneurie-des-Mille-Îles	Groulx	Sec. J.-J. Rousseau / Boisbriand	4,332		
15	Seigneurie-des-Mille-Îles	Blainville	Nouvelle primaire / Lorraine	4,707	3-12 primaire (348)	259

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	COÛT	CAPACITÉ D'ACCUEIL	INSCRIPTION 30 SEPT. 2004
16	Grandes-Seigneuries	La Prairie	Prim.-sec. Émilie-Gamelin / La Prairie Prim.-sec. Des Cheminots / Delson Prim.-sec. L. Lafortune / Delson	1,375		
16	Hautes-Rivières	St-Jean	Prim. Des Prés-Verts / St-Jean-sur-Richelieu	0,896		
16	Riverside	Vachon	Sec. Mcdonald-Cartier / Longueuil	4,000		
16	Vallée-des-Tisserands	Beauharmois-Huntingdon	Prim. Des Jeunes-Riverains / Saint-Anicet	0,265		

Projets retenus (Nord)

10	Crie		Construction de résidences / Wemindji, Whapmagoostui	3,250		
10	Crie		Résidences d'enseignants / Waskaganish	1,200		
10	Kativik		Nouvelle école primaire / Kuujjuaq	8,61	197 primaire	145 élèves
10	Kativik		12 résidences d'enseignants / 5 villages	4,400		
9	Littoral		Résidences d'enseignants / Rivière Saint-Paul	0,792		

PROJETS D'IMMOBILISATIONS EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2003-2004

N° 45

PROJETS AUTORISÉS

ANNEXE 2

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE

ÉCOLE

RÉGION ADMINISTRATIVE

NATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.

COÛT
TOTAL

COÛT
DÉFINITIF
MEQ

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES

010 Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Phares, CS des

C.F.P. Mont-Joli-Mitis	Bas-Saint-Laurent	1310			2 986 002 \$	2 851 632 \$	0 \$	0 \$	134 370 \$
------------------------	-------------------	------	--	--	--------------	--------------	------	------	------------

Fleuve-et-des-Lacs, CS du

C.F.P. du Fleuve-et-des-Lacs	Bas-Saint-Laurent			646	100 000 \$	90 000 \$	5 500 \$	0 \$	4 500 \$
------------------------------	-------------------	--	--	-----	------------	-----------	----------	------	----------

Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de

C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent	885		510	2 129 511 \$	2 033 683 \$	0 \$	0 \$	95 828 \$
-----------------------------	-------------------	-----	--	-----	--------------	--------------	------	------	-----------

COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:

5 215 513 \$	4 975 315 \$	5 500 \$	0 \$	234 698 \$
--------------	--------------	----------	------	------------

020 Saguenay-Lac-Saint-Jean

Rives-du-Saguenay, CS des

C.F.P. La Baie	Saguenay-Lac-Saint-Jean				513 816 \$	200 000 \$	290 694 \$	0 \$	23 122 \$
----------------	-------------------------	--	--	--	------------	------------	------------	------	-----------

De La Jonquière, CS

C.F.P. Arvida	Saguenay-Lac-Saint-Jean				396 962 \$	125 000 \$	248 631 \$	0 \$	17 863 \$
---------------	-------------------------	--	--	--	------------	------------	------------	------	-----------

COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:

910 778 \$	325 000 \$	539 325 \$	0 \$	40 985 \$
------------	------------	------------	------	-----------

DR DIRECTION REGIONALE		COMMISSION SCOLAIRE			NATURE DU PROJET - M²		COÛT	COÛT	COMM.	REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.		AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	DÉFINITIF	SCOL.	MILIEU	TAXES
030 Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches										
Capitale, CS de la										
C.F.P. EMOICQ	Capitale-Nationale			1150		1 846 927 \$	1 663 815 \$	100 000 \$	0 \$	83 112 \$
Découvreurs, CS des										
C.F.P. Maurice-Barbeau	Capitale-Nationale					280 628 \$	268 000 \$	0 \$	0 \$	12 628 \$
Premières-Seigneuries, CS des										
C.F. en Alimentation-Tourisme	Capitale-Nationale					490 052 \$	318 000 \$	150 000 \$	0 \$	22 052 \$
Portneuf, CS de										
Centre La Croisée	Capitale-Nationale					523 560 \$	500 000 \$	0 \$	0 \$	23 560 \$
Navigateurs, CS des										
C.F.P. en montage de lignes	Chaudière-Appalaches					157 068 \$	150 000 \$	0 \$	0 \$	7 068 \$
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:						3 298 235 \$	2 899 814 \$	250 000 \$	0 \$	148 421 \$
040 Mauricie et Centre-du-Québec										
Énergie, CS de l'										
École Forestière de La Tuque	Mauricie		800			1 473 437 \$	1 407 132 \$	0 \$	0 \$	66 305 \$
Riveraine, CS de la										
École d'agriculture de Nicolet	Centre-du-Québec		1060			2 117 345 \$	1 916 707 \$	105 357 \$	0 \$	95 281 \$
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:						3 590 782 \$	3 323 840 \$	105 357 \$	0 \$	161 585 \$

DR DIRECTION REGIONALE		COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²		COÛT	COÛT	COMM.	REMB.	
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST. AGRAND. RÉAM.		TOTAL	DÉFINITIF	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES	
050 Estrie										
Hauts-Cantons, CS des										
Maison familiale rurale du Granit (MFR)	Estrie		664		1 127 932 \$	958 538 \$	118 637 \$	0 \$	50 757 \$	
Région-de-Sherbrooke, CS de la										
Centre de form. prof. 24-Juin	Estrie		600		1 469 171 \$	1 403 058 \$	0 \$	0 \$	66 113 \$	
Sommets, CS des										
Centre intégré de formation en plasturgie et en caoutchouc	Estrie	4359			6 640 812 \$	4 908 475 \$	400 000 \$	1 033 500 \$	298 837 \$	
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					9 237 915 \$	7 270 072 \$	518 637 \$	1 033 500 \$	415 706 \$	
061 Laval, Laurentides et Lanaudière										
Laval, CS de										
C.F.P. Le Chantier	Laval			7000	3 036 649 \$	2 900 000 \$	0 \$	0 \$	136 649 \$	
C.F.P. Le Chantier	Laval			7000	2 617 801 \$	2 500 000 \$	0 \$	0 \$	117 801 \$	
C.F.P. IPIQ	Laval				209 424 \$	200 000 \$	0 \$	0 \$	9 424 \$	
Laurentides, CS des										
Centre Le Florès	Laurentides	2758			4 297 831 \$	4 104 429 \$	0 \$	0 \$	193 402 \$	
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					10 161 705 \$	9 704 428 \$	0 \$	0 \$	457 277 \$	
062 Montérégie										
Trois-Lacs, CS des										
École secondaire technique Paul-Gérin-Lajoie	Montérégie		724	572	1 993 873 \$	1 724 149 \$	180 000 \$	0 \$	89 724 \$	
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					1 993 873 \$	1 724 149 \$	180 000 \$	0 \$	89 724 \$	

DR DIRECTION REGIONALE		COMMISSION SCOLAIRE			NATURE DU PROJET - M²			COÛT	COÛT	COMM.	REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST. AGRAND. RÉAM.			TOTAL	DÉFINITIF MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES		
063 <u>Montréal</u>											
Montréal, CS de											
École des métiers du tourisme de Montréal	Montréal				4 188 482 \$	4 000 000 \$	0 \$	0 \$	188 482 \$		
Marguerite-Bourgeoys, CS											
C.F.P. Dalbé-Viau	Montréal				366 492 \$	350 000 \$	0 \$	0 \$	16 492 \$		
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					4 554 974 \$	4 350 000 \$	0 \$	0 \$	204 974 \$		
070 <u>Outaouais</u>											
Coeur-des-Vallées, CS au											
Centre Relais de la Lièvre / Seigneurie	Outaouais		827	400	2 152 065 \$	2 055 222 \$	0 \$	0 \$	96 843 \$		
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					2 152 065 \$	2 055 222 \$	0 \$	0 \$	96 843 \$		
080 <u>Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec</u>											
Or-et-des-Bois, CS de l'											
Centre national des mines à Val-d'Or	Abitibi-Témiscamingue				2 342 325 \$	2 045 711 \$	120 000 \$	71 209 \$	105 405 \$		
Crie, CS											
C.F.P. Crie	Nord-du-Québec	4298			18 300 000 \$	18 300 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$		
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					20 642 325 \$	20 345 711 \$	120 000 \$	71 209 \$	105 405 \$		
090 <u>Côte-Nord</u>											
Estuaire, CS de l'											
C.F.P. de Forestville	Côte-Nord				209 424 \$	200 000 \$	0 \$	0 \$	9 424 \$		
COÛT DES PROJETS AUTORISÉS:					209 424 \$	200 000 \$	0 \$	0 \$	9 424 \$		

DR DIRECTION REGIONALE		RÉGION ADMINISTRATIVE	NATURE DU PROJET - M² CONST. AGRAND. RÉAM.	COÛT TOTAL	COÛT DÉFINITIF MEQ	COMM. SCOL.	MILIEU	REMB. TAXES
COMMISSION SCOLAIRE								
ÉCOLE								

ANNEXE I/DT/OUI

COÛT TOTAL DES 26 PROJETS AUTORISÉS :	61 967 589 \$	57 173 552 \$	1 718 819 \$	1 104 709 \$	1 965 042 \$
---------------------------------------	---------------	---------------	--------------	--------------	--------------

**LISTE DES PROJETS DEMANDÉS EN FORMATION GÉNÉRALE
AU PLAN TRIENNAL DES IMMOBILISATIONS 2004-2007**

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	PROJET	COÛT TOTAL M\$	COÛT MEO M\$	PARTICIPATION DU MILIEU M\$ ou %	PROJET RETENU	CAPACITÉ D'ACCUEIL
1	Phares	Matapédia	CFER Matapédia / Mont-Joli	Réaménagement	0,795	0,080			
1	Phares	Rimouski	La Rose-des-Vents / Rimouski	Garde	0,261	0,249			
2	De La Jonquière	Lac St-Jean	Du Versant / Larouche	Bibliothèque	0,307	0,158			
2	Lac-Saint-Jean	Lac St-Jean	Albert-Naud / Alma	Gymnase	0,966	0,923	0 %		
3	Capitale	Chauveau	l'Accueil / Québec	Gymnase	0,968	0,555	40 %	0,555	
3	Capitale	Chauveau	Alexander-Wolff / Shannon	Rénovation	1,570	1,500		1,500	
3	Central Québec	Chauveau	Dollard-des-Ormeaux / Shannon	Rénovation	2,094	2,000		2,000	
3	Portneuf	Portneuf	Courval / Neuville	Classes	0,425	0,406			
3	Prem.-Seigneuries	Charlesbourg	Chabot / Québec	Classes	0,567	0,413	0,100 M\$		
3	Prem.-Seigneuries	Montmorency	Des Cimes / Québec	Classes	0,750	0,716			
5	Hauts-Cantons	St-François	Saint-Luc / Coaticook	Gymnase	0,743	0,500	30 %		
6	English-Montréal	Mont-Royal	Dunrae Gardens / Montréal	Classes	0,969	1,000		1,000	
6	English-Montréal	Lafontaine	East Hill / Montréal	Acquisition	3,200	3,500		3,500	
6	English-Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	Edinburgh / Montréal	Classes	0,600	0,573			
6	English-Montréal	La Fontaine	Léonardo da Vinci / Montréal	Classes	0,420	0,401			
6	English-Montréal	D'Arcy-McGee	Merton / Montréal	Classes	0,600	0,573			
6	English-Montréal	St-Lambert	Parkdale / Montréal	Classes	0,600	0,573			
6	English-Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	Royal West Ac. / Montréal	Gymnase	2,114	2,018	0 %	2,018	
6	L.-B.-Pearson	Soulanges	Nouvelle primaire / Sect. Vaudreuil	Construction	5,758	5,100		5,100	460
6	L.-B. Pearson	Vaudreuil	Edgewater / Pincourt	Classes	1,000	0,955			
6	L.-B. Pearson	Vaudreuil	Hudson / Hudson	Agrandissement	0,780	0,745			
6	L.-B. Pearson	Vaudreuil	St. Patrick / Pincourt	Agrandissement	1,800	1,719			
6	L.-B. Pearson	Soulanges	Vaudreuil County / Saint-Lazare	Agrandissement	1,000	0,955			
6	M.-Bourgeois	Pierrefonds	Nouvelle primaire / Pierrefonds	Construction	4,620	4,412			
6	M.-Bourgeois	St-Laurent	Beau-Séjour / Montréal	Classes	0,750	0,716			
6	M-Bourgeois	Nelligan	Saint-Georges / Montréal	Classes	0,204	0,204			

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	PROJET	COÛT TOTAL M\$	COÛT MEO M\$	PARTICIPATION DU MILIEU M\$ ou %	PROJET RETENU	CAPACITÉ D'ACCUEIL
6	Montréal	Laurier-Dorion	Barclay / Montréal	Gymnase	1,632	1,559	0 %		
6	Montréal	Crémazie	Fernand Séguin / Montréal	Gymnase	1,523	1,454	0 %		
6	Montréal	Viau	J.-F. Perreault / Montréal	Auditorium	7,000	6,685	0 %		
6	Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	N.-D. Assomption / Montréal	Gymnase	1,523	1,454	0 %		
6	Montréal	Mercier	Paul-Bruchési / Montréal	Gymnase	1,120	1,070	0 %		
6	Montréal	Rosemont	Rose-des-Vents / Montréal	Gymnase	1,563	1,493	0 %		
6	Montréal	Rosemont	Sainte-Bibiane / Montréal	Gymnase	1,523	1,454	0 %		
6	Montréal	Viau	Saint-Grégoire / Montréal	Gymnase	1,616	1,428	0 %		
6	Montréal	St-Henri-Ste-Anne	Saint-Jean-Matha / Montréal	Gymnase	1,523	1,454	0 %		
6	Montréal	Mercier	Saint-Louis-Gonz. / Montréal	Gymnase	1,563	1,493	0 %		
6	Montréal	Gouin	Saint-Marc / Montréal	Gymnase	1,523	1,454	0 %		
6	Montréal	Crémazie	Sophie Barat / Montréal	Arts	5,000	4,775			
6	Pointe-de-l'Île	LaFontaine	Fernand-Gauthier / Montréal	Agrandissement	1,199	1,145			
6	Pointe-de-l'Île	LaFontaine	Fernand-Gauthier / Montréal	Gymnase	3,409	1,605	1,804 M\$		
6	Pointe-de-l'Île	Bourassa-Sauvé	Jules-Verne / Montréal	Dépassement	0,388	0,388			
6	Pointe-de-l'Île	Bourassa-Sauvé	Le Carignan et St-Rémi / Montréal	Dépassement	0,730	0,730			
6	Pointe-de-l'Île	Crémazie	Sainte-Gertrude / Montréal	Agrandissement	2,460	1,800	0,491 M\$	1,800	
6	Pointe-de-l'Île	Anjou	Tara-Hall / Montréal	Achat (1)					
7	Cœur-des-Vallées	Papineau	Hormidas.-Gamelin / Gatineau	Agrandissement	1,600	1,450			
7	Cœur-des-Vallées	Papineau	Hormidas.-Gamelin / Gatineau	Piscine	3,500	1,200	(2)		
7	Port.-Outaouais	Pontiac	N.-D. de la Joie / Pontiac	Gymnase	1,164	0,817	28 %	0,817	
8	Harricana	Abitibi-Ouest	Saint-Viateur / Amos	Gymnase	2,441	0,936	0,700 M\$		
8	Lac-Abitibi	Abitibi-Ouest	Pav. de Palmarolle / Palmarolle	Bibliothèque	0,863	0,824	(2)		
9	Estuaire	Abitibi-Ouest	xxxx / Forestville	Gymnase (3)					
10	Crie	Nord-du-Québec	Nouvelle prim. / Waswanipi	Construction	8,713	8,713			
10	Kativik	Nord-du-Québec	Garage-entrepôt / Inukjuak	Construction	1,836	1,700		1,700	
10	Kativik	Nord-du-Québec	Rés. 8 jumelés / Divers villages	Construction	6,336	5,867		5,867	
10	Kativik	Beauce-Nord	Rés. 2 jumelés / Kuujjuaq	Construction	1,584	1,467			
12	Beauce-Etchemin	Beauce-Nord	Drouin / Saint-Isidore	Agrandissement	2,200	2,101			

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	PROJET	COÛT TOTAL M\$	COÛT MEQ M\$	PARTICIPATION DU MILIEU M\$ ou %	PROJET RETENU	CAPACITÉ D'ACCUEIL
12	Beauce-Etchemin	Beauce-Nord	Notre-Dame / St-Elzéar	Gymnase	1,129	0,647	45 %		
13	Sir-W.-Laurier	À déterminer	Nouvelle secondaire / Laval	Construction	12,000	11,550			
13	Sir-W.-Laurier	À déterminer	Nouvelle primaire / Laval	Construction	5,709	5,056			
13	Sir-W.-Laurier	Joliette	Nouvelle primaire / Joliette	Construction	3,720	3,296			
13	Sir-W.-Laurier	Bertrand	Aca. Ste-Agathe / Ste-Ag.-Monts	Agrandissement	0,961	0,950		0,950	
13	Sir-W.-Laurier	Masson	Holy-Rosary / Mascouche	Classes	2,000	1,910			
13	Sir-W.-Laurier	Mille-Îles	Jules-Verne / Laval	Réaménagement	0,500	0,478			
13	Sir-W.-Laurier	Masson	Lewis-King / Mascouche	Classes	1,200	1,146			
13	Sir-W.-Laurier	Mille-Îles	Saint-Victor / Laval	Achat	0,812	0,800			
14	Samares	Joliette	Dominique-Savio / N.-D. Prairies	Bibliothèque	0,769	0,441	40 %		
15	Laurentides	À déterminer	À déterminer / Mont-Tremblant	Bibliothèque (4)			(2)		
15	Rivière-du-Nord	Prévost	Centre Jour / St-Jérôme	Transformation (5)					
15	Rivière-du-Nord	Prévost	Saint-Stanislas / Saint-Jérôme	Agrandissement	3,650	3,086		3,086	
15	Seig.-Mille-Îles	Mainville	Nouvelle primaire / Blainville	Construction	5,709	5,056			
15	Seig. Mille-Îles	Mirabel	l'Amitié / Saint-Placide	Bibliothèque	0,611	0,531	4 %		
15	Seig. Mille-Îles	Deux-Montagnes	Des Érables / Deux-Montagnes	Agrandissement	4,500	4,200			
15	Seig. Mille-Îles	Blainville	Du Harfang / Ste-Anne-Plaines	Agrandissement	2,356	2,250			
15	Seig. Mille-Îles	Groulx	St-Gabriel / Ste-Thérèse	Agrandissement	5,400	5,157			
15	Seig. Mille-Îles	Groulx	Ste-Thérèse / Ste-Thérèse	Auditorium	2,400	2,292	(2)		
16	G.-Seigneuries	La Prairie	Nouvelle primaire / Candiac	Construction	6,824	6,040			
16	G.-Seigneuries	La Prairie	Félix-Leclerc / St-Constant	Agrandissement	2,584	2,468			
16	G.-Seigneuries	Beauharnois-Huntingdon	Fernand Séguin / Candiac	Agrandissement	2,697	2,576			
16	G.-Seigneuries	Châteauguay	Gabrielle-Roy / Châteauguay	Gymnase	1,097	1,048	0 %		
16	G.-Seigneuries	La Prairie	Jacques Barclay / St-Mathieu	Gymnase	0,710	0,678	0 %		
16	G.-Seigneuries	La Prairie	Notre-Dame / La Prairie	Gymnase	0,945	0,902	0 %		
16	G.-Seigneuries	Huntingdon	St-Édouard / St-Édouard	Gymnase	0,914	0,873	0 %		
16	Hautes-Rivières	St-Jean	CEA La Relance / St-Jean-Rich.	Agrandissement (6)					
16	Hautes-Rivières	St-Jean	J. A. Bélanger / St-Jean-Rich.	Gymnase	2,193	2,094	0 %		

RA	CS	CIRCONSCRIPTION	BÂTIMENT	PROJET	COÛT TOTAL M\$	COÛT MEQ M\$	PARTICIPATION DU MILIEU M\$ ou %	PROJET RETENU	CAPACITÉ D'ACCUEIL
16	Hautes-Rivières	Iberville	Mgr-E.-Théberge / Marieville	Auditorium	2,275	1,793	0,980 M\$		
16	Riverside	Laporte	Chambly Academy / Longueuil	Agrandissement	2,165	1,922	0 %		
16	Riverside	St-Jean-sur-Richelieu	CE de St-Jean	Agrandissement	1,900	1,900		1,900	
16	Saint-Hyacinthe	St-Hyacinthe	Casavant / St-Hyacinthe	Gymnase	1,883	1,529	0,270 M\$		
16	Saint-Hyacinthe	St-Hyacinthe	Fadette / Saint-Hyacinthe	Gymnase	1,740	1,421	15 %		
16	Saint-Hyacinthe	St-Hyacinthe	Henri-Bachand / St-Liboire	Agrandissement	1,318	1,129	0,130 M\$		
16	Saint-Hyacinthe	Iberville	Pav. Sacré-Cœur / Saint-Pie	Gymnase	3,480	1,774	1,550 M\$		
16	Saint-Hyacinthe	Iberville	Pav. Sacré-Cœur / Saint-Pie	Classes	1,017	1,000		1,000	
16	Trois-Lacs	Vaudreuil	Chêne-Bleu / Île Perrot	Agrandissement		4,580		4,580	
16	Vallée-Tisserands	Beauharnois	Dom.-Savio / Salaber. Valley.	Gymnase	0,719	0,687	0 %		
16	Vallée-Tisserands	Beauharnois	St-Urbain / St-Urbain Premier	Bibliothèque	0,600	0,560	(2)		
17	Chênes	Richmond	Cyrille Brassard / St-Cyrille	Gymnase (7)					
17	Chênes	Richmond	La Poudrière / Drummondville	Agrandissement (3)					
17	Chênes	Richmond	St-Nicéphore / St-Nicéphore	Agrandissement	0,636	0,608			
TOTAL					187,759	166,082			

- (1) Projet retiré.
- (2) Participation communautaire : démarches du milieu non terminées.
- (3) Aucun document technique n'a été déposé par la C.S.
- (4) Projet présenté tardivement. Il sera analysé dans le cadre du PTI de l'an prochain.
- (5) Projet reporté par la CS au prochain PTI.
- (6) Non admissible à la mesure « Ajout d'espace » en formation générale des jeunes.
- (7) Dossier transféré à la mesure « Régime d'indemnisation ».

2005-05-04 13:45:33

PROJETS D'IMMOBILISATIONS DEMANDÉS EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2004-2005

N° 45
ANNEXE 4

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE

ÉCOLE

RÉGION ADMINISTRATIVE

NATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.COÛT
TOTAL

MEQ

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES010 Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-MadeleinePhares, CS des

Centre form. Rimouski-Neigette	Bas-Saint-Laurent			423	379 562 \$	362 482 \$	0 \$	0 \$	17 080 \$
Centre form. Rimouski-Neigette	Bas-Saint-Laurent			642	603 246 \$	576 100 \$	0 \$	0 \$	27 146 \$

Fleuve-et-des-Lacs, CS du

C.F.P. du Fleuve-et-des-Lacs	Bas-Saint-Laurent			390	653 805 \$	300 000 \$	324 384 \$	0 \$	29 421 \$
C.F.P. du Fleuve-et-des-Lacs (Trois-Pistoles)	Bas-Saint-Laurent			388	262 500 \$	250 688 \$	0 \$	0 \$	11 813 \$

Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de

C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent	1954			2 952 578 \$	2 819 712 \$	0 \$	0 \$	132 866 \$
C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent			255	556 275 \$	531 243 \$	0 \$	0 \$	25 032 \$
C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent		56	565	205 375 \$	196 133 \$	0 \$	0 \$	9 242 \$
C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent		308		514 400 \$	491 252 \$	0 \$	0 \$	23 148 \$
C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent			1190	574 050 \$	548 218 \$	0 \$	0 \$	25 832 \$

René-Lévesque, CS

C.F.P. Paspébiac-Bonaventure	Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine		3031		4 725 384 \$	4 512 742 \$	0 \$	0 \$	212 642 \$
------------------------------	----------------------------------	--	------	--	--------------	--------------	------	------	------------

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	NATURE DU PROJET - M²			COÛT TOTAL	MEQ	COMM. SCOL.	MILIEU	REMB. TAXES
		CONST.	AGRAND.	RÉAM.					
C.F.P. Paspébiac-Bonaventure	Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine		408	308	711 650 \$	679 626 \$	0 \$	0 \$	32 024 \$
C.F.P. Paspébiac-Bonaventure	Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine		1019	1139	1 920 895 \$	1 834 455 \$	0 \$	0 \$	86 440 \$
C.F.P. Paspébiac-Bonaventure	Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine		1817		2 780 761 \$	2 655 627 \$	0 \$	0 \$	125 134 \$
C.F.P. Paspébiac-Bonaventure	Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine				163 433 \$	156 079 \$	0 \$	0 \$	7 354 \$

DR DIRECTION REGIONALE										
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²				COÛT	COMM.		REMB.	
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES	
020 Saguenay–Lac-Saint-Jean										
<u>Pays-des-Bleuets, CS du</u>										
C.F.P. Dolbeau-Mistassini	Saguenay–Lac-Saint-Jean		402	185	1 743 800 \$	871 900 \$	793 429 \$	0 \$	78 471 \$	
<u>Lac-Saint-Jean, CS du</u>										
C.F.P. d'Alma - Pavillon Bégin	Saguenay–Lac-Saint-Jean			120	121 560 \$	116 090 \$	0 \$	0 \$	5 470 \$	
C.F.P. d'Alma - Pavillon Bégin	Saguenay–Lac-Saint-Jean		128	80	207 359 \$	94 968 \$	103 060 \$	0 \$	9 331 \$	
<u>Rives-du-Saguenay, CS des</u>										
Centre d'équipement motorisé	Saguenay–Lac-Saint-Jean		731	743	7 390 392 \$	7 057 824 \$	0 \$	0 \$	332 568 \$	
C.F.P. L'Oasis	Saguenay–Lac-Saint-Jean		1000		4 131 858 \$	3 945 924 \$	0 \$	0 \$	185 934 \$	
<u>De La Jonquière, CS</u>										
C.F.P. Jonquière / boulevard Mellon en alimentation	Saguenay–Lac-Saint-Jean		82	3739	3 179 950 \$	3 036 852 \$	0 \$	0 \$	143 098 \$	
C.F.P. Jonquière	Saguenay–Lac-Saint-Jean				427 000 \$	407 785 \$	0 \$	0 \$	19 215 \$	

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²	COÛT		COMM.	REMB.			
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
030 Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches									
<u>Capitale, CS de la</u>									
C.F.P. Wilbrod-Bherer	Capitale-Nationale		1199	690	1 466 043 \$	911 390 \$	488 681 \$	0 \$	65 972 \$
C. I. alimentation/tourisme	Capitale-Nationale		5010	5195	11 095 393 \$	10 596 100 \$	0 \$	0 \$	499 293 \$
<u>Premières-Seigneuries, CS des</u>									
Centre Samuel-De Champlain	Capitale-Nationale		2186	212	3 652 716 \$	3 488 344 \$	0 \$	0 \$	164 372 \$
C.F.P. Fierbourg	Capitale-Nationale		2585	3194	6 047 092 \$	5 774 973 \$	0 \$	0 \$	272 119 \$
Centre du Bâtiment et Travaux publics	Capitale-Nationale		6950		10 504 123 \$	10 031 437 \$	0 \$	0 \$	472 686 \$
<u>Côte-du-Sud, CS de la</u>									
C.F.P L'Envolée de Montmagny	Chaudière-Appalaches		1436		2 400 291 \$	2 292 278 \$	0 \$	0 \$	108 013 \$
<u>L'Amiante, CS de</u>									
C.F.P. Le Tremplin	Chaudière-Appalaches		978	1782	4 170 333 \$	3 982 668 \$	0 \$	0 \$	187 665 \$
<u>Beauce-Etchemin, CS de la</u>									
C.F.P. de Saint-Joseph	Chaudière-Appalaches		1476		3 142 471 \$	3 001 060 \$	0 \$	0 \$	141 411 \$
Centre d'imprimerie de la Chaudière	Chaudière-Appalaches			390	558 846 \$	533 698 \$	0 \$	0 \$	25 148 \$
CF Mariverain	Chaudière-Appalaches		1869		2 941 638 \$	2 809 264 \$	0 \$	0 \$	132 374 \$
<u>Navigateurs, CS des</u>									

DR DIRECTION REGIONALE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.	REMB.	
COMMISSION SCOLAIRE		CONST. AGRAND. RÉAM.			TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE								
C.F.P. Gabriel-Rousseau	Chaudière-Appalaches	3224			5 033 930 \$	4 807 403 \$	0 \$	0 \$	226 527 \$

DR DIRECTION REGIONALE									
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
040 Mauricie et Centre-du-Québec									
<u>Chemin-du-Roy, CS du</u>									
Centre intégré en métallurgie	Mauricie				15 000 000 \$	14 325 000 \$	0 \$	0 \$	675 000 \$
Centre form. prof. Qualitech	Mauricie		550	3568	3 363 579 \$	3 212 218 \$	0 \$	0 \$	151 361 \$
<u>Énergie, CS de l'</u>									
Carrefour Formation Mauricie	Mauricie		0	1733	1 885 255 \$	1 800 419 \$	0 \$	0 \$	84 836 \$
<u>Bois-Francis, CS des</u>									
Centre de form. Vision 20-20	Centre-du-Québec		2552		6 600 000 \$	5 303 000 \$	700 000 \$	300 000 \$	297 000 \$

DR DIRECTION REGIONALE									
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.	REMB.	
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
050 Estrie									
Hauts-Cantons, CS des									
C.F.P. de Coaticook (CRIFA)	Estrie	2313			1 565 836 \$	1 495 373 \$	0 \$	0 \$	70 463 \$
Centre de F.P. du Granit	Estrie		378		642 843 \$	613 915 \$	0 \$	0 \$	28 928 \$
Sommets, CS des									
Centre d'excellence en formation et développement industriel	Estrie	3865			4 995 127 \$	4 770 346 \$	0 \$	0 \$	224 781 \$

DR DIRECTION REGIONALE										
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²				COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ		SCOL.	MILIEU	TAXES
061 Laval, Laurentides et Lanaudière										
Laval, CS de										
Complexe scolaire Leblanc	Laval			2912	3 817 483 \$	3 645 696 \$		0 \$	0 \$	171 787 \$
École hôtelière de Laval	Laval			2220	2 038 834 \$	1 947 086 \$		0 \$	0 \$	91 748 \$
Affluents, CS des										
C.F.P. des Riverains	Lanaudière				235 733 \$	225 125 \$		0 \$	0 \$	10 608 \$
Samares, CS des										
Centre Multiservice des Samares	Lanaudière		482		1 238 922 \$	1 183 171 \$		0 \$	0 \$	55 751 \$
Centre Multiservice des Samares	Lanaudière			224	354 518 \$	338 565 \$		0 \$	0 \$	15 953 \$
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la										
C.F.P. l'Émergence	Laurentides	10458			17 033 996 \$	16 267 466 \$		0 \$	0 \$	766 530 \$
Centre de formation des Nouvelles-Technologies	Laurentides		924		1 535 075 \$	1 465 997 \$		0 \$	0 \$	69 078 \$

DR DIRECTION REGIONALE**COMMISSION SCOLAIRE****ÉCOLE****RÉGION ADMINISTRATIVE****NATURE DU PROJET - M²**
CONST. AGRAND. RÉAM.**COÛT**
TOTAL**MEQ****COMM.**
SCOL.**MILIEU****REMB.**
TAXES**062 Montérégie****Saint-Hyacinthe, CS de**

École professionnelle de Saint-Hyacinthe	Montérégie			965	209 404 \$	199 981 \$	0 \$	0 \$	9 423 \$
École professionnelle de Saint-Hyacinthe	Montérégie			375	82 012 \$	78 321 \$	0 \$	0 \$	3 691 \$
École professionnelle de Saint-Hyacinthe	Montérégie		600	742	553 456 \$	528 550 \$	0 \$	0 \$	24 906 \$
École professionnelle de Saint-Hyacinthe	Montérégie			650	211 653 \$	202 129 \$	0 \$	0 \$	9 524 \$
École professionnelle de Saint-Hyacinthe	Montérégie		224	350	385 065 \$	367 737 \$	0 \$	0 \$	17 328 \$

Hautes-Rivières, CS des

C.F.P. Chanoine-Armand-Racicot	Montérégie		558	532	1 539 962 \$	1 470 664 \$	0 \$	0 \$	69 298 \$
--------------------------------	------------	--	-----	-----	--------------	--------------	------	------	-----------

Marie-Victorin, CS

C.F.P. Gérard-Filion	Montérégie			1237	1 981 294 \$	1 892 136 \$	0 \$	0 \$	89 158 \$
C.F.P. Pierre-Dupuy	Montérégie		925	5	960 099 \$	916 895 \$	0 \$	0 \$	43 204 \$
C.F.P. Pierre-Dupuy	Montérégie		1548	598	1 820 856 \$	1 738 917 \$	0 \$	0 \$	81 939 \$

Patriotes, CS des

C.F.P. des Patriotes	Montérégie				1 405 152 \$	1 341 920 \$	0 \$	0 \$	63 232 \$
----------------------	------------	--	--	--	--------------	--------------	------	------	-----------

Grandes-Seigneuries, CS des

Centre de formation Compétence-de-la-Rive-Sud	Montérégie			1347	1 103 982 \$	1 054 303 \$	0 \$	0 \$	49 679 \$
---	------------	--	--	------	--------------	--------------	------	------	-----------

DR DIRECTION REGIONALE									
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
<u>Vallée-des-Tisserands, CS de la</u>									
C.F.P. de la Pointe-du-Lac	Montérégie		513		961 822 \$	918 540 \$	0 \$	0 \$	43 282 \$
<u>Trois-Lacs, CS des</u>									
Centre Atelier-école Les Cèdres	Montérégie				4 230 577 \$	4 040 201 \$	0 \$	0 \$	190 376 \$
<u>Eastern Townships, CS</u>									
Centre de formation professionnelle Campus de Cowansville	Montérégie		3170	392	4 405 230 \$	4 206 995 \$	0 \$	0 \$	198 235 \$
<u>Riverside, CS</u>									
ACCESS Centre de formation continue et professionnelle pour adultes	Montérégie		1998	601	4 044 265 \$	1 931 137 \$	0 \$	1 931 136 \$	181 992 \$
<u>New Frontiers, CS</u>									
C.F.P. Nova	Montérégie		3028		4 520 472 \$	4 317 051 \$	0 \$	0 \$	203 421 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE

ÉCOLE

RÉGION ADMINISTRATIVE

NATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.COÛT
TOTAL

MEQ

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES**063 Montréal****Pointe-de-l'Île, CS de la**

C.F.P. Calixa-Lavallée	Montréal		7227		11 064 651 \$	9 788 183 \$	800 000 \$	0 \$	476 468 \$
------------------------	----------	--	------	--	---------------	--------------	------------	------	------------

Montréal, CS de

École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal	Montréal			766	1 195 000 \$	1 141 225 \$	0 \$	0 \$	53 775 \$
--	----------	--	--	-----	--------------	--------------	------	------	-----------

École des métiers de la construction de Montréal	Montréal		25360	400	35 466 800 \$	33 870 794 \$	0 \$	0 \$	1 596 006 \$
--	----------	--	-------	-----	---------------	---------------	------	------	--------------

École métiers de l'équipement motorisé de Montréal	Montréal		3000	800	4 131 000 \$	3 945 105 \$	0 \$	0 \$	185 895 \$
--	----------	--	------	-----	--------------	--------------	------	------	------------

Marguerite-Bourgeoys, CS

C.F.P. Émile-Legault	Montréal			403	200 000 \$	191 000 \$	0 \$	0 \$	9 000 \$
----------------------	----------	--	--	-----	------------	------------	------	------	----------

C.F.P. en Électrotechnique	Montréal	6031			8 407 215 \$	7 599 140 \$	0 \$	450 000 \$	358 075 \$
----------------------------	----------	------	--	--	--------------	--------------	------	------------	------------

C.F.P. de l'Ouest-de-Montréal	Montréal	6089			8 136 931 \$	7 770 769 \$	0 \$	0 \$	366 162 \$
-------------------------------	----------	------	--	--	--------------	--------------	------	------	------------

English-Montréal, CS

St. Pius X Vocational Centre	Montréal			2538	3 262 656 \$	3 115 836 \$	0 \$	0 \$	146 820 \$
------------------------------	----------	--	--	------	--------------	--------------	------	------	------------

Lester-B.-Pearson, CS

West Island Career Centre	Montréal		464	361	581 638 \$	555 464 \$	0 \$	0 \$	26 174 \$
---------------------------	----------	--	-----	-----	------------	------------	------	------	-----------

West Island Career Centre	Montréal			361	234 257 \$	156 772 \$	66 943 \$	0 \$	10 542 \$
---------------------------	----------	--	--	-----	------------	------------	-----------	------	-----------

DR DIRECTION REGIONALE										
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²				COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ		SCOL.	MILIEU	TAXES
070 Outaouais										
<u>Portages-de-l'Outaouais, CS des</u>										
Centre Vision-Avenir F.P.	Outaouais		507	272	925 000 \$	883 375 \$		0 \$	0 \$	41 625 \$

DR DIRECTION REGIONALE									
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.	REMB.	
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
080 Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec									
Harricana, CS									
Centre de formation Harricana	Abitibi-Témiscamingue		832	38	1 824 471 \$	1 742 370 \$	0 \$	0 \$	82 101 \$

DR DIRECTION REGIONALE									
COMMISSION SCOLAIRE		NATURE DU PROJET - M²			COÛT	COMM.		REMB.	
ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MEQ	SCOL.	MILIEU	TAXES
090 Côte-Nord									
Fer, CS du									
C.F.P. A.-W.-Gagné	Côte-Nord		314		441 308 \$	421 449 \$	0 \$	0 \$	19 859 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école. Préciser le nombre de pieds carrés spécifiquement attribués à cette fin dans les écoles pour 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

La subvention versée par commission scolaire pour les services de garde en milieu scolaire pour 2003-2004 paraît à l'annexe 1. Cette donnée est celle de la certification finale des allocations budgétaires 2003-2004. Pour les années scolaires 2004-2005 et 2005-2006, les données ne sont pas encore disponibles. Quant à la fréquentation, les données sur les enfants réguliers et sporadiques pour les années 2003-2004 et 2004-2005 (données provisoires) paraissent à l'annexe 2.

En ce qui a trait au nombre de pieds carrés attribués aux services de garde, le Ministère ne recense pas cette donnée. Il demeure que, lors de la construction d'écoles, il est considéré une superficie totale de 95 mètres carrés pour un local dédié au service de garde.

**AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE
AUX SERVICES DE GARDE EN 2003-2004**

R.A. 01 Bas-Saint-Laurent

711000	Monts-et-Marées, CS des	439 121
712000	Phares, CS des	948 315
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	77 832
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	<u>633 364</u>
		2 098 632

R.A. 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean

721000	Pays-des-Bleuets, CS du	403 467
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	621 097
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	1 546 058
724000	De La Jonquière, CS	<u>519 154</u>
		3 089 776

R.A. 03 Capitale-Nationale

731000	Charlevoix, CS de	259 277
732000	Capitale, CS de la	6 292 264
733000	Découvreurs, CS des	3 909 934
734000	Premières-Seigneuries, CS des	6 148 340
735000	Portneuf, CS de	684 407
881000	Central Québec, CS	<u>404 743</u>
		17 698 965

R.A. 04 Mauricie

741000	Chemin-du-Roy, CS du	2 287 892
742000	Énergie, CS de l'	<u>1 286 425</u>
		3 574 317

R.A. 05 Estrie

751000	Hauts-Cantons, CS des	769 432
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	3 512 480
753000	Sommets, CS des	1 291 370
883000	Eastern Townships, CS	<u>419 675</u>
		5 992 957

R.A. 06 Montréal

761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	7 636 418
762000	Montréal, CS de	25 557 432
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	10 102 908
887000	English-Montréal, CS	4 045 950
888000	Lester-B.-Pearson, CS	<u>4 877 738</u>
		52 220 446

R.A. 07 Outaouais

771000	Draveurs, CS des	4 472 006
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	3 887 253
773000	Coeur-des-Vallées, CS au	1 273 261
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	205 747
886000	Western Québec, CS	<u>1 075 986</u>
		10 914 253

R.A. 08 Abitibi-Témiscamingue

781000	Lac-Témiscamingue, CS du	134 030
782000	Rouyn-Noranda, CS de	680 601
783000	Harricana, CS	223 042
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	805 406
785000	Lac-Abitibi, CS du	<u>178 979</u>
		2 022 058

R.A. 09 Côte-Nord

689000	Littoral, Cs du	62 402
791000	Estuaire, CS de l'	541 812
792000	Fer, CS du	841 377
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	<u>28 617</u>
		1 474 208

R.A. 10 Nord-du-Québec

801000	Baie-James, CS de la	186 233
--------	----------------------	---------

R.A. 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

811000	Îles, CS des	267 840
812000	Chic-Chocs, CS des	287 984
813000	René-Lévesque, CS	399 042
882000	Eastern Shores, CS	<u>15 524</u>
		970 390

R.A. 12 Chaudière-Appalaches

821000	Côte-du-Sud, CS de la	506 539
822000	L'Amiante, CS de	249 284
823000	Beauce-Étchemin, CS de la	1 820 169
824000	Navigateurs, CS des	<u>4 453 872</u>
		7 029 864

R.A. 13 Laval

831000	Laval, CS de	10 775 313
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	<u>1 552 413</u>
		12 327 726

R.A. 14 Lanaudière

841000	Affluents, CS des	7 946 030
842000	Samares, CS des	<u>2 303 525</u>
		10 249 555

R.A. 15 Laurentides

851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	8 919 333
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	3 454 126
853000	Laurentides, CS des	1 293 981
854000	Pierre-Neveu, CS	<u>666 599</u>
		14 334 039

R.A. 16 Montérégie

861000	Sorel-Tracy, CS de	783 916
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	2 482 076
863000	Hautes-Rivières, CS des	2 761 921
864000	Marie-Victorin, CS	8 807 080
865000	Patriotes, CS des	8 836 337
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 845 332
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	5 298 126
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	1 240 669
869000	Trois-Lacs, CS des	2 722 641
884000	Riverside, CS	2 417 111
889000	New Frontiers, CS	<u>463 072</u>
		37 658 281

R.A. 17 Centre-du-Québec

871000	Riveraine, CS de la	644 640
872000	Bois-Francis, CS des	1 706 513
873000	Chênes, CS des	<u>1 651 951</u>
		4 003 104

DONNÉES SUR LA FRÉQUENTATION DES ÉLÈVES
DANS LES SERVICES DE GARDE

		2003-2004		2004-2005	
		Réguliers	Sporadiques	Réguliers	Sporadiques
R.A. 01 Bas-Saint-Laurent					
711000	Monts-et-Marées, CS des	407	32	477	177
712000	Phares, CS des	822	662	867	678
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	55	17	94	25
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	490	358	551	420
		1 774	1 069	1 989	1 300
R.A. 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean					
721000	Pays-des-Bleuets, CS du	401	397	455	492
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	508	373	584	642
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	1 210	1 381	1 567	1 535
724000	De La Jonquière, CS	465	243	585	364
		2 584	2 394	3 191	3 033
R.A. 03 Capitale-Nationale					
731000	Charlevoix, CS de	212	225	220	276
732000	Capitale, CS de la	5 812	1 996	5 679	2 080
733000	Découvreurs, CS des	3 705	1 513	3 641	1 819
734000	Premières-Seigneuries, CS des	5 848	1 968	5 919	2 270
735000	Portneuf, CS de	595	576	645	680
881000	Central Québec, CS	303	398	454	549
		16 475	6 676	16 558	7 674
R.A. 04 Mauricie					
741000	Chemin-du-Roy, CS du	2 016	1 679	2 142	1 822
742000	Énergie, CS de l'	978	1 371	1 150	1 621
		2 994	3 050	3 292	3 443
R.A. 05 Estrie					
751000	Hauts-Cantons, CS des	604	332	643	387
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	3 203	2 075	3 057	2 358
753000	Sommets, CS des	1 128	383	1 155	476
883000	Eastern Townships, CS	419	167	458	178
		5 354	2 957	5 313	3 399
R.A. 06 Montréal					
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	6 511	550	6 337	735
762000	Montréal, CS de	20 137	5 592	19 412	5 065
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	9 053	2 421	9 079	2 574
887000	English-Montréal, CS	3 539	700	3 393	586
888000	Lester-B.-Pearson, CS	4 657	462	4 924	275
		43 897	9 725	43 145	9 235

R.A. 07 Outaouais					
771000	Draveurs, CS des	4 277	1 508	4 330	1 410
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	3 513	86	3 620	118
773000	Coeur-des-Vallées, CS au	1 291	59	1 249	55
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	171	163	170	108
886000	Western Québec, CS	1 148	25	1 001	107
		10 400	1 841	10 370	1 798

R.A. 08 Abitibi-Témiscamingue					
781000	Lac-Témiscamingue, CS du	68	0	184	21
782000	Rouyn-Noranda, CS de	576	323	679	292
783000	Harricana, CS	189	63	253	52
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	773	578	787	518
785000	Lac-Abitibi, CS du	75	9	195	94
		1 681	973	2 098	977

R.A. 09 Côte-Nord					
689000	Littoral, Cs du	28	10	50	0
791000	Estuaire, CS de l'	433	530	524	528
792000	Fer, CS du	752	283	793	386
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	32	10	23	7
		1 245	833	1 390	921

R.A. 10 Nord-du-Québec					
801000	Baie-James, CS de la	152	138	148	141

R.A. 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine					
811000	Îles, CS des	256	132	217	160
812000	Chic-Chocs, CS des	274	79	286	152
813000	René-Lévesque, CS	326	105	421	189
882000	Eastern Shores, CS	25	25	44	39
		881	341	968	540

R.A. 12 Chaudière-Appalaches					
821000	Côte-du-Sud, CS de la	454	213	534	278
822000	L'Amiante, CS de	188	122	278	229
823000	Beauce-Étchemin, CS de la	1 522	1 075	1 732	1 636
824000	Navigateurs, CS des	4 284	2 914	4 195	3 715
		6 448	4 324	6 739	5 858

R.A. 13 Laval					
831000	Laval, CS de	10 413	1 030	9 820	1 324
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	1 458	316	1 639	395
		11 871	1 346	11 459	1 719

R.A. 14 Lanaudière					
841000	Affluents, CS des	7 538	2 690	7 439	3 118
842000	Samares, CS des	1 916	675	2 078	1 037
		9 454	3 365	9 517	4 155

R.A. 15 Lanaudière					
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	8 568	1 753	8 540	2 198
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	3 139	1 240	3 296	1 384
853000	Laurentides, CS des	1 238	251	1 172	429
854000	Pierre-Neveu, CS	544	72	511	29
		13 489	3 316	13 519	4 040

R.A. 16 Montérégie					
861000	Sorel-Tracy, CS de	662	832	723	852
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	2 364	1 530	2 361	1 540
863000	Hautes-Rivières, CS des	2 523	566	2 607	727
864000	Marie-Victorin, CS	8 434	1 923	8 195	2 200
865000	Patriotes, CS des	9 105	1 699	8 737	1 833
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 614	1 851	1 787	1 707
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	5 115	31	5 157	148
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	1 045	151	1 207	268
869000	Trois-Lacs, CS des	2 520	947	2 709	1 124
884000	Riverside, CS	2 092	206	2 211	247
889000	New Frontiers, CS	459	25	417	9
		35 933	9 761	36 111	10 655

R.A. 17 Centre-du-Québec					
871000	Riveraine, CS de la	548	314	584	429
872000	Bois-Francs, CS des	1 459	550	1 420	740
873000	Chênes, CS des	1 518	692	1 481	973
		3 525	1 556	3 485	2 142

	Total	168 157	53 665	169 292	61 030
			221 822		230 322

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Études, avis, analyses à l'égard de l'impact de la hausse du tarif des services de garde en milieu scolaire.

RÉPONSE

Voir réponse à la question 48.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détails et ventilation des sommes économisées par le ministère de l'Éducation en haussant les tarifs quotidiens de 2 \$.

RÉPONSE

Pour l'exercice financier 2004-2005, la hausse de la tarification a généré des revenus additionnels de 38 M\$ pour les commissions scolaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour 2004-2005, nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire, par commission scolaire, niveau de formation de chacun d'entre eux et mesures prises pour compléter la formation lorsque celle-ci est déficiente. Prévisions des effectifs pour 2005-2006.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint présente le nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire au 30 septembre 2003 et au 30 septembre 2004 pour chacune des commissions scolaires (excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro).

Le Ministère ne possède pas de données sur le niveau de formation de chacune et chacun d'entre eux, ni sur les mesures prises pour compléter la formation lorsque celle-ci est déficiente.

**Nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde
en milieu scolaire au 30 septembre 2003 et 2004
pour chacune des commissions scolaires**

N° : 49

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	au 30 septembre 2003		au 30 septembre 2004		Variation en % 30 sept. 2003 vs 2004	
	IND ²	ETP	IND	ETP	IND	ETP
689000 LITTORAL, CS DU	1	0,5	1	0,7	0,0%	40,0%
711000 MONT-S-ET-MARÉES, CS DES	29	11,8	32	11,4	10,3%	-3,4%
712000 PHARES, CS DES	88	41,9	85	41,1	-3,4%	-1,9%
713000 FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	5	1,6	8	3,0	60,0%	87,5%
714000 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	40	21,6	42	20,6	5,0%	-4,6%
721000 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	30	13,5	31	14,6	3,3%	8,1%
722000 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	42	14,5	62	16,2	47,6%	11,7%
723000 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	100	44,8	102	46,6	2,0%	4,0%
724000 DE LA JONQUIÈRE, CS	46	14,2	44	17,2	-4,3%	21,1%
731000 CHARLEVOIX, CS DE	18	7,1	23	8,4	27,8%	18,3%
732000 CAPITALE, CS DE LA	493	286,5	476	269,0	-3,4%	-6,1%
733000 DÉCOUVREURS, CS DES	276	151,3	309	176,1	12,0%	16,4%
734000 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	488	285,4	520	280,1	6,6%	-1,9%
735000 PORTNEUF, CS DE	57	26,5	52	29,6	-8,8%	11,7%
741000 CHEMIN-DU-ROY, CS DU	173	97,4	183	99,5	5,8%	2,2%
742000 ÉNERGIE, CS DE L'	99	37,1	105	39,0	6,1%	5,1%
751000 HAUTS-CANTONS, CS DES	42	18,7	39	16,3	-7,1%	-12,8%
752000 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	232	118,6	252	123,4	8,6%	4,0%
753000 SOMMETS, CS DES	83	43,1	81	41,5	-2,4%	-3,7%
761000 POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	453	302,0	421	290,7	-7,1%	-3,7%
762000 MONTRÉAL, CS DE	1 405	1 106,3	1 334	1 012,9	-5,1%	-8,4%
763000 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	740	414,0	738	429,1	-0,3%	3,6%
771000 DRAVEURS, CS DES	346	178,4	343	175,4	-0,9%	-1,7%
772000 PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	264	151,9	258	147,0	-2,3%	-3,2%
773000 COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	91	46,9	98	54,8	7,7%	16,8%
774000 HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	21	8,5	18	7,8	-14,3%	-8,2%
781000 LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	8	4,1	13	4,7	62,5%	14,6%
782000 ROUYN-NORANDA, CS DE	53	26,7	49	24,6	-7,5%	-7,9%
783000 HARRICANA, CS	15	7,9	17	9,1	13,3%	15,2%
784000 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	72	30,2	64	26,6	-11,1%	-11,9%
785000 LAC-ABITIBI, CS DU	10	2,2	17	4,9	70,0%	122,7%
791000 ESTUAIRE, CS DE L'	40	12,8	38	13,8	-5,0%	7,8%
792000 FER, CS DU	64	31,8	64	33,0	0,0%	3,8%
793000 MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	2	0,7	3	1,0	50,0%	42,9%
801000 BAIE-JAMES, CS DE LA	11	3,6	15	4,3	36,4%	19,4%
811000 ÎLES, CS DES	28	10,5	22	9,7	-21,4%	-7,6%
812000 CHIC-CHOCs, CS DES	24	8,6	20	9,2	-16,7%	7,0%
813000 RENÉ-LÉVESQUE, CS	20	9,0	31	12,5	55,0%	38,9%
821000 CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	38	15,5	47	18,7	23,7%	20,6%
822000 L'AMIANTE, CS DE	15	3,2	17	5,5	13,3%	71,9%
823000 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	151	59,0	148	61,7	-2,0%	4,6%
824000 NAVIGATEURS, CS DES	370	197,8	379	209,0	2,4%	5,7%
831000 LAVAL, CS DE	757	445,8	746	433,7	-1,5%	-2,7%
841000 AFFLUENTS, CS DES	539	339,6	531	329,7	-1,5%	-2,9%
842000 SAMARES, CS DES	173	76,5	165	74,5	-4,6%	-2,6%
851000 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	556	332,8	523	328,8	-5,9%	-1,2%
852000 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	112	77,9	219	118,8	95,5%	52,5%
853000 LAURENTIDES, CS DES	81	39,3	83	39,0	2,5%	-0,8%
854000 PIERRE-NEVEU, CS	53	20,3	47	19,3	-11,3%	-4,9%
861000 SOREL-TRACY, CS DE	61	26,1	61	27,6	0,0%	5,7%
862000 SAINT-HYACINTHE, CS DE	168	87,1	174	88,7	3,6%	1,8%
863000 HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	165	94,4	186	99,7	12,7%	5,6%
864000 MARIE-VICTORIN, CS	630	372,2	606	353,2	-3,8%	-5,1%
865000 PATRIOTES, CS DES	659	383,0	643	373,0	-2,4%	-2,6%
866000 VAL-DES-CERFS, CS DU	140	54,7	143	60,7	2,1%	11,0%
867000 GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	357	223,7	353	227,3	-1,1%	1,6%
868000 VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	69	35,5	82	38,6	18,8%	8,7%
869000 TROIS-LACS, CS DES	189	105,3	184	103,5	-2,6%	-1,7%
871000 RIVERAINE, CS DE LA	49	18,9	41	16,7	-16,3%	-11,6%
872000 BOIS-FRANCS, CS DES	105	59,9	91	55,0	-13,3%	-8,2%
873000 CHÊNES, CS DES	133	61,2	137	60,9	3,0%	-0,5%
881000 CENTRAL QUÉBEC, CS	56	17,5	49	15,4	-12,5%	-12,0%
882000 EASTERN SHORES, CS	2	0,6	4	1,8	100,0%	200,0%
883000 EASTERN TOWNSHIPS, CS	44	14,5	31	11,4	-29,5%	-21,4%
884000 RIVERSIDE, CS	163	80,4	176	95,8	8,0%	19,2%
885000 SIR-WILFRID-LAURIER, CS	95	42,0	100	47,2	5,3%	12,4%
886000 WESTERN QUEBEC, CS	83	40,3	72	35,9	-13,3%	-10,9%
887000 ENGLISH-MONTRÉAL, CS	246	149,1	218	137,3	-11,4%	-7,9%
888000 LESTER-B.-PEARSON, CS	358	168,1	351	168,7	-2,0%	0,4%
889000 NEW FRONTIERS, CS	29	13,1	28	12,0	-3,4%	-8,4%
Total	12 655	7 247,5	12 645	7 198,0	-0,1%	-0,7%

1. ETP : équivalent à temps plein.

2. IND : individu.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les garderies en milieu scolaire, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint fait état, pour des bâtiments scolaires où il y a eu ouverture d'un service de garde en milieu scolaire en 2004-2005, des enfants inscrits sur une base régulière ou sporadique.

Dans les bâtiments où il y avait déjà un service de garde en milieu scolaire, le concept de nouvelles places ne peut être utilisé car tous les élèves qui s'inscrivent sont acceptés.

Les données pour 2005-2006 ne sont pas encore disponibles.

ENFANTS INSCRITS DANS LES NOUVEAUX
SERVICES DE GARDE EN 2004-2005

		Enfants	
		Réguliers	Sporadiques
R.A.	01 Bas-Saint-Laurent		
711036	Monts-et-Marées, CS des	16	15
714003	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	49	69
		65	84
R.A.	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		
721034	Pays-des-Bleuets, CS du	35	67
724003	De La Jonquière, CS	16	15
724043	De La Jonquière, CS	38	19
		89	101
R.A.	03 Capitale-Nationale		
733116	Découvreurs, CS des	58	257
734045	Premières-Seigneuries, CS des	86	28
735020	Portneuf, CS de	20	38
		164	323
R.A.	04 Mauricie		
742063	Énergie, CS de l'	13	25
		13	25
R.A.	06 Montréal		
762158	Montréal, CS de	99	18
763070	Marguerite-Bourgeoys, CS	4	
763106	Marguerite-Bourgeoys, CS	36	19
763107	Marguerite-Bourgeoys, CS	41	12
		180	49
R.A.	07 Outaouais		
772011	Portages-de-l'Outaouais, CS des	218	
		218	0
R.A.	08 Abitibi-Témiscamingue		
781048	Lac-Témiscamingue, CS du	17	
		17	0
R.A.	09 Côte-Nord		
791041	Estuaire, CS de l'	14	19
		14	19
R.A.	11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
813009	René-Lévesque, CS	21	20
882007	Eastern Shores, CS	25	7
		46	27

		Enfants	
		Réguliers	Sporadiques
R.A.	12 Chaudière-Appalaches		
821801	Côte-du-Sud, CS de la	73	64
821802	Côte-du-Sud, CS de la	22	1
		95	65
R.A.	13 Laval		
885010	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	47	13
885030	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	1	
885047	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	67	28
		115	41
R.A.	14 Lanaudière		
842025	Samares, CS des	26	11
842075	Samares, CS des	20	2
		46	13
R.A.	15 Lanaudière		
851014	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	98	32
		98	32

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

RÉPONSE

Les montants de l'allocation par commission scolaire pour l'année scolaire 2004-2005 sont indiqués dans l'annexe 1, alors que les montants budgétés par les commissions scolaires sont indiqués dans l'annexe 2.

Pour l'année scolaire 2005-2006, les données ne sont pas encore disponibles.

ANNÉE SCOLAIRE 2004-2005 — TRANSPORT SCOLAIRE

Codes	Commissions scolaires	
689	Littoral	496 220
711	Monts-et Marées	5 929 660
712	Phares	6 378 307
713	Fleuve-et-des-Lacs	4 974 298
714	Kamouraska-Rivière-du-Loup	5 602 972
721	Pays-des-Bleuets	6 061 240
722	Lac-Saint-Jean	4 601 254
723	Rives-du-Saguenay	7 009 267
724	De La Jonquière	5 044 558
731	Charlevoix	2 663 203
732	Capitale	8 362 147
733	Découvreurs	4 197 356
734	Premières-Seigneuries	11 480 486
735	Portneuf	4 377 947
741	Chemin-du-Roy	11 272 222
742	Énergie	8 372 624
751	Hauts-Cantons	6 613 707
752	Région-de-Sherbrooke	8 517 230
753	Sommets	5 435 534
759	Crie	2 909 805
761	Pointe-de-l'Île	5 921 750
762	Montréal	10 610 604
763	Marguerite-Bourgeoys	11 099 535
769	Kativik	2 291 045
771	Draveurs	7 111 130
772	Portages-de-l'Outaouais	5 719 185
773	Coeur-des-Vallées	4 279 971
774	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	4 825 381
781	Lac-Témiscamingue	2 656 480
782	Rouyn-Noranda	3 290 084
783	Harricana	4 021 840
784	Or-et-des-Bois	3 370 367
785	Lac-Abitibi	3 905 437
791	Estuaire	4 465 926
792	Fer	2 387 036
793	Moyenne-Côte-Nord	466 612
801	Baie-James	1 066 192
811	Îles	1 271 583
812	Chic-Chocs	3 975 408
813	René-Lévesque	6 469 894

Codes	Commissions scolaires	Alphabetique
821	Côte-du Sud	7 592 326
822	L'Amiante	5 596 075
823	Beauce-Etchemin	11 944 232
824	Navigateurs	9 917 761
831	Laval	13 425 499
841	Affluents	14 670 030
842	Samares	17 392 962
851	Seigneurie-des-Mille-Îles	15 115 826
852	Rivière-du-Nord	10 772 426
853	Laurentides	7 651 496
854	Pierre-Neveu	3 875 042
861	Sorel-Tracy	3 522 567
862	Saint-Hyacinthe	6 520 822
863	Hautes-Rivières	8 766 029
864	Marie-Victorin	10 567 069
865	Patriotes	12 271 135
866	Val-des-Cerfs	8 345 653
867	Grandes-Seigneuries	9 680 077
868	Vallée-des-Tisserands	6 403 385
869	Trois-Lacs	6 933 292
871	Riveraine	5 058 891
872	Bois-Francis	6 746 483
873	Chênes	6 670 812
881	Central Québec	2 834 908
882	Eastern Shores	1 573 077
883	Eastern Townships	5 256 611
884	Riverside	7 002 576
885	Sir-Wilfrid-Laurier	9 223 965
886	Western Québec	5 803 365
887	English-Montréal	7 279 782
888	Lester-B.-Pearson	10 030 872
889	New Frontiers	3 135 874

**DÉPENSES DE TRANSPORT SCOLAIRE PRÉVUES
AU BUDGET 2004-2005**

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
689000	Littoral, du	449 514
711000	Monts-et-Marées, des	6 074 660
712000	Phares, des	7 010 303
713000	Fleuve-et-des-Lacs, du	5 021 831
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, de	5 633 674
721000	Pays-des-Bleuets, du	6 489 500
722000	Lac-Saint-Jean, du	5 171 711
723000	Rives-du-Saguenay, des	7 402 500
724000	De La Jonquière	5 716 331
731000	Charlevoix, de	2 748 431
732000	Capitale, de la	9 037 504
733000	Découvreurs, des	5 386 470
734000	Premières-Seigneuries, des	13 204 361
735000	Portneuf, de	4 567 399
741000	Chemin-du-Roy, du	11 944 756
742000	Énergie, de l'	9 381 200
751000	Hauts-Cantons, des	6 613 706
752000	Région-de-Sherbrooke, de la	8 670 717
753000	Sommets, des	5 435 000
761000	Pointe-de-l'Île, de la	5 929 167
762000	Montréal, de	10 373 160
763000	Marguerite-Bourgeoys	11 148 387
769000	Kativik	2 013 563
771000	Draveurs, des	7 181 129
772000	Portages-de-l'Outaouais, des	5 918 390
773000	Coeur-des-Vallées, au	4 195 230
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, des	4 832 380
781000	Lac-Témiscamingue, du	2 616 479
782000	Rouyn-Noranda, de	3 364 274
783000	Harricana	4 154 439
784000	Or-et-des-Bois, de l'	3 531 216
785000	Lac-Abitibi, du	4 213 437
791000	Estuaire, de l'	4 807 924
792000	Fer, du	2 517 900
793000	Moyenne-Côte-Nord, de la	495 000
801000	Baie-James, de la	1 066 191
811000	Îles, des	1 359 655
812000	Chic-Chocs, des	4 122 194
813000	René-Lévesque	6 464 153
821000	Côte-du-Sud, de la	7 999 700
822000	L'Amiante, de	5 645 142

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
823000	Beauce-Etchemin, de la	12 059 284
824000	Navigateurs, des	10 360 099
831000	Laval, de	14 267 422
841000	Affluents, des	14 875 132
842000	Samares, des	19 262 915
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, de la	15 350 381
852000	Rivière-du-Nord, de la	10 892 545
853000	Laurentides, des	7 912 700
854000	Pierre-Neveu	4 260 764
861000	Sorel-Tracy, de	3 328 700
862000	Saint-Hyacinthe, de	6 819 953
863000	Hautes-Rivières, des	8 766 028
864000	Marie-Victorin	10 888 838
865000	Patriotes, des	13 191 000
866000	Val-des-Cerfs, du	9 312 599
867000	Grandes-Seigneuries, des	10 228 889
868000	Vallée-des-Tisserands, de la	6 421 875
869000	Trois-Lacs, des	7 167 141
871000	Riveraine, de la	5 324 096
872000	Bois-Francis, des	7 180 083
873000	Chênes, des	6 955 505
881000	Central Québec	2 966 672
882000	Eastern Shores	1 606 000
883000	Eastern Townships	5 723 305
884000	Riverside	7 132 895
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	9 567 792
886000	Western Québec	6 045 157
887000	English-Montréal	7 197 609
888000	Lester-B.-Pearson	10 324 079
889000	New Frontiers	3 350 362